LIRE PAGE 5

En se démarquant, dans la

say, ce n'est qu'un concert de lonanges. M. Reagan s'est même

offert un «boni» inattendu en

obtenant du président roumain

Ceausescu, si discret ces der-

niers temps, l'approbation du

principe d'une «solution intérimaire, avant, il est vrai, qu'il

Est-ce à dire que le geste de bonne volonté de Washington

aura un effet magique et déblo-

quera les négociations

américano-soviétiques de Genève

sur la limitation des armements

nucléaires? Dans l'attente d'une

réaction publique du Kremlin, le

de M. Reagan de substituer à l'option zéro l'objectif zéro

(comme le suggérait M. Giscard d'Estaing dans un récent article

du «Monde») ne change pas grand-chose. Elle était attendue,

et M. Mitterrand avait indique

en décembre au journaliste amé-

ricain Joseph Kraft que tout ac-

cord impliquerait un compromis sur le nombre des euromissiles.

qualitative, comme le souli-

gnaient mardi les «lzvestia»:

les Américains et leurs allies de-

mandent aux Soviétiques de re-

noncer à un fait accompli contre

un fait qui ne l'est pas encore, et

d'abandonner une réalité - un

certain nombre de SS 20 -

contre l'abandon d'une virtua-

lité, le programme d'euromis-

Tout le mai vient de ce que les

Soviétiques out pris dans la

course aux armements en Eu-

rope plusieurs années d'avance

ser les Américains. En 1979,

cuand l'OTAN a arrêté son pro-

gramme d'euromissiles, les So-

riétiques disposaient déjà d'une

centaine de SS-20 opération-

nels. Aujonrd'hai, ils en out

quelque trois cent cinquante.

dont deux cent cinquante bra-

qués sur l'Enrope. Le point

d'équilibre ne se s'ine donc ni

dans la situation actuelle ni

même à un retour à 1979. Il ne

peut être envisagé, le plus bas

possible comme le propose au-

jourd'hui M. Reagan, qu'en per-

mettant à une des parties d'ang-

menter son armement tout en amenant l'autre à réduire le sien.

de précédent dans l'histoire di-

plomatique qu'une puissance donne le fen vert à l'armement

d'une autre puissance tout en ré-

duisant le sien propre. Aussi

pent-on penser - et craindre -

que la négociation ne puisse être

raiment amorcée avant que les

Occidentaux aient commencé les

implantations d'euromissiles

américains, ce qui est présu pour la fin de cette année. Il s'agira

sions de limiter, faute de mieux,

dec laits accomplis en fixant des platonds aux euromissiles

américains et sovietiques. Les

memes ou deux platonds diffe-

rents? M. Reagan insiste sur

l' égalité », mais ce devrait

L'affaire est évidenment ris-

quée, et M. Gromyko, désormais

rice-premier ministre soviétique,

2 deja présenu cu'après l'im-

plantation de Porshing-2 en

R.F.A. . Il scrait illusoire de

penser que les négociations se

poursuivront comme avant ..

Mais il n'a tout de même pas dif

qu'elles ce se poursuivraient pas-

Lt mil ne sait comment one solu-

tion pacifique pourrait intervenir

autrement.

être le principal objet d'une né-

gociation raisonnable.

Maiheureusement, il n'est pas

siles de l'OTAN.

Sur le fond, c'est vrai, l'offre

ait formulé la sienne.

scepticisme prevaut.



# Moscou n'entend pas assouplir sa politique M. Mauroy invite la gauche à la patience face au plan américain Washington marque un point sur les euromissiles

grande bataille des euromissiles diplomatique... pour le mo-ment – d'une position rigide, l'« option zéro», le bannissement Devant les ambassadeurs des pays membres de l'allionce avlontique à Washington, le président Reagon a confirmé et expliqué mercredi 30 mars les propositions qu'il a faites aux Soviétiques pour relancer les négociations de Genève sur les euromissiles. Il suggère de toute fusée nucléaire américaine on soviétique à moyenne « un accord intérimaire qui réduirait substantiellement les forces à des niveaux égaux des deux cotés ». Les propos du président ont été portée en Europe, le président Reagan a marqué un point. Chez tous les alliés des États-Unis, de bien accueillis par les alliés des États-Unis. l'approbation chaleurense de A Moscou, aucune réaction officielle n'o encore été enregistrée, Mar Thatcher au «grand inté-ret» exprime par le Quai d'Or-

mais sous loisse prévoir, indique notre envoyé spéciol, un rejet de la proposition Reagan, I'U.R.S.S. n'entendant pas assouplir sa politique

## De notre envoyé special

par M. Reagan et à sa proposition de solution «intérimaire» sur les euro-missiles, mais tout ce que l'on entend ici ces derniers jours ne laisse aucun doute sur ce que sera la réponse: elle sera négative.

La principale raison en est que toute variante comportant l'installa-tion de susées américaines en Europe de l'Onest est jugée ici inac-ceptable, quels que soient le nombre et le type de ces missiles. Or c'est bien ce que propose M. Reagan, dont la variante «intérimaire». rappelle-t-on ici, se fonde sur les mêmes principes que l'option zéro» déjà rejetée: égalité des seuls systèmes américain et soviétique, dans une seule catégorie d'armement, celle des missiles basés à terre.

La position soviétique est affirmée de manière si catégorique que l'on peut douter qu'un compromis

Moscou. – Ni les dirigeants ni les médiss soviétiques n'avaient encore réagi, ce jeudi matin 31 mars, au nouveau discours prononcé la veille soviétique à contresigner un programme de réarmement de son adversaire potentiel. Même s'il oc s'agissait que d'installer un mini-mum symbolique d'une vingtaine de missiles de croisière, en R.F.A. par exemple, on ne voit pas comment Moscou pourrait donner son aval à une telle opération. D'autre part, on insiste ici, comme le faisait des mardi dans les Izvestia M. Faline, aneien ambassadenr à Bono, aujourd'hui commentateur de l'organe du gouvernement, sur le fait que l'essectiel de la décision de tait que l'essentiel de la decision de l'OTAN en 1979 « n'est pas la qualité » nois la qualité », et qu'« une seule susée peut changer le climai stratégique si elle permet de rompre avec le principe de sécurité égale» (l'un des mattres-mois de la

doctrine soviétique en la matière). MICHEL TATU. (Lire la suite page 3.)

# et à la « gestion des réformes amorcées »

Continuant ses comersations -, des -échanges d'information», dit-on officiellement – avec les représentants des organisations syndicales. M. Mauroy a reçu, jeudi matin 31 mars, une délégation du C.N.P.F. conduite par M. Yvon Gattaz.

La velle, le premier ministre s'était entretenu ec une délégation de Force ouvrière, dont le secrénrec mie unegation de rorce ouvrière, dont le secré-taire général, M. André Bergeron, avait notamment souligné le mécontentement et les risques de conflits proroqués par l'annonce du plan d'eustérité.

A l'asue du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, avait ndiqué, pour sa part, que le plan gouvernemental serait complété par des mesures sociales et un programme de développement industriel. « Par

et des partis de la majorité doone

aujourd'hui la mesure du désarroi

des dirigeants socialistes contraints d'assumer désormais une politique

résumée par deux mois doot l'usage

était jusqu'à présent proscrit du lan-gage de la gauche : l'austérité et la

pause. Le plus géoé est incontesta-blement M. Pierre Mauroy, obligé de mettre plusieurs bémols à l'opti-

misme qu'il avait affiché avant les

élections municipales mais dépouvu

d'arguments nouveaux pour esperer

persuader ses interlocuteurs de

relayer l'appel à le mobilisation

générale lencé le 23 mars par

La gêne qu'éprouve le gouvernede manœuvre du premier ministre est, en effet, pratiquement nulle, meot vis-à-vis des syndicats ouvriers

Le secrétaire général de F.O. a bien compris, mercredi apres-midi 30 mars, que le plan d'austérité n'est pas négociable, M. André Bergeron a d'ailleurs indiqué que la discussion sur les conséquences du recours è l'empruot obligatoire evait été . Irès vive... Comme le redoutaient les syndicats, ces nouveaux entretiens de l'hôtel Matignon devraient être. pour l'essentiel, de purc forme, Sans doute permettront-ils de préparer certaines mesures sociales qui pourraient être prises ultérieutement, à titre compensatoire, mais l'annonce de deux -volets - complémentaires

- un ensemble social et un - plan parole du gouvernement à l'issue du conseil des ministres procède surtout d'un souci d'apaisement. Pour l'instant, le gouvernement propose sim-plement une serie d'échaoges de vues étalées sur plusieurs semeines. Les organisations syndicales seront convices à diverses consultations auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, successivement, sut le financement de l'assurance-chômage (M. Pierre Bérégovoy présidera une • table ronde • 1, sur le budget social de la nation (qui donnera lieu à une declaration du gouvernement au Parlement l. sur la réduction du temps de travail, sur la démocratisation du secteur public, sur la hiérarchie des salaires. M. Mauroy présidera personnellement, sin avril, une

sionnelle des jeunes. ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 7.1

# M. François Mitterrand. La marge L'industrie française fera-t-elle les frais de l'austérité?

Lire page 7 l'article de JEAN-MICHEL QUATREPOINT

# Mais la plus grande difficulté n'est pas quantitative: elle est qualitative, comme le souli-

La situation reste tendue en Amérique centrale, particulièrement au Nicaragua, où les éléments armés autisandinistes poursoivent leurs incursions près de la frontière du Honduras. Le gouvernement de Managua a envoyé des renforts, et M. Tomas Borge, ministre de l'intérieur, a dénoucé le mercredi 30 mars la présence au large des côtes du pays de navires de guerre américains. Une organisation anti-

les régions septentrionales du Nicaragua, illustrée par la mort d'un ienne médecin français, ne menace pas sérieusement le régime sandiniste. Pas encore. Les dirigeants de Managua, qui n'ont certainement pas intérêt à minimiser l'ampleur de la menace - extérieure », l'affirment les premiers, tout en eccélérant, il est vrai, la mobilisation des milices et en lancant des appels à l'aide, discrets mais pressents, aux pays

Préoccupante an nord, côté Hon-

«amis».

L'aggravation des combats dans par MARCEL NIEDERGANG présence sur son territoire de camps dégrader au sud, côté Costa Rica, si les groupes antisandinistes réfugies dans ce dernier pays passent à leur tour à l'acrico comme ils l'ont annoncé. De fait, le Nicaragua, critioné et assiégé, a franchi depuis une semaine une nouvelle étape vers une «guerre larvée». A Washington, on parle déjà de « guerre civile . entre partisans et adversaires d'un régime dont les dirigeants ne dissimolent pas leur admiratioo pour le « modèle cubain ».

Le refus persistant du gouverneduras, la situation risque de se ment du Honduras d'admetire la

Entre l'Islam

et l'Arabisme

Les Arabes jusqu'en 1945

ALBIN MICHEL

CHARLES RIZK

Un Libanais remonte

aux sources du drame

arabe contemporain.

sandiniste a affirmé au Houduras avoir abattu deux appareils de l'armée de l'air nicaraguayenne. A Grenade, M. Bishop, premier ministre, a renouvelé mercredi ses craintes d'une intervention des États-Unis. M. Rengan a vivement dénoncé la semaine dernière la construction d'une piste d'atterrissage dans cette petite le des Caralbes dont le gouvernement est

où sont regroupés, entraînés et équipés des commandos qui intensifient leurs coups de main au Nicaragua ne signifie pas que le pays le plus pauvre d'Amérique centrale soit sur le point de rejouer le rôle qui avait été le sien eo 1954, lorsque des groupes armés, eocouragés et ficaceés per les États-Unis, s'étaient, depuis son territoire, lancés à l'assaut du gouvernement guatémaltèque du colonel Arbenz Guzman. Pas encore.

Mais les signes d'un engagement croissant de cette natioo dans les turbulences du Salvador et du Nicaragua se multiplient. C'est la presse des États-Unis, comme d'habitude percutante et impertinente, qui donne des détails : les camps de commandos anti-sandinistes, proches de la frontière du Nicaragua, sont largement pourvus de marériel et d'armement américains. Trois nouveaux aéroports et une station de radar américaine sont en constructioo ou en projet, ainsi qu'un camp d'entrainement pour militaires salvadoriens. Dix-sept mille soldats salvadoriens pourraient être instruits par une centaine de - conseillers américains, si le Congrès de Washington accorde des crédits et si le gouvernement de Tegueigalpa donne son feu vers.

[Lire lo suite page 4.]

*LEMONDE* • diplomatique D'AVRIL

**EST PARU** Au sommaire :

Rigueur économique et passion politique : l'analyse et la flibuste (Claude Julien).

· L'effort de réarmement aux

# AU JOUR LE JOUR

La dernière histoire marseilloise n'est pas drôle du tout, mais elle est exemplaire. En quelques minutes, mercredi, toute la ville, suivie dans l'instant par Paris, o frêmi d'une fausse nouvelle : le décès de M. Defferre. Une grippe, une absence, un début d'onite, un simple exomen à l'hôpital, et le lourd nuoge de lo rumeur o soudain obscurci lo ville. Il o fait

# Marseille

autre - table ronde - qui sera, celle-là, consacrée à la formation profes-

tanguer les esprits, levant des crointes et réveillont des hoines. Cette offaire prouve que, ou pays dit de Descortes, on a pris l'habitude d'affirmer d'obord et de verifier ensuite. Mais aussi que la ville entretient avec son moire des relotions d'une rare ambivalence : elle les pousse oux limites de l'exageration qui est o lo fois le charme et le peché de Marseille.

BRUNO FRAPPAT.

# La télévision et son audience

« Dallas » : 33,7 %, « Champs-Élysées » : 34,7 %, « Droir de réponse » : 11,8 %. Chaque jour, les trois chaînes de talévision jouent leurs émissions è la luterie du taux d'audience. Gardès secrets, ces chiffres font et défont les programmetions, ettirent la menne publicitaire. sanctionnent producteurs et réalisateurs. Le Centre d'études d'opinion prend ainsi depuis 1974 le pouls quotidien de le télévision française. Meis il cherche eussi à cerner, derrière les chiffres, les pratiques et les ettentes

# I. - Du bon usage des chiffres par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Samedi 19 mers, 16 h 30, te courbe rouge d'Antenne 2 décroche subitement de la ligne des 30 % pour aller rejoindre celle de TF 1 qui serpente en bleu eurour du seuil des 15 %. C'est le fin du metch Frence-Galles et des edieux émus de Roger Couderc. Les choses restent calmes jusqu'à 18 h 30. A cette heure-là, tout de même 0,8 % d'eudience pour programmer les émissions de jeunesse : sa courbe verte monte tout de suite à 10 %.

Meis le ligne rouge reprend eussitôt sa courbe vers les sommets : c'est « Des chiffres et des lettres » 125,8 %l et surtout € Le théârre de Bouvard > (35,4 %). A 19 h 55, la sismographe s'affole : la ligne rouge perd subitement dix points tendis que la courbe verte remonte à 15 % « Jeux de 20 heures »). Progression plus lente mais décisive de la courbe bleue : à 20 h 30, TF 1 prend la tête de la compétition avec « Dallas » (33,7 %), devencent a Champs-Élysées » de einq points.

A la fin du feuilleton, nouveau bouleversement : le ligne bleue chute instantanement de vingt-cinq points tandis que simultanement la courbe rouge s'élèva au taux record de 55 %. Les téléspectateurs se sont rues sur la fin de « Chemps-Élysées ». Ils décrocheront à 21 h 45, certains même avant. Les courbes vertes !« Soir 3 » l et bleue ( € Droit de réponse » l'enregistrent un léger mieux mais l'eugience generale se tesse lentement. La fièvre du

samedi eoir est tombée. Febuleux instrument que l'Audimar : chaque marin, sur les tables tracantes du Centre d'étudee d'opinion et des chaînes, les courbes colorées inscrivent en quelques secondes l'eudience de la veille. A l'eutre bout du système, il y a une grande boîte plate, placée soue le réléviseur dens six cent cinquante foyers volontaires huit cent trente-trois équipes en télé-

(Lire lo suite page 17.)

# DEUX GRANDS INEDITS DE JEAN-PAUL SARTRE

Lire page 11, dans « le Monde des livres », les articles de Bertrand Poirot-Delpech, sur Carnets de la drôle de querre, et de Roger-Pot Droit, sur Cahiers pour une morale.

rapport eux objectifs de la gauche, ce plan ne

répond pas à tous nos désirs, à tous nos vœux, avait

déclaré le secrétaire d'État, Si la nécessité nous

oblige à toucher des couches sociales qui nous

soutienment, ce n'est pas par masochisme, mais nous

ne nous résolvons pas à ce que la France soit dans

le déclin. Il ne s'agit pas de reprendre d'une main ce

que nous avons, selon certains, donné inconsidéré-

M. Mauroy devait expliquer les orientations gouver-

nementales en soulignant la nécessité, pour la

gauche, de se consacrer pendant deux ans à la

gestion des réformes amorcées.

Devant les députés socialistes, jeudi après-midi,

mich du 7078ges. france ecettes TEACS

ige 13

sit Cane .... 4.... C. FOCE distance. re , y\*2 نٽ چڪ:.

. Unc

7 ·oduserque L'élai-

ment 10 de gou-une trutou-

L.

iten! Aus,

s ≥u 2±(

est ies es

# Démocratie

Un important colloque, organisé par le Conseil de l'Europe, vient de se tenir à Strasbourg sur le sujet de la démocratie. Jean-Claude Hahn rend compte des grands thèmes abordés à cette occasion : contraintes et nécessité de ce système politique. droits de l'homme, vie économique et normes juridiques. Les résultats des élections municipales françaises fournissent l'occasion à Denis Langlois de se demander si la démocratie ne se porterait pas mieux si l'on donnait le droit de vote aux étrangers. Même son de cloche chez Mme Tove Munk-Guédat. Enfin, Michel Maffesoli démontre comment l'imagination revient en force dans le spectacle politique. Il est légitime de vouloir combattre ce courant, estime-t-il. Encore faut-il le reconnaître.

# Un miroir pour les peuples

taine de pays seulement repondent aux critères de la démocratie parlemeotaire. Quelque ceet trente n'en offrent qu'une caricature ou rejettent purement et sim-plement cette forme de gouvernement. C'est un constat connu repris par des spécialistes qui viennent de se réunir au Conseil de l'Europe à Strasbourg pour un colloque de deux jours sur le sujet. Mais ils sont allès plus loin dans leurs observations. Une génération a passe depuis uec guerre mondiale livrée pour sauvegarder les veleurs occidentales devant la tyrannie fasciste. Comme il y a quarante ans, le démocratic est menacée. A l'Est comme à l'Ouest. Par les dictatures qui s'en réclament formellement ou bien la récusent sans complexe. Le totalitarisme s'insinue d'autre part dens les rouages des États, desséchant l'exercice de l'autorité et les relations entre gou-vernés et pouvoir. Le progrès techni-que errive à sécrèter des technobureaucratics ieformatisées qui éloignent le pouvoir du citoyen, le rendent distaet et anonyme. Le dés-intérêt politique, l'indifférence eivique, s'étalent. De nouvelles sensibi-lités échappent eu relais traditionnel de la vie démocratique. La mootée de l'intolérance, du dogmatisme idéologique, voire du terrorisme, menace le tissu même des sociétés ouvertes et pluralistes.

L'espace démocratique se trouve de plus en plus grignoté de par le monde, cependant que s'érodent les principes sur lesquels reposent les régimes parlementaires pluralistes.

Dans ces conditions, la démocra-tie est-elle encore crédible? A t-elle encore un avenir? Parlementaires, universitaires, diplomates, evocats, représentants du patronat et des syndicats, ont essayé de répondre à cette question, et les enseignements de ces débats serviront de toile de fond à la conférence de Strasbourg sur la démocratie parlementaire qui s'ouvrira début octobre au siège du Conseil de l'Europe et russemblera les délégations de tous les pays qui la pratiquent effectivement.

Nécessité de la démocratie et de ses instilutions, droits de l'homme, vie économique et normes juridiques dans la démocratie oot constitué les thèmes majeurs de la discussion. Le occessité de la démocratie? A première vue qui en douterait? Elle est tenue pour légitime par la plupart des gouvernements de la planète, y compris par ceux qui ne se conforment pas à ses principes. Un hom-mage du vice à la vertu en quelque rte, comme l'a rappelé Maurice Duverger. Ses mécanismes sont connus, imités, parodiés quelquefois eu point qu'ils se réduiscet à de simples techniques vides de toute éthique. C'est entre autres le raison de la désaffection qui le menace de le part de beaucoup de jeunes, comme l'e noté encore M. Duverger: • La par JEAN-CLAUDE HAHN

démocratie souffre surtout au-Jourd'hul de la froideur des jeunes générations qui rejettent plus ou moins lo société industrielle et s'éloignent des voies politiques pour chercher d'outres chemins conduisont à un changement de vie. Écologistes, pacifistes, ontinucléoires, ol-ternatifs, régionalistes, méprisent plus ou moins les élections et les Parlements, dont ils font une critique sévère pas toujours injustifiée. En recourant ó lo violence pour tenter d'imposer à la majorité leur vo-lonté minoritaire, ils se rapprochent des méthodes dictororiales. Mais ils ne repoussent pas l'éthique de lo dé-mocratie, ils inclineraient plutôt à en exiger le respect avec une rigueur inhobituelle. • Une démocratie bien conduite

constitue paradoxalement un sys-tème vulnérable car elle se remet en cause à travers la cascade des élections. Système fragile, comme l'e rappele M. José-Maria de Areilza, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, . car elle doit dévoiler dans lo transnarence les moyens de son pouvoir ». Un système qui, par son essecce, n'est pas impértaliste, eu propre comme au figuré. Pluraliste par na-ture, elle est le reflet de « vérités plurielles -. La vérité - et donc le respect - de l'autre demeure toujours indispensable dans le boo exercice démocratique. . L'éthique de la démocrotie, a rappelé M. Duverger, repose implicitement sur un pré-cepte pascalien : « A lo fin de chaque vérité il fout ojouter qu'on se souvient de lo vérité contraire. »

## Hors du monde des idéologies

A partir de là, et les débats l'ont largement illustré, comme l'a souli-gné M. Joseph Miebel, ancien président du Parlement belge, il o'est pas question de vouloir mettre en œuvre des politiques toutes faites, coulées dans le moule des idéologies. Aucun parti, a ooté le colloque à plusieurs pole de la vérité. De même, tout gouvernement, plutôt que d'exercer un pouvoir découlant de la simple assurance d'une mejorité arithmétique, devrait rechercher en priorité le consensus le plus large, tenir compte des vues de l'opposition comme de eelles des minorités extra-parlementaires. Cele afin d'écarter le tentation de la violence ou le recours à d'autres moyens de se faire entendre comme les pressions finan-cières dommageables à l'épanouissement de la pratique démocratique.

Face à la perfection formelle de l'idéal démocratique se pose le problème de le pratique au double ni-veau collectif et individuel. Comme

il importe d'assurer et de préserver constamment l'équilibre fragile entre droits de le majorité et droits de la minorité, il s'agit également de gerantir les droits de l'homme qui sont à la base même de la construction démocratique dans la vie de tous les jours à travers les difficultés du quotidien. Réaliser en somme » le cheminement difficile des droits de l'homme dans le processus démocratique . comme l'a montré le professeur Weinstein, directeur à la Fondation politique américaine. Cette constante recherche d'équilibre explique peut-être l'esprit de dy-namisme de la démocratie américaine, voire la spontanéité et même la « naïveté » de sa démarche comparès à la stabilité et à un certain formalisme de la conception euro-

Le duel de ces deux représentants, qu'en simplifiant on pourrait qualifier de compétition entre notions latine et anglo-saxonne de la démocratie, se retrouve, comme l'a montré le colloque, dans le pro-cessus d'ectuelisation même de l'idée des droits de l'homme, de leur extension à des domaines nouveaux, celui de l'économie par exemple, même eussi des droits sociaux de l'individu. La démocratie revêt-elle encore sa pleine dimension et garde-t-elle sa signification pour l'homme privé de ce type de droits dont la nécessité n'est pas encore unanimement reconnue, s'est demandé avec vivacité le député socialiste belge

Représentants du patronat et des syndicats sont interveous sur ce point. Des parlementaires ont rap-pelé que l'assemblée du Conseil de l'Europe avait le souci de voir élargie la convention européenne des droits de l'homme à ces nouvelles garanties pour l'épanouissement de l'individu. Une coovention pareille-ment complétée et rajeunie ne manquerait comprete et l'agame ne man-tion accrue aux yeux des peuples ou des populations pour lesquels la no-tion de démocratie o'a qu'un sens réellement restreint sans la satisfection de besoins vitaux et d'exigence élémentaire de justice.

# Transparence de l'administration information des citoyens

La question de l'universalité des droits de l'bomme et de l'aptitude de la démocratie à les garantir était des lors posée. Ce sera uo des thèmes de réflexion de la conférence de Strasbourg : celui de la démocratie parlementaire et de sa capacité de servir de fecteur d'entraînement pour les pays en voie de développement.

La démocratie se mérite. Il est évident que des attitudes égoistes de citovens trop soucieux de la satisfaction de leurs droits sans penser aux obligations qui permettent d'en assurer la survivance poscot problème à l'existence même de ce système de vie en commun. La complexité de la société technocratique moderne, le poids de le bureaueratie informatisée et dépersonnalisée, conjugués evec la tendance trop répandue de s'ebandonner à l'État-providence. accentuent le danger pour l'existence de le démocratie. Il faut des lors une meilleure transparence de l'edministration, mais aussi et surtout une meilleure information des

A ce propos ont été mis en valeur le rôle de l'enseignement et celui des mass-medio, qui sont loin d'être perçus comme exemplaires en la matière. Ces derniers ne concourent guère à l'éducation civile et politique de l'utilisateur. Le colloque e souligné que l'insuffisance, voire l'ebsence de ce type d'information eccentuaient l'epathie politique. Dans le même ordre d'idées, les débats ont dénoncé comme « véritable agression contre lo dignité hu-maine - l'action des télévisions à 'esprit trop commercial qui conduit les jeunes à « une nouvelle forme dans la facilité et les privant du même coup de toute capacité d'organisation conscieete de leur propre vie ee tant qu'individus et dans la

Meis une information eccrue est tout ausi nécessaire à l'homme politique. Elle conditionne sa capacité de demaeder des comptes aux technocrates des ministères - et d'informer valablement son électorat. Deux artitudes également nécessaires à l'exercice valable de la dé-

mocratie. Sans verser dans ee optimisme de commande, le colloque a souligné la supériorité de la démocratie par rapport à toutes les autres formes d'organisation de la société. Ses prin-cipes gardent valeur universelle et sont porteurs d'evenir, il est faux de la considérer - comme un luxe que seules les sociétés occidentales peuvent se poyer ». Il faut ce propager l'idée non dans un esprit de croisade, comme l'a indiqué en conclusion de la rencontre le président de Areilza, mais en l'approfondissant et en l'af-finant pour lui conférer une vertu d'exemplarité, afin qu'- elle devienne ce miroir où les peuples ont envie de se regarder ».

# Des lames de fond

par DENIS LANGLOIS (\*)

ES leux électoraux sont faits. Les empoignades sont terminées. Ce n'est pas tant les resultats qu'il faut considérer. Après tout, il ne e'agit que de l'écume des jours. Personne de sensé n'a jamais prétendu que les élections puissent changer quoi que ce soit-à la marche du monde. Mais il exista des larnes de fond, dee craquements sourds at prolongés qui sont eutrement signifi-

C'est d'ailleurs le seul intérêt des élections : lorsqu'lls n'ont plus d'ertout simplement à singer leurs électeurs, à leur renvoyer comme dans un miroir leur propre image. « Votez pour moi. Je suis pareil à vous l »

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'image n'est guère flatteuse. Le Français a peur et il n'aime pas les étrangers. Il en voit partout - beaucoup plus qu'il y en e - et îl n'a qu'une idée : a'en débarrasser au plue vite. A vrai dire, ce n'est pas une de ses carectéristiques. Dans le monde entier - la Nigéria et l'Inde l'ont montré de façon, héles I encore plus spectaculaire, - on trouva les mêmes aymptômas. Quand les choses vont mal, quand le niveau de vie diminue, quand les emplois se font rares, il faut trouver un coupable. Et c'est toujours l'étranger ou celui qui, pour une raison ou une autre, est différent. Peu importa si auparavant il a rendu bien des services.

Sur l'échiquier politique, on considère généralement que cette attitude est plutôt la fait de la droite. Les élections municipales ont confirmé ce point, puisque ca sont les candidats de droite qui ont le plus volontiers et evec succès agité cet épouvantail, Cependant, un certain nombre de candidats de gauche, pour sauver ou conquérir une mairie, n'ont pas fait la fine bouche devent de tels argu-

perfois. La réaction était à la fois justifiée et naîve. On sait depuis longtemps que l'attrait du pouvoir, municipal ou eutre, fait oublier bien des principes moraux. Que ne ferait-on pas pour une échama tricolora et le plaisir d'être appelé « Monsieur le

Passons rapidement aussi sur les electeurs traditionnels de la droite. Il y a beau temps que la xénophobie est l'une de leurs préoccupations maleures. Non, le plus inquiétant n'est pas là. Il est dans le fait que des hommes et des fernmes qui professent des idées da geuche, qui es croient profondément démocrates et humains, ont été influencés dans leur vote par des considérations xénophobes et racistes.

Dans les quartiers populaires de Paris ou de certaines grandes villes n'a-t-on pae vu des candidats d'extrême droite, aux positions ouvartement racistes, recueillir des voix qui, sana contestation possible, venaient d'électeurs traditionnellement da

gauche ? (Le deuxième tour est venu pariois corriger ces chiffres, meis comme dans d'eutres domaines, c'est toujours le premier geste qui

Jusqu'ici, les choses étaient apparemment simples : être de gauche, c'étah lutter contre le racisme et la kénophobie (et, sur un autre plan qui e'v joint étroitement, lutter contre la répression policière et la recherche effrénée de la sécurité à tout prix). Aujourd'hui, et singulièrement depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les choses ne sont plus eussi simples.

Il faut se rendre à l'évidence : le mais... » n'est plus l'apanage du bourgeois borné et égoiste ou du nostalgique des expéditions colonieles. On l'entend dans les milieux où il n'y a pas très longtemps encore il paraissait scandaleux de le pronon-

Alors, quitte à passer pour un moraliste naîf et sentencieux, il faut le dire et le répéter : les théories généreuses de la cauche ne peuvent s'accommoder de positions qui viseraient à considérer qu'un Français est supérieur à un Algérien ou à un Malien, La solidarite n' a aucun sens si ella est limitée aux seuls ressortissants fran-

Mais à quoi bon continuer ? Audelà de cet effort d'éducation et d'information - que l'école et la télévi-alon devraient entreprendra dès aujourd'hui sur une grande échelle, pensables, ils vont paraître farfelus ou provocateurs à ceux qui enten-dent encore siffer à leurs oreilles les balles électorales. Mais, quitte à recueillir dans un premier temps l'hostilité de le majorité des citoyens, il est nécessaira, afin d'exorciser ce démon du racisma, d'accroîtra les droits des étrangers et mêma de faira en sorte qu'ils aient exactement les mêmes droits que les Français, à partir du moment où ils vivent an France.

Il est un projet qui a été très vite remballé : celui de donner aux étrandestament, dans un premier temps. des seules élections municipales. Compte tenu de ce que nous venons de constater, compte tenu de l'éten-due du mai, il devient urgent de dépasser cette limite.

was rained making the land of the

المراجعين المراجعين

The second second

- .. .. .. .. eit eit ich be fangemittete

Activities the same

The same of the sa

The second of the second

are a same a same a same

La Transport

unt merkerbergen in

with special special

The state of the same of

to I ( Tee state of

and the same of the same

no problems and

and the second of the second o

The second second

and the same of the same of the same of the same of

the same of the same of

The second secon

The second secon

\* 0

To A .. State ... AND AND ADDRESS OF 

The same state of the same of

Monde

Constitution of the second

Section Courses

---

Voter n'a jamais, répérons-le, fait besucoup changer les choses. Mais avoir le droit de voter peut vous mettre à l'abri d'un certain nombre de dangers. Peut-on concevoir le candidat « sérieux » d'une circonscription où les étrangers sont majoritaires ou simplement nombreux demander leur expulsion par le premier bateau ?

Ce n'est certainement pas résoudra le problème, mais c'est commencer é dresser un fragile barrage en espérant que le flot ne le balayera

(\*) Avocat et écrivain.

# Les exclus

par TOVE MUNK-GUEDAT (\*)

TOUS, les 4 223 928 étrangers, soit environ 8 % de la gers, som environ population totale, nous population totale, nous les contentés d'observer les élections municipales, car nous sommes exclus du droit de vote. Autrefois, ce problème n'était pas grand. On naissait dans un pays, on ne s'éloignait guère du sol natal, on franchissait peu les frontières. Aujourd'bui, on s'établit dans un autre pays, pour des raisons diverses. On y fait sa vic.

Le fonctionnement de le société du pays de résidence, de travail, de le vie de tous les jours, oces concerne et nous affecte davantage que celui de notre pays natal. Nous avons peut-être presque tous les droits - pas de discrimination quant eu droit à la contribution fiscale non plus, - mais la participation aux élections des décideurs de cette société nous est refusée.

On pourrait se faire naturaliser. Cependant, là se passe parfois quel-que chose d'inexplicable. On se sent peet-être mieux à l'étranger que dans son pays, mais, c'est un fait que se développent en nous, face à l'influence étrangère, la fierté de l'ori-gine, la conscience de posséder à travers l'histoire de son pays d'enfance, ses principes, ses mesures de la va-leur, ses traditions, quelque chose qui nous a marqués assez profondément pour nous donner un caractère propre auquel nous tenons. Dans ce cas, changer de nationalité est hors de question. Ce serait comme porter une robe dont les couleurs vous vont

A l'heure où s'eenonce au Parlemeet européen le débat sur l'institution de l'Union européenne il peut peraître surprenent que les 628 258 originaires d'Etat membres de la Communauté européenne résidant en France soient cocore exclus du droit fondamental de vote.

Depuis quelques années, on ob-serve une évolution lente dans les pays membres de la C.E.E. A le droit de vote et peut être candidat aux élections municipales tout résidant, quelle que soit sa nationalité, en Irlande (depuis 1974), au Danemark (1981) et aox Pays-Bas (1983). Au Royeume-Uni, les citoyens irlandais peuvent aussi voter et être élus aux élections munici-

En France, nous sommes loin de la disposition de la procédure électorale uniforme proposée par la commission politique du Parlement européen : le droit de vote accordé aux ressortissants d'un autre État membre de la C.E.E. en cas de rési depuis au moins cinq ans, le droit de vote dans le pays d'origine étant ga-ranti pour les expatriés depuis moins de cinq ans.

Elire des parlementaires européens pose aussi des problèmes de résidence. Pour ce qui est de la deuxième élection directe du Parlement européen, cela fait maintenant des années que le conseil des minis-tres essaie de parvenir à nn accord sur la procédure électorale uniforme pour tonte la Communauté. Si les délais étaient teeus, on voterait selon cette procédure en mai 1984 les Etats membres accordant le droit de vote à leurs citoyens indépendamment de leur lien de résidence. Torsque celle-ci est située dans un Etat membre de la Communauté européenne. Malheureusement, cette disposition semble avoir peu de chance de prendre effet à temps, evec ce ré-sultat que six millions d'électeurs, ressortissants communantaires résidant dans un autre pays de le C.E.E. seront privés de ce droit fondamen-

(\*) Journaliste danoist, marife à un Français. Collaboratrice à l'Agence

# La politique du bel canto

on recommence . Ou encore : € Plus ¢a chenge, et plus c'est la mame chose. > Nombrauses sont les remarques populaires qui pourraient pernettre de reviser en baisse l'importance que les politiques attechent trop souvent eux élections.

A l'ancontre du mépris dans lequel la tient l'intellectuel, il est certain que le conversation du Cafa du commerce permet de faire ressortir tout le reletivisme cyclique propre à la conscience collective. En particulier, parce qu'elle exprime bien toutes les nuences de la suspicion qui vise de dire que celle-ci est considéree, avec intérêt, comme un ert qui a ses règles. Ainsi, à l'imege du bel canto, il faudre que le discoure politique sion, qu'il sollicite l'affect : quant à la raison, c'est une autre affeire! Il n'est pes nécessaire qu'il fasse eppel à la conviction. Il est particulièrement a la convetion. Il est paraceirament emusant d'observer ces phénomènes lors des périodes électorales. A cet egard, recueillir les conversations eprès une prestation télevisée, écouter les commentaires appréciant te face-à-faca de personnelités de preier plan, tout cale ne manque p de saveur, mais a de quoi « défri-ser » les partisens des programmes politiques rationnallement fondés. O'eilleurs, cas programmes aa

plication das spécialistes de ∢ relapartis est à cat épard inatructiva Sien sûr, en Europe, les cempagnes électorales n'ont pas encora l'allura des parades à l'américaine, mais per s'an faut. Et la soin apporté par les hommes colitiques à leur image de marque, l'importance qua prennent les publicistas dans l'élaboration de -ci, tout cela ne trompe paa ; il s'egit de monter un spectacle qui

Si la politique e affiche en spectacia qu'elle est, c'est parce que la masse le ressent comme telle. En effet, eu-delà des programmes et des par MICHEL MAFFESOLI (\*)

campagnes de séduction et de racolege, parsonne ne se trompe sur la réalité at sur les dures nécessités de son exercice. Il n'y e que les milhents pour croire qu'un candidat doive tenir ses serments; si les électeurs sont convaincus d'une chose, c'est qu'il n'est pas tenu à le faire. Bien aûr, la pli étem pris, le pesanteur sociologique fat que l'on vota, et que l'on vote en général telle ou tella couleur politique, mais (sauf quelques rares moments historiques) on le fait sans grande conviction sur le suita que l'on peut attendra de tel ou tal vote.

## Mythe et fonction d'imagination

A cet égard, le spectacla politimundi ; il s'inscrit dans le rubrique de perenthèses ou qui ponctuent l'ennui dont ast petrie le vie sociale. On s'est souvent interrogé, avec plus ou moins de gravité, sur le « servitude volontaire ». L'explication ast peutêtra à chercher du côté de cette insatiable curiosité enfantina : faisona « comme si », pour voir si quelque chose va changer. A défaut de pouvoir encore « jouer à l'école » ou à « pepa-maman », on ve jouar eux élections. Oisant cela, il n'est pee question d'invalider cette attitude. De quel drott d'eilleurs peut-on juger négativement quelque chose qui ressouligner tout ce que la mentalhé cyclique pour laquelle « nen n'est

Et, à cet égard, la jeu politique est un objet privilégié pour observer le ratour cyclique du même ; on peut en faire le constatation sur la longue durée, on peut aussi le remarquer dans les années, voire les quelques mois, qui suivent une echéance élec-

(\*) Professeur de sociologie, orbonne-Sciences humaines (Paris-V).

torale d'importance. Il s'agit d'un processus qui se retrouve dens de nombreuses situations historiques; mais c'est particulièrement frappant lorsque, è l'encontre des sociétés tournées vers le futur, c'est le sens du présent qui tend à s'imposer. Ce qui semble être le cae pour nos

C'est dens cette perspective qu'il faut comprendra comment la mythe et la fonction d'imagination reviennent an force dena le epectacle stricto sensu (cf. tout ce qui se met en jeu eutour de quelques figures : Elvis Presley, Marilyn Monroe, Cleude François, etc.]; dens le spec-tacle politique (cérémonie du Pan-théon, Versailles, 14 Juillet...]; dens e ludisme public (multiples fêtes organisées par les élus locaux et les pouvoirs publics). Tout cala traduit fois la saturadon d'une conception du temps linéaira st la désir de récuperer le « hic et nunc » qui taraude la

La politique du bei canto renvoie à ce temps de la passion qui prédomine sur toutes les constructions rationalisantes. Il est parfahement léghime de vouloir réformer ou révolutionner cet état de choses, encore faut-il le reconneître. D'autant que ses effets vom avoir de plus en plus ment politique, qui n'en est qu'à ses

En laissant à d'autres la gestion de l'enfer ou da l'apocalypse etomi-que, la masse antend rappeler que, en bout de course, l'imposition des pouvoirs reste identique à alle-même. O'une manière quasi inconscienta, alle san bien que les « princes » peuvent changer let il vaut mieux qu'ile changent) : leurs actiona restant, au eena aimpla du tarme, toujours « abstraites », at, même lorsqu'ila antendent parler et egir eu nom des plus défavorisés, c'est toujours pour demander la soumission ou la confor-mité à le norme. Peut-il en être autrement? Le fossé est trop grand antre le point de vue surplombant du politique et ce qui meut en profondeut la

مكذات الأصل أ

Marie Carlot and the second second second second

étranger

DEVANT UN PARTERRE D'AMBASSADEURS OCCIDENTAUX

# Le président des États-Unis a voulu convaincre les Européens de ses intentions pacifiques

De notre correspondante

New-York. - Le président Reagan, qui, avec un œii sur un Congrès réticent, multiplie à un rythme accéléré ses interventions publiques sur la défense, a réuni solennellement mercredi 30 mars les ambassadeurs de l'alliance atlantique pour leur donner des précisions sur son nouvean · plan intérimaire » destiné à relancer les négociations de Genève sur les euromissiles

Le discours du président était initialement prévu pour le lendemain. · mais ses conseillers s'étant aperçus que le Veodredi saint aurait été un maavais jour pour intéresser les médias européens, M. Reagan a dévoilé son plan des mercredi (le Monde des 30 et 31 mars).

Dans un langage imagé, souli-

ajouté, en ce qui concerne les missiles balistiques de portée intermédiaire en Europe, il vaudrait mieux ne pas en avoir du tout que quelques uns. Si nous devons en avoir quelques uns, il vaut mieux qu'ils soient beu nombreux. »

# Un triple objectif

Le président a alors fait connaître le • plan intérimaire •, proposé par son représentant à Genève (voir cidessous), tout en ajoutant que son · option zéro - restait à l'ordre du

M. Reagan a remercié les ambassadeurs de l'OTAN pour le « soutien ferme - que les alliés ont accordé aux Etats-Unis pendant ces tentatives de négociations et les a as-



(Dessin de Plantu,)

blème du désarmement, le président a insisté sur ses efforts pour une ré-duction des armements en Europe et sur la compréhension qu'il n'a cessé de manifester pour les inquiétudes des alliés des Etats-Unis : « Ainsi que je vous l'ai dit la semaine dernière, l'Union soviétique a installé. des centaines de puissants et nou-veaux SS-20, armes à tête nucléaire dies a atte villes et les installations défensives de nos alliés d'Europe, comme celles de nos amis et alliés d'Asie. Les Soviétiques ont installé ces forces blen que l'OTAN ne présente aucune menace comparable .. a poursuivi le président. M. Reagan a rappelé que « seul un accord bilatéral conciu à Genève pourrait empêcher l'installation des Pershing-2 et des Cruise américains. Mais, a-t-il

surés qu'ils resteraient étroitement liés à la suite du processus.

La nouvelle initiative de la Maison Blanche est interprétée aux Etats-Unis comme une opération à triple objectif : convaincre l'opinion américaine que le président est le véritable chef d'une diplomatic qui. per ailleurs, s'enlise, en particulier au Proche-Orient et en Amériquecentrale, inciter le congres à se mon trer plus compréhensif sur le chapi-tre d'un budget de désense de plus en plus vivement attaqué, enfin, en assouplissant notablement ses positions précédentes, assurer les alliés européens des intentions pacifiques d'une administration américaine dont le langage activiste les a plus d'une fois inquiétés.

NICOLE BERNHEIM.

# Les dispositions du « plan intérimaire »

Washington (A.F.P.). - Voici le passage essentiel de l'allocution du président Reagan de mercredi 30 mars sur la réduction du nombre

· Depuis l'ouverture des négociations (américano-soviétiques de Genève); il y a près de dix-hult mois. j'ai maintes fois insisté auprès des Soviétiques pour qu'ils répondent à notre proposition zéro-zéro (I) par une proposition à eux. (...) Leur incapacité à faire une telle proposi-tion est une source de profonde déception pour nous tous qui avons souhaité que ces armes puissent être éliminées, ou au moins substantiellement réduites. (...) Si les Soviétiques ne veulent pas accepter maintenant l'élimination totale de ces armes, j'espère qu'îls vont au moins se joindre à nous dans un accord intérimaire qui réduirait substantiellement ces forces à des niveaux égaux des deux côtés.

- A rette fin. l'ambassadeur Paul Nitze (le négociateur américain à Genève) a informé son Interlocuteur soviétique que nous sommes prêts à négocier un accord intérimaire aux termes duquel les Etats-Unis réduiraient substantiellement leur déploiement prévu de Pershing-II et de missiles de croisière lancés de terre pourvu que l'Union saviétique réduise le nombre des ogives sur les missiles I.N.F. à pius longue portée (2) à un niveau épal sur une base mondiale.

> Le Monde RÉALISE CHACLE SEMANE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE résident à l'étranger

Exemploires spécimen sur demande

été nommé mercredi 30 mars, par M. Reagan, au poste d'ambassadenr auprès de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Sa nomination doit être confirmée par le Sénat. M. David Abshire. agé de cinquante-six ans, est le président du

qué que les Etats-Unis considèrent cette proposition comme un sérieux premier pas vers l'élimination totale de cette catégorie d'armes. (...) J'espère que cette initiative mènera rapidement à un accord. Nous demeurons prêts à explorer toute suggestion soviétique sérieuse qui répandrait aux préoccupations fondamentales que nous avons ex-

- Les représentants alliés (...) ont réaffirmé qu'en l'absence d'un accord concret de contrôle des armements, le déploiement (des euromissiles américains) ouro lieu comme prévu par la décision de 1979 (3). Ils ont exprimé la ferme opinion qu'il oppartient maintenant à l'Union soviétique de répondre d'une façon constructive à la nouvelle proposition et de se joindre aux États-Unis dans un effort intense pour parvenir le plus tôt pos-sible à Genève à un accord militai-rement significatif, équitable et

(1) C'est-à-dire le bannissement total des euromissiles soviétiques et améri-

les missiles I.N.F. (pour international Nuclear Forces) « à plus longue por-tée », soit de 1 000 à 6 000 kilomètres, désigne les SS-20 soviétiques qui se dis-tinguent de ceux « à portée intermé-diaire », soit I 900 kilomètres.

(3) C'est-à-dire que le déploiement commencers fin 1983.

M. David Abshire, qui avait servi dans l'administration Nixon comme secrétaire d'Etat adjoint, a Centre des études stratégiques inter-nationales de l'université Georgetown de Washington. - (A.P.)

# Moscou n'entend pas assouplir sa politique

(Suite de la première page.) En attendant, on assiste à un durcissement de l'attitude soviétique, qui se manifeste dans deux direc-

tions: 1º Sur le pian diplomatique, non seulement les responsables n'envisagent pour le moment aucune modification de leur position antérieure, mais ils ont tendance à faire passer an second plan la plus récente pro-position, celle de M. Andropov en décembre, au profit de celles, plus dures, avancées du temps de Brejnev. Alors que l'actuel chef du parti pariait en décembre essentiellement des fusées basées à terre et mettait en balance les SS-20 et les missiles français et britanniques, les commentateurs parlent davantage aujourd'hui de « système avancé amé-ricain» (avious basés en Europe ou sur les porte-avions de la VI- Flotte) et donnent l'impression que ce sont ces armements, et non pas les fusées des alliés des États-Unis, que «contrent- les SS-20. Un responsable nous a même dit que la proposition de M. Andropov est . morte, puisque les Occidentaux ont refusé de la prendre en considération. C'est peut-être vrai politiquement, mais la majorité des porte parole ne vont pas jusque-là. Ils se bornent à rappe-ler les \* trols étages \* des propositions soviétiques: liquidation totale de toutes les armes nucléaires en Europe; à défaut, réduction à trois cents vecteurs de part et d'autre, avions et fusées confondus; enfin, accord séparé pour les avions et les missiles, ces derniers étant plafonnés au total franco-britannique de cent

2º Sur le plan des opinions publiques, l'effort sera poursuivi en direction des contestataires européens et américains. M. Ponomarev, secrétaire du parti, qui présentait mercredi un rapport sur le centième anniversaire de la mort de Marx, a exalté l'« envergure gigantesque et sans précédent - du mouvement - antimilitariste et anti-fusées . à l'Ouest, oubliant les accusations d'antisoviétisme que M. Joukov, au nom du Mouvement soviétique de la paix; avait récemment lancées contre une série de mouvements pa-cifistes occidentaux. Il a tendu la main.anx . partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes » qui · dirigent les gouverneeens, et o nésicient du soutien de millions de personnes ., pour les appeler à poursulvre la grande tradition an-

Pierre Darmon

Mythologie

de la femme

dans l'Ancienne France

soixante-deux.

timilitariste du mouvement ouvrier -. Mais il est vrai que le cœur y est moins ici depuis les élections allemandes, qui ont accru la probabi-lité de l'exécution de la décision de l'OTAN dans le principal pays inté-

## Une «nouvelle spirale»

Que se passera-t-il si cette décision est appliquée et lorsque les fusées seront installées? Dans la mesure où ces armes, pour Moscou, déstabiliseront l'e équilibre approximotif - actuel et violeront les principes de la - sécurité égale - en mettant le territoire soviétique à six minutes de vol d'engins américains, tout le monde annonce ici des contre-mesures militaires, et - une nouvelle spirale de la course aux armements .. . Nous devrons installer de nouvelles fusées en Europe et en déployer d'autres à proximité du territoire des Étots-Unis . nous a dit M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central. Sous quelle forme le territoire américain sera-t-il menacé? La réponse est plus vague. La seule variante exclue est l'installation de missiles à Cuba, car - il y a eu un accord à ce sujet (en 1962) et nous n'avons pas l'intention de le violer ., précise notre interlocuteur, D'autres parient de faire patrouiller de nouveaux sous-marins lanceengins à proximité des côtes américaines, ou encore d'installer des missiles à courte portée en Allemagne de l'Est, afin de pouvoir redéployer des SS-20 au Kamtcbatka (Extrême- Orient soviétique), d'où ces engins menaceraient non seulement l'Alaska, mais une partie de la

La signification militaire de ces mesures n'est pas toujours évidente, mais leur but premier sera de sauver la face, puisque l'U.R.S.S. s'est engagée à ne pas laisser passer ce qu'elle affirme être une grave at-teinte à sa sécurité. La seule autre solution consisterait à accepter une réduction considérable, bien audessous du plancher des cent soixante-deux engins indiqué par M. Andropov en décembre, de ces fameux SS-20 sans lesquels toute cette bataille n'aurait jamais été engagée. Mais rien n'indique que le Politburo et les militaires soviétis'engager dans cette voic.

**Une histoire** 

de la misogynie

tromme est un lair pour l'homme, dit le sagesse des nations. Et le femme, donc ? Quand on reut suivre de près le discours que l'ingent tient sur la lemme, rien que depuis le Remandhée, on est trappé par la haute dose d'agrassime et de peut masculines qu'il révèle.

C put cette bistoire de la misognie.

C put cette bistoire de la misognie.

depuit la plus virulente, la plus violente
et la plus poiterde jusqu'à la plus subtile, la plus
patornaliste et la plus féministe
d'apparence, que Pierre Dannon nous retrace.

MICHEL TATU.

# Les alliés de Washington marquent leur satisfaction

Les alliés des États-Unis ont accueilli favorablement les proposi-tions de M. Reagan. Ils estiment que la balle est désormais cettement dans le camp soviétique. Le fait que le président américain, dans sa déclaration, n'ait mentionne dans les négociations de Genève sur les euromissiles aucune force autre que celles des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. était de nature à satis-faire la France et la Grande-Bretagne. Les deux pays, qui disposent l'un et l'autre d'une force nucléaire stratégique propre, ont en effet toujours refusé conformément d'ailleurs à la position américaine traditionnelle, qu'elle soit prise en compte dans les négociations de Go-

De Lahore, où il achève ce jeudi 31 mars une visite de trois jours, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a réaffirmé mercredi le soutien de la France aux Etats-Unis, tout en soulignant que son pays n'avait pas à exprimer d'opinion sur les pourparlers américano-soviétiques, qui ne concernent, selon lui, que ces deux Etats. M. Cbeysson a ajouté que les alliés devaient clairement montrer leur détermination de déployer les fusées Pershing-2 en cas d'écbec de ces pourparlers. Le gouvernement français est persuadé, a affirmé le ministre, que si les Soviétiques sont convaioeus de cette équation, ils foront les concessions nécessaires pour s'assurer qu'il n'y aura pas de Per-sbing en Europe. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay exprimait mercredi le • grand intérêt • de la France pour les dernières propositions Reagan et son soutien - à tous les efforts entrepris en vue d'un aboutissement sotisfoisont, conforme aux insérêts de l'Eu-

· A LONDRES, e'est un · soutien sans réserve - qu'a promis le gouvernement britannique. Dans un entretien accordé au Wall Street Journal, Mme Thateber déclare : · Le nombre de missiles oméricains qui devront être déployés en Europe dépendra du nombre de ceux que l'Union soviétique est prête à dé-manueler. Si vous me demondez si je peux imaginer ou prévoir le dé-montèlement cette année de tous les SS-20 par l'Union soviétique, je ré-

A BONN, le chancelier Heimut Kohl s'est félicité des propositions américaines, equi intervien-nent, a-t-il souligné, avant lo fin de tres missiles e.

la première session des négociations de Genève - Il a ajouté que · le gouvernement fédéral souhoite que l'on continue à négocier jusqu'à une suppression totale de toutes les fusées à portée intermédiaire, même en cas d'accord sur une solution intérimoire . Le chancelier a lancé un appel à l'U.R.S.S. » pour qu'elle renonce à sa position intransigeante et qu'elle accepte la proposition flexible de négociations des Etots-Unis -. Les sociaux-démocrates, nous indique notre correspondant à Bonn, n'ont pas encore réagi, mais les déclarations récentes de l'un d'entre eux. M. Horst Ehmke, en saveur d'un abandon des Persbing et de l'implantation exclusive des missiles de croisière, dans l'hypothèse où l'U.R.S.S. ferait des concessions, laissent penser que le S.P.D. est en train d'assouplir sa position.

A la veille du week-end pascal, où de nombreuses manifestations pacifistes sont prévues dans les pays européens, plusieurs organes de la presse occidentale se demandent déjà si la dernière proposition amèricaine est de nature à désamorcer en partie le mouvement pour la paix.

D'une façon générale, l'impression prévaut dans les pays de l'alliance que le président américain a tenu compte des réflexions et même des objections qui lui avaient été présentées par les alliés. M. Ricbard Burt, président du groupe consultatif spécial de l'alliance, l'a d'ailleurs confirmé mereredi à Bruxelles. M. Burt o'a toutefois donné aucune indication quaot au niveau auquel les alliés pourraient admettre qu'un équilibre soit établi entre les armes soviétiques et celles de l'OTAN.

D'autres réactions favorables sont venues du Japon, où le ministre des affaires étrangères, M. Sbintaro Abe, exprime l'espoir que les négo-ciations de Genève - enregistrent des progrès substontiels vers une solution à caractère global ne portant pas otteinte à la sécurité en Asie, Jopon compris ..

A l'Est, l'agence polonaise PAP a estimé que les propositions Reagan ne sont rico de plus que des • reiou-ches •, et • ne débouchent sur rien •. Le président roumain, M. Ceausescu, s'est distingue une fois de plus en se déclarant favorable à des mesures intermédiaires débouchant sur une réduction substantielle du nombre existont de missiles .. et à des mesures . en faveur de l'arrêt du déploiement d'ou-

# ASIE

# L'arrivée de Mme Gandhi en Assam a été marquée par de nouvelles violences

New-Delhi (A.F.P., Retter). Arrivée le mercredi 30 mars en
Assam, le premier ministre indien,
M= Indira Gandbi, a passé la nuit à
Gauhati, capitale de l'Etat, dans une
résidence transformée en forteresse.

Consolure transformée en forteresse. Quelque trente mille policiers fédéraux chargés d'assurer la sécurité dans la ville et ses environs ont reçu l'ordre de tirer à vue sur toute per-

sonne suspecte.

En dépit de la trêve annoucée dimanche dernier par les dirigeants des mouvements assamais hostiles à la présence d'immigrés en provenance d'autres Etats ou du Bangla-desh (le Monde du 29 mars), de nouvelles violences sont signalées. Au moment même où Mas Gandhi entamait sa visite, une bombe explo-sait sur un marché, à une quaran-taine de kilomètres au nord de Gauhati, tuant onze Bengalis et en blessant une vingtaine d'autres. La veille, deux corps décapités avaient avaient tiré leurs volets sur des rues désertées et plusieurs quartiers

étaient plongés dans l'obscurité. Le premier ministre indien doit visiter plusieurs camps où ont été rassemblés les survivants des massa-cres du mois de février. Les journalistes de la presse indienne décrivent les conditions misérables dans lesquelles vivent ces réfugiés, démunis de tout et qui souffrent de la malaet la varicelle, notamment, font des

ravages parmi les enfants. Les correspondants étrangers accrédités en Inde ne sont pas autorisés à se rendre en Assam.

# A TRAVERS LE MONDE

# Argentine

 SOIXANTE-CINQ ALLE-MANDS DE L'OUEST sont toujours portés disparus en Argentine, a affirmé lundi 28 mars, à Bonn, la vice-présidente du groupe argentin des - mères de la place de Mai . Mar Maria Adela Gard, qui doit remettre un dossier sur ces disparitions au mioistre ouest-allemand des affaires etrangères, M. Hans Dietrich Genscher. - (A.F.P.)

# Union soviétique

QUATRE PERSONNES ONT ETÉ RÉCEMMENT CONDAMNÉES EN LETTO-NIE pour • espionnage - au pro-fit de la C.I.A., a indiqué mercredi 30 mars le Komsomolskaia Pravdo. M. Jan Skoudra, condamné à neuf ans de détention, aurait été arrêté alors qu'il remettait - des documents sur des installations militaires des Républiques baltes - à un Sué-

dois d'origine lettone, M. Laimonis Niedra condamné, lui, à neuf années de détention. Deux autres accusés, MM. Youri Boumeister et Danis Lismanis, Lettons eux aussi et poursuivis pour trahison », ont été respective-ment condamnés à quinze et dix ans de privation de liberté. -

# Zimbabwe

 L'EXIL DE M. NKOMO. -M. Josbua Nkomo, chef de l'opposition, a annoncé mercredi 30 mars à Londres qu'il repoussait son retour au Zimbabwe en raison du rejet par le gouvernement de la déclaration des évêques catholiques sur les massacres au Matabeland (le Monde du 31 mars). D'autre part, on apprend que, dans l'Etat du Zimbabwe, un groupe d'hommes armés ont tué un fermier blanc et grièvement blessé son épouse, mercredi près de la ville de Rusape. -(A.F.P.)

∍ge 13

LE

rcyages, &# et les L Faut-u agne de . versée France ecettes

l'entrearda de 2,6 mais 25. elappée Na sana ugmen-ilian ci

'ente-ف حدث ع ièsem-7. Les £12,50%

wife 2 - بعثمان arque 1 claia pro-

151940 TOTAL S. rela-0455 ement Cun

une traponns inénen:

# **AMÉRIQUES**

# La « quatrième frontière » de M. Reagan

(Suite de la première page.)

Les dirigeants américains ont refusé de commenter les informatiuns selnu lesquelles M. Negropoute, ampassadeur des États-Unis au Hon-duras, serait le patron d'un neganisme pulitico-militaire à truis étages chargé de transmettre les instructions aux groupes d'action antisandinistes. Des photographes américains et un journaliste suédois out ccompagné ces groupes au Honduras et su Nicaragua.

Leurs témoignages, commentés par des collaborateurs du premier suédois, M. Olof Palme, sont précis: les rebelles entendent prendre proessivement le contrôle de villes de l'intérieur, relancer l'uffensive sur la côte atlantique, et s'efforcer de déclencher une insurrection généralisée. Il s'agit de gagner «avant la fin

## Le «test» salvadorien

Les récents succès de la guérilla du Front Farabundo Marti de libération nationale n'impliquent pas que l'armée salvadorienne soit à genoux après truis ans de guerre. Si

Buenos-Aires. - La C.G.T.-R.A.

(Confédération générale du travail

de la République argentine) a confirmé, mercredi 30 mars, qu'elle

était hien la plus populaire et la plus

M. George Sbultz, secrétaire d'État, a pu affirmer devant une commis-sion de la Chambre des représentants que la situation militaire au Salvador »n'était pas bonne - et qu'elle pourrait «devenir désespé-rée», e'était d'abord pour inciter le Congrès à ne pas refuser les crédits dune aide militaire accrue à ce pays.

Mais le petit Salvador reste un casse-tête pour Washington, L'administration Reagan svait délibérément choisi, en janvier 1981, d'en faire un «test» des bonnes relations entre les États-Unis et l'Union soviétique. Dési imprudent et excessis.

Un an après les élections du 28 mars 1982 pour une assemblée constituante salvadorienne dominée par l'extrême droite, l'alternative qui s'offre à Washington n'a pas changé. Ou bien prendre résolument en main la riposte armée à la guérilla - mais comment convaincre un Congrès réticent et une opinion puolique qui n'n oublié ni le Vietnam ni le débarquement manqué d'avril 1961 à Cuba? - on bien accepter l'inacceptable, s'engager même indi-rectement dans un processus de négocistion avec les forces insurgées,

Argentine

Importante manifestation syndicale

à Buenos-Aires

Correspondance

comment ne pas paraître renoncer à la ligne «de défense» fixée en 1981 et à l'intégrité de cette «quatrième frontière -, celle des Caraïbes et de l'Amérique centrale, que M. Reagan et ses adjoints jugent aujourd'hui Tont se tient, tout est lié au-

mais sur quel projet politique? Et

. Les États-Unis, affirme une per-

sonnalité latino-américaine très liée

aux dirigeants de Washington, pa-raissent décidés à faire quelque chose en Amérique centrale. Ils ne

demandent pas d'avis. Leur résolution m'a frappé. » A Miami, en Flo-ride, le leader de l'une des organisa-tions antisandinistes affirme que ses

bommes «seront bientot d Mana-

gua». Il njoute: «Nnus n'accepte-

rons un cessez-le-feu que si les san-

dinistes acceptent de se conforme

au programme initial de gouverne-ment tel qu'il avait été défini au

lendemain de la chute de Somoza. »

M. Sbultz, c'est nous aller aux

forces progressistes qui travaillent

en Amérique centrale pour le déve-

lappement économique et la démo-cratie. Nous ne cherchons pas à

avoir des voisins faibles et exploita-

bles mais au contraire forts et indé-

pendants. » Sans doute. Mais force

est de constater que le contrôle di-

rect ou indirect de l'Amérique cen-

trale par les Etats-Unis depuis un

bon demi-siècle u'a guère débouché

sur l'instauration de régimes « forts et démocratiques ». L'Amérique, démocrate nu républicaine, a envoyé

ses marines pour mater des révoltes

nationalistes, soutenu systématique-

ment des régimes dictatoriaux, corrompus et cruels. Elle s'est pen préoccupée de « développement éco-

nomique » sauf lorsqu'il s'agissait de défendre les intérêts de ses propres

sociétés. La sécurité de la • qua-

trième frontière » aurait été plus sû-rement préservée si les Etats-Unis

s'étaient souciés un peu plus tôt de

favoriser les indispensables réformes

L'U.R.S.S. et Cube sont certaine-

ment présentes sur le « champ de

bataille» mouvant de l'Amérique

centrale, encore qu'au strict plan mi-

litaire la disproportion des farces

soit écrasante en faveur des États-

Unis. Deux sous-marins soviétiques

de la classe Fox Trott aux mains des

Cubains ne modifient pas cette réa-

lité : les Caralbes sont une mer amé-

ricaine. La « radicalisation » du ré-

glme sandiniste a incité des

Nicaraguayens démocrates de bonne volonté, qui n'avaient et qui

n'ont aucun lien avec le - somo-

zieme », à railier les rangs mainte-

nant multiformes de l'opposition,

parfois même ceux de la futte ar-

Mais nn ne peut réduire le débat

actuel an champ clos et étroit des

conflits idéologiques et aux rivalités

entre superpuissances. Les causes

profondes et permanentes de l'insta-

bilité en Amérique centrale sont so-

ciales et humaines. C'était déjà vrai

bien avant la victoire des sandinistes

à Managua, bien nvant la coute de

Batista à Cuba. La défense pure-

ment militaire de la « quatrième

frontière » est inefficace. En revan-

ehe, elle favorise les alliances dou-

teuses. Et elle renforce ceux que l'on

prétend combattre. « La seule façon

de confondre les sandinistes, berit le

New York Times », est de travail-

ler pour le désarmement régional,

paur le respect des draits de

l'homme et pour de vraies élections partout en Amérique centrale. »

MARCEL NIEDERGANG.

· Le Nicaragua et le Costa-Rica

doivent svoir, le lundi 4 avril, une

réunina ministérielle pour s'effurcer

de réduire leurs tensions, a annoncé,

mercredi 30 mars, le gouvernement costaricain. MM. Vnlin (affaires

étrangères) et Solano (sécurité)

pour le Costa-Rica, et MM. Tumas

Borge (intérieur) et Carlos Arguellu

(justice) pour le Nicaragua, étudio-

ront les problèmes posés par - les

incursions de militaires sandinistes.

le trace de la frontière et la libre navigation sur le fleuve San-Juan, qui sépare les deux pays », selun le

mivernement de Sau-José. Le

Costa-Rica a déjà secusé les troupes nicaraguayennes d'avoir pénétré en

territoire costaricain pour poursui-vre des opposant armés. — (A.F.P.).

Revue trimestrielle

d'analyse et de

science politique

centrée sur l'Afrique

Le catalogue des livres

Editions **Karthala** 

disponibles est paru,

22-24 bd. Arago 75013 Paris

recherche en

demandez-le à :

331.15.59.

conomiques et sociales.

Ce que nous voulons, dit encore

jourd'hui en Amérique centrale, ou presque. L'impasse salvadorienne, irritation croissante de Washington face à un régime sandiniste qui lui spparaît de plus en plus comme un nouveau Cuba», permettent aux faucons» de donner de nouveau le ton. Des divergences et même des contradictions étaient sensibles an début de l'année dans l'équipe dirigeante américaine à propos de la «meilleure» politique en Amérique centrale. Depuis le retnur de Ma Jeane Kirkpatriek de son voyage d'information, c'est un profil dure qui a été adopté par tous. Comme en janvier 1981, la dramatisation est évidente. L'amiral James Watkins, chef des opérations na-vales, redoute que la région ne de-vienne • une nouvelle Europe de l'Est » et avertit l'U.R.S.S. que les Etats-Unis « peuvent concentrer une puissance formidable dans les Carnībes», cette Méditerranée de l'Amérique.

# Bientôt à Managua?

L'amiral Briggs, commandant des forces de surface de la flotte américaine dans l'Atlantique, affirme que · l'accroissement de la marine cu-baine aidée par l'Union soviétique constitue un réel danger pour les voies d'accès du golfe du Mexique et des Caraībes . A la Maison Blanehe comme au Département d'État, le Nicaragua est de nouveau accusé de ravitailler les guérilleros salvadoriens en armes. Comme en 1981, Washington affirme détenir les preuves irréfutables » du trafic d'armes et de l'intervention soviétocubaine aux portes de l'Amérique.

Au Conseil de sécurité des Nations unics, M= Kirkpatrick com-pare le «Nicaragua sandiniste» au · Nicaragua de Somoza» et elle dément que Washington soit engagé dans une quelconque «guerre psychologique - contre le gouvernement de Managua. M. Fred Ikle, soussecrétaire à la défense, demande aux pays européens de «mieux souteet de »mieux comprendre» la politique des États-Unis en Amérique centrale. Et il critique la Répu-blique fédérale nllemande et la France pour leur aide économique,

on militaire, au Nicaragua.

# **AFRIQUE**

République Sud-Africaine

# La communauté blanche se prenoncera par référendum sur le projet de réforme constitutionnelle

De notre correspondant

Johannesburg. - Pour la première lois dans l'histoire de la Répu-blique, un référendum va être organisé dans la population blanche. Celleci sera appelée à se prononcer sur les projets de réforme constitutionnelle, a annoncé mercredi 30 mars an Parlement le premier ministre, M. Pieter Botha, qui n'a pas précisé la date de la consultation. Les électeurs blancs devront essentiellement répondre aux trois questions cen-trales du projet « réformiste » présenté par le pouvoir.

En premier lieu, l'importante diminution des prérogatives du législatif, par le biais d'une plus grande concentration du pouvoir entre les mains d'un futur président-exécutif quasi inamovible, se justifie-t-elle ? Secundo, la création prévue de deux Chambres, une pour les Indiens et une pour les métis, au sein du Parlement jusqu'ici réservé aux seuls Biancs, est-elle souhaitable, sachant que les intéressés n'auront pas le droit de veto sur les projets d'intérêt national, dits multicommunantaires? Eafin, les Nairs, qui constituent 70 % de la population sudafricaine, doivent-ils demeurer hors du système politique et continuer d'être privés de leur citoyenneté ?

Les denx principaux partis d'opposition blancs, les libéraux anglones et les ultras de l'extrême droite afrikaner, out accueilli la nourelle du référendum avec une égale satisfaction. Pour des raisons diamétralement opposées, les uns et les autres feront campagne pour un non » massif au pouvoir.

Les trois groupes de population de souche non européenne, directement concernés par les projets, ont certes réclamé à cor et à cri leur participation au scrutin. Ils n'ont pas été entendus. On leur a réservé un

# Les «miracles» de l'apartheid

Johannesburg. - Entre juil-lat 1981 et juillet 1982, huit cent quatre-vingt-quinze mutations génétiques ont été opérées en Afrique du Sud. Les « miracles » de Pretoria ne doivent rien à la science, encore moins à la puissance divine. Non, il a'agit de mesures administratives, le plus souvent prises à la demande des intéressés, parfois

contre leur gré. En voici le détail, rel qu'il a été rendu public, merdi 29 mars, au Parlement du Cap : sept cent n'étaient sans doute pan trop épatés et les cheveux à paine on-dulés (conditions d'admission rees par la loi) ont été autorisés à faire leur entrée dans l'élite blanche. S'il se trouve parmi eux des fonctionnaires ou des employés d'établissements pera-publics, ils verront leurs salaires et leurs retraites augmenter de 20 à 30 % dès le mois

prochain. Sept Chingis ont brusquement évolué de la même manière. Eux aussi pourront donc, dès demain, résider en « zone blanche » et hoire de l'alcool dans les bars de leur choix sans être contraints d'y avaier un repas-prétexte. (Il n'existe dans tout le pays que soixante-quinze hôtels dits de ciasse « internationale », at à ce titre autorisés à servir toutes les races.] En revanche, les quinze blancs « reclassifiés » - c'est le terme official - indians at les troin qui unt été rétrogradés métis perdent brutalement tous leurs privilèges.

Certaina devront changer de quartier, mais d'autres pourront enfin convoler en justes noces avec la dame colorée de leurs pensées. L'amour en Afrique du Sud est codifié, il suppose perfois de lourds sacrifices et peut coûter très cher. L'an dernier. cent trente-cinq personnes prises en flagrant délit d'e immoralité » ont été reconnues coupables et condamnées pour avoir trans-gressé les règles de la pureté raciale. Et tant pis s'il a été prouvé que l'immense majorité des Afrikaners ont du sang noir dans les veines !

Les non-Blancs bénéficiant cependant d'une entière liberté sexuelle, entre eux s'untend, l'amour ne peut être à l'origine de la métamorphose de trenteneuf métis en Indiens. Peut-être ceux-là souhaitent-ils tout simplement changer de peau, ou bien ouvrir un commerce dans l'un des marchés indiens de Johannesburg ou de Durban ? Une chose est sûre. Il leur est désormais interdit de a'inscaller dans l'Etat Ilbre d'Orange, le malgoomé, la seule des quatre provinces sud-sfriçaines qui refuse encore en bloc tous les enfants

de Gandhi. L'aventage pour les cent neut. Noirs mentés en métis d'un coup de tampon du leur « Pnasviennent d'abord des citoyens sud-africains à part... presque entière puisque, si tout va bien, auront même, en tant que métis, un droit de vote dans une petitu Chambre séparée du Parlement dès 1984 on 1985. Finies les menaces de déportation dans ds lointains et misérables bantoustans. Finies les rafles de nuit et les condamnations pour non-

respect du couvre-feu (1). Les plus riches d'entre eux pourront même s'acheter un morceau du terre - en zone métis, bien entendu - et s'γ installer sans crainte avec leur famille, privilège dénié aux Afri-ceina aur le territaire du le République. Les métamors génétiques ont parfois du bon. Elles se produisent, en tout cas, coup plus rapidement que celles de l'apartheid...

PATRICE CLAUDE.

(1) Le couvre-feu, en vertu duquel sucun Noir ne peut se trouver en « zone blanche » sans permis passé 22 heurss, date de 1933. Dans les grandes villes, la loi est tombée en désuétude et une commission nandé son abrogation en 1978. Le premier ministre n'a pes suivi. L'an dernier, 9 513 personnes ont été poursuivies pour ce délit.

# Angola

# La France accroît son aide au gouvernement de Luanda

sion mixte pour la coopération et le développement, la France et l'An-gola ont signé mardi 29 mars à Paris une déclaration commune prévoyant notamment une aide alimentaire d'urgence pour Luanda. La réunion de cette première commission mixte fait suite à l'accord général de coopération signé entre les deux pays en juillet 1982.

L'aide alimentaire, qui porterait sur trois mille tonnes de blé, constitue un geste de la France, « étant donné la situation de guerre impo-sée d la République populaire d'An-gola », souligne la déclaration com-

mune Ce texte évoque également « la volanté politique qui anime les deux parties désireuses d'élargir

leurs relations bilatérales dans le respect des principes de nan-intervention dans les affaires intérieures de chaque pays et dans l'objectif d'avantages réciproques et de

Les deux parties ont aussi examiné le développement de la coopé-ration et l'amélioration des conditinns de vie des empérants et techniciens français en poste en An-gola. Les deux délégations se sont aussi mises d'accord pour que la denzième commission mixte se tienne en 1985 à Luanda.

La France a enfin accepté de financer un certain nombre de projets présentés comme prioritaires par l'Angola Certains projets concerféière (la production de café est tombée de plus de 200 000 tomes avant l'indépendance à 15 000-20 000 tonnes actuellement). D'autre part, la France financera la création de deux centres de formation, . l'un pour la mécanique et l'autre pour l'électricité. Un certain nombre d'autres projets présentés sont encore à l'étude, dont une aide à l'aviation civile et quatre projets pétro-

## combative des deux centrales syndi-cales. Environ 15 000 personnes (5 000 selon la police) ont répondu assassins ». Après avoir rappelé que, le 30 mars 1982, « le peuple n dit « Basta à la dictature », le secrétaire général de la C.G.T.-R.A. a déà l'appel lancé par son secrétaire général, M. Saul Ubaldini, et par le leader des • 62 organisations •. M. Lorenzo Miguel, pour comméclaré: - On ne nous n toujours pas morer la tragique manifestation qui coûta la vie à un militant syndical, il

blement largement dominé par les

M. Saul Ubaldini a prononcé un

violent discours, interrompu à plu-sieurs reprises par les cris de - Au

adeptes du général Peron.

poteau, au poteau, les militaires qui ont vendu la nation » et » Assassins, dit qui avait sauvagement assassiné notre compagnon, mais nous savons, le mouvement ouvrier sait, que c'est Les dirigeants de la C.G.T.-R.A. la dictature militaire... Nous conticoncentrer sur la place de Mai pour limiter les risques d'incidents. Après nuerons de lutter non seulement pour la satisfaction des besoins des avoir défilé dans le centre de la capitravailleurs, mais aussi pour l'avetale aux accents de la marche péro-niste, les manifestants se sout nement de cette démocratie que désire et mérite le peuple argentin. » Les manifestants se sont ensuite remassés devant le monument an travail situé à 800 mètres de la Maison tirés dans le calme, non sans avoir au préalable mis le feu an drapeau rose. Senles les banderoles rouges déployées par les militants du MAS britannique et an drapeau des États-(Mouvement vers le socialisme), d'obédience troiskiste, apportèrent une note originale dans ce rassem-

LE NOUVEL

SAVOIR POUR DÉCIDER, MAITRISER POUR AGIR.

PLAN DELORS

BUELLES CHANCES

Pour un choc, c'est un choc l **Tout le monde est touché. Les** entreprises comme les particuliers. Le gouvernement pourra-t-il améliorer la productivité et la compétitivité de notre économie, tout en ia fremant? Le Nouvel Economiste

répond.

Une "conquête sociale" qui risque de tourner à la déroute financière. C'est la retraite à contretemps. Contretemps démographique, économique, sociologique. Le Nouvei Economiste explique pourquoi.

RETRAITE A 60 ANS

**LE GACHIS** 

En vente vendredi chez votre marchand de journaux.

respect mutuel ».

L'U.R.S.S.

The second secon

Age of a special section of the sect

The state of the s

The state of the s

And the second s

and the second second second second

The second secon

The first production of the state of the sta

with the state of the state of the state

The state of the state of

GOOD TO THE THE THE THE

The same of the same of the same of

and in species with the state of A security of the second of the second ... . To with 43-42-The second secon والمراجع والم والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع والمراج

THE STATE OF THE STATE OF THE STATE OF 177004 Se la cuel financia delle

servery product the same of - - water with with The second second second war at the state of the state o

a degration that ACCES 1800

Principalities de Sobdecti Dole a me pas marrifester Section is visite du pages

and the second of the

And the state of t

ALORS QUE LES NÉGOCIATIONS S'ENLISENT

PROCHE-ORIENT

ಚಂದ ರಂ Syeces. tu et les Faur-d gne de \*6\*568 27770

France, estres france 2: 100 .: .: 10 ... : : : : : : : :

:. · -: fee Su Salary. wie "

7 145 254.25 المقاوف Section.

Gaist

: 20

tic 100 174. Çue •5₩• •₩•

në. Int

près de vingt mille personnes à Der-Hanna. Là, des orateurs ont notamment déclaré, en soulignant qu'ils étaient en Israel des : citoyen de sepas être les Indiens du Proche-Orient. - Tautesais, dans les milieux gouvernementaux israéliens, on note que les ardres dannés à la police de cessité et la volonté manifeste des dirigeants arabes de ne pas enveni-mer la situation ant porté leurs

Mais le jaurnal Davar (travailliste) a fait, le 31 mars dans un éditorial, cette mise en garde: - Le calme relatif de la Jaurnée de la terre ne signisie pas un assouplissement de la part des Arabes israéliens : il prouve seulement aue dans le contexte actuel, les dirigeants arabes israéliens ont estimé qu'il ne follait pas aggraver les tension. C'est surtout la preuve que ces dirigeants tiennent bien leurs troupes en main. - D'autres observateurs israéliens ont fait cette constatation, qui n'est pas sans provoquer quelque inquiétude.

FRANCIS CORNU.

# L'U.R.S.S. lance un avertissement à Israël

# Le roi Hassan II réclame la convocation d'un sommet arabe

Après des semaines d'accaimie, le Proche-Orient paraît avoir atteint un seuil critique. L'avertissement que l'U.R.S.S. a adressé à Israël l'invitant à « cesser de jouer avec le feu » constitue l'un des éléments d'une crise dont ou peut craindre, à terme, les conséquences. Les milieux dirigeants à Moscou et à quences. Les milieux dirigeants à Mosceu et à Damas laissaient percer, ces dernières semmines, leurs inquiétudes quant à la proximaté d'une offensive israélieuxe coutre la Syrie. Le général Mosbe Levi, le chef de l'état-major des forces armées de l'Etat juif, avait déclaré le 25 mars qu'Israèl était prêt à faire face à une guerre avec la Syrie dès ce printemps; cependant, le général Eytan n'a pas réussi, semble-t-il, à rassurer quand il précisait le lendemain que son pays ne prendrait pas l'initiative du conflit. En effet, un mois auparavant, M. Moshe Arens avait affirmé dès sa nomination à la tête du ministère de la défense qu'Israèl frapperait le preministère de la défeuse qu'Israël frapperait le pre- « forfait » en rentrant le mercredi 30 mars à mier s'il « s'estimait en danger mortel ». Trois jours Washington, après une stérile navette qui nvait duré

plus tard, le 28 février, M. Carl Weinberger, le secrétaire d'Etat américain à la défense, paraissait donner son aval an ministre israélien en déclarant que les Etats-Unis jugeaient « très préoccupante » l'installation de quatre rampes de missiles Sam-5 en

Mais au-delà des menaces proférées de part et d'antre, c'est une double impasse qui suscite les préoccupations des chancelleries : l'êchec de Washington dans ses efforts de relancer les négociations de paix israélo-arabes et de régler le problème libanais, le pourrissement qui s'ensuit, favorisent le recours à la violence.

L'envoyé spécial du président Rengan au Proche-Orient, M. Philippe Habib, s'est déclaré

dix jours. Il s'est heurté à un obstacle apparemment infranchissable : tandis que Beyrouth accepte le principe de patrouilles mixtes dans le Sud-Liban à condition que les Israéliens se retirent chez eux le soir, Jérusalem insiste pour maintenir sur le sol libanais ses unités ainsi que celles du commandant Haddad. leur » fidèle et loyal allié ». » Nous arous atteint l'extrême limite des concessions possibles », déclarait-on mercredi à Jérusalem. » Israël tente de dicter la paix par le fusil », soutenait-on à Beyrouth, et M. Wazzan, le premier ministre libanais, ajoutait : « Les négociations tournent en rond, c'est un

cercle vicienx ». Il en va de même pour le processus de paix israélo-arabe imaginé par le président Reagan. Le Roi Hussein, qui s'était déclaré favorable à des négociations avec Israël sons l'égide des Etats-Unis, est paralysé par les exigences contradictoires for-

mulées par M. Yasser Arafat et le chef de la Maison Bianche. Ce dernier pose comme condition que l'O.L.P. soit exclue des négociations ; le chef palestinien insiste pour que la centrale des fedayin soit représentée au sein d'une délégation commune. Or, le souverain jordanien ne peut fairc cavalier seul sauf s'il est mandaté par l'organisation de M. Arafat, comme le demandent les autres chefs d'Etats arabes, l'Arabie Saoudite en tête.

Ayant constaté que le plan Reagan et celui de Fès sont inconciliables, et inquiet lai aussi de la tournure des événements, le Roi Hassan II du Maroc propose la convocation d'une rénnion extraordinaire d'un sommet arabe. Il dépêchera à cet effet la semaine prochaine des émissaires auprès des capitales concernées. Cependant, rien n'indique qu'une telle réunion, à supposer qu'elle se tienne, puisse dégager un terrain d'entente. - E.R.

A Jérusalem-Est, les commer-

çants ant largement observé les mots

d'ardre de grève sans que la police

intervienne, comme cela a été le cas

dans plusieurs agglamérations de

Cisjordanie, aù les boutiques ant été

rouvertes sous la contraînte. Les

écoles sont restées sermées, une

brève manifestation a eu lieu dans la

vicille ville, les militaires israéliens

ont tiré des coups de semonce pour

la disperser. Un rédacteur du jour-

nal arabe El Fajr, édité à Jérusalem-Est et diffusé dans les

territoires occupés, a été arrêté à Je-

nine. Il semble qu'on lui reproche

d'avoir encouragé la population à

manifester sa colère après l'affaire

d'intoxications qui vient d'avoir lieu dans cette ville du nord de la Cisjor-

danie. Le rédactout en chef d'El

« Par le sang

et par le feu »

un porte-parole des services de secu-

rité du ministère de l'intérieur a dé-

clare, en fin de journée, sa satisfac-

ants, neu nombreux et

tion que · les incidents cient été peu

Isolés . Quatorze personnes ont été

arrêtées en Galilée et dans la région

d'Haïfa, où se concentre la majarité

de la population arabe d'Israel. Après quelques manifestations, qui

n'avaient pas été autorisées, des

jeunes gens ant brûle des pneus sur

la chaussée dans certains villages et

hissé des drapeaux palestiniens sur

quelques bâtiments publics. Contrairement à ce qui se passe

dans les territoires occupés, les auto-

rités israéliennes avaient permis l'or-

ganisation de trois rassemblements

en Galilée et dans le Néguev, aù les

bédouins se sont joints à la célébra-

Au cours de ces réunions, les représentants de la minarité arabe is-

raélienne, pour la plupart membres du parti communiste, du Camité

pour la défense des terres arabes et aussi du parti travailliste, qui

avaient les jours précédents appelé la population à faire preuve de rete-

nue, ant lancé quelques slagans

jugés inadmissibles par la presse is-raélienne faisant allusion au combat

commun - des Palestiniens d'Isrgël

et des territoires occupés -. Dans certains cas, des jeunes ont crié:

- Par le sang et par le feu nous libérerons la Galilée. - Mais dans l'on-

semble, ces réunions ont eu lieu dans

conde zone -: - Naus ne voulons

n'intervenir qu'en cas d'extrême né-

fruits.

La principale d'entre elles a réuni

tion du Jour de la terre.

A propos de la situation en Israel.

# MOSCOU: les Israéliens doivent cesser de jouer avec le feu

Moscou (A.F.P.). - Le gouver-nement soviétique a averti, le mercredi soir 30 mars, Israël qu'- il est temps pour Tel-Aviv de cesser de jouer avec le feu » et que ses « pro-jets criminels » à l'égard de la Syrie ne peuvent laisser personne indif-

Dans une déclaration diffusée par l'agence officielle soviétique Tass, l'U.R.S.S. affirme que « le peuple syrien n'est pas seul », car il a « à ses côtés les patriotes arabes, les, pays socialistes et tous ceux qui ont à cœur la cause de la paix, la justice et la dignité ».

» L'Union soviétique souligne une nouvelle fois que ce n'est pas par la force des armes ni par la guerre, mais uniquement par des efforts politiques de toutes les parties intéressées et par lo voie d'un règlement

une réunion d'information sur la

Journée de la terre s'est tenue mer-

sion, M. Ibrahim Souss, représen-

tant de l'O.L.P. en France, a

which is the

critique le gouvernement français et

le P.S. pour leur attitude au sujet de

la conférence internationale sur le

problème de la Palestine, qui doit se

tenir à Paris, du 16 au 25 août pro

La France ayant laisse entendre

qu'elle n'y participerait pas,

M. Souss a invité le gouvernement

de Paris à abandonner ses réserves.

Il a qualifié de » scandaleuse = l'at-

chain, au siège de l'UNESCO.

credi 30 mars, à Paris. A cette occa-

juste et global que peuvent être ga-rantis les droits légitimes et les intérêts de tous les peuples du Proche-Orient », poursuit la déclara-

- Les persannalités militaires et politiques d'Israel rivalisent entre elles pour offirmer qu'une guerre e preventive - contre la Syrie est inévitable », ajoute la déclaration, qui dénonce « les préparatifs mili-taires » d'Israel visant, selon Moscou, à « assener un coup criminel à

Personne ne peut rester indiffé-rent devant les projets criminels d'Israel contre lo Syrie, et ces projets doivent être déjoués -, affirme

le gouvernement soviétique. - Comme plus d'une fois dans le passé, déclare-t-il, on cherche à ex-

M. Ibrahim Souss critique l'attitude du gouvernement français

à propos de la conférence sur la Palestine

cette conférence une grande mani-

festation en présence de M. Yasser

Arafat. Que la France trouve lo for-

mule adéquate et nous nous y rai-

lierons. » M. Souss a encore fait état d'« énormes pressions » qui seraient

exercées par les communautés juives

françaises sur le gonvernement, et il a ajouté que les 4 millions

d'Arabes vivant en France maintien-

dront, quant à eux, la légalité fran-

çaise . (en fait le nombre des

Arabes vivant en France s'élève ap-

proximativement à 2 millions, non

compris quelque 500 000 jeunes

**EUROPE** 

A l'initiative notamment de l'As-sociation de solidarité franco-arabe, ment : « Nous pourrions faire de

titude de la gauche française et du gens d'origine maghrébine mais nés

Pologne

La direction clandestine de Solidarité

pliquer ces projets agressifs par le souci de défendre la sécurité. d'Israël, et cette fais-ci on prend comme prétexte les mesures purement défensives prises par la Syrie face aux menaces croissantes de Tel-Aviv. .

- Personne ne croira, poursuit la déclaration, à l'existence d'une menace pour la sécurité d'Israël. C'est lui, au contraire, qui est devenu une source permanense de danger militaire au Proche-Orient, menaçant sans cesse les pays arabes voisins de les attaquer. •

. Le soutien Inconditionnel apporté par Washington aux préten-tions israéliennes » est » à l'origine de l'obstination provocante avec laquelle Israel cherche une . récompense . pour son ogression ., estime encore le gouvernement soviétique.

en France et détenteurs de la natio-

teurs avaient pris la parole pour rap-peler l'importance de la commémo-

ration de la Journée de la terre depuis 1976. D'autres ont souligné

la manifestation d'unité dont le

conseil national palestinien, réuni ré-

cemment à Alger, avait été l'occa-

sion. M. Mahamed Yazid, représen-

tant de la Ligue arabe à Paris, à fait

état d'« un véritable complot du si-lence » au sujet des événements du

Liban de l'été dernier, qu'un film projeté devant les assistants en dé-

but de séance avait retracés. Pour sa

part, M. Israel Shahak, président de la Ligue israelienne des droits de

l'homme, a rappelé que son organi-

sation menait depuis 1979 la lutte contre les violations de ces droits en

Avant M. Souss, différents ora-

nalité française).

# jérusalem : un nouvel épi-SODE DE LA CONFRONTA-

Jérusalem. - L'avertissement somesure au, dit-on, . le message États-Unis ».

On est convaineu, dans ces milieux, qu'il s'agit plutôt d'un nouvel épisode de la confrontation entre les fois - car, au cours de ces dernières semaines, l'Union soviétique a déjà l'Union soviétique cherche autant États-Unis dans la région.

# TION ENTRE LES DEUX SU-**PERPUISSANCES**

(De notre correspondant.)

viétique lancé le 30 mars par l'intermédiaire de l'agence Tass, pour signifier à Israël que Moscou est prêt à désendre la Syrie en cas d'une attaque isrélienne, est considéré à Jérusalem dans les milieux gouvernementaux et diplamatiques comme » plutôt peu inquiétant », dans la s'odresse, en fait, surtout aux

deux superpuissances et, de source taire, on indique que cet incident est militaire, on indique une nouvelle isolé, et pourrait ne pas être lié aux laissé entendre de tels avertisse- ment que le jeune homme a été morments - qu'un conflit entre Israël et rellement blessé au moment où les la Syrie est peu probable, malgre membres d'une patrouille israécertaines alarmes ces derniers mois lienne ont ouvert le feu après avait de part et d'autre. On estime à Jéru- été pris à partie par des manifessalem que les Soviétiques veulent, tants qui leur jetaient des pierres. Le en effet, s'adresser aux Américains porte-parole de l'armée a démenti pour éviter que ceux-ci n'enregis- qu'il y ait eu le moindre affrontetrent un succès diplomatique en cas ment dans cette localité et que des d'accord à propos du Liban et du re- soldats aient fait usage de leurs trait des troupes étrangères de ce pays. Les Israéliens estiment que armes. Toutefois, une enquête a été pays. Les Israéliens estiment que que possible à limiter l'influence des des manifestations sporadiques se

le 31 mars dans un éditorial, citant les autorités israéliennes ne fournis-

# Le Jour de la terre s'est déroulé dans un calme relatif

De notre correspondant

Jérusalem. ~ Le Jaur de la terre a été relativement calme, bien plus que les années précédentes. L'ensemble de la presse israélienne le souligne, et, dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, on s'en félicite avec soulagement. On redautait, en effet, un net regain de tension durant cette journée du 30 mars, devenue depuis 1976 pour la population arabe en Israel et dans les territaires occupés l'occasian d'exprimer une contestation d'ensemble, souvent violente, surtaut en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. Cependant, on signale dans un village proche de Hébron qu'un Palestinien de dix-sept ans a été tué « par balle », mais, de source milimanifestations du Jour de la terre.

Les habitants de ce village affir-

# Fojr a, lui aussi, été arrêté à Jérusalem. La police n'a donné aucune ex-

En divers endroits de Cisjordanie,

sont produites, mais ont été rapide-Le journal Hatzofeh, organe du ment dispersées par le service de séparti national religioux, membre de curité nettement renforcé. Il y a cu la coalition gouvernementale, a écrit de nombreuses interpellations, mais des - milieux politiques à Jérusa- sent aucune indication chiffrée à ce lem », que » les Soviétiques cher-chent en réalité à torpiller tout ac-chent en réalité à torpiller tout acpar des jets de pierres. A Gaza, une cule israélica, mais sans faire de vic-

# Israël. Il a fait état de tortures praticord ou Liban et à créer un climat cord ou Liban et à créer un climat de conflit ofin d'empècher un retrait Israéliens ont été légèrement blessés quées dans les prisons israéliennes et aussi dans le camp de détention issyrien, car ils savent que, sans un raélien d'El Ansar, au Sud-Liben, tel repli, lo situation au Liban res- grenade a été lancée contre un véhitorturés puis libérés sans jugement. tera bloquée 🗸 R. D.

Après le réquisitoire, Mª Walentynowicz, qui était poursuivie pour incitation à la grève - au lende-main de l'instauration de l'état de guerre, avait déclaré : - Mon onttude a saujours été et reste de répondre à l'attente de la société (...). J'ai consacré à ma patrie toutes mes forces. Je ne me sens pas coupable. Je veux croire que les tribunaux de Pologne sont réellement indépen-dants (...)

En marge de l'audience, le président du syndicat dissous s'est félicité de la reddition lundi de M. Konarski, l'un des anciens dirigeants nationaux de Solidarité (le Monde du 30 mars) en expliquent qu'il y avait jusqu'à maintenant dans la clandestinité « deux centres de décision - autour de la T.K.K., d'une part, et autour de M. Konarski, de l'antre. « D'un point de vue organi-sationnel, a-t-il dit, il était préférable qu'il n'y en ait plus qu'un (...) j'avais danné mon appui à la T.K.K., et M. Konarski avait donc le choix entre la rejoindre ou sortir de la clondestinité (\_). Maintenant qu'il a choisi cette dernière solution, a ajouté M. Walesa, j'espère qu'il m'aidera dans mes efforts et je l'auends à Gdansk. **VACANCES LES FRUSTRÉS** Les Français pleurent leurs vacances envolées ou plutôt volées. Pourquoi la réaction a-t-elle pris tant d'ampleur? Comment'le Gouvernement a-t-il pu ne pas penser aux conséquences de cette mesure ? Comment a-t-il pu oublier que le voyage était aujourd'hui une aspiration culturelle profonde des Français? Mais faut-il, pour autant, crier à la privation des libertés ? Le Nouvel Observateur ouvre le dossier et vous en dit plus. Au même sommaire : une interview de Mgr Lustiger «Il était une fois Pâques» la suite du journal inédit de Sartre.

## appelle à ne pas manifester pendant la visite du pape Réunie le 23 mars dernier, la consistance de l'accusation, mais modéré par rapport à la peine de-Commission provisoire de coordina-tion de Solidarité (T.K.K.) a appelé mandée par le procureur (trois ans ferme), ce verdict a permis à M= Walentynowicz, qui était détenue depuis sept mois, d'être imméla population à s'abstenir de toute forme de manifestation ou de protestation durant la visite du pape en Pologne du 16 au 22 juin prochain. Dans leur résolution, diffusée merdiatement remise en bberté. Elle a été raccompagnée en voiture à Gdansk par M. Walesa, qui était présent à l'audience et a déclaré que eredi 30 mars par les représentants à l'étranger du syndicat indépendant, les cinq membres de la direction » ce procès n'aurait jamais du avoir clandestine nationale remarquent toutefois que, » afin que soit créé un climat permettant d'accuellir Jean-Paul II en pleine dignité, la société palonaise est en droit de s'attendre à une amnistie pour les prisonniers Soulignant qu'ils ne renonceront

jamais à lutter pour la libération de lenrs - frères emprisonnés ., MM, Bujak, Hardek, Lis, Pinior et Szumiejko ajoutent que la » visite pontificale ne peut pas être utilisée ir les autorités pour, en menaçant de l'annuler, exercer un chanage sur la société ». Dans cet esprit, la résolution de la T.K.K. confirme l'appel à manifester le l= mai (le Monde du 31 mars). Elic demande aussi aux ouvriers polonais de célébrer le 3 mai l'anniversaire de le prociamation de la Constitution de 1797 – considérée comme la plus démocratique de l'histoire polonaise - en allant travailles - avec des cocardes aux couleurs nationales - ct en observant » une minute de silence

politiques ».

Après plus de deux semaines d'interrapcion, le procès de M= Anna Walentynowicz, l'une des figures les plus populaires de Solidarité, a repris mercredi et s'est achevé sur un maninze mois de prison urd an regard de l'in-

# La moisson viendra en 1985-1986

déclare le premier ministre

Dans un entretien eccordé à l'Express, M. Pierre Meuroy justifie le plen d'austérité en déclarant notamment : « Nous voici dans une troisièma phase, où la erise qui perdure at les politiques de droite de nos partenaires (européens) nous obligent à une riqueur accrue (...). Nous allons devoir, avec une politique de rigueur politique de geueha (...), Mais la gauche ne doit avoir eucun regret. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'elle n'aurait pas été crédibla, elle n'aurait pas até elle-même, at ce que nous faisons aujourd'hui ne serait pas une politique de geucha, si notre arrivée au pouvoir s'était caractérisée par des masures denaturant notre image. C'est parce qu'alla a tenu ses promesses, applique son programme que la gauche peut aujourd'hur de-mender eux Français de se mobiliser. On a fait croire qu'elle serait incapable de gérer l'économie. Elle saura gérer l'économia comme elle a su tenir ses promesses. »

Le premier ministre souligne que l'objectif du gouvernement est a de diminuer le moins possible le pauvoir d'achet, an tout cas de le préserver. voire de l'améliorer pour les plus démunis » Il edmet l'existence d'un « naque » de récession at d'eggravation du chômage :

c Effectivement, le remède pour comger le commerce exteneur peut randre plus difficile le stabilisation du chómage, Meis nous avons mis en place un dispositif qui est certainemen: le plus efficace des pays industrialisés : une politique sociale, une politique de formation, les contrats de solidarité. (...) En outre, si j'ai toujours dit que le pertaga du travail n'était pas l'ojectif de 1983, je n'al. en ravanche, jameis caché que 1984 serait l'année où se poserait cette

A propos de l'Institution du contrôle des changes, M. Mauroy affirme que le gouvernement a voulu à la fois créer a un choc psychologinomique : « Lorsque le président de S.M.E. impliqueit une politique bien Bruxalles. Ce n'est pas à moi d'expli- poche de leurs euteurs. »

Republique dit aux Français : « Que pouvons-nous faire sens » vous ? », c'est parce qu'il est évident qu'aucun gouvernement ne peut atteindre son objectif de redressement si les Français rastent des spectetaurs et continuent da consommer plus qu'ils ne produisent. Au contraira, si checun consent un

affort, tout peut êtra différent. Quand à l'impact financier, il est considerable. Songez que ce qui est dépensé par les Français è l'étrançes ast ce qui est notre déficit avec l'Allemagne. Plus de 30 milliards de francs ! (...) Pour un âté et pour le redressement national de son pays, on paut eussi passer ses vacances en France, après tout, a

Pour le premiar ministre, toutefois, le surcroît de riguaur ne signifie pas la mise entre parenthéses des réformes : « Il faut désormais gérer les ráformes amorcées, las approfondir. Désormeis, nous eommes entres dans une périoda de gestion à le fois de l'économie du pays et de nos propres reformes. La moisson viendra en Le premier ministre répond oussi à

plusieurs questions sur les récentes negociations monéteires et la periode qui a précèdé la formation du nouvaau gouvernement. Il indique notamment : « Effectivement, on pouvait parfaitement concevoir de sortir du S.M.E. Le choix a été d'y rester. Chacun connaît mes convictions : mon adhésion socialista est égelement une adhésion à l'Europe et, en particulier, au dialogue francoallemend. Presque naturellement, je n'ai pas envisagé, dans les circonstances présentes, de quitter le S.M.E. (...) D'abord, une sortie du S.M.E. sa serait treduite par une dépreciation très forte du franc par rapport au mark, mais aussi, et c'était là le risque, par rapport au dollar. Avec une conséquence grave : le renché-rissement de nos importations libellées en dollars, at elles ne manquent pas l

diffarenta de cella que j'aveia conduite depuis juin demier. Elle conduisait à introduire une forte dose de protectionnisme.

» Néanmoins, il ne faut pas opposer de façon simplista défenseurs et adversaires du S.M.E. Personne ne pourrait accepter un réaiustement dans des conditions deshonorantes pour la France. Si de telles conditions nous eveient été imposées, j'aurais été le premier è applaudir à la sortie du S.M.E., d'autant qu'une telle sortia n'eurait pu atre que provisoire. Je continue à croire que c'est en allant plus loin dans la coopération européenne qu'on errivera à surmonter les difficultés. (...) Nous átions partisans de demeurer dens le S.M.E., mais la réunion da Bruxelles ne se déroulan pas dens de bonnes conditions. Jacques Delors, qui n'avait qu'une marge très étroite pour négocier. e mis en application le principe selon lequel celui qui e la plus faible liberté de mouvement doit faire le plus de bruit. S'il est revenu à Paris, c'est peut-être qu'il avait envie d'interrompre la négociation. Ce qu'il a obtenu le lundi matin était, en tout ces, bien mieux que ce qu'il eurait

obtanu le dimencha après-midi. (...) » Sans compter que la vraie dévaluation, c'était peut-être sortir du serpent, Raster dans le S.M.E., c'était sauvegarder l'essentiel. Défendre sa monnaie implique de casser le hausse das prix. Depuis juin 1982, j'el mené ce combat. Quand nous serons sur la pente des 5 %, nous n'eurons plus alors à envisager de réajustement monetaire l »

# Pas de pression du P.C.

Interrogé sur les « hésitations » prêtées eu président de la République, M. Mauroy déclare : « Comment ne pas comprendre que le président de le République eit pu avoir des interrogations eur la politique à suivre. Deux voies étaient possibles. Le choix dépendait nécessairement

quer les raisons pour lesquelles le président de la République s'est donné une semaine da réflexion. J'imagine qu'il souhaitait un gouvernement en harmonie avec la politique

A propos de ses relations eved le P.C., le chef du gouvernement souligne : « L'ouvrier communiste, n'en doutez pas, sait fort bien que je n'ai pas d'autres préoccupations que de défendre la justice sociale. Contrairement eux rumeurs qui ont couru, le P.C. ne s'est livré à aucune pression, J'ai recu Cherles Fiterman et Georges Marchais pour leur indiquer que le P.C. aurait deux ministres, un ministre délégué et un secrétaire d'Etat. Je leur ei précisé que Jack Ralite ne conserverait pas la santé. Mes interocuteurs ne e'en sont pae émus, »

La départ de M. Johart « sonnet-il le glas de l'ouverture vers le cantre geuche » at le démission de M. Chevenement prélude-t-elle « à une guérille de l'eile gauche du P.S. contre la gouvernament » ?

« Le gauche a besoin d'authenticité, répond M. Mauroy. Souhaitet-elle s'élargir au centre gauche ? Pour ma part, je n'y suis pas hostile. Mais ce n'est pas le problème posé par Michel Jobert ; sa démission à un caractère individuel, pas politique. Il en ve de même, d'ailleurs, pour Jean-Pierre Chevenement, Je lui ai proposé un ministère, et pas un des moindres. Il s'agissait du ministère de l'urbanisme et du logement, Il a refusé. C'est une décision qui n'emnêche pas la présence au gouvernement de trois ministres qui ont quelques liens avec lui. »

Au passage, le premier ministre semble démentir que M. Chevenement ait remis sa démission des le 2 février, comme l'avait affirmé l'ancien ministre d'Etat : « J'en accepte l'idée. Mais dans l'histoire des Républiques, on ne compte plus les lettres de démission dui sont restées dans la

# LA RÉUNION DU GROUPE SOCIALISTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

# M. SARRE: le plan Delors est à l'opposé du projet socialiste

M. Pierre Joxe e été réélu, mercredi déi, député du Vaucluse, de sensibi-30 mars, président du groupe socia- lité « rocardienne ». M. Taddéi esliste de l'assemblée nationale, par time que le gouvernement n'avait acclamations, au terme de la réunio de ce groupe.

Les députés, qui devaient enten-dre M. Pierre Mauroy, jeudi aprèsmidi 31 mars, ont engagé un débat de politique générale orienté sur les mesures d'accompagnement de la dévaluation annoncées par le gou-vernement. Comme il était prévisible, les critiques les plus appuyées émanent des représentants du CERES et de M. Georges Sarre, deputé de Paris, eo particulier.

Le - plan Delors -, a-t-il dir, est le résultat d'un choix de politique économique qui était déjà sousjacent dans le deuxième gouverne ment Mouroy, Cette politique, a-t-il affirmé, a fait l'objet d'un avertissement clair à l'occasion des élections municipales. Les Français, a-t-il ajouté, attendaient - un gouverne-ment de guerre - contre le chômage disposant d'une ferme outorité sur l'Etat. D'autant que, selon M. Sarre, la politique de rigueur conduite depuis juio 1982, a fait perdre à la gauche une partie de son assise so-

Cette politique, confirmée par le plan Delors », cogage la gauche, dit le député de Paris, sur une voie qui présente des périls » économiques et politiques. Elle est, estime-til, à l'opposé du projet socialiste ».

Selon M. Sarre et ses amis du CERES, • une autre politique est possible ». La « priorité » pour int-ter cootre le déficit du commerce extérieur, estime-t-il, n'est pas de moins consommer, mais de produire plus et mieux . M. Sarre co ap-pelle d'autre part à la conérence du discours gouvernemental : " On ne peut pas dire à Bonn qu'on veut rap-procher la politique française de la politique ollemande en matière économique et dire à Paris que l'on construit le socialisme à la francaise. »

L'intervention de M. Sarre a été

président de la commission des lois, membre du CERES, a déclaré : « Nous devons donner des orientations au pouvoir, mais nous sommes totalement solidaires de la politique du gouvernement. >

## M. Chirac craint que les « sacrifices » demandés « ne servent à rien ».

M. Jacques Chirac, qui s'exprimait mercredi 30 mars sur FR3-Limoges, a expliqué que les mesures économiques décidées par le gouvernement - pourraient se justifier. compte tenu de la situation dans laquelle la gestion socialiste et communiste nous a mis (...), s'il y avait un retournement complet de politique, c'est-à-dire s'il y avais une vo-lonte à la fois de combler les défi-cits en faisont des économies. d'allèger les charges des travailleurs et des entreprises, d'avoir une gestion beaucoup plus rigoureuse, de rendre les libertes qui ont été prises en réalité aux entreprises »,

« Ce n'est pas du tout dans ce contexte que s'inscrit la politique gouvernementale », a observé M. Chirac avam d'ajouter: - Si bien que je crains fort que les sacri-fices qui sont demandes aux Français, et qui seront sorcément nécessaires un jour ou l'autre, ne servent o rien. Et c'est cela qui m'inquiète. •

e ERRATUM. - C'est par er-reur que nous avons fait dire à M. Delors dans nos premières éditions datées du 31 mars (page 6) que « l'emprunt obligatoire de 10 % concernerait environ huit millions de foyers fiscaux - eyant payé plus de 5 000 F d'impôts en 1981. Il falcontestée par M. Dominique Ted- | plus de 5 000 F d'impôts en 1982.

# legrov myrte la grace a la patration

Contract to the second

The second secon

# and at The Control The same of the sa . A charles him harithm

t man ing the state of the state of

# Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres le mercredi 30 mars eu palais de l'Elysée. Les principaux points du communi-

### • LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présente un projet de loi rela-tif à la prévention et su règlement de des difficultés des entreprises qui constitue le premier volet de la ré-forme de la législation sur le traitement des difficultés des entreprises.

Il s'agit de permettre aux entreprises e détecter elles-mêmes à temps les difficultés qui pourraient les m danger et de trouver dans leurs ressources propres les moyens de surmon-ter une évolution préoccupante. Dans cet esprit, le projet instaure un contrôle de gestion plus rigoureux et reconnaît de pouveaux droits aux commissaires aux comptes, aux comités d'entreprise

Ses dispositions principales concer-

1) L'information écounnique et comptable au sein de l'entreprise : les sociétés les plus importantes seront te-mes d'établir des documents compta-bles prévisionnels qui seront communi-qués aux commissaires aux comptes et table au sein de l'entreprise : les au comité d'entreprise ;

2) Le coutrôle des comptes et les smes d'alerte interne : le statut des commissaires aux comptes sera amélioré et leurs missions élargies ; les aités d'entreprise recevront également l'information comptable et de gestion; ils pourrout, selon me proci-dare voisine de celle des commissaires aux comptes, demander des explications aux organes dirigeants sur tout tion économique de l'entreprise :

3) Le règlement amiable des diffirout, dans certaines conditions, s'adres-ser an président da tribunal de commerce pour qu'il désigne un conci-llateur en vue de négocier evec les prisciers un moratoire am

# LA PROTECTION DES VICTIMES

Le garde des scesux, ministre de la justice, a présenté au conseil des minis-tres un projet de loi destiné à renforcer la protection des victimes d'infractions. Les droits et les garanties des victimes

Lorsque l'auteur de l'Infraction est incomm ou insolvable, l'indemnisation du préjudice est accordée par l'Etat. Elle fait l'objet d'une forte améliora-

Lorsque l'anteur de l'infraction est comm, des procédures nouvelles per-mettront à la victime d'être indemnisée

Enfin, le projet institue un nouveau délit afin de réprimer l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité de la part de personnes cherchant à se soustraire à l'exécution d'une condamnation pé

### LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Le ministre de l'éducation nationale a présenté au conseil des ministres un projet de loi sur l'enseignement supé-rieur. Ce texte important, dont les grandes orientations out été présentées au conseil des ministres du 13 octobre 1992 et sais fait l'ente de l'entere de 1982 et qui a fait l'objet d'un large dénationale et an Conseil économique et social, est appelé à se substituer à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968.

1) Le service public de l'enseign ment supérieur comprendra l'ensemble des formations qui font suite à l'enseignement secondaire et qui relèvent des différents départements ministériels. Il aura comme objectif d'augmenter le re de jeunes accédant aux fermations supérieures et son fonction reposera sur les principes d'autonom de responsabilité, de gestion démocrati-que et de pluridisciplinarité des àtablis-

2) Les missions de l'enseignement su-2) Les missions de l'enseignement su-périeur seront redéfinies. Elles feront me place plus grande à la formation professionnelle, à la feruntion conti-nue, à l'exercice de la recherche, à l'information scientifique et technique, à la mission de coopération internationale et marqueront l'importance accordée à le formation des maîtres et, plus généralement, à la formation des forma-

teurs;
3) L'organisation des études en cycles successifs permettra d'orienter les
àtudiants et de leur assurer, outre une
culture générale et une formation par la
recherche, une qualification professionnelle. Les dispositions du projet exchient toute sélection à l'entrée du prelimitativement énumérés, sera ouvert à tous les bacheliers. L'admission au setons les oncueillers. L'animones aux capa-cités d'accueil des établissements et

aux debonches prévisibles;

4) Les établissements recevront le statut nouveau d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, mettant l'accent sur l'ouverture de l'euseignement supérieur sur le monde professionnel. La spécificité des différentes institutions — universités, écoles et instituts, écoles normales surfrieures, grande établissement écoles semificiernes, grande établissement écoles semificiernes. périeures, grands établissements, écoles françaises à l'àtranger — ne sera pas

pour autant mécon Les établissements pourront consti-tuer par voie de convention, soit entre eux, soit avec d'autres personnes mo-rales de droit public ou privé, des grou-pemens d'intérêt public on des réseaux régionaux og nationaux pour l'exercic d'activités d'intérét commun.

Pour la gestion de chaque établisse-

Pour la gestion de chaque ennausse-ment, la participation des enseignants, des chercheurs, des étudiants, des per-sonnels administratifs, techniques, ou-triers et de service, ainsi que de person-

tifique, conseil des études et de la vie universitaire. Un président élu par l'en-

5) Instances d'orientation et de coordination. Des comités départementaux de coordination des formations supéoionaux de l'enseignement supérieur sereut creas afia d'amalierer la coordination et la cohérence dans la politique de l'enseignement supérieur. Au niveau national, un comité national d'évaluation de l'enseignement supé-rieur sera chargé de procéder à l'évarieur sera chargé de procéder à l'éva-luation des projets et des réalisations en matière de formation, de recherche et d'information scientifique et techni-que. Une commission interministérielle de prospective examiners les conditions du développement des qualifications et les évolutions du marché du travail et de la politique professionnelle des en-treprises. Le rôle du conseil mational de l'enseignement sunérieur et de la rel'enseignement supérieur et de la re-cherche est confirmé.

[Le projet présenté par M. Alain Savary diffère peu du texte soumis depuis quelques semaines aux différentes instances universitaires (le Monde du 3 janvier). Un article, cependant, sem-ble avoir été profondément modifié dans le titre premier. La commission interministèrielle des titres et diplômes naonaux ., instance initialement prévue dans l'avant-projet de loi pour examiner les demandes d'habilitation à délivrer des formations et surour des diplômes, disparaît. Il s'agir là d'un concession inportante aux partisans de l'indépen-dance rotale des grandes écoles qui ne souhaitaient pas de modification de l'ac-

sion des titres d'ingénieur. tuelle comm Depuis 1934, la structure de cette ins tance a peu évolué et a souvent refusé de reconnaître les formations pouvelles broux enseignants demandaient la trans formation de certe commission devenu la - commission de protection du titre d'ingérieur - (le Monde du 24 mars). Le groupe de pression des associations nurs a réussi à imposer son point

● LA REVALORISATION DE 2 % **OES TRAITEMENTS OES FONCTIONNAIRES** 

Conformement au relevé de con conformement au relevé de conclu-sions soumis le 22 novembre 1982 aux organisations syndicales, le conseil des ministres e approuvé le décret majorant de 2 % les traitements des personnels civils et militaires de l'Etat au 1° avril 1983 et portant, à la même date, à 229,92 francs la valeur annuelle du point indiciaire pour les personnels percevant une rémunération sur la base d'un indice nouvean majoré inférieur ou fem à 244

Le minimum de rénumération men-suelle nette des personnels civils et mili-taires de l'Etat en région parkienne se trouve a l'Etat en région parkienne se trouve ainsi porté, à la même date, à 3 823,52 francs.

• LE CONTROLE FISCAL Le ministre de l'économie, des siconseil des ministres une comme tion sur le contrôle fiscal.

Le gouvernement a entrepris dennis deux aus un effort important pour ac-croître l'efficacité de la lutte coutre la de fraude tout en évitant aux contribuables d'inutiles tracasseries ad-

Les effectifs consucrés au contrôle fiscal out été augmentés et, surtout, mieux mobilisés sur le terrain. De nouvelles dispositions législatives sont venues renforcer, dans le strict

respect des garanties accordées aux ables, les moyens juridiques de lutte contre la grande frande, en parti-culler la frande de dimension interna-tionale.

L'organisation et les méthodes de contrôle des services chargés de la véri-fication des contribunbles importants

Les résultats obtenus sont à la me-sure de cet effort: en 1982, les vérificatious out permis la récupération de 15,6 milliards de france, soit une pro-

Dans l'avenir, la lutte contre la grande fraude sera encore in Elle s'accompagnera d'un effort de simplification, notamment par le déve-loppement de formules de contrôle très allégées pour les plus petites entre-prises, et par une simplification radicale des régimes de pénalités, actuelle-ment très complexes.

# ORGANISATION

DE LA DÉFENSE Le conseil des ministres a adopté un projet de décret relatif aux ponvoirs des commissaires de la République en ma-tière de défense de caractère non mili-

Ce décret a pour objet de confirmer au profit des commissaires de la Répu-blique les pouvoirs autrefois dévoins aux préfets en matière de défense civile et de défense économique, et d'organi-ser une mellieure coopération entre les autorités civiles et militaires de l'Etnt.

Le couseil des ministres a également adopté un projet modifiant le décret du 15 décembre 1965 relatif à Porganisa-

 LA RÉNOVATION DES COLLÈGES

Le ministre de l'éducation nationale présenté une enmanaication sur la litique en faveur des collèges, dont les objectifs sont les suivants :

 Préparer tous les élèves aux choix qu'ils seront amenés à faire pour leur formation et leur vie professionnelle uiréer un enseignement qui tienne ent compte de lours différences :

 Répondre, des le collège, aux nouvelles exigences culturelles de la société et aux nouvelles exigences profesoelles du pays ; aux différents acteurs de l'éducation, et notamment aux familles dont la place au sein des établissements doit àtre reqLe ministre a rappelé que ces orien-tacions out été définies en reprensut certaines des propositions du rapport établi par le professeur Legrand.

Elles donnerout lieu à des applica tions progressives, conduites par des équipes volontaires et méthodiquement équipes volontaires et méthodiquement suivies. L'ensemble des partenaires intéressés seront associés à cette entreprise de rénovation, à travers un large processas de consultation dont la jourace du 21 mars a constitué un pr

 LE PROGRAMME DE LA SESSION **PARLEMENTAIRE** DE PRINTEMPS.

Le ministre délégué chargé des rela-tions avec le Parlement a commenté le programme de la prochaine session or-dinaire du Parlement, qui s'ouvrira le 2 avril 1983.

Cette session devrait permettre : D'acherer Pexamen de textes en estance on déjà déposés devant le Par-

 Abrogation et révision de la loi. dite « sécurité et liberté » :

- Statut des agglomérations nou-Démocratication du secteur ne

- Sécurité des consonnateurs ; - Mesures diverses relatives aux 2) D'adopter des textes nouveaux et

importants soumis aujourd'hai au conseil des ministres on dont il sera bientôt suisi : - Réforme de Penseignement supé-

- Indemnisation des victimes : Réforme du service pational. D'ahorder Fexamen de grandes réformes dout la discussion s'étalera sur deux sensions en raison de leur ins-

portance:
- Ensemble des textes sur la prévention et le traitement des diff des entreprises ;

 - Ensemble des textes relatifs au statut de la fonction publique de l'Etat et des colectivités tarritoriales. Enfin, quatre grands débuts marq ront particulièrement cette session :

- Le débat du 6 avril 1983, come cré à l'engagement de la responsabilité du gouvernement, suivi de l'examen des mesures législatives nécessaires à la mesures législatives nécessaires à la des mise en œuvre du programme adopti par le couseil des ministres du 25 mars

 Le débat sur le budget social de la nation, qui sera ouvert par une déclara-tion du gouvernement; Le débat sur la loi de programms.

- Enfle, calai sur la première loi de pian, qui définira les voies du dévelop-pement économique et social de fa France pour les cinq prochaines amées. • TÉLÉMATIQUE ET VIDÉO-

COMMUNICATION Le ministre délégué charge des pectives de développement de ces deux programmes, qui contribueront puis-samment an cours des prochaines années au développement dans notre pays

L'EXPÉRIENCE TELETEL ET L'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE. -L'ARTONIRE ELECTROPHOTE —

Il s'agit d'instalire un grand nombre de terminaux étiématiques de coût réduit (les « minitels ») qui permettent d'accéder par le réseau téléphonique à la fois au service de l'ammaire électronique et à d'autres services. Ces services sout fournis par des ordinateurs avec les-quels le dialogne a été conça en privitégiant avant tout le simplicité d'emploi, notamment à partir de l'expérience Té-létel réalisée à Vélizy.

Le service de l'ammaire électronique est en voie de généralisation progres-sive. Il a été ouvert en février en Breta-gne, où déjà près de 10 000 terminaux sont utilisés. Son extension géographi-que sera réalisée au cours des pro-

En ce qui concerne les autres services, les fournisceurs pourront ĉire ré-gionaux (presse locale notamment) ou nationaux, et leur réglementation (era l'objet d'un projet de décret pris en apdication de le loi sur la co

Les utilisations profes palement favorisées : le service Télétei rofessionnel est d'ores et déjà disponide sur tout le territoire.

LES RÉSEAUX DE VIDÉOCOM-MUNICATION. — Le plan de câblage de la France en réseaux de vidéocom-munication, décidé le 3 novembre 1982, est dès à présent bien engagé : les col-lectivités locales, les industriels et de nombreux services locaux et centraux des P.T.T. y travaillent dans le cadre d'une concertation active.

L'initiative du câblage revient aux collectivités locales à qui il appartient de créur des sociétés locales d'exploita-tion et de préfinancer par avances remboursables environ 30 % des équipe-

En férrier, see consultation industrielle a été lancée pour la command de 1,4 million de prises de raccorde ment en trois ans. A ce jour, plus de cinquante communes ou communantée urbaines se sont portées candidates au développe-ment de ces équipements sur leur servi-

Le conseil a d'autre part adopté sept décrets relatifs aux attributions du premier ministre et de plusieurs ministres et entendu une communication sur l'intégration des person-

oels enseignaous de Nouvellu-Enfin, le président de la République et le gouvernement, ont rendu hommage an docteur Pierre Grosjean, disparu au cours de sa mission humanitaire au Nicaragua; le docteur Grosjean a été nommé, à titre exceptionnel, an grade percon-



ووالمتبالي والسيسة والمناب والمدا 

A CONTRACTOR OF

ئِيمَانِكُوْ بِدَائِكُ. ونهيد بالمواد ف

and the wife of the first

المنظور المنظور المنظورة المن المنظورة ال 世 南部海岸地震 寶武 and the second s - - Concessor - American ---with the tree bearing the The same of the same of All the same of Special Labor Special THE STATE SERVER THE ME HAVE and the property of

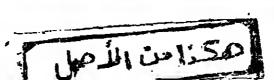
and the state of t Seles Management - --the same of the same of the same of the same ra king Total in Managerial in

The same of the same of المن المنافظ والمنطور المرد الله الله the state of the state of

· 本集 有本公本で

-And the second The state of the s --The state of the s --

Will be the second The same of the sa



crise .. · Ensuite, ajonte-t-il, ces mesures confondent austérité et efficacité » L'aucien président de la République assure: L'austérité appliquée à une économic sans dynamisme ac-centue son déclin sans lui rendre son ressort. Ces mesures vont exercer un effet déprimant sur l'activité et l'emploi, qui vont diminuer tous les deux, contrairement à des promesses imprudentes. Elles sont à contre-chance pour la France : c'est en donnant aux entreprises grandes et petites les moyens de tirer parti es conditions nouvelles, c'est en desserrant leurs contraintes pour leur permettre de décider et d'agir, que nous sortirons de la crise. On sans la conflance.

Déplorant que ces mesures . alteignent tout le monde . M. Gis-card d'Estaing déclare : [Elles] ne risquent pas seulement d'être in-justes. Elles sont à contre-chance pour la France! Parce que, au-delà d'un certain seuil de pression et de charges, quand la liberté des personnes et l'initaitive des entreprises sont réduites, c'est le tissu social et économique du pays qui risque de se déchirer, et on assiste à des effets

Pour l'ancien chef de l'Etat. ces mesures - Illustrent que le système n'est pas bon -. Il poursuit : - C'est le système qu'il faut juger bien plus que les mesures, qui n'en sont que la

Quelles que soient ses intentions, et j'approuve certaines réali-sations sociales, ce système d'étatisation généralisé condamne notre économic au vieillisssement et au déclin, et nous fait vivre dans la turbulence morose, Le redressement ne deviendra possible - et il sera possible car nous avons su le faire en 1958 et 1969! – que lorque le sys-

Enfin M. Giscard d'Estaing considère que l'opposition doit « s'em-player » à définir une « nouvelle espérance - « datée et chiffrée à partir de mesures précises et

# M. Mauroy invite la gauche à la patience

(Suite de la première page.)

Les syndicats, et surtout leurs adhérents, se montreront-ils aussi compréhensifs qu'ils l'avaient été. somme toute, après le blocage des prix et des salaires, en jain 1982? Conscient du risque de dégradation du climat social, M. Mauroy qui s'est fait le champion de parole donnée, parole tenue . réaffirme que les engagements pris seront respectés. Ainsi M. Bergeron a-t-il reçu l' « assurance catégorique » que les accords salariaux conclus dans la fonction publique « seront respectés. dans la lettre et dans l'esprit... Mais dans le nouveau contexte économique la réaffirmation de la continuité a perdn de sa force.

# Des concessions

Dans un entretien accordé à l'Ex-press le premier ministre indique, lui-même, par les nuances de ses déclarations, quelles sont les limites de son champ d'action. Il ne parie plus du maintien du pouvoir d'achat moyen mais de « diminuer le moins possible le pouvoir d'achat, en tout cas de le préserver, voire de l'améliorer pour les plus démunis -. Il no parle plus d'entreprendre de nou-velles réformes sociales pour faire mieux accepter le plan d'austérité: Il faut désormais gérer les ré-formes amorcées.
 Voilà confirmé le temps de la gestion. La • moisson - sera pour plus tard : - en 1985-1986 - La ganche est invitée à la patience. Le chef du gouverne-ment ne reprend pas à son compte les projets de réforme globale de la fiscalité préconisés tant par la direc-tion du P.S. que par la C.F.D.T., alors qu'il avait été l'nn des premiers à en souligner la nécessité, des la fin

M. Daniel Fabre a été nommé mercredi 30 mars au conseil des ministres en qualité de délégué inter-

ministériel aux réfugiés. [M. Daniel Fabre, né en 1942, maître de requêtes au Conseil d'Etat depuis 1974, à été conseiller juridique du prési-dent du conseil régional de l'Ilede-France. Il fut rapporteur de l'inter-groupe = personnes ágées = présidé par M= Questianx lors de la préparation du VI- Plan, puis chargé de mission au ser-vice des affaires sociales de commissariat (VII- Plan). Le 28 juin 1981, il avait été nommé directeur du cabinet du ministre de la solidarité, M= Ques-



conséquence naturelle et prévisible.

tème aura changé.

connues à l'avance ...

1981, malgré les réserves exprimées par le ministère de l'économie et des finances et celui du budget.

Devant les députés socialistes, jeudi après-midi au Palais-Bourbon, M. Mauroy se proposait de justifier ce « profil bas » par des impératifs, européens. Pour lui, il est devenu elair que la France ne peut pas conduire une politique de gauche . Intégrale - si les autres pays européens appliquent des politiques de droite. Cette invitation à accepter que des concessions soient faites à la social-démocratie, au nom de la coopération européenne, alimentera sans not donte les craintes des membres di CERES, au nom desquels M. Georges Sarre, député de Paris, affirmait jeudi après midi que · le plan Délors est à l'opposé du projet socialiste . L'analyse de M. Mauroy sur ce point apporte, d'ailleurs, de l'eau au moulin de M. Michel Jobert, selon lequel • les affaires de la France soni-désormais saus le contrôle ou sous la moin de l'assistance européenne au internationale ». L'idée de mener en France une politique de gauche qui ne soit que · partielle · sera également mal accueillic par les communistes, qui reprochent an gouvernement, au contraire, de n'être pas assez contraignant, dans le domaine fiscal en particulier, avec ses adversaires « de classe ». Cette perspective ris-que donc d'aller à l'encontre de la mobilisation recherchée. Les ambiguités qu'elle comporte expriment aussi l'embarras personnel d'un chef du gouvernement poussé à une révi-sion déchirante après nvoir si souvent proclamé le primat de la volonté politique sur les rénlités économiques.

# L'APPLICATION DU PLAN D'AUSTÉRITÉ

# L'industrie, première victime?

· Il n'y a plus un sou dans nos calsses. Ni dans celles de l'Etat ... nous déclarait voilà près d'un an, un de ces nouveaux P.-D. G. nommés à la tête d'une des grandes entreprises du secteur public. Jugement abrupt mais prémonitoire qui explique, a contrario, les réticences de bien des groupes industriels, nationalisés ou non, à investir. Comment investir lorsque l'on voit ses marges d'autoficement laminées? Pourquoi investir lorsque l'on sait que la purge » interviendra inéluctablement, avec toutes ses conséquences pour l'industrie? Aujourd'hui, ce • moment » de vérité que le monde industriel jugeait nécessaire est arrivé. Pourtant, il ne laisse pas de l'inquiéter.

La note est d'autant plus lourde qu'il fant, en fait, solder phisieurs factures. Il y a celles du précédent septennat, où l'on n'avait pas répercuté sur le pays - les élections présidentielles approchant - les effets dn second choc pétrolier, ni préparé les hommes et le tissu industriel nux nouveaux enjeux technologiques.

Il y a celles de la première année du septennat de François Mitterrand où la gauche allait - louper le coche - et commettre des erreurs. Ne serait-ce que celle de pratiquer une relance économique, en pleine récession mondiale, avec un outil de production mal adapté aux nouveaux modes de consommation; celle aussi de s'aliéner, par des outrances verbales, des maiadresses psychologiques, et une pression accrue des charges sociales, une partie du patronat. On continuera aussi de discuter longuement sur l'oppor-tunité qu'il y aurait eu à dévaluer immédiatement au lendemain du 21 mai, comme le demandaient beaucoup de membres du gouvernement d'horizon divers.

Il y a celles de la seconde année tennat, où la gauche redécouvre la rigueur, les réalités de la guerre économique, sans oser aller jusqu'an bout de leurs logiques. Certes, elle commence à s'attaquer avec courage à quelques sujets tabous comme la Sécurité sociale. Mais à pas comptés. L'industrie devient sa grande priorité. Mais au fur et à mesure que l'on déniche les milliards pour la doper, ils s'évamonissent. Engloutis dans une vaine et coûteuse désense du franc. Absorbés par la montée en sièche des importations et du déficit extérieur qu'il faut bien financer.

Depuis des mois on savait, dans les milieux politiques et industriels, qu'il faudrait se résoudre à ponetionner le pouvoir d'achat. Restaient à fixer le moment et surtout les modalités d'une » austérité de gauche ». Pour des raisons essentiellement électorales. l'échéance était repoussée après les municipales.

Le débat sur les modalités allait prendre pendant les trois premières semaines de mars, une tournure dramatique, et se centrer autour d'une question de fond : la France devaitelle se sortir, provisoirement, du car-can du S.M.E.?

L'affrontement entre les deux écoles, se soldait, in extremis, le 16 mars par la victoiresdes partisans du maintien. MM. Delors et Attali, révélant brutalement que la Banque était conseiller technique, devient de France n'avait plus suffisamment directeur adjoint du cabinet.

de marge de manœuvre, compte l'année. Un chiffre qui peut même tenu des dernières sorties de devises étre dépassé si une action rapide et temu des dernières sorties de devises pour défendre la monnaie et des prêts aliemands à court terme dont la Bundesbank demanderait le remboursement immédiat en cas de sortie du franc du S.M.E. Pour faire bonne mesure on ajoutait que e'était le maintien où la mise très rapide sous tutelle du F.M.I.

# Le sceau de nos partenaires

Après avoir longuement hésité, le président de la République n'osait pas prendre le risque d'une sortie du S.M.E. Dès lors, qu'elle continuait à jouer avec les mêmes règles du jeu, la France devait se plier aux conditions allemandes, et ses négociateurs au delà du spectaele à destination des médias - aller à Canossa. Ainsi la boucle était bouelée. Ce péché originel des premiers jours du septennat qu'avait été la nondévaluation, trouvait son aboutisse ment logique avec ee qui est assimilé par certains comme · l'entrée du franc dans la zone mark •.

'Comment s'étonner dans ces conditions que le plan d'austérité relève d'une politique typiquement déflationniste Il porte bel et bien le sceau de nos partenaires. A Bonn, comme à Londres ou à Washington on est fort satisfait de voir la France revenir à une vision plus elassique, plus conservatrice de la politique économique. Ce plan, M. Delors ne s'en cache pas, n'est-il pas destiné à redonner confiance aux milieux financiers internationaux?

Il va en tout cas se traduire par une ponetion de 65 milliards de francs sur la consommation. Ces milliards ne erécront pas de richesses nouvelles, ne serviront pas à l'investissement puisqu'ils bouebe ront une partie des déficits passés. Sans doute ce volet défensif était-il, dans son principe, inévitable pour guérir certains des maux dont souffre l'économie française.

Outre qu'elle ressemble fort à un alktat la potion risque fort cependant, si elle reste en l'état, de tuer le malade. Certes, le déficit commercial devrait être réduit d'une trentaine de milliards de francs, mais l'inflation devrait augmenter M. Delor parle déjà de 9 % pour l'année et officieusement on table sur 10 %. Le chômage atteindrait 2,3 millions de personnes à la fin de

● AU P.S.U., trente-sept des soixante-dix membres de la direction politique ont demandé la convotrée au gouvernement de M= Huguette Bouehardean et sa démission de ses fonctions de secrétaire nationale. La direction politi-que, qui se réunira donc le 10 avril, devrait décider du mode de consultation des militants : réunion d'un conseil national extraordinaire ou avancement du congrès, prévu à l'origine en novembre 1983. Le hureau politique (instance plus restreinte que la direction politique) s'est prononcé en faveur de la convocation, les 7 et 8 mai prochains, d'un

 Au cabinet de M™ Yvette Roudy, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des droits de la femme, M. Jacques Courbin a été reconduit dans ses fonctions de directeur. Ma Paulette Girard, qui

d'envergure n'est pas engagée en faveur de l'industrie et des entreprises (totalement absentes des mesures gouvernementales).

Exsangue, avec un taux de profit qui a diminué de moitié sur dix ans, une bonne partie du tissu industriel français, confronté à une brutale contraction du marché intérieur, pourrait bel et hien s'effondrer comme un château de cartes. Pour le plus grand bénéfice de ses concurrents... notamment d'outre-Rhin. En outre, la France risque de passer à côté de la reprise économique qui semble s'amorcer dans les princi-

paux pays industrialisés. A-t-on pris conscience, ces derniers jours, du danger? Le gouver-nement explique en tout cas, depuis le déhut de la semaine, que les mesures purement macro-économiques seront complétées par un double volet social et industriel. 'ensemble devant être présenté par M. Pierre Mauroy le 6 avril dans son discours à l'Assemblée nationale,

## Les prix industriels

Pour la plupart des industriels, la restauration rapide des marges d'autofinancement des entreprises doit être l'objectif prioritaire. Elle passe, selon eux, par quelques grandes mesures. Et d'ahord, comme le souhaite un dirigeant d'un groupe nationalisé, par la libération des prix industriels. • En période de déflatian, les risques de dérapage sont très limités pour des secteurs saumis à la concurrence internationale. En revanche, les prix des services et du commerce devraient être hlogués. •

Le taux d'inflation devient inférieur aux taux d'intérêt à long terme. On réfléchit done à un dispositif où l'Etat prendrait en charge une partie de la différence entre la hausse des prix et les taux d'intérêt à long terme des emprunts aux entreprises.

Les accords salariaux signés pour 1983 prévoient en général des bausses de salaires de 8 %, avec des elauses de sauvegarde. Certains Industriels souhaiteraient ne pas dépasser ce seuil de 8 %, la différence avec l'inflation (1 à 2 %) pouvant être, par exemple, « gelée » à l'intérieur de comptes courants ou de fonds d'épargne d'entreprise. Ce système, en vigueur dans certains pays, a la faveur de plusieurs membres du gouvernement tels met à l'entreprise d'avoir de la trésorerie bon marcbé, et de créer un rapport nouveau avec ses salariés.

D'autres réformes devront être engagees rapidement, et il faudra passer des discours aux actes. M. Fabius réfléchit déjà à une vaste réforme des procédures d'aides aux entreprises pour les simplifier. Il faut également lancer un plan de formation pour répondre aux besoins des entreprises qui ne trouvent pas suffisamment d'ingénieurs et technieiens. Il y a le prohlème des nou-veaux horaires de travail pour permettre à l'outil de production de tourner le plus longtemps possible, problème que l'on n'ose toujours pas aborder de front.

Enfin pourra-t-on éviter, si on veut vraiment alléger la contrainte extérieure d'adapter cet « excellent impôt » qu'est la T.V.A. aux nou-

velles réalités sociales et industrielles? Sa réforme est toujours hloquée. Jusqu'à quand?

Reste que M. Fabius, le nouvel homme fort de l'industrie, et à travers lui le gouvernement tout entier, n'échappera pas à cette question de fond. Quelle industrie la France peut-elle, veut-elle développer? Si l'on suivait la logique libérale en vigueur chez nos - partenaires - nul doute qu'il ne vous le conseille avec insistance - on laisserait le marché et la crise faire son œuvre. Seules donc survivraient les plus forts. Au risque de faire disparaître des pans entiers de l'industrie fran-

Une autre logique, développée par le P.C. prone de - produire fran-çais - Au nom de l'emploi et d'une certaine idée de l'indépendance nationale, on devrait tout faire à n'importe quel prix. Il existe pour-tant une voie médiane. Celle où la collectivité choisit de valoriser au mieux à long terme chaque franc investi. Où elle définit à grands traits les secteurs industriels, la filière où elle sera potter son effort maximum, ceux où elle privilégiera certains créneaux, ceux où il faut organiser la retraite, etc. Il faudra bien avoir le courage politique d'aborder cette question : la France peut-elle, dans sa situation actuelle. continuer à collectionner les · ardoises · de la sidérurgie, des eharbonnages, du papier-carton?

Parvenue au pouvoir nvec l'espoir de redistribuer des richesses, la gauehe a peu à peu découvert qu'elle était là pour répartir les sacrifices et faire le travail d'assainissement que la droite ne voulait pas faire. Aujourd'hui, elle est confrontée à un dilemme. Soit elle mêne, sous la pression de Bonn et de Washington une politique classique de droite avec ses conséquences pour l'indépendance nationale et les grands acquis du gaullisme, – et risque alors de perdre très vite sa base sociale. Soit elle tente de trouver sa voie propre, de préserver une politique étrangère indépendante, de mener une stratégie industrielle originale. Bref, de faire preuve d'imagination. Au risque de se faire étrangler progressivement par les contraintes extérieures.

Le guvernement a-t-il encore la liberté de manœuvre, les moyens financiers et la volonté d'une telle

J.-M. QUATREPOINT.



# LA RUMEUR DE MARSEILLE

# La fausse mort de M. Defferre

De notre correspondant

Marseille. - Le « canard » était de taille et a eu la vie dure. Mer-credi 30 mars dans l'après-midi, il était encore plain de vigueur, et-it faudra sans doute attendre ven-dredi 14 heures, moment où s'ouvrira la séance du nouveau conseil municipal de Marseille qui verra M. Gaston Defferre inaugurer son soième mandat consécutif, pour que les derniers doutes s'évapo-rent. Encore n'est-il pas sur qu'il n'y ait pas, ce jour-là, queiques iribles pour prétendre qu'il a agit d'un sosie.

Depuis la fin de la semaine dernière, pour Marseille baignée par la numeur. M. Defferre était mort. Plutôt dix fois qu'une. Mort d'un arrêt cardiaque. A moins que ce na soit d'un cancer. Ou encore des suites de cette mauvaise grippe qui l'avait terrassé au lendemain du deuxième tour. Mort ? Mais où ca ? A l'hôpital de la Timone, au dipième étage évacué tout exprès. Dans le service du professeur Jeen-Louis Sanmarco. A moins que ce ne soit en réanimation, chez le professeur François. Pas du tout, renchérissaient les mieux informés. C'est au centre régional anticancé-

D'autres juraient l'avoir vu entrer furtivement « et l'air bien fati-gué » an oto-rhino- laryngologie, chez le professeur Pech. Idée d'au-tant plus nocrée dans les esprits qua d'aucuna ajoutaient qu'on avait vu entrer le ministre... mais qu'il n'était pas ressorti. C'est là que la coma l'avait terrassé. On nous cachait quelque chose,

c'était certain. Les démentis n'abusaient personne. D'ailleurs, la mailleure preuve était l'absence physique du maire, après des semaines d'omniprésence. Cela était un sique irréfutabla. Personne ne l'avait vu depuis le deuxième tour. Ses amis politiques? Ils racontaient des blagues pour gagner du temps. Cette grippe, c'était un doux euphémisme pour désigner le mai terrible at foudroyant qui avait terrasse le vieux lutteur miné par la combat sans merci des municipales. Par deux fois n'avait-on pas fait recousser la date de la réunion du conseil municipal ? D'abord prévua dans la semaine suivant le deuxième tour, elle avait été reportée au 28 mars et enfin au 1° avril. Quella farce macabre l

chose collective d'une ampleur iné- Charles, rien n'y faisait. Le T.G.V. galée. Car la rumeur, partie d'on ne sait où, s'enflait d'heure en heura. La mairie, le conseil général, le consait régional, n'étaient pas épargnés par l'épidémie, ni les derniers à la propager. Le téléphone des rédactions des quotidiens marseillais saturé sous l'assaut, cha-que démenti ne faisait qu'aggraver la méfiance. « On » nous cachait le

Qui ?

Enfin, quand une radio locale lâcha imprudemment l'information, ce fut la ruée. La fausse mort était annoncée, donc désormais officielle. Elle avait eu lieu « après un coma de plusieurs jours ». Qù ? A l'hôpital. Non, dans l'appartement personnel du maire. A moins qu'il ne s'agiase da se maison de Sainte-Victoire, ou encore de son domicile parisien. Personne à quelqua degré que ce fût dans la ville n'a pu échapper à l'intox.

Certains avaient beau rátorques que des témoins avaient vu le maira vivant, ingambe, quitter la Durant quatre jours Marseille maina mardi après-midi pour prenaura vécu un phénomena de psy- dra la T.G.V. en gara Saint-

lui-mêma davenait loucha. « Il prend toujours l'avion. » Alors, vous voyez bien, cette prétendue otite qui l'aureit empêché da prendre la voia des airs, cette grippe qui l'avait écarté des d'assister aux daux premiers conseils des ministres du nouveau gouvernement, ce n'était qu'un combat d'arrièregarda pour nous cacher la nouvalla. La vérité finirait par éclater at il allait falloir la dire.

La publication de la photographie de M. Gaston Defferre au côté de M. Mauroy à la sortie du conseil des ministres de mercredi, par le Provençal, en guise da mise au point, fut à paine suffisante à calmer les esprits...

Une question reste sans réponse. Qui ? Qui a lancé la rumeur? Pour l'instant, la réponse est ausai floua qua les détails donnés sur la « mort » du maire de Marseilla, même si certains voudreient voir pour point da départ le canular morbide de carabins en

JEAN CONTRUCCI.

ige :3

tion du

514365.

1- 61 iOS

. Feur-1

Jur Lée

gne de

France

ecettes

67274

21 200

FA LE

:.. - ree

-- T-

7: 45

.....

و څنۍ

in ca

وزياتين

.....

40.00

14. 27

21 10

21 60

m:rn1

0.0

44ue

r úe

1010

une 174-

45

 $Z_{2^{n-1}} = \mathbb{R}^{n-2^{n-1}}$ 456

 $ZY \subseteq X$ 

E ...

 $\mathcal{O}(n^{\alpha})$ 

 $\frac{1}{2} \sum_{i=1}^{N} \frac{1}{i} = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{N} \frac{1}{i} = \frac{1}$ 

. . . 42.4

# La C.F.D.T. réclame un « fonds national tripartite » pour favoriser l'investissement l'emploi et la réduction des horaires

La C.F.D.T. qui dont être reçue. vendredi 1º avril, par M. Pierre Maurov, a fait connaître, jeudi 31 mars, ses propositions détaillées de modification du plan d'austérité gouvernemental. Orientation generale les cédétistes demandent que les sommes provenant des diverses taxes soient contrôlées par les syndicats et servent à l'investissement industriel ainsi qu'à l'emploi.

 EMPRUNT OBLIGA-TOIRE : QUATRE PROPOSI-TIONS. – Le plan gouvernemental prévoit un emprunt obligatoire représentant 10 % des impôts versés on 1982, pour les ménages imposés à plus de 5 000 F. « La C.F.D.T. fair quatre contre-propasitions à cette mesure : elle demonde l'étolement de ce prélèvement -, et propose - que le taux de prélèvement soit progressif - ; elle demande aussi - pour rendre plus supportable le prélèvement, que lo somme prélèvée soit déduite du revenu imposable pour l'année 1983. L'onnée où l'emprunt sera rembourse, cette somme sero intégrée ou revenu imposoble enfin. - elle propose que les 14 milliards oinsi dégagés soient affectés à un fonds national o gestion tripar-

· Ce fonds national utiliserait ces ressources pour deux octions : favoriser, pour moltié des sommes disponibles, l'investissement industriel ; favoriser, pour l'autre moitié, la créotion d'emplois par lo réduc-tion du temps de travoil. Les décitional seroient prises sur lo bose d'occords négociés. Concernant l'investissement Industriel, les décisions de financement seraient liées à l'éloborotion d'un contrat de Plon entre les entreprises et l'Etot.

. Pour lo créotion d'emplois par lo réduction du temps de travail, les décisions de financement suivraient une procédure proche de celle des contrats de solidarité, comprenant done lo conclusion d'un accord dons les entreprises. (...) La creotion de ce fonds national constitueroit un avancée pour lo constitution de fonds solarioux prevus par le progromme gouvernementol du 25 mars. Ces fonds, dont les modolités de créotion doivent être débattues avec les organisations syndi-coles, doivent servir ou développement industriel des branches et des régions, ainsi qu'à la creotion d'emplois par lo réduction du temps de travoil. .

• LE PRÉLÈVEMENT DE 1 % POUR LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE. -Considérant qu'il s'agit d' - une mesure plus juste que l'ougmentotion C.F.D.T. propose que les sommes recueillies par le fisc soient directement versées oux URSSAF ...

FORFAITS HOSPITA-LIERS. - . Le forfoit hospitoller est une mesure qui recrée des inégalités entre assurés sociaux, qui est lourde et couteuse à gérer. Lo C.F.D.T. en demande lo suppres-

 EMPLOI ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL. -- La C.F.D.T. ottend du gouvernement : qu'il offirme sons ombiguîté l'objectif qu'il avait foit sien en 1981, à savoir qu'en 1985 plus oucune entreprise ne se trouve qudessous de trente-cinq heures ; qu'il incite les organisotions patronales et syndicales à négocier pour atteindre cet objectif; qu'il accélère les nègociotions sur lo réduction du mps de travail et lo création d'emplois dons choque ministère - et incite les partenaires sociaux à - une action paur l'insertion professionnelle des jeunes -.

 SMIC ET BAS SALAIRES. - La C.F.D.T. demonde qu'en 1983, le SMIC connaisse une progressian de son pouvoir d'achat d'ou moins 4 % et, pour éviter un écrasement de lo hiérarchie des saloires, l'instauratian dons les conventions collectives et les statuts d'un système de salaire en deux éléEn outre, la C.F.D.T. demande que la réforme du financement de la Sécurité sociale soit accélérée, que la réduction de 2 à 3 points de cotisations patronales au régime des allocations familiales serve, après nogociation, à relancer l'investissement et l'emploi. Elle propose aussi - la reforme des

droits de succession dont une partie des sommes qu'elle permet de déga-ger doit servir ou financement de l'UNEDIC - ct · le blocage à son niveou actuel de lo déduction par enfant dans l'impôt sur le revenu, premier pas vers lo disparition progressive du quotient samilial. ou profit d'une revalorisation des allocations fomilioles .

## SALAIRES: - 10 % C'était en 1935...

blient ce qu'est vraiment un plan d'ansterité, nous a téléphone une lectrice fidèle qui vient d'avoir soixante-douze ans. Elle nous a rappelé ses souvenirs de jeune fonctionnaire en 1935.

M. Pierre Laval obtient les pleins pouvoirs, et le 16 juillet 1935, une pluie de decrets-lois — vingt-neuf — tombe.

Les salaires des fonctionnaires sont amputés bratalement de 10 % ; des économies du même or-dre sont décidées dans le secteur public, réduisant d'environ 10 % le budget de l'État. Les taxes sur le revent des valeurs mobilières pas-sent de 17 à 24 % et l'impêt sur le revent est majoré pour les tranches les plus élerées...

ments des Français à l'étranger.

Les principales associations direc-

tement concernées ont demandé aux

autorités fédérales d'intervenir pour

que le gouvernement français

renonce à « des mesures protection-

nistes qui vont à l'encontre de la

coopération touristique internatio-

sente environ 9 % des touristes

etrangers, la France se situant au

quatrième rang après l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et les

En Suisse romande, nn bôte

étranger sur cinq vient de France, ce

qui fait dire aux responsables touris-

tiques locaux que les Français sont

d'- une importonce vitole ». La res-

rriction de leurs dépenses ne sera

donc pas sans conséquences pour le

tourisme helvétique, l'une des prin-

cipales industries du pays. Lorsque

des mesures analogues avaient été prises par la France et la Grande-

Bretagne à la fin des années 60, le

tourisme avait enregistré une baisse

de 16 % ponr l'ensemble de la

L'Office national suisse du tou-

risme envisage déjà de réorienter sa

campagne publicitaire en France

dans l'espoir de limiter les dégâts.

La protestation la plus vive est cependant venue de M. Pierre

Moren, président de la puissante Fédération suisse des cafetiers-

restaurateurs et hôteliers, forte de

quelque 23 000 membres, soit 85 % des professionnels de la branche.

Si des mesures fronçoises

devaient se limiter à lo saison d'été, a-t-il déclaré au quotidien la Tri-

bune de Lausanne, je les jugerais

inamicales, mais encore supporta-bles. Mais si elles devaient se pro-

longer au cours de l'hiver prochain,

ce serait inadmissible, et les Suisses

N'bésitant pes à évoquer l'éven-

tualité de - représailles -,

M. Moren n indiqué que son organi-

satina pourrait aller jusqu'à en appe-ler an boycottage des vins et fro-

Etats-Unis.

. La clientèle française repré-

# LA LIMITATION DES SORTIES DE DEVISES TOURISTIQUES

# Rupture des négociations entre les agents de voyage et le ministère des finances

Les négociations entre les pouvoirs publics pues le mercredi 30 mars : le ministère de l'économie et des finances n'ayant pas reçu à 15 henres, comme prévu, les délégués du Syn-dicat national des agents de voyage. Ces derniers pensaient parvenir à un accord acceptable, mais l'ampieur de la manifestation de rue à l'heure du déjeuner et les échauffourées qui out suivi out brusque ment tendu le climat entre les négociateurs.

Les services de M. Delors out fait savoir que les discussions pourraient redémarrer à condition qu'il n'y ait plus de manifestations.

La négociation n'est pas « définitivement rompue et un autre rendez-vous a'est pas formellement exclu », soulignaient-ils.

Actuellement, le seul point acquis porte sur les personnes ayant payé des arrhes pour un voyage à l'étranger avant le 25 mars. Dans ce cas, la totalité des frais de règlement ne donnera pas lieu à une amputation de l'allocation de devises. Le principal volet encore à négocier reste le respect des engagements financiers visà-vis des partemires étrangers. De plus, le syudicat souhaite obtenir des garanties concernant des aides aux entreprises en difficulté.

Plusieurs dizaines d'agences pourraient sermer dès la semaine prochaine et provoquer des mil-liers de licenciements, estime-t-il.

-

service frat

and the second s

the state with the second

we come the live with

The same of the same of

roman d

et de l Un livre d

Albir

BERNARD

SIMIOT

A Air France, à la demande des syndicats, le comité d'entreprise devrait se réunir après les vacances de Pâques pour étudier la nouvelle

Pour leurs parts, les compagnies aériennes étrangères représentées en France au sein de l'ARC (Airlines Representative Council) out ndressé un télégramme au ministre de l'économie et des finances. M. Jacques Delors, pour exprimer leur inquiétude sur les consèquence des nouvelles dispositions

# A AIR FRANCE ET A U.T.A.

# Comment gagner des clients en en perdant...

nue de milieux professionnels aux contours indéfinis, la nouvelle a créé l'étonnement ebez les responsables de la compagnie nationale. Certes, les scénarios qu'ils imaginent tablent tous sur une évolution perturbée du trafic, mais nul ne se hasarde à en chiffrer de manière aussi catégorique les retombées.

L'ambiance n'est donc pas à l'affolement, à la direction d'Air France, où l'on observe que les mesures de restrictions financières imposées aux touristes auront sur son activité des effets complexes, parfois contradictoires, et donc pas forcement tous négatifs.

En premier lieu, le trafie de notre porte-drapeau » repose pour moi-

mages français. Il a aussi rappelé

que, en 1982, la Confédération avait

importé pour 372 millions de francs

suisses (1,3 milliard de francs fran-

çais) de vins et de fromages de

Suspicion douanière

cielle, à Berne, de M. François Mit-terrand, ces récriminations jettent

un nouveau petit coup de froid dans

les relations traditionnellement pres-

que sans nuages entre la France et la Suisse. Il est vrai que certains tirail-

lements entre voisins et partenaires

sont plus difficiles à contenir en

période de récession économique.

Ainsi, la presse helvétique se fait

l'écho, ce iendi 31 mars. du

- malaise - révélé par une enquête

merce suisse en France auprès des

milieux d'affaires franco-

A en croire la majorité des per-

sonnes interrogées, les bommes d'affaires et les sociétés suisses se

plaignent d'- un climat de suspicion

générale - de la part des services

douaniers français. Plusieurs corres

pondants les accusent notamment de

pratiquer des écoutes téléphoniques

et de censurer le courrier postal

L'un d'eux dénonce la - surveil-

lance électronique - dont la place

financière de Genéve serait l'objet à

partir d'installations téléphoniques

d'écoute et d'enregistrement

logées dons des caravanes stotion-

nées près du central téléphonique de

association de banquiers sulsses »

s'indigue e des agissements de la police économique parallèle fran-çaise, qui semble intensifier ses

activités même à l'intérieur de notre

pays au préjudice des banques hel-vétiques . Tout en se défendant de

tion -. l'association estime qu'e une solérance plus étendue de nos outo-

rités serait inconcevable. Les protes-

tations d'amitié s'accommodent

mal à la longue du recrusement

Enfin, avant de lancer une flèche

contre le *protectionnisme* « de Paris, la Chambre de commerce suisse relève que les échanges com-

merciaux entre les deux pays sont largement bénéficiaires à la France,

qui en a retiré son plus important excédent bilatéral (9 milliards de

franes en 1982). Dans l'ensemble, les milieux economiques helvétiques

comptent beaucoup sur la visite nu

président français pour - améliores le climat général et la compréhen-

sion réciproque ..

niser » loul*e mesure de rélor*-

Dans sa réponse - une grande

Ferney-Voltaire •.

belvétiques.

A quinze jours de la visite offi-

Les restaurateurs suisses menacent

de ne plus acheter de vins et de fromages français

De notre correspondant

taurateurs et hôteliers suisses. Si elle peut paraître excessive, cette réac-

tion n'en est pas moins révélatrice des inquietudes que suscitent dans les

milieux touristiques helvétiques les restrictions apportées aux déplace-

Berne. - « Pas de touristes ? Plus de vius ni de fromages fran-

Contrôle des changes : « Air France va perdre un million de voyogeurs d'ici à décembre. » Ve de capacité bôtelière, devrait lui deimeurer fidèle, - et pour 15 % sur les liaisons domestiques (Antilles, Réu-nion) ou vers l'Afrique francophone (Dakar), et celles-ci pourraient bien bénéficier d'un certain reflux de touristes privés de vacances hors zone

Reste ainsi un gros tiers du trafie

composé de voyageurs français se rendant à l'étranger, 40 % d'entre eux pour des raisons professionnelles - les « largesses » consenties par la Rue de Rivoli ne devraient guère modifier les habitudes de ceux-ci, et 60 % pour des motifs touristiques. Ceux-là, ces 2,5 millions de Français épris de terres lointaines, que vont-ils faire, que vont-ils pouvoir faire? Une partie de ceux qui voyageaient de manière individuelle vont certainement faire défection, et Air France n'écarte pas l'hypothèse que ses « vols vacances » en subissent le contrecoup : cette formule, qui n'offre aucune prestation sur place et impose des séjours d'une durée minimum de quatorze jours, s'accommode mai, sur de nombreuses destinations, de l'allocation de 3 000 francs par voyageur.

De même, la relance d'Air Charter International, filiale de la compagnie nationale pratiquant des vols à la demande – et notamment son ouverture aux longs-courriers vers les Etats-Unia et le Canada. risque-t-elle d'être contrariée par le manque d'empressement de la elientèle individuelle. Quant aux touristes à forfait, ceux qui paient voyage et séjour à un organisateur français de voyages, et qui empruntent aussi bien les vols vacances et les charters que les avions réguliers, leur assiduité dépendra très largement des capacités des professionnels du tourisme à fléchir l'intransigeance de M. Jacques Delors et de Mª Edith Cresson sur les conditions de paiement de leurs séjours. A l'beure actuelle, la rigueur gouvernementales paraît devoir favoriser le touriste à forfait au détriment du

voyageur individuel. D'autres bypotbèses sont plus encourageantes : à un possible - boom - sur les Antilles et la Réunion, auquel on fera face au besoin en redéployant la flotte des gros por teurs Boeing-747 (mais qui pourrait être entravé par des capacités hôtelières et touristiques limitées) s'ajoutent de bonnes perspectives pour les destinations moyencourrier, en particulier certains pays du pourtour méditerranéen où l'on peut encore goûter une semaine de soleil pour moins de 2 000 francs.

Mais on convient que le contrôle des changes nurs quand même nn effet globalement négatif sur l'activité de la compagnie, qui entrait tout juste en convalescence depuis le mois) après une année financière-ment catastrophique (820 millions de francs de perte en 1982). Et il n'est pas sûr que le modeste objectif d'augmentation de son activité de 1,8 % snr l'ensemble de l'année puisse être tenu.

L'état-major d'U,T,A., l'autre compagnie internationale française, paraît plus pessimiste. La compa-gnie privée avait plutôt mai terminé l'année 1982 et tout aussi mal commencé 1983 : son trafic passagers a baissé de 2 % en janvier et février. Les nouvelles restrictions vont porter un coup à son trafic touristique en un moment où celui des voyageurs d'affaires déclinait déjà sensi-

Le tourisme ne représente pas l'élément essentiel du trafic d'U.T.A. hors zone frane où il ne depasse pas 12 % de son activité. En revanche, sur certaines destinations, il joue un rôle essentiel. Marginal vers le Nigéria, la Guinée, le Zaïre ou la Libye, il prend une place prépondérante sur des destinations telles que le Sierra-Léone ou le Zimbabwe, où la compagnie avait beaucoup investi pour créer un flux de voyageurs. Colombo et Diakarta n'attirent,elle aussi, pratiquement que des touristes. Et si Tahiti est toniours accessible sans contraintes. le forfait Tahiti-Los Angeles que proposait U.T.A. devra certaine ment être revu, la vie n'étant pas facile avec 3 000 francs en poche dans la metropole californienne.

U.T.A. a tout de même deux fragiles atouts. D'abord elle dessert plus largement qu'Air France l'Afrique francophone : elle y compte dixsept destinations qui lui assurent 61 % de son trafie africain. Cependant elle n'attend guère de report vers la zone franc de touristes habitués à d'autres borizons. De toutes façons, le faible développement des infrastructures de plusieurs de ces pays ne permettent pas de faire face à un afflux massif de visiteurs. Et il faut aussi compter avec un obstaele elimatique, la chaleur de certaines contrées, le Niger par exemple. étant insupportable à beaucoup d'Européens en été.

Le deuxième atout d'U.T.A. réside dans les marchés étrangers. La compagnie assure en effet un traffe très important - à l'importation » vers des territoires français ou francophones au départ des États-Unis. de l'Anstralie, de la Nouvelle-Zélande et du Japon. Elle achemine ainsi chaque année vers Nouméa douze mille Japonais, vingt-cinq mille Autraliens et Néo-Zélandais, et cinquante-deux mille Américains. A U.T.A. on se déclare prêt à écumer ces marchés, mais on ne dissi-mule pas qu'il faudra attendre longtemps avant d'en retirer les bénéfices. JAMES SARAZIN.

## LE POINT-MULHOUSE SUPPRIME LA QUASI-TOTALITÉ **DE SES DESTINATIONS**

L'organisateur de voyages Le Point-Mulhouse a annoncé, mercredi 30 mars, qu'après les décisions gouvernementales visant à limiter les voyages à l'étranger, il a décidé de supprimer de son programme 1983 soixante-dix-neuf de ses quatre-vingt-sept destinations.

Le comité directeur de l'association, qui a pris cette mesure · à contre-cœur, mais avec lo ferme conviction d'aider positivement l'économie française ... considère qu'il est ... impossible de voyager avec 2000 F en devises plus de quinze jours dans n'importe quel pays du monde sans se comporter en mendiant ou en profiteur ».

Les huit destinations maintenues sont les Antilles, la Réunion, la Haute-Volta, la République Centrafricaine, la Grèce, le Maroc, Israël

Pour sauvegarder le maximum de devises. Le Point-Mulhouse s'engage à n'utiliser, jusqu'à la fin de l'année que les services de transporteurs français, mais demande « de toute urgence », anx pouvoirs publics que toutes les compagnies aériennes françaises soient autorisées, sans discrimination, à desservir les Antilles et la Réunion an départ de la

# **CARTES DE CRÉDIT:** LES ENNUIS COMMENCENT

Pour M. Bellanger, ces premiers incidents qui pénalisent séricusement nos compatriotes qui voyagent sont surtout constatés en Europe, où les mesures de contrôle des changes ont été le plus rapidement connucs.

Ce n'est que le début des difficultés », a estimé M. Bellanger.

Il reste aussi à trouver une solution pour rembourser aux détenteurs de ces cartes la différence qu'ils avaient acquittée pour accéder au réseau international. « Nous étudions toujours les modolités du remboursement, qui présente des aspects complexes », a dit M. Bellan-

# Depuis quarante-huit heures, de

nombreux touristes français se sont vu refuser leur carte de crédit dans plusieurs pays, en particulier en Ita-lie, a affirmé mercredi l'administrateur du groupement « carte bleue » M. Raoul Bellanger.

Physicurs points restent à régler, notemment l'utilisation des cartes dans la zone franc, on encore le dispositif à mettre en place pour prévenir tous les porteurs et les buit millions de commerçants qui acceptent à travers le monde ce moyen de

# « Voyage = liberté »

Houleuse au départ ! Mercredi 30 mars, la manifestation des agents de voyages a finalement eu lieu envers et coutre toutes les embûches Annoncée à grand renfort de placards publicitaires dans la presse, la manif » promise fut en effet annuiée à quelques heures de l'heure H: midi trente, place de l'Opéra, à Paris. Un mauvais coup? Une «in-tox »? M. Jacques Maillot, directeur de l'agence Nouvelles Fron-tières, proche du P.S., déclarait en tout cas dans la matinée : - C'est clair et net, la manifestation n'aura pas lleu car lo priorité est à la négo-ciation. - M. Maillot s'est trompé.

Plusienrs milliers de personnes le lui ont démontré en marebant jusqu'à la place du Palais-Royal, ous les fenêtres du ministère l'économie, des finances et du budget. Et M. Maillot, e'est peu de le dire, ne s'est pas fait que des amis. Un organisateur le disait tout net, lui aussi : • Maillot ? Il a été manipule. parfaitement. - D'autres. moins tendres, assuraient : • // est du parti, olors... qu'il s'occupe de

Pendant ce temps; la manifestation – après un sur-place aigre-doux, avenue de l'Opéra, de quelques centaines de frondeurs s'engageait rue du 4-Septembre puis rue de Richelieu. de beaux calicots tout propres, tout neufs - émergenient indiquant : « Voyage = li-berté ». La sono crisit à qui voulait l'entendre : « Il n'est pas question de politique, mais de circuloilon des gens. » Cela pour la partie officielle. Pour l'autre, spontanée, incontrôlée, le ton était plus dur. - A l'Est, rideau de fer. En France, rideau de l'argent : Français, réveillezvous. Vos libertés sont assassinées -, disaient des banderoles. · Cresson. démission ». a-t-on en

tendu avant que certains ne crient, devant le ministère de la rue de Rivoli : « Mitterrand, fous le camp ! ». La manifestation, programmée digne et silencieuse -, n'a pas su le rester. C'est dans l'ordre des choses. Deux grands-mères en colère du mal à comprendre ce souci de discrétion alors que la rue s'offrait à elles. Ainsi, l'ambiance s'est-elle en fin de compte tendue dans la dernière ligne droite. Les manifestants, novices du militan-tisme, se sont frottés aux forces de l'ordre. Des horions sont partis. Les organisateurs demandaient en vain : · Soyez raisonnables. - Le monsieur à la barbe fleurie qui circulait, grande carte géologique scolaire re-présentant la Seine-et-Marne, autour da cou, proposant des « va-cances tranquilles », paraissait de plus en plus en rupture de ton.

• Les routiers inquiets. - La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) « s'inquiète des mesures de limitation de sortie de devises qui vont tout particulière ment frapper les transporteurs rou-tiers organisateurs de voyages à l'étranger et provoquer des diffi-cultés insurmontables pour les frais de route des conducteurs et des véhicules utilitaires ». La F.N.T.R. proteste nussi contre l'instauration probable, en nvril, d'une taxe parafiscale destinée à contrebalancer la baisse du prix du pétrole à la pro-

# - (Publicité)

mage ? Et maintenant ? Féminisme pas mort.

La signification d'un centenaire. Y a-i il desequilibre des forces entre l'U.R.S.S. et U.S.A.?

mensuel de l'Alliance Marxlste Révolutionnaire llèles, caprès des exitatants et ou stège du journel : 42, rue d'Annon, 75020 PARIS SPÉCIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

devraient alors réagir. .

Municipales': comment les travailleurs ont-ils voté? Pourquoi la » sécurité » plutôt que le chô-

Begin en jugement : une initiative de la Fondation

et des réponses dans

JEAN-CLAUDE BUHRER.

المكذامن الأمل

LA GRÈVE DE LA FAIM DES JEUNES MAGHRÉBINS DE VÉNISSIEUX

# Salar Bert British Same S.O.S. Minguettes

Minguettes à Vénissieux n'ont pas admis cette image de « loubards » que la « presse » a donnée d'eux d'enquête sur les agissements de la après les incidents violents qui les ont opposés, lundi 21 mars, aux forces de l'ordre (le Monde du 23 mars). La grève de la faim que neuf d'entre eux poursnivent depuis se dimanche 27 mars dans cette tour nº 10, lieu des affrontements, est d'abord un « geste d'apaisement » et une « invitation à négocier »... « La violence n'est pas de notre côlé », ont-ils expliqué le mercredi 30 mars dans leur minuscule local envahi soudain, pour cette conférence de presse, qui était une première, par de nombreux journalistes. Une affiche dans l'entrée donne le ton: Nous avons vingt ans, pas de boulot. Les flics sur le dox = violence. On n'en veut plus:

Cette grève de la faim est d'abord une demande de reconnaissance par la France, « Le pays que nos parents ont contribué à construire » « Le pays dit des droits de l'homme, affirmait Lakhdar, débat des atteintes oux libertés tant que cela se passe en Pologne ou ailleurs. A l'intérieur, on évite ces problèmes. Leurs déclarations témoignent que les policiers, leurs principaux interlocuteurs, symbolisent trop souvent à leurs yeux le racisme d'une société

Vénissieux. - Les jeunes des qui ne les accepte pas : les grévistes de la faim des Minguettes deman dent avant tout une « commission police - et la libération d'un des ieurs, Antonin Tunch, interpellé après les incidents de la semaine

> Ont-ils été influencés par les représentants de la municipalité communiste de Vénissieux, hostile à toute concentration de la population immigrée, qui a engagé le dialogue avec les jeunes des Minguettes ? Les grévistes de la faim, en tout cas, n'affirment plus avec la même force, comme au début de leur action, leur droit à être logés sur place, dans un des deux mille cinq cents appartements vides de la cité, voués pour certains à la destruction.

> Cette grève, quelles qu'aient pu être les déclarations de fermeté du préfut de police, a permis aux jeunes, regroupés dans une association S.O.S Avenir Minguettes, de reprendre l'initiative. Les sontiens se multiplient : le consul d'Algérie leur a rendu visite mardi et Mo Paul Bouchet, ancien bâtonnier de Lyon, les recevait le même jour. Les jeunes sortent un peu de leur ghetto, un dialogue désormais est possible.

> > NICOLAS BEAU.

# JUSTICE

POUR LES CRIMES COMMIS PAR PLUSIEURS PERSONNES

# Les sénateurs sont favorables à une garde à vue de trois jours

examiné, mercredi 30 mars, le projet d'abrogation et de révision de la loi « sécurité et liberté ». Trois jours de débat sont prévus pour l'examen de ce texte, mercredi 6, jeudi 7 et ven-dredi 8 avril. A l'instigation de M. Marcel Rudinff (Bas-Rhin, Union centriste), rapporteur du pro-jet, la commission des lois a adopté soixante-trois amendements.

La principale impovation souhai tée par les sénateurs porte sur la garde à vue qui, aux termes d'un des articles additionnels adoptés mercredi, pourrait atteindre trois jours « en cas de crime, de vol aggravé ou de destruction ou détérioration (...) losqu'ils sont présumés avoir été commis par deux ou plusieurs personnes ». Le délai hahituel de garde à vue est de vingt-quatre heures re-nouvelables une fois, sauf pour les trafiquants de drogue pour lesquels ce délai peut atteindre quatre jours.

Au cours de l'examen au Sénat du Au cours de l'examen au Senat du projet « sécurité et liberté », un amendement dû à M. Etienne Dailly (Seine-et-Marne, Gauche démocra-tique) nvait porté la durée maximum de cette garde à vue à trois jours pour les personnes soupçon-nées d'avoir commis l'une des infractions suivantes : enlèvement, sé questration, prêt du lien-de détention, prise d'intages, enlèvede mort ou de torture, enlèvement de mineur et vol avec arme lorsqu'il est commis par deux ou plu-

Cette disposition, qui figure au-jourd'hui dans le code de procédure pénale (art. 63-1), a été très crin-quée et les députés ont voté son abrogation. Parce qu'elle est d'origine sénatoriale, les sénateurs sem-blent cependant y tenir, en en rajontant même, puisqu'au lieu de la liste limitative d'infractions due à M. Dailly, ils souhaitent porter le délai possible de garde à vue à trois jours pour tous les faits qualifiés de crime et commis par plusieurs per-

Sur un second point, les sénateurs risquent de se heurter en séance à M. Bedinter. Il s'agit des infractions commises par des détenus en per-mission de sortir ou qui bénéficient d'une libératinn conditinnnelle. Contre ces malfaiteurs, les sénateurs souhaitent introduire dans le code une disposition permettant de dnubler la peine qu'ils encourent.

Le troisième sujet de friction pro-bable porte sur la comparution de délinquants selon la nouvelle procédure des flagrants délits. Pour les sénateurs, le critère de cette procé-dure d'urgence ne devrait pas être la flagrance mais le fait que • les sanges réunies paraissent suffi-santes ». Ils souhaitent, en outre, que le tribunal devant lequel les pré-venus seront ainsi déférés puisse, s'il le juge utile, renvoyer l'affaire de-vant un juge d'instruction. Pour le reste, en particulier à propos des contrôles d'identité, M. Badinter ne devrait pas rencontrer de forte oppo-sition au Sénat. - B.L.G.

# AU CONSEIL D'ETAT

# La loi salique a la vie dure

supprimés par la Révolution de 1848, remis en vigueur sous le Second Empire, les titres de noblesse ont survécu sous la Troisième République: ils subsistent toujours, non plus, bien sûr, comme le signe d'une ualité personnelle, mais comme accessoire honorifique des noms permettant à ceux qui les portent d'en faire usage et d'en exiger la mention dans les actes d'état civil. La République ne pourrait, certes, faire nujourd'hui de nouveaux nohies. Mais les anciens - ou ceux qui prétendent l'être - ont toujours le droit, en vertu de l'article 7 du décret du 10 janvier 1872, de demander au garde des sceaux, dont l'une des attributions est de tenir le registre dn Sceau de France, de procéder la vérification de leur titre de noblesse. La décision prise par le garde des sceaux à la suite d'une telle demande peut être contestée devant le tribunal administratif puis, en appel, devant le Conseil d'Etat.

Ce contentieux, né de l'applica-tion d'un droit qui, à bien des égards, ne constitue qu'une survi-vance du passé, est clairsemé : une douzaine d'affaires au plus ont dû être portées devant le Conseil d'Etat depuis 1872. Mais la prétention à la poblesse peut encore alimenter de beaux procès et soulever d'intéressantes questions de droit, comme le montre une récente affaire que vient de trancher le Conseil d'Etat.

Pour revendiquer le titre de baron d'Huart, dont la succession lui était refusée par le garde des sceaux, M. Joseph Clément invoquait des lettres patentes de 1709 par les-quelles l'un de ses ancêtres, Gérard Mathias d'Huart, dont la famille babitait depuis longtemps le Luxembourg, avait été décoré par Philippe V, roi d'Espagne et alors duc de Luxembourg, du titre de baron. Ces lettres patentes précisaient que ce titre de baron serait - tenu à tou-

Abolis par une loi du 19 juin jours » par » ses enfants et posterité en ligne directe, mâles et femelles en ligne directe, mâles et femelles nés el à naître en loyal mariage -. Ce titre fut ensuite enregistré par la Cnur des comptes el des aides du duché de Bar, qui, en 1785, reconnut que la qualité de baron de Phi-lippe et Mathias d'Huart, petit-fils de Gérard Mathias, était - bien et dument justifiée - et admit ces derniers à rendre foi et hammage au roi de France pour les terres et seigneuries qu'ils avaient acquises dans le Barrois, rattaché à la France en

> M Clément descendant de Philippe d'Huart par les femmes, se fondait donc à la fois sur les lettres patentes de Philippe V, qui autori-saient la transmission féminine du titre, et sur l'arrêt de la cour de Bar, qui avait, selnn lui, . francisé . ce titre, pour réclamer son inscription sur le registre du Sceau de France comme ayant snecédé au titre de ba

> Le Conseil d'Etat ne l'a pas suivi. Il a, certes, admis que l'arrêt de la cour de Bar avait eu pour effet de franciser - le titre de barnn d'Huart. Mais il a jugé que, devenu français, ce titre ne pouvait être transmis à des héritiers français que de mâle en mâle, suivant les règles du droit nobiliaire français. M. Clément, victime de la lui salique, ne pouvait donc être baron...

M. Clément pourra peut-être, en lisant la décision rendue par le Conseil d'Etat, trouver un motif de consolation: si la haute juridiction a, comme il vient d'être dit, rejeté ses prétentions, elle a, aussi, refusé d'admettre l'intervention d'un habitant de Limoges, M. Guérin, qui, pour venir spontanément au soutien de la décision du garde des sceaux, affirmait que les titres de mblesse n'ont plus de raison d'être dans une société nu « les hommes naissent libres et égaux en droit »...

# FAITS ET JUGEMENTS

# L'AFFAIRE SAGAWA

# L'étudiant cannibale ne sera pas jugé

M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris, a rendu, le 30 mars, une ordonnance de non-lieu concernant l'étudiant japonais cannibale, Issei Sagawa, trente-trois ans, qui avait tué le 11 juin 1981, à Paris, d'une balle dans la tête l'étudiante néerlandaise Renée Hartevelt, agée de vingt-cinq ans, puis nvait dépecé le corps et en avait mangé des morceaux.

Le magistrat se funde sur les conclusions des dacteurs Serge Brion, Alain Diederichs et Bernard Defer, experts alienistes, estimant que l'inculpé, désendu par Me Phi-lippe Lemaire, se trouvait en état de démence au mnment des faits et qu'il doit être traité dans un établissement psychiatrique admettant des malades mentaux dangereux.

# Cina inculpations après le hold-up de Calvi

Christian Leandri et Daniel Casannva, les deux malfaireurs qui nvaient pris des ntages lundi 28 mars nvaient pris des nages tutul 2 mars à Calvi (Haute-Corse), après une attaque à main armée, ont été in-culpés, mercredi 30 mars, d'- asso-ciation de malfaiteurs, vol qualifié. arrestation illégale, séquestration de personnes et infraction à la légis-lation sur les armes « (le Monde du 30 mars 1983).

Leurs complices du hold-up, Jacques Casanova, Miehel Giacomella et Denis Battini, qui avaient été ar-rêtés par les gendarmes des leur sortie du supermarché de Calvi, oni été inculpés d'association de malfaiteurs, tentative de complicité, vol qualifié et infraction à la législatian sur les armes ». Les einq hommes unt été écroués à la maison d'arrêt de Bastia.

## La condamnation d'un des agresseurs de M. Pahr

L'un des deux jeunes gens qui avaient agressé M. Willibald Pahr, ministre autriehien des nssaires étrangères, le 1e février 1979 à Strasbourg, a été condamné, mardi 29 mars, à cinq ans de prison avec sursis et trais ans de mise à l'épreuve, par la cour d'assises des mineurs du Bas-Rhin. Son complice, Ali Mezasche, qui était majeur à l'époque des faits, est décédé dans un accident de la route.

Les deux garçans, d'origine maghrébine, avaient ahordé M. Pahr croyant avoir affaire faire à un homosexuel, l'avaient frappé et lui avaient dérobé l'argent et les nbjets qu'il portait sur lui (le Monde du 22 février 1979).

Un arrêté du préfet de police doit done normalement prescrire à pré-sent son internement. M. Jean Bertholon, président de la chambre d'accusation, avait déclaré irrecevahle, à la fin du mois dernier, l'appel de la famille de la victime, partie civile, contre l'ordonnance de M. Bruguière, qui nvait rejeté sa demande de contre-expertise.

Lorsqu'il était venu en France quelques jnurs après le drame, le père du meurtrier, M. Akiri Sa-gawa, soixante-huit ans, président de la Kurita Water Industries, avait in-diqué que son fils, bien qu'ayant pu s'adonner à des études supérieures de littérature comparée, avait été sujet à de graves perturbations d'ordre nerveux depuis son enfance et avait effectué déjà un séjour dans un hô-pital psychiatrique de son pays.

## Mr Troisier et les « grâces médicales »

Mee Solange Troisier, aneien médecin-inspecteur de l'administration pénisentiaire, a été interrogée, lundi 28 mars, durant cinq heures, par M. Christian Raysseguier, juge d'instruction à Marseille, dans le cadre de l'affaire des libérations de prisnn paur raisans médicales. Mª Troisier est inculpée, depuis le 16 mars, de . fabrication et usage

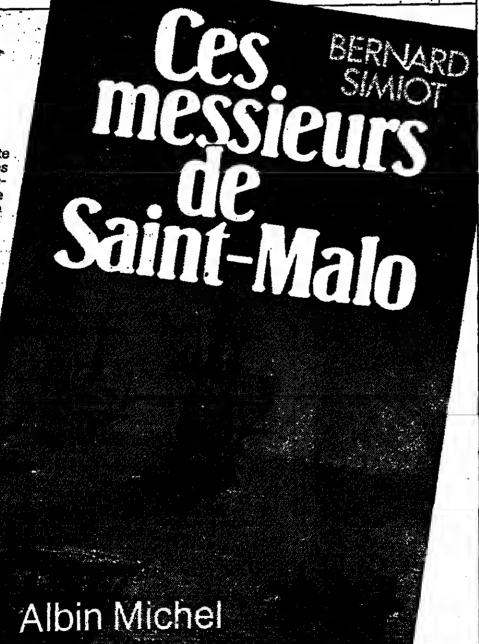
de faux certificats ».
Pour sa part, le Canard enchaîné, dans son éditinn du 30 mars, écrit : · Curieusement, l'ex-patronne de la médecine pénitentiaire, conservait chez elle sa correspondance avec Rabert Kéchichian, le trafiquant de drague dont la libération pour un cancer de la peau a déclenché l'enquête. Me Troisier a aussitôt répondu: - Trois perquisitions ont été faites, à Paris, dans mn maison du Midi et dans mon bureau à la chancellerie. Cela n'a rien apporté. Aucun document n'a été saisi et je répère que je n'ai eu aucun contact avec Kéchichlan. Les affirmations de l'hebdomadaire sont tomlement inexactes. .

Dans le Monde du 19 mars, nous écrivions notamment : Des documents ont (...) été saisis à domicile. contrairement à ce qu'elle prétend. La confrontation avec le docteur Colombani risque d'être orageuse.

• RECTIFICATIF. - Dans l'article consacré dans le Monde du 31 mars à la contamination des caux thermales de Bagnols-les-Bains, nous avons parlé de bactéries « indispensables - au lieu d' indésiranles . D'autre part, le prénom du commissaire de la République de la Lozère, M. Chassagne, est Jean et non pas

# Un fabuleux roman d'aventures et de passion. Un grand livre d'histoire.

En 1667, Mathieu Carbec, modeste commercant, acquiert trois actions de la Compagnie des Indes Orientales que vient de fonder Colbert. Ce geste audacieux sera le point de départ d'une saga familiale mouvementée au cours de laquelle les Carbec, parmi tant d'autres, se lanceront sur toutes les mers du monde, devenant négociants, armateurs, corsaires ou négriers... ce grand roman est aussi le grand récit historique de l'ascension de la bourgeoisie et du déclin de la noblesse des la fin du XVIIº siècle.



15.6-

Cu il

# Policiers à tout faire

Marc C... est gardien de la paix stagiaire à Paris et a

droit au matricule 14105. Il est actuellemeat mis à la disposition du directeur général de la police nationale, M. Paul Cousseran. Fonction: « maitre d'hôtel -. Un exemple parmi d'autres de ces policiers à tout faire, détournés de leur tâche officielle pour les petits profits

En ces temps d'austérité proclemée et de eurenchères eur la sécurité, la révéletion de tels passe-droits ne manque pes de sel. On sait les habitudes en la matièra fort enciennes, ces a cherges indues a qui immobilisent près d'un gardien de la paix sur cinq (le Monde du 26 février). bien que, pour l'eccentiel, il e'egisse de gardes stetiques, d'extraction de détenus, de port

de plis ou de sorties d'école. Les indiscrétione plus savoureuses na manquent pes depuis que la Fédération eutonome des syndicats de police (FASPI e décidé de pertir en cempagne a pour une police plus utile ». chauffeur, que sont contraints de fournir les services techniques de la préfecture de police de Pans, sont ainsi fort eppréciées. M. Maurice Papon, ministre du budget sous le précédent septennat, avait droit, depuis le 15 avril 1977, a une Renault 16 immatriculée 365 BND 75. Standing emélioré le 21 février dernier : la R 16 étant remplacée par une 18 immatriculée 338 DMK 75. M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'intérieur, est plus modeste avec une Citroen DS 23 immatriculée 453 ATC 75. M. Antoine Pinay bénéficie pour sa part, depuis le 21 octobre 1982, d'une R 16 TX Immatriculée 111 BZA 75. Voitures parisiennes et chauffeurs policlers (deux parfois) également pour M. Valery Giscard d'Estaing, Mme Pompidou, M. Jecques Chaban-Delmas, maire de Bordeau, M. Gabriel Kaspereit, député de Paris. MM. Maurice Couve da Murville et Edouard Frédéric-Dupont, Mme Nicole de

Hauteclocque, député (R.P.R.) de Sauf è sombrer dans le pouje-disme, cette liste mérite un tri. L'usage edministratif veut en ef-

UPA RENTRÉE 1983-1984 : PUBLIQUE - PRIVÉ

SARI Les Unités de Pédegogie Active SARI

Enseignement privé par des pédegogues qui estiment que le Cébat est ailleurs et que l'élève n'est pas « l'âne de Buridan », essurent des cours de 2°, 1°, TERMINALES per clesses de 12 à 20 élèves durant 32 semaines

TERMINALES per clesses de 12 à 20 eleves durant 32 semanes 10 OCT. - 30 JLIN], 30 heures à 3B heures par semane [toutes lengues et Ar.-Héb.-Lat.-Gr.], de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ou 18 heures et des cours particuliers M.-PHYS.-LET.-MATHS SUP.-MÉD.-BIO., 17 heures à 18 heures tous les jours.

INSCRIPTIONS OUVERTES. Écrira UPA SARI

68, av. léne, 76118 PARIS. Tél. 720-36-80/720-44-38.

fet qua les ancians présidents de la République et chefs de gouvernement bénéficient de ces privilèges automobiles. Statut qui ne s'epplique cependant pee à tous lee noms cités...

Ainsi est contredite une circulaire du premier ministre du 20 septembre 1982 recommendent « une rigueur accrue tant dans l'acquisition des véhicules nouveaux que dans l'utilisacion du parc existant (...) an vue de limiter le train de vie de l'Etat . « L'utilisation des véhicules administratifs à des fins privées est etrictement interdite », écriveit alors M. Pierre Meuroy.

## Un « taxi » pour M. Peyrefitte

Les gerdes en tenue ne sont pas lee seuls à être ainsi mis à contribution, comme l'illustre le cas plus courtelinesque de M. Alein Peyrefitte, L'ancien garde des sceeux a droit, en effet, à une voiture des services techniques de la préfecture de police, à un chauffeur et à un inspecteur en civil. A l'origine, il n'était pas demendeur : après un eppel téléphonique anonyme le menaçant, des instructions précises ont été edressées per le ministre de l'inténeur aux renseignements généraux parisiens, leur enjoignent de le protéger... les mardi, mercredi et jeudi, les trois journées que le maire de Provins passe dens la capitale. Or, contrairement aux règles de sécurité selon lesquelles le « protégé » ne dolt jamals monter dans le véhicule chargé de le suivre, il arrive que M. Peyrefitte utilise celul-ci pour ses déplacements personnels. « Un travail de taxi / a, dit-on dans les couloirs des R.G., où l'on jase sut cette « protection » qui, fixée à quinze jours, dure, sans nouvelle

alerta, depuis trois mois. Sans doute, ainsi qu'on l'Insinue dans la haute administration. compte dans cette tâche qui leur évite des obligations plus obscures. Mais la plupart des policiers y voient une preuve de la dévalorisation de leur métier, et, è leurs yeux, de quoi alimenter le discrédit de l'autorité politique.

EDWY PLENEL.

# ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

# L'évêque de Strasbourg :

pas de démocratie sans libre choix de l'école

seignement libre catbolique d'Alsace, qui a rassemblé, samedi 26 mars, à Strashourg deux mille cinq cents délégués, Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, a edresse une mise en garde aux pouvoirs publics, nous indique

notre correspondant. Rappelant que le libre choix de l'école n'est pas un privilège mais une - liberté fandamentale sans laquelle il n'y o pas de démocrotie ». Mgr Elchinger a déclaré : « Nous oppartenons à une province qu' a eu le caurage de souffrir pour rester une terre de foi et de liberté. S'il le

Lors du congrès régional de l'en- follmit, les Alsaciens sauraient nouveau crier leur resus, pour défendre les droits de lo fomille et pour saire respecter ce qui appar-tient à l'âme de l'Alsoce. Nous avons le droit d'espèrer que cela

nous restera épargné ». M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale de l'association des parents de l'enseignement libre (UNAPEL) a pour sa part expliqué aux congressistes qu'il souhaitait élaborer, dans un esprit de dialogue evec les pouvoirs publics, des « solutions budgétaires concrètes et raisonnobles - pour le règlement de la question de l'enseignement privé.

# Le secrétaire général du CNAL : des négociations rapidement

A Rennes où il présidait, le même jour, une réunion, M. Miebel Bou-chareissas, secrétaire général du Comité national d'action la que (CNAL), a indiqué qu'il venait d'écrire eu premier ministre pour évoquer l'importance prise, selon lui, par le débat sur l'avenir de l'enscignement privé et public, lors des

élections municipales. « En matière de conséquences à tirer, écrit M. Boucbareissas, nous ne sourions en envisager qu'une: que s'engoge ensin et rapidement le

processus des négociotions, ou que A propos de la consultation dons les lycées. — Parmi les proposi-tions formulées après la journée de consultation dans les lycées du 13 décembre dernier (le Monde du

26 mars), le rapport proposait que l'horaire de cours ne devroit pas se prolonger au-delà de 17 heures ». Il fallait bien lite que les journées de classes des élèves ne sauraient se poursuivre plus avant dans l'après-

CHUTE DES CHEVEUX DES SOLUTIONS. Un disque vous informe 24 h sur 24 h HAIR LEADER INSTITUT Tel. 331.81.74

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC Documentation gratuite : EDITIONS DISOLIES 8BCM 8, rue de Berri - 75008 Paris

soient arrêtées les dispositions fon-damentales qui s'imposent, pour le cas où la droite politique et le lobby de l'enselgnement privé parvien-draient à leur but qui est d'empécher une négociation et une évolution véritobles sur l'essentiel. .

D'autre part, M. Boucbareissas a affirmé que l' UNAPEL préparait, sous le manteou, une monifestation notionole à Poris pour le 12 juin. On peut d'ores et déjà s'in-terroger sur lo volonté réelle de né-gocier des dirigeants du privé », a estimé le secrétaire général du

 De nouvelles classes de pre mière G. - Pour éviter l'orientation scolaire précoce, le ministère de l'éducation nationale a décidé la création de classes de première G qui remplaceront dès la rentrée prochaine les actuelles G1 (secrétariat). G2 (comptabilité) et G3 (techniques commerciales) préparant aux baccalautéats du tertiaire.

Après la mise en place des classes de seconde indifférenciées à la rentrée 1981 et la création des classes de premières scientifique à la ren-trée 1982 (le Monde du 25 novembre 1981), la fusion des classes de première G1, G2, G3 doit permettre de retarder la spécialisation jusqu'à la classe terminale. Dans cette classe les trois séries G seront maintenues, mais avec, dès 1984, une redistribution des contenus et des boraires d'enscignement. Le Journais officiel du 24 mars e publié l'arrêté qui précise les détails de cette organisation et les programmes.

# MÉDECINE

# LES GRÈVES HOSPITALIÈRES

Les négociations sont engagées La grève des internes et des chefs

de clinique des centres hospitaliers universitaires continue d'être largement suivie à Paris et en province. Les représentants des grévistes ont été reçus le mercredi 30 mars par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. A cette entrevue participaient notamment M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la samé, le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé et des hôpi-taux, le professeur Dominique Sa-bouraud, conseiller de M. Alain Savary, ministre de l'éducation na-

Au cours de cet entretien, dont l'ensemble des participants s'accor-dent à souligner l'aspect constructif, le ministre des affaires sociales, qui se place en position d'arbitre dans ce conflit, a souhaité que se mettent en place rapidement les - commissions techniques - dans lesquelles les élé-

ments du conflit pourront être négociés entre les parties prenantes. La première de ces commissions devait se réunir jeudi 31 mars après-midi au secrétariat d'Etat à la santé. Les internes et les chefs de clinique

estiment que cette réunion sera dé-

terminante pour l'avenir, et redou-

tent que des « blocages » ne surviennent de la part du ministère de l'éducation nationale.

Au secrétariat d'État à la santé, on souligne que le gouvernement souhaite parvenir notamment à l'élaboration d'un statut des internes.

la tradition bien e

The second secon

الجانب مفعل والبوهم ويرايتها المراجر والرابية

Same part of send harden

and the state of t

The same of the sa

一点 医二氯磺磺磺胺磺胺磺胺

The State of the State of

لا والمستنبط والمالية المنطق من يعار والمال المالية

فيائه بالبديقية فإنهيا يوارده

op vices offer to only always

with the state of the state of

---

والمراجع والمراجع والمراجع المراجع والمراجع والم

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

warmer with the second section of the second

in the said distribution

the make and the mining

The second second

Mary Land of the State of the S

The second second second

The same of the same of the same of

the manager of the state of the

And the Party of t

يقيلها والمناج والما

A company of the same of the s

The same was the same

The state of the s

to the down in the state of

the state of the s

The state of the s

minutes in the subsection appropriate

The second se

Les étudiants en médecine continuent eux aussi leur mouvement, émaillé de divers incidents. Mercredi 30 mars dans l'après-midi, ils ont bioqué pendant quelques mi-nutes, en actionnant les signaux d'alarme, la quasi-totalité des lignes du mêtro parisien. Après leur entretien de mardi avec M. Pierre Bérégovoy, les délégués des étudiants de-vaient rencontrer le jeudi 31 mars les représentants du secrétaire d'État à la santé et du ministre de l'éducation nationale. Une réunion des protestataires de tous les C.H.U. doit avoir lieu le vendredi le avril à . la faculté de médecine de Bordeaux.

Il semble que le gouvernement, qui juge bien évidemment impossi-ble de revenir sur les dispositions d'une loi votée par le Parlement, soit disposé à différer les modalités de son application (prévue pour 1984) pour les étudiants déjà engagés dans le deuxième cycle.

10.00

Bullets Two Smith

# DÉFENSE

# Les généraux Lerche, Bonnet et Forget recoivent leur quatrième étoile

Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 30 mars a approuvé les propositions et nominations suivantes :

 Air. -Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aé-rienne Achille Lerche, Jean-Louis Bonnet (nommé directeur du personnel militaire de l'armée de l'air) et Michel Forget (nommé commandant la Force aérienne tactique et la

aérienne, le général de brigade aé-rienne Jean-Marie de Burtei de Chassey (nommé commandant la Ille région aérienne) ; général de brigade aérienne, le colonel Bernard

Sont nommés : général adjoint au major général de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Louis Iribarne : commandant en second la

Sur la proposition de M. Charles Force aérienne tactique et la Ir région aérienne, le général de brigade aérienne Jacques Boichot; directeur adjoint du Centre d'essais en vol, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Pironneau : sous-chef d'étatmajor de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Christian Gue-

• Terre. - Sont promus: genéral de division, les généraux de brigade Claude Cobou et Rohert Prienrs intendant général de deuxième classe, l'intendant mili-Sont promus : général de division. taire de première classe Paul Bois-

Est reconduit dans ses fonctions de conseiller militaire du gouvernement et mis à la disposition du ministre de la désense, jusqu'en janvier 1984, date à laquelle il sera placé en deuxième section (réserve), le général de corps d'armée Jacques Mer-

Est nommé commandant la 64 division militaire territoriale, le général de brigade Yves Hailaud.

 Armement. – Sont promus: ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxiéme classe Pierre Maisonneuve : ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Jean-Claude Barbance.

## DES ÉQUIPEMENTS AMÉRI-CAINS SUR DES AVIONS DE COMBAT FRANÇAIS POUR L'ENTRAINEMENT DES PILOTES EN ITALIE

L'armée de l'air française a décidé d'acheter des équipements américains qui devraient lui permettre de s'entraîner, aux côtés des forces aériennes des Etats-Unis, à des exercices de combat en viaie grandeur sur la base que possèdent ces mêmes forces en Sardaigne:

Il s'agit de dispositifs de simulation de tir de missiles, conçus par la société américaine Cubic Corporation, qui seront adaptés aux besoins français par la firme Matra. Six avions Mirage F-1 en seront dotés. Ces équipements permettent de re-constituer le lancement de missiles air-air Magic par un avion en com-bat réel, contrôlé par des radars et des moyens informatiques au sol auxquels sont ainsi transmises les indications de cap, d'altitude, de vi-tesse ou d'angle d'attaque.

Grace à ces - modélisations » de la trajectoire des missiles, on pent savoir quel avion, en combat aérien. l'a emporté sur un autre, et on peut évaluer les performances des matériels ainsi que la formation des pi-lotes impliqués dans l'exercice d'en-

A l'origine, l'armée de l'air avait envisagé d'implanter sur le territoire national, dans les Landes par exemple, un site susceptible d'accneillir les moyens électroniques et informatiques qui permettent de reconsti-tuer les trajectoires des missiles. Cette solution s'est, pour l'instant, révélée onéreuse et elle a été aban-

La solution retenue est la participation d'avions Mirage F-1, équipés, à des exercices de simulation de tir sur la base de Decimomanu, en Sardaigne (Italie), aux côtés de l'armée de l'air américaine.



NUMÉRO D'AVRIL

# Réussir dans la vie : LA MOBILITÉ SOCIALE

Une enquête de Michel HEURTEAUX

Tel père, tel fils Malgré de profonds changementa, rien ne bouge La course au diplôme Se mettre è son compta ou « trimer pour les eutres » ?

> INFORMATIQUE ET ÉDUCATION: LE CHOC DU MARCHÉ PRIVÉ

A NOISY-LE-SEC: LE LYCÉE DE LA DEUXIÈME CHANCE

QUE FAIRE AVECUN DEUG DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ?

DOSSIER:

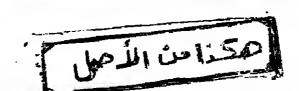
# LES EMBUCHES **DES SÉJOURS** LINGUISTIQUES

Un marché encombré. Cinq précautions. Agréments et ages abusifs. Une rentablitté difficile à mesurer. Comment trouver un correspondant.

JEUNESSE : Les enfants face à la télévision PRATIQUE: Les métiers du cheval

5, rue des Itnliens, 75427 PARIS CEDEX 09 Publication mensuelle du *Monde* - En vente partout Le numéro : 10 F

24 CAHIERS DE LA MATERNELLE A LA 5.



# MUSIQUE

# « PARSIFAL » à Rouen

# La tradition bien comprise

Chaque année - c'est devenu une tradition. - le Théâtre des arts de Rouen met à l'affiche un opéra de Wagner. On ne peut jamais prévoir lequel avant le début de la saison, mais les wagnériens rouennais ou itinérants, gens d'habitudes, ne s'inquiètent pas outre mesure car ils savent que la distribution sera bonne, la mise en scène sans histoires, que Paul Ethuin (directeur de la musique depuis 1966) tiendra la baguette et qu'en France il n'y a pas son pareil pour ce répertoire.

Pour célébrer le centenaire de la mort du compositeur, e'est Parsifal, son dernier ouvrage, qui avait été choisi, et si la coïncidence entre ce festival scénique sacré » et la période de Paques n'était peut-être pas fortuite (France-Musique a choisi la soirée du vendredi saint pour retransmettre en disser l'enre-gistrement réalisé à Bayreuth l'an dernier), il y avait surtout lieu de se réjouir de savoir la partition placée en de si bonnes mains : avec ses incessants ehangements de tempo, cette musique en perpétuel renou-vellement, aux carrures fluides, réclame un chef aussi inspiré qu'attentif aux moindres détails, capable d'inscrire chaque fluctuation du de-

Il n'était peut-être pas nécessaire

de présenter ce bilan exhaustif du

Groupe de recherches de l'Opéra de

Paris en tranches horaires d'une

heure réparties sur quatre semaines.

Le premier spectacle en tout cas

avec deux pièces de dix minutes, et

deux ballets, ne donne pas une idée juste des possibilités de la compa-

La déception vient surtout de Ja-

leo, une création attendue de Ma-guy Marin. On espérait que la cho-

régraphie saurait tirer parti de l'extreme maliéabilité des danseurs

pour les associer à son style théâtral.

imagé, et vigoureux. Est-ce le man-

que de temps, le dépaysement de-

vant une troupe non familière ou

simplement par désinvolture? Elle propose un bref lever de rideau, di-

vertissement à peine stylisé sur des

chants gitans où le groupe glisse, se

déploie, s'alanguit, se consume

comme un essaim d'abeilles poussé

par des vents contraires. Les cos-

tumes, les foulards, aux couleurs

violentes, vibrent dans une demi-

penombre; parfois un soliste ou un

couple se détache pour esquisser un

pas nonchalant ou une figure de bra-voure. Puis l'ensemble s'ebîme dans

une lente extension au sol. A peine

Il reste de cette soirée quelques

beaux - flashes - d'Anne Pruvost et

Jean-Christophe Paré, renouvelant

le charme un peu usé d'un pas de

DANSE

indéfiniment suspendu, animé seulement de l'Intérieur.

Sans la sureté inébranlable de Paul Ethuin, la partition n'aurait pas résisté aux attaques défail-lantes de certains pupitres de l'orchestre (les cuivres en particulier). qui, d la première, jalonnaient le premier acte. Mais quelques mesures plus loin, l'accroc était oublié, la musique s'imposait à nouveau. Il fallait aussi que la cohésion entre le plateau et la fosse fut particulièrement remarquable pour que la fic-tion musico-dramatique l'emporte sur la réalité acoustique : le bruit fond continu des installations techniques rendant illusoires les silences, - tellement importants dans la musique de Parsifal, - et l'utilisation trop évidente de la haute sidélité pour les chœurs lointains, la voix de Titurel et la voix céleste.

Il est vrai, par ailleurs, que la distribution était d'une très haute tenue : le Gurnemanz de Manfred Sehenk méritait à lui seul le voyage (1) tant l'expression est vrale, la dictian impeccable et la justesse des intonations, à l'opposé des approximations dont souffre actuellement le chant wagnérien. Les mêmes remarques s'appliquent à roulement musical dans le cadre Gerd Feldhaff (Amfortas), à Eva d'un - temps dramatique - presque Randoya (Kundry) et Oskar Hille-

eux, le ballet se charge d'un climat

Dans Massacre sur Mac Dougall

Street, Karole Armitage fait passer

dans sa danse la fièvre du samedi

soir et les rafales de mouvements

saccadés du rock. Elle parvient à

subvertir successivement la modern

dance, le ballet classique et la comé-

Les portes du décor chaquent sous

le déferiement des entrées et des sor-

ties. Les gestes se tétanisent sur une

musique de Rhys Chatham aux dé-

cibels forces. C'est une féroce mise en pièce technique avec des grands jetés renversés, des dégagés et des

battements sur talons aiguilles, des

entrechats en tire-bouchon, des ca-

brioles en vrille. Tout le monde

s'agite, se bouscule, sur les incita-

tions d'une batterie sournoise et les

mieulements d'apocalypse des cordes. Maigré leur fougue et leur

souplesse, les danseurs ne parvien-

neot pas à tenir exactement le

rythme ; ils sont d'une eetre planète.

En fait, ce ballet n'existe que par la présence stimulante de Karole An-

mitage, sorte d'araignée fine et ner-

veuse au visage blafard. Il feut la

voir mener sa danse du diable en

culotte de satin rose et jarretières

noires, jetant par-dessus les moulins

à la fois la danse de Papa Balan-

chine et celle de Papa Cunningham

MARCELLE MICHEL

dans un exorcisme rageur.

\* Théatre de la Ville, 18 h 30.

LE G.R.C.O.P. AU THEATRE DE LA VILLE

Ballets confettis

brandt (Klingsor), et l'on ne saurait leur faire grief d'être seulement un peu moins exceptionnels dans des rôles - les deux premiers surtout - où l'idéal est presque impossible à atteindre. Matti Kastu, qui incarnait Parsifal est un jeune ténor peu connu, dont les possibilités peu connu, aont les possionnes semblent prometteuses pour peu qu'il améliore sa diction allemande et qu'il se départisse de cette rigi-dité si commune aux ténors en géné-

ral; et tout particulièrement aux 
• helden-tenors •. Valontairement traditionnelle, ce qui n'est pas un défaut, la mise en scène de Francis Périllat n'est pas inspirée, mais elle a au moins le mérite de ne pas imposer une interprétation unique et de laisser sub-sister toute l'ambiguité dont se nourrit un ouvrage comme celui-la. Les décors dépouilles de Rager Gaujoin étaient agrémentés de pro-jections, inutiles pendant les préludes, bienvenues pour créer l'illu-sion du jardin enchante puis désolé, mais on ne se résignait pas pour autant à la présence continue d'un rideau de tulle.

Quoi qu'il en soit, malgré des rèserves de détail, ceux qui auront pu y assister garderont de ce Parsifal un souvenir plus durable que n'en laissent certaines productions montées à grands frais sur des scènes plus illustres:

GÉRARD CONDÉ.

(1) Il chantera à nouveau ce rôle à

« TYGRA, LE FEU ET LA GLACE »,

La B.D. sans complexes

En 1972; dans la grande salle du

Palais des festivals de Cannes, la pu-

blic international découvrait Fritz le

chat, dessin anime de long métrage

de Balph Bakshi, un inconnu décidé à

faire la nique à Walt Disney et à

toutes les veleurs qu'il représente.

Certes. Il y avait ou Tex Avery et son

art de concentrer en quelques mi-

nutes un génie de la destruction ja-mais égalé à ce jour. Déjá les person-

nages de Bakshi tendaient à copier la

respiration et la mouvement, hu-

mains. Avec Tvara, le feu et la glace,

un nouveau pas est franchi : le ci-

partir d'un premier tournage avec des

acteurs an chair et en os mais sur

fond da décor totalement recréé, tel

que nous le voyons dans le film

Elle, Tygra, la beauté aux yeux

verts, lestement court vêtue, c'est

l'anti-Blanche-Neige, comme l'op-

posé de la frêle Kira de Dark Crystal,

sorti la semaine demière. C'est le

repos du querrier, la teen-ager améri-

caine imbattable, mignonne, sexy. Le

prince charmant, c'est Superman

ans pouvoir magique, la parfeit trai-

neur de savate. Le prince des mé-

chants, Nekron le bien nommé, jette

paratyser sur le champ ses plus for-

midables rivaux : comment il suc-

combe au blond vengeur relève de la

le feu (le bien), amplifient ce combat de titans qui recrée all'egrement l'es-

prit de la bande dessinée ; la violence fait très mai, la caricature réduit les

humains à de simples ectoplasmes. Ames trop délicates, s'ebstenir. La

9.D., avant sa sanctification par les

instances culturelles, est un art très

«Y A-IL ENFIN UN PILOTE

DANS L'AVION?»

de Ken Finkleman

Cette deuxième série de gags spa-tianx a reça le Grand Prix du Festival

de Chamrousse (consacré à Phamour) et 11721 personnes sont allées le voir le 23 mars. Il faut probablement des conditions psycho-physiologiques par-

ticulières (sortie en groupe, état d'ex-trême fatigue ou de folle gaîté) pour ap-

\* Voir les films nouveaux.

CLAIRE DEVARRIEUX.

■ L'Association sportive de l'ES-

SEC organise du 7 au 9 avril un pre-

mier Festival du film sportif. Il sura lieu dans le Grand Amphithélitre de

l'école à Cergy-Pontoise. (Rens. : 030-

Il y a un pilote recruté en piein voi, il

\* Voir les films nouveaux.

LOUIS MARCORELLES.

Les éléments : la glace (le mai) et

seule licence romanesque.

vulgairement américain.

achevé.

néaste et son équipe ont travaillé à

de Ralph Bakshi

CINÉMA

culture

# A GRENOBLE

# État des lieux, passions plurielles

(au pluriel), pour le cru 83 de Grenoble, dans l'intitulé, on a disposé une petite barre oblique, bien qu'elle ne fasse plus vraiment partie de le panoplie typographique de l'époque : Jazz-Musiques, donc. Cela a le mérite de la clarté. lei avec obstination, le jazz se troeve glosé par le vague des passions plurielles, éteedu de cinq volumes d'improvisations limpides, prolongé, nié, éclaté, pour se retrouver en position de - pa-tron -, comme on dit en couture de tous les modèles qui s'ieventeet, et

paradigme naturel des conduites musicales qui prennent la tangente. Au cours des deux dernières journées de la semaine, les spectateurs auront pu évaluer les formes ectives de ce pari grenoblois : entre Miehel Perez, à la traditioe soigneusement appliquée de la guitare, et Peter Gordon, synthétiseurs et saxophone, tendance amérique revenue du rock et en route vers les années 90... Ou encore, pour un dimanehe anrèsmidi : l'abord extravagant des voix par Diamanda Galas, et immédiatement après, à ebeval sur théâtre, image, mythe et musiques. Winston

L'esprit ouvert aux airs du temps, Grenoble se paie donc son Festival de printemps, evec percées plein champ dans toutes les zones où zoec la musique, dans les ouvroirs où elle se cherche et souvent se trouve. Autant parler de festival, maintenant que tout le monde se mélie du mot. Festival des dérèglements des déplacements, il voit se succeder ainsi, en

Vingi ans après d'éphémères noces avec Eric Dolphy, Hubbard reprend le rôle d'amuseur, indifférent au qu'es-dira-t-on. Qui l'eut prédit, à l'époque d'Outward Baund? A croire que la trompette, question de détermination historique ou d'oxy-gène, vous laisse moins le choix que les autres instruments : ou dîner au festie du tragique, ou faire le guignol. Au-dessus, frimeur et pro-phète, souverain, plane Miles Davis. Avec Hubbard, tout le monde est content. Coetent d'un air de Monk, d'un autre / Kenvatta / du eon moins regrette Lee Morgan. Content d'un Body and saul, mieux tenu que son introduction elownesque. Content d'un contre-ut étouffé, d'une pirouette, et de constater enfin que le jazz est toujours le jazz, bien conforme à l'idée que s'ee fait votre voisin. Par un prodigieux retour arrière, comme avant le be-bop ou comme dans les bals de grandes écoles, on tape dans ses mains. Et comme à l'époque, par un scrupule retro hien sûr, on tape à contretemps. Freddie met bon ordre a tout ça, tape lui-même et fait un triomphe. Au piano. Hilton Ruiz, avec nervosité et présence, à l'habitude, epporte une sorte de fraîcheur prolixe au numéro. Les autres jouent ainsi qu'on joue quand on sait jouer, ce qui o'est pas si facile, peut-être.

L'étrangeté de Grenoble n'est pas là. Outre le talent quelquesois sensi-hle du groupe, c'est le confrontation

une soirée, le quintet de Freddie avec le - concert illustré » de Ghe-Hubbard et de Ghedalia Tazartes. avec le - concert illustré » de Ghe-dalia Tazartes qui donne à le soirée dalia Tazartes qui donne à le soiree sa troublante dynamique. Une partie de l'illustration tient done eu jeu d'un corps dédoublé, dansant, gesticulant, celui d'Alain Rigout et de son • eutre • inquiétant, ue mannequin attaché à lui comme un frère siamois pour exhibition foraine. Sur des bandes lancinantes ou heurtées. usant de toutes les possibilités du ihéaire mobile. Ghedalia arrache des cris, des râles, et des mélopées imaginaires encore, aussi vraies que nature, à la mémoire des hommes. La peau de la mémoire. Il appelle juif son jazz à lui, qu'il approche de ioutes les musiques perdues. Et il sait, que pour tous un chacun, ses complaintes sonnent comme celles de l'origine perdue. l'origine qui manque, qui fait défaut, qu'on vous reproche comme un défaut. Comme le jazz d'un certain temps, en somme? Voilà pourquoi la successioe de Hubbard et Tazartes se trouve par la bande entrer en résonance. Ni amalgame ni mode, Grenoble, par une vocation apprise de Jazz-Musiques, fait l'état des lieux, sous l'impulsion de Gérard Maimone, animateur des opérations musicales de la Maison de la culture, mais eussi fondateur de groupe insijuable et revélateur. Angel-Maimone Entreprise; ni vraiment du côté du jazz, pas exactement rock non plus, pas folk à proprement parler, ni contemporain au sens où on l'entend. Alors quoi ? Musicien, simplement musicien

FRANCIS MARMANDE.

ige 13

tion du

cyagas,

su et les

Feut-d

зле се

ve: 568

France,

0001105

francs

ut son

Line

:-: ic

:..: -cz

21.50

.....

::que

50 00

أوا لمتلد

2 125

(u'il hu:

64.

ciere avec la participation de Maxim Le Forestier, François Béranger, Yves

 PRINTEMPS MUSICAL DU m PRINTEMPS MUSICAL DU PERCHE 1983. — Pour la deuxième aunée consécutive, l'École de musique du Perche, dirigée par M. Joël Nourry, organise une série de concerts au cours du printemps 1983 : le Quartet Philippe Duchemin (jazz), 2 avril, à 20 h 30, salle des fêtes de Remalard; Rosso-Tozu (filte et piano), le 16 avril, à 20 h 30, église de Moutier-au-Perche; Sophie et Yves Chatelain, le 30 avril, à 20 h 30, église de Moutier-au-Perche; Sophie et Yves Chatelain, le 30 avril, à 20 h 30, église de Neuilly-sur-Eure; Quatuor de èglise de Neuilly-sur-Eure ; Quatuor de saxophones Jacques Melzer, le 7 mai, à 20 h 45, église de Mauves-sur-Huisne ;

HERVÉ GUIBERT. ★ Voir les grandes reprises.

# Reprise du « Baiser du tueur » de Stanley Kubrick

Kiss, que deux salles parisiennes pro-jettent actuellement dans des copies neuves, il ne savait pas trop, appa-remment, comment faire du cinéma, Il était photographe et n'avait pas encore compris qu'il ne suffit pas da transposer une science photographique, de fignoler ses cadres sur des décors Impressionnants, pour faire du cinéma impressionnant. Quand le héros, à la presque fin du film, est pourchassé jusque sur un toit newvorkais, à l'eubé évidemment, le plar

# A LA CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

# Imre Gyöngyössy, un Hongrois indépendant

Quinquagénaire, Inclassable, Imre Gyóngyössy illustre parfaitement un genre de cerrière en dents de scie inconcevable ailleurs qu'en Hongrie, démocratie populeire un peu différente. Jeune étudiant, de 1950 à 1954, selon la brochure diffusée par l'Institut hongrois de Paria, il se retrouve « en prison comma accusé des procès staliniens hongrois ». Il- a raconté cet épisode, par fiction interposée, dens les Vertes Années, d'istvan Gaal (1965]. Le film a été oublié dens la rétrospective. Les Dix Mille Soleils, de Ferenc Kosa, également en 1965, toujours sur scénario de Gyöngyössy, dit d'une autre manière la réalité de la construction du socialisme. L'année précédenta, 1964, a vu le premier film d'Istvan Szabo avec l'Age des illusions : la cinéma magyar, moins de dix ans après l'insurrection de Budapest, commence à se libérer du schématisme, de la cen-

sure idéologique étouffante. Pâques fleuries (1969) marque les vrais débuts de l'écrivain dans la mise en ecène, Lègende tzigane (1971) aborde una cultura, des mosurs, celles des Tziganes, irréductibles à nos classements. Imre Gyöngyőssy va a'associer à partir de 1975 à Barna Kabay, ancien étudiant en architecture, son cadet de dix-huit ans. Ils se font remarquer en 1977 evec Une vie toute ordinaire, docuy a me navette à destination de la Lune, il y a une catastrophe par plan et vice-versa, mais y a-t-il vraiment un film? mentaire poétique sur une vieille paysanne hongroise qui découvre sur la tard l'Angleterre où vit son fils, mais continue seule à cultiver sa vigne. La Révolte de Job (1983), de Gyōngyőssy et Kabay, conte l'histoire, sous forme de fiction, de deux paysans âgés juifs en 1943. Ceux qui l'ont vu le recommandent. - L. M.

\* Cinémathèque française, Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 10 avril.

a Le Grand Prix du Festival du film des droits de Phomme a été décerné le 29 mars à Traversées, du cinéaste tuni-sien Mahmoud Bea Mahmoud. L'Of-fice catholique du cinéasa a sélectionné les Cinq Derniers Jours, du réalisateur allemand Percy Adou. Le Prix du jury a été accorde à une production indienne, l'Occupante, évincée de Bengali Goutam Ghose. - (Corresp.)

Quand Stanley Kubrick, en 1955, est vide drametiquement. L'histoire tourné son premier film, Killer's ne tient pas debout, et l'on va vers ss, que deux salles perisiennes prodans un entrepôt de mannequins de

cire) que le temps a rendu cocasse, Les héros ne sont pas à la hauteur du typege de leur médiocrité : poussés à un carrefour crucial de l'histoire (celui où le boxeur raté ramène l'entraîneuse à son souteneur pour qu'il la paya et qu'ils puissent fuir), ils ne jouent plus, ils ne sont plus que des passants pris au hasard de la foule, et le menqua de direction fait écrouler la foi qu'on aurait pu avoir en cette démonstration da fatalité amoureuse.

Puisqu'il y a boxeur, on repense à Rocco et ses frères : maia chez Visconti la transposition visuella et les partis pris fantasques (le bois embrume au petit matin pour l'entraînement des sportifs, le carnavel pour une simple scène de rue, la monument vertigineux pour le scène de rupture ou pour le meurtre, la sentier la long de la rivière avec ses lampadeires à gaz) ne venaient que perdessus l'écriture, at une structure réaliste, pour les soutenir en les détournant. Chez la jeune Kubrick, le désir d'irréalisme a préfiguré la narration at l'a suspendue, privée de chair, dans un cadre baroque.

# Miles Davis au VIIe Printemps de Bourges

Le VII\* Printemps de Bourges qui a lieu du 2 au 10 avril annonce des ve-dettes confirmées (Bernard Lavilliers, Julien Clerc), des stars internationales (Miles Davis), du rock français et an-glais et, selon la tradition, me « scène ouverte » pour les amateurs et les pro-fessionnels débutants. Le Festival pre-sentera augsi des spectucles inédits, nosentera auga nes speciacies incents, no-tamment un opéra-rock du groupe Ange, une version rock du conte d'An-dersen la Pețite Fille aux allamettes, des shows du groupe Odeurs, de Cathe-rine Le Forestier et de la compagnie Armal, enfin un homanage à Felix Le-lera avec la merticinesie a de Maxim-

musique traditionnelle de Bolivie avec Inti-Mujus, le 21 mai, à 20 h 45, salle des fêtes de Rémalard; La roade des Müloraines (veillée percheronne), le 11 juin, à 20 h 45, salle des fêtes de Boissy-Mangis. – Rens. : Joël Nourry, Boisey-Mangis. - Rens. : Joël Nourry, 61110 Rémaiard. Tél. : (33) 73-71-95.

# **PATRIMOINE**

# Le grand projet archéologique de Rome

de janvier, le projet de création d'un parc erchéologique dans le centre de Rome, par la mise au jour de « fori » actuellement enjour de « fori » actuallement en-core ensevelis et par le fermeture de l'avenue mussolinienne qui va du Colisée à la Piazza Venazia, a été bloque par le ministre des biens culturels. Ce dernier a annoncé le 29 mars, eu cours d'une conférence de presse, qu'aucun financement o'était prévu pour ce projet colossal dont les travaux auraient du commencer en mars lie Monde du 25 janvier). Le ministre a simplement autorise des « fouilles exploratores .

du centre de la capitale italianne une unité à la Rome monumendens un vaste programme urbanouvelle de la mise en valeur du patrimoina cultural comme insrénovation d'une ville.

ments de Rome, due à la poliu-

ment da le circulation qu'il prevoyant aurait pu paillier les ravages que causent au marbra les gaz d'échappement. Fruit des recherches du surintendant à l'archéologie de Rome, M. La Re-gina, le projet avait l'appui entier de la municipalité.

Après une « pause de réflexion », le ministre des biens culturels, M. Vernola (démocrate chrétien) a affirme que le projet n'entreit pes dans la budget (180 miliards de lires) prévu par la loi spéciale sur le développemoine archéologique de Rome : « Il s'agit d'une gigantesque équivoque, a déclaré le ministre. Il n'existe pas, au demaurant, de projet digne de ce nom. Ce n'est qu'une idée, une étude, rien de

# « A PROPOS DE L'AVORTEMENT », de Pierre de Locht

# Les réflexions d'un prêtre courageux

franchise et le courage se trou-vent volontiers dans le camp belge. Ue prêtre du diocèse de Malines-Bruxelles, docteur en théologie et professeur d'éthique à l'université catholique de Louvain, foedateur du CEFA (Centre d'études familiales), et qui fut pendant six ans président du conseil presbytéral, viens de puhlier sur l'avortement un livre qui fera quelque bruit.

Pierre de Locht-aeteur de cet ouvrage - raconte ici fort simplement son itinéraire. Jusque vers les années 1969-1970, écritil, j'ai porté sur l'avortement un jugement catégorique et sans jaille. N'ayant jamais rencontre une situatian vėcue, je me contentais d'être l'écha fidèle de l'enseignement reçu. »

La suite coule de source. Après ses réflexions persoenelles, la prise en considération de situations impossibles à éliminer, et les avis autorisés qu'il a recueillis tant dens les milieux médicaux que tbéologiques, M. de Locht craint que l'Eglisc ee se fasse une . conception idolatrique de la vie -. Il estime que la femme est maintenue dans un état de tutelle et dépos-

Dans le domaiee religieux, la sédée de la responsabilité de ses acies par - l'impérialisme mas-culin -. Les déclarations officielles manquent de confiance dans la personne humaine. La femme e est-elle pas juge de ses décisions? Or l'Eglise étouffe dans l'œuf et sanctionne tout avis divergent.

# Le respect des différences

D'où un • malaise •. Pourquoi en définitive se concentrer sur un seul aspect : le droit de l'enfant à naître? Pourquoi voiler de nombreux autres éléments importants, eux eussi respectables? - Ne part-an pas en guerre sainte sur une équivoque foncière ? •

Voici, parmi d'eutres, les perspectives de ce livre, qui portera d'autant plus qu'il se veut sans agressivité. Il reclame simplement le respect des différences et des personnes.

# HENRI FESQUET.

± · Pour une approche plus se-Pierre de Lochi, 143 pages. Edition CEFA 158, rue de la Prévoyance,

deux de Jecques Garnier de style bé-jartien grace à une conduite gestuelle très contrôlée, épurée. Avec

vu, aussitūt oublić.

2

70

# est bloqué

Lance à grand bruit au mois

L'entreprise de restructuration aurait du permettre de donner tale, mais aussi d'intégrer calle-ci nista d'ansemble : elle s'inscrivait en fait dans une conception trument de développement et de

Ce projet était parti du constat saboter les projets de la municide la dégradation des monu- palité de gauche. . Tion atmosphérique. Le détourne-

plus. » Cette affaire, qui avait déjà suscité bien des polémiques, prend désormais un caractère politique. Les communistes, dont l'organe l'Units consecre se première page à l'évenement, accusent les démocrates chrétiens de

PHILIPPE PONS.

Jeudi 31 mars

sauf les dimanches et jours fériés

# théâtre

## LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

GARDE DE ROBE SUR LA PLAGE - Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30. O PERCEVEJO - Palais des giaces (607-49-93). 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), (3., S., D.), 19 h 30 : Erzsebet/Paillasse. CHAILLOT (727-81-15). Grand Foyer: 18 h 30: Palerme ou 3éru-salem: Salle Gemier: 20 h 30:

ODEON (325-70-32), 20 h 30 ; Victor ou les enfants au pouvoir. ODEON (325-70-32),

PETIT ODEUN (343-70-32), 18 h 30 : Partage. BEAUBOURG (277-12-35), Débats : BEAUBOURG (277-12-35), Débais :
14 h à 19 h : carte hlanche à la revue Textuerre; Cinéma-Vidéo ;
Nouveaux films B.P.I., 19 h, Histoire des trains (Union Pacific); le
cinéma indien; 18 h, Paolo Gioli;
Chamada Bicho; 16 h, les Riches
Heures de la Coupe du monde de
foothall; 19 h, Channels/Inserts,
Locale.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Danse: 20 h 30 : Bal-let du XX siècle; Maurice Béjart, - l'Histoire du soldal - (Stravinski). THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 45 : le Maître et Mar-guerile ; 18 h 30 : G.R.C.O.P., K. Armitage Kaga.

# Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de ASTELLE - THEATRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu.

ATHÉNÉE (742-67-27), 21 h la Dédi-BASTILLE (357-42-14), 21 h : Frankie et

BOUFFES DU NORD (239-34-50), POUFFES-PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 ; En sourdine les sardines. BOUFFES-PARISIENS CARTOUCHERIE, (374-24-08): Théâtre de la Tempète (328-36-36), L: 20 h 30: Lamenta di l'omu persa tra mare e surgente: 21 h: Kléber et Mario-Louise. —

parium (374-99-61) 20 h 30: His-res de famille. – Este de hois (80%. 39-74), 20 h 30: la Mort trave CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30 : Superdupont ze she

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 b : La Cinematheque COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) : Si Guitry m'était chanté ; 20 h 30 : Hôtel DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : le Café du

EDOUARD VII (742-57-49), 21 h :

ELDORADO (208-45-42) 20 h 30 : Azais. EPICERIE (272-23-41], 18 h 30: Oria-monde, à 20 h 30: les Chants de Maldo-ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 b 30

ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30: le Mariage de Figaro. ESSAION (278-46-42), 20 h 30 : la Mase-

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15, 17 h : Vive les femmes ; IL 22 h : S. Joly.

GYMNASE (246-79-79) : G. Bedos. HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30: la Cantatrice chauve; 20 h 30: la Leçon; 21 h 30: Thélitre d'embres.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort LUCERNAIRE (544-57-34) L 18 h 30: les Enfants du silence; 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Archéologie. IL 18 h 30 : Yes peut-être : 20 h 30 : la Noce; 22 h 15 : Troubadours de Pendule. Petite saile 18 h 30 : Om-Saad.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : L'avantage d'être constant. MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h: l'Education de Rita.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

6, 7, 8, 9 AVRIL 1983 A 20H

L'OPÉRA DE BÂLE

RIGOLETTO

Vison voyageur.

MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos; Petit Montparnasse 21 h: Trois fois rien. CEUVRE (874-42-52), 20 h 30 / Sarah ou le Cri de la langouste. PALAIS-ROVAL (297-59-81), 20 h 45: la Fille sur la banquette arrière.

RANELAGH (288-64-44), 18 h : l'Autre

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dinera

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : ie

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45; le Charimari. STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h ; Je Fautrail à bascule.

STUDIO-THEATRE BERTRAND (783-64-66), à 20 h 30 : Des souris et des TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) L

20 h 30 : Freud ; l'Ecume des jours : IL 20 h 30. THEATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Agir, je viens : 20 h 30 : Lettres de guerre : 22 h : les Emigrés, THEATRE D'EDCAR (322-11-02),
20 h 15: les Babas cadres; 22 h. Nous on
fail où on nous dit de faire.

THEATRE DU LYS (327-88-61),
20 h 30: l'Antichambre; 22 h 30: Inti-

THEATRE DE PARIS (280-09-30) L . 20 h 30 ; Peines de cœur d'une chatte an-

THEATRE 18 (226-47-47), 22 h: le Pa-THEATRE DE LA PLAINE (250-15-651, 20 h 30 : la Ménagerie de verre. THEATRE 13 (588-16-30), 21 h : l'Émoi

20 h 30 : Le mal court TRISTAN-BERNARD

(522-08-40). VARIETES (233-09-92], 20 h 30 : l'Eti-

# La danse

CLS.P. (343-19-01), 20 h 45 : Ballet CENTRE MANDAPA (589-01-60). PALAIS DES CONGRES (758-13-03), 20 h 30 : la Belle au bois dormant.

L'ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 b : Chacun appelle. THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Triptyque, Evolutrick, Water Woman.

THEATRE PRÉSENT 1203-02-55),
20 h 30 : K. Saporta, C \* Grand Magasin.

# Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : J. Beancarne. FORUM (297-53-47). 21 h : Tchock MARIGNY (256-04-41), 21 h Thierry Le Luron. OLYMPIA (742-25-49). 21 h: Serge Reggiani.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90). 17 h 30 et 21 h : Holiday on Ics.
PORTE DE PANTIN, aous chapitenn
(245-88-11], 20 h 30 : J. Clerc.

TH. DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 b 30 : Envoyez la musi-TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : Josefina.

THL DE PARIS (280-09-30), 18 & 30 :

# Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : R. Magili (Cho-pin, Liszı, Prokofiev) : 21 h : A. Ouzou-noff (Kagel, Globokar, Condé...). THEATRE DES CHAMPS-ELYSÉES, 20 h 30 : Orchestre National de Lille, dir. : J-Cl. Casadeaus (Weber, Schu-mann, Casadeaus...).

Jazz, pop. rock, folk

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Bo BIBLIOTHÈQUE PLAISANCE (541-24-73), 20 h : Ph. Marcus, M. Mergui, 3.-L. Lepagnot.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Sazon.

CLOTTRE DES LOMBARDS (233-54-09), 20 h : 3.-L. Miltenu, Mauro, Ferry : 3 23 h : Los Salseros.

DÉPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 : PALACE (246-10-87), 19 h 30 ; David

PATIO (758-12-30), 22 h : E. Cleanbead PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30: Watergale Seven + One.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h:
D. Huck, P. Diaz, G. Chevnucherie,

d'amour.

THÉATRE DU ROND-POINT (25670-80). — Grande Saite 20 h 30 ; Dylan.

THÉATRE DU TOURTOUR (88782-48) 18 h 30; le Crosse en l'air;

CL Luier.

En région parisienne

BAGNEUK, Th. -V.-Hago (663-10-54), 20 h·30; Lady Macbeth an village. MGNTREUIL, Salle Berthelot (858-65-33), 21 h: Travaux publics. SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59), 1: 20 h 30: la Légende d'Aga-memnon: II: 20 h 30: le Saporleau.

# cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

CHAILLOT (704-24-24) 15 h. Ombre et lamière, de H. Calef; 19 h. Hommage à P. Sturges: Trois bébés sur les bras, de F. Tashlin; 21 h. Carte blanche à Ph. Garrel: Sœur Anne, ne vois-tu tien venir?, de D. Dubroux; Je, tu il, elle, de Ch. Akerman.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h. Robim Spry: One man; 17 h. George Melfurd: The Viking; 19 h. Hommage & L. Gyöngyössy: Remous, de 1. Gani.

# Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.): Richelieu, 2\* (233-56-70); Quintette, 5\* (633-79-38]; Ma-signan, 8\* (359-92-82); George-V, 8\* (562-41-46); Français, 9\* (770-33-88]; Nutiuns, 12\* (343-04-67); Montparnasse-Pathé, 14\* (320-12-061; Guumunt-Snd, 14\* (320-12-061; Gaumont-Convention, 15\* (828-42-27); Mayfair, 16\* (525-27-06); Calypso, 17\* (380-30-11).

MADELEINE 100° Beethovell peter ustinov PETER: USTINOV

> BASILIQUE DE ST-DENIS mercredi 13 avril 20H3D WAR REQUIEM BRITTEN ONF dir LORIN MAAZEL

ALL BY MYSELF (A., v.o.) : St-Séverin, 5. (354-50-91). AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.)
(\*\*): Rio-Opéra, 2\* (742-82-54)

L'ARCHIPEL DES AMOURS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77).

L'AS DES AS (Fr.) : Colisée, 8 (359-

29-40).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.): Templiers, 3\* (272-94-56); Grand-Pavois, 15\* (354-46-85); Palace Croix-Nivert, 15\* (374-95-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.): Haussmann, 9 (770-47-55).

A BALANCE (Fr.): Quintette, 5 (633-79-38]; Marignan, 8 (359-92-82); Français, 9 (770-33-88); Maxéville, 9 (770-72-86); Montparnasso-Pathé, 14 (320-12-06); Grand Pavois (H.S.P.), 15 (554-46-85).

15\* (554-46-85).

BANZAI (Fr.): Gaumoni-Halles, 1st (297-49-70); Berlitz, 2st (742-60-33); Richelien, 2st (233-56-70); Quintette, 5st (633-79-38); Marignan, 3st (359-92-82); George-V. 8st (562-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 3st (387-35-43); Maxéville, 9st (770-72-86); Lumière, 9st (246-49-07); Athéna, 12st (343-00-65); Nation, 12st (343-04-67); Fuuvette, 1st (320-12-06); Gaumont Sud, 14st (828-42-27); Victor-Hugo, 16st (727-49-75); Wepfer, 18st (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20st (364-10-96)

LA BARQUE EST PLEINE (Suisso-All., v.o.): Hamefouille, & (633-79-38).

LE BATTANT (Fr.): Lumière, & (246-LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Clumy-

LA SELLE CAPTIVE (Fr.) : Clumy-Ecoles, 5 (354-20-12). BLADE RUNNER (A., v.f.) (\*) : Opéra-Night, 2 (296-62-56). LA BOUM N° 2 (Fr.) : Ambassade, 8\* (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.l.): Saint-Ambroise, 11º (700-89-16); Grand-Pavois, 15º (554-46-85). LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.n.); Grand-Pavoia, 15° (554-46-85).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.n.) : Studio Médicis. 5 (633-25-97) ; UGC Marbeuf, 8 (225-18-45).

- LOC. TGP 243.00.59-3 FNAC

L'HOMME DANS L'OMBRE (A. v.o.): Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14); Parnas-siens, 14 (329-83-11). (278-47-86). DANTON (Fr.) : Marbouf, 8 (225-Signs, 14 (329-83-11).

HYSTERICAL (A., v.o.): Ciné Bestbourg, 3 (271-52-36); Clany-École, 9:
(354-20-12); Normandie, 8 (3594]-18) - V.f.: Paramount-Opéra, 9:
(742-56-31); Paramount-Montparnasse,
14 (329-90-10).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME
(It., v.o.): Bonsparte, 6 (326-12-12).

LES ILES (Fr.): Olympic-Entrepôt, 14:
(542-67-42, h. sp).

L'IMPOSTEUR (It., v.u.): SaintGermain Village, 9 (633-63-20).

J'Al ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33); Cluny-Paisce, 3:
(354-07-76); Colisée, 8 (359-29-46);
Montparnasse-Pathé, 14 (320-12-06);
14 Juillet-Besugronelle, 15 (575-79-79),
MAYA L'ABELLLE (Autr., v.f.): Saint-

18-45).

DE MAO A MOZAET (A., v.o.); StAmbroise, 11- (700-89-16).

DARE CRYSTAL (A., v.o.): Movies, le
 (260-43-99); Paramonni-Odeon, 6 (325-59-83); Paramonni-Mercury, 8 (562-75-90) - V.f.: U.G.C.-Opéra, 2 (745-64-21); Paramonni-Orées 9- (745-64-21); Paramonni-Orées

LA COLONIA PENAL EL REALISMO SOCIALISTA. SOTELO, LA VOCA-TION SUSPENDUE. (Chi.), v.o.: Républio-Cinéma, 11º (805-51-33).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4

(\$62-75-90) - V.J.: U.G.C.-Opera, 2\* (742-56-31); Paramount-Opera, 9\* (742-56-31); Paramount-Bastille, 11\* (343-79-17); Paramount-Bastille, 11\* (343-79-17); Paramount-Galaxie, 13\* (580-18-03); Paramount-Onfeans, 14\* (329-90-10); Paramount-Orfeans, 14\* (540-45-91); Convention-Saint-Charles, 15\* (579-33-00); Passy, 16\* (288-62-34); Paramount-Maillot, 17\* (758-24-24); Paramount-Montmartre, 18\* (506-35-25). (606-35-25).
LES DIEUX SONT TOMRÉS SUR LA

LES DIECUX SONT TUMBES SUR LA TETE (Bost. - A., v. ang.): Gaumont-Halles, 1" (297-49-70): Quimette, 5" (633-79-38): George-V. 8" (562-4)-46): Marigonan, 8" (359-92-82): Parmassiens, 14" (329-83-11) · V.f.: Mazéville, 9" (770-72-86): Français, 9" (770-33-88): Nation, 12" (343-04-67): Fsuverta, 13" (331-60-74): Mistral, 14" (539-52-43): Montparnos, 14" (327-52-37): Gaumont-Convention, 15" (828-42-27): Images, 18" (522-47-94). MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.): Saim-Ambroise, 11 (700-89-16). LES MISERABLES (Fr.): Haussmann, 9 (770-47-55).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.): Arcades, 2° (233-54-58); Ciné-Beanhourg, 3° (271-52-36); U.O.C. Odčon, 6° (325-71-08); U.G.C. Montparnasse, 6° (544-14-27); Biarritz, 8° (723-69-23); Publicis Champs-Elysées, 8° (720-76-23); U.G.C. Boulevards, 9° (246-66-44); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); 14-Juillet-Beangrenelle, 15° (575-79-79); Paramount-Maillot, 17° (758-24-24).

MY DINNER WITH ANDRE (A. v.o.);

18' (522-47-94). DIVA (Fr.): Parshéon, 5' (354-15-04); Marbeul, 8' (225-18-45). LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) ; Epée de Bois, 5 (337-57-471.

L'ÉCRAN MAGIQUE (IL, v.o.) ; Donfert, 14 (321-41-01). L'EMPRISE (A., v.o.) (\*) : Paramount-City, 8\* (562-45-76) - V.f. : Paramount-Opéra, 9\* (742-56-31).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) -V.f.: Paramount-Opéra, 9 (742-56-31), V.f.: Paramount-Optra, 9 (742-56-31),
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.n.);
Gaumout-Halles, 1\* (297-49-70); Pagode, 7\* (705-12-15); Hantefeuille, 6\* (633-79-38); Gaumout Champs-Elysées, 8\* (359-04-67); Olympic-Entrepôt, 14\* (542-67-42); Parmassiens, 14\* (329-83-11) \* V.f.: Bretagne, 6\* (222-57-97), 83-11) - V.f.: Bretagne, 6 (222-57-97),
GANDHI (Ang., v.o.): Gaumont-Halles,
1\* (297-49-70); Cluny Palace, 5 (35407-76); Hautefenille, 6 (633-79-38);
Ambassade, 8 (359-19-08); Parnassiers, 14 (329-83-11) - V.f.: Richeliou,
2\* (233-56-70); Français, 9 (77033-88); Gaumont Sud, 14\* (327-84-50);
Miramar, 14\* (320-89-52); Wepler, 18\*

# LES FILMS NOUVEAUX

BERLIN-HARLEM (\*\*), film alle-mand de Lother Lambert. v.o. : Le Marais, 4\* (278-47-86).

LE CHOEX DE SOPHIE, film améri cain de Alan 3. Pakula, v.o. : Ciné-Beauhourg, 3' (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6' (325-71-08) ; U.G.C.-Odéon, 6" (323-71-08); U.G.C.-Rotonde, 6" (633-08-22); U.G.C.-Champs-Elysées, 8" (359-12-15); 14-Juillet-Bastille, 11" (357-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15" (575-79-79); v.f.: U.G.C.-Montparnasse, 6" (544-14-27); U.G.C.-Boulevards, 9" (246-66-44); Magic-Cuavenlinn, 15" (828-20-64); Clichy-Pathé, 18" (522-46-01).

46-01).

LE DÉMON DANS L'ILE (\*), film français de Francis Leroi ; Forum.

1\* (297-53-74); Berlitz, 2\* (742-60-33); Richelieu, 2\* (233-56-70); Studio de la Harpe, 5\* (634-25-52); Ambassade, 8\* (359-19-08); Saint-Lazars-Pasquier, 8\* (387-35-43); Maxéville, 9\* (770-72-86); Athéna, 12\* (434-00-65); Fanyette, 13\* Maxeviic, 9 (70-7-80); Attenta, 12 (343-00-65); Fanvette, 13 (331-56-86); Mantparnos, 14 (327-52-37); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (\*\*), film allemand de Lother Lam-bert v.o. : Le Marsis, 4 (278-

FUCKING CITY (\*\*), film allemand de Lothar Lambert, v.o. : Le Marais, 4\* (278-47-86). L'IMPÉRATIF, film allemand de

Krzystof Zagussi, v.u.; Studio Cujas, 4\* (354-89-22]; U.G.C.-Biarritz, 8\* (723-69-23); 14-Juillet-Bastille, 1]\* (373-90-81); Parnassiens, 14\* (329-83-11). Parnasiens, 14º (329-83-11).

MONSIGNORE, film américain de Frank Perry, v.n.: Paramount-Odéon, 6º (325-59-83); Publicis-Matignon, 8º (359-31-97); Ermitage, 8º (359-15-71); v.f.: Arcades, 2º (233-54-58); U.G.C.-Boulevards, 9º (246-66-44); U.G.C.-Gare de Lyon, 12º (343-01-59); Miramar, 14º (320-89-52); Paramuunt-Montmartre, 18º (606-34-25).

SI ELLE DIT OUL. JE NE DIS

SI ELLE DIT OUL. JE NE DIS PAS NON, film français de Claude Vital: U.G.C.-Opéra. 2 (261-50-32) : Paramount-Mariyaux, 2

50-32): Paramount-Marivaux, 2(296-80-40): Paramount-Odcon, 6(325-59-83); Monto-Carlo, 8- (22509-83): George-V, 8- (562-41-46);
Paramnu nt-Bustille, 12- (34379-17): Fuuvette, 13- (331-56-86):
Maxéville, 9- (770-72-86): Mistral,
14- (539-52-43); Montparnos, 14-,
(327-52-37): CnaventiunSaint-Charles, 15- (579-33-00);
Clichy-Pathé, 18- (522-46-01): Secrètan, 19- (241-77-99).

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU.

crètan, 19 (241-77-99).

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU, dessin animé américain de Ralph Bakshi, v.n.: Forum, 1\* (287-53-74); Hautefunille, 6\* (633-79-38); George-V, 8\* (562-41-46); Marignan, 8\* (359-92-82); Parmasiens, 14\* (329-83-11); v.f.: Impérial, 2\* (742-72-52); Maxéville, 9\* (770-72-86); Fauvette, 13\* (331-56-86); Mistral, 14\* (339-52-43); Mmutagnasse-Pathé. 14\* (320-84) Mmi parnasse-Pathé, 14 (320-12-06): Gaumont-Convention, 15 (828-42-27); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01). UN DIMANCHE DE FLIC, SIE

(1921-1941) (1921-

# COMMUNICATION

(522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20\* (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucer-

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.); St-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

NAAPET (Sov., v.o.) ; Cosmos, 6 (544-

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Biarritz, 8\* (723-69-23).

L'EIL DU TIGRE ; ROCKY III (A.

PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6 (325-59-83).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.): André-Bazin, 13 (337-74-39).

LE RUFFIAN (Fr.) : Paris Loisirs Bow-ling, 18\* (606-64-98).

SANS SOLETL (Fr.): Action-Christine, 6-(325-47-46).

Hollywood-Bonievard, 9 (7/0-10-1).

THE VERDICT (A., v.o.): CinéBenuhourg, 3- (271-52-36); UGC Denton, 6- (329-42-62); Mariguan, 8- (35992-82); Biarritz, 8- (723-69-23) - V.f.:
Berlitz, 2- (742-60-33).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ?

(326-48-48).

TOOTSIE (A., v.o.): Gaumout-Halles, 1"
(297-49-70); Si-Germain Studio, 5"
(633-63-20); UGC Rotonde, 6" (63308-22): UGC Odéon, 6" (325-71-08);
Cnlisée, 8" (359-29-46): Biarritz, 8"
(723-69-23); 14 Juillet-Beangrenelle, 15" (575-79-79) · V.f.: UGC Opéra, 2"
(261-50-32); Richelieu, 2" (233-56-70);
Brotagne, 6" (222-51-971: UGC Boulevards, 9" (246-66-44); Nation, 12" (343-04-67); UGC Gohelins, 13" (336-23-44); Gaumont-Sud, 14" (327-84-50);
Magic-Convention, 15" (828-20-64);

Magic-Convention, 15\* (828-20-64); Paramount-Maillot, 17\* (758-24-24); Clichy-Pnlhé, 18\* (522-46-01);

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.4 14 Juillet-Parmasse, & (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.): Gaumont-Halles, 1st (297-49-70); Vendôme, 2st (742-97-52); Saint-Germain Huchette, 5st (633-63-20); Ambassade, 8st (359-19-03); Kinopanorams, 1st (306-50-50).

LE TRIANGLE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46) ; Paris Loisirs Bowling, 18 (606-64-98).

UNE GIFLE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6\* (544-28-80).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.): Paramouni-Munimartre, 18 (606-34-25).

34-23).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : StMichel, S (326-79-17) : Elysées-Lincoln,
S (359-36-14) · V.f. : Français, 3 (77033-88) : Montparnos, 14 (327-52-37).

A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION? (A., v.o.): Ciné Beaubourg. 3º (271-52-36); Saint-Michel, 5º (326-79-17); Publicis Saint-Germain. 6º (222-

79-17); Publicis Saint-Germain, 6\* (222-72-80); Le Paris, 8\* (359-53-99); Paramount City, 8\* (562-45-76) · V.f.; Paramount Marivaux, 2\* (296-80-40); U.G.C. Opéra, 2\* (261-50-32); Paramount Opéra, 9\* (742-56-31); Max Linder, 9\* (770-40-04); Paramount Bastille, 12\* (343-79-17); Paramount Galaxie, 13\* (580-18-03); Paramount Montparamase, 14\* (329-90-10); Paramount Orléans, 14\* (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15\* (579-33-00); Paramount Maillot, 17\* (758-24-24); Les

mount Maillot, 17 (758-24-24); Les Images, 18 (522-47-94); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

YOL (Ture, v.o.) : 14 3uillet-Parmuse, 6: (326-58-00); v.f. : Capri, 2: (508-11-69).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (\*\*) Hollywood-Boulevard, 9 (770-10-41).

14: (329-90-10).

v.o.): Publicis Champs-Elyaces, 8' (720-76-23) - V.f.: Paramount-Opéra, 9' (742-56-31); Paramount-Montparnasse,

maire, 64 (\$44-57-34).

## LES CATHOLIQUES ET L'HUMOUR

# Une tempête dans un verre d'eau bénite

L'arroseur arrosé? L'humoriste Jacques Martin ne trouve pas cela drôle du tout. • La condamnation des comédiens par le concile d'Arles en 314 (1) serait-elle taujours en vigueur? demande-t-il doctement. Dans ce cas, je vous donne rendez-vous sur la Place du Vieux Marche à Rouen, où je serai brûlé comme hèrétique, apostat, relaps...

De quoi s'agit-il an juste? Depuis quelques temps, les autorités de l'Eglise catholique s'émeuvent des artaques contre la religion qu'ils croieni percevoir dans les médias, notamment à la télévision. La commission épicospale de l'opinion publique, par exemple, a recemment fait savoir qu'elle partage l'émotion des ehrétiens qui - ant été atteints en ce qu'il y a de plus respectable dans leur sensibilité catholique, par des plaisanteries insistantes et camme convergentes d'amuseurs publics manifestement égarés loin de l'humour dont il font profession. au bord de bas-fonds, de sarcasmes intolérables.

intolérables. Si les évêques, anteurs de ces lignes, no désignent pas nonmèment les « amuseurs publics » visés, une question posée au cardinal Jean-Marie Lustiger, arehevêque de Paris, dans une interview publié par Télé 7 Jours (2-8 avril), sous le lutre « Les attaques TV contre l'Eglise? Une violence qui avilit « . met les points sur les l' » « La fai est sauvent attaquée à la télévision, ridiculisée par Stéphane Collaro ou Jacques Martin. Alors comment réagissez-vous? », lui demande Robert Serrou. bert Serrou.

14: (329-90-10).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.): Forum, 1: (297-53-74); Impérial, 2: (742-72-52); Quintette, 5: (633-79-38); Pagode, 7: (705-12-15); Marignan, 3: (359-92-82); Saint-Lazere Paquier, 8: (361-10-60); 14 Juillet-Bastille, 11: (343-79-17); P.L.M.-Saint-Jacquet, 14: (589-68-42); Bienvenue: Montparnasse, 15: (544-25-02).

PARTNERS (A. VO.): Paramagnet. bert Serrou.

« Je crois qu'il y a là quelque chose de scandaleux, répood Mgr Lustiger, une barrière qui a été franchie. Je sais : certains estiment que c'est une réaction de défense des catholiques parce qu'ils seraient minoritaires et que, du coup, ils deviennent susceptibles. Or. moi, je pense que l'enjeu, ce n'est pas cela du tout, il y a une chose qui fait CAPEOIL, & (323-37-33).

LA PETITE BANDE (Fr.); U.G.C. Opera, 2° (261-50-32); Marbeuf, 8° (225-18-45); Olympic-Entrepot, 14° (542-67-42); Paranssiens, 14° (329-LE PRIX DU DANGER (Fr.) (\*) : Mar-beul, 8\* (225-18-45). du tout. Il y a une chose qui fait partie fondamentalement des droits PROSTITUTE (Ang., vo.) (\*\*): Epéc de Bois, 5\* (337-57-47); Sulnt-André-des-Aris, 6\* (326-48-13). de l'homme et du sacré de la vie humaine, c'est ce qui appartient au sa-RAMBO (A., v.o.) (\*): UGC Danton, 6\* (329-42-62); Ambassade, 8\* (350-19-08); Normandie, 8\* (359-41-18) - v.f.: Berlitz, 2\* (742-60-33); Rex. 2\*

une grande différence avec le fol-klore, disons l'anticléricalisme qui fait partie du folklore français de-(236-83-93); UGC Gare de Lyon, 12: (343-01-59); Paramount, Galaxie, 13:

# Élevés par les jésuites

puis plusieurs siècles (...) ..

(34)-01-39; Paramount Garace, 15-(580-18-03); Paramount Montparnasse, 14- (329-90-10); Mistral, 74- (539-52-43); Convention Saint-Charles, 15-(579-33-001; Clichy-Pathé, 18- (522-46-01); Tourelles, 20- (364-51-98). Directement mis en cause, les deux humoristes répliquent verte-ment pour se défendre contre ce ou'ils considèrent comme - une IES SACRIFIÉS (Fr.): Forum, 1" (297-53-74); Olympic, 14" (342-67-42). SANS RETOUR (\*) (A., v.o.): Paramount-Odéon, 6" (325-59-83); Am-baseade, 8" (359-19-08); Parnassiens, 14" (320-30-19) - V.f.: Lumière, 9" (246-49-07). campagne orchestrée par la presse catholique ». « Je suis catholique, croyant mais non pratiquant, dit Stephane Collaro, et je ne suis pas anticlérical, même si j'ai été éleve par les jésuites... Si on s'en prend à moi, c'est à cause d'un sketch que l'ai monté il y a cinq mois, et qui montrait le Christ en croix. Le but n'était pas de choquer mais d'amu-

- Je reconnais, toutefois, que cela a choqué ma mère, ainsi que ma grand-mère. C'est pourquoi j'ai dé-cide, à regret, de renoncer à traiter de la religion. Mais, set unique exemple sert de prétexte à une véritable campagne. Si Mithèle Costa, présidente de la Haute Autorité, a reçu 4 000 lettres c'est que les gens ont été mobilisés. On a même fait circuler des pétitions : une à Bayeux

a recueilli 700 signatures. • Quant à Jacques Martin — ancien élève, lui aussi, des jésultes , chez qui il a passé neuf ans — il se déclare « catholique », mais aussi ; agnostique pratiquant » — e est à dire, explique-t-il, » je pratique l'agnosticisme ». Pourrant, ajoutot-il, » je ne suis ni anticièrical, ni manheur de curés. On peut plaisanter sur cures. On peut plasanto sur l'Eglise, mais pas sur les dognes ou sur la croyance des gens. Je vou-drais qu'on me dise, d'ailleur, en quoi j'ai pu choquer. Les seule remarques que je me suis permises sont des questions sur le catéchime aux enfants dans « l'Ecole les fans .

A l'archevêché de Paris, enfin, en fail trois remarques. Premièremen, les deux noms étaient cités dans à les deux noms étaient cités dans à question mais pas dans la réponse en laissant entendre que d'autres étaient visés que MM. Martin et Collaro; deuxièmement, on persiste à dénoncer des attaques « allusives au grossières » contre la religion — à tel point, dit-on, que la Haure Autorité a dû intervenir auprès des directents des trois e haures et torisièrectenrent des trois ehaînes; el troisiè-mement, on souligne la distinction entre un antieléricalisme de bou aloi, qui montre que la religion est bien vivante et une dérision pour )es ehoses sacrées, « qui montre que la religion est considérée comme

N'y aurait-il pas une autre hypothèse? A savoir que l'humour prend pour cible ce qui est le plus fondamental enez l'homme: la vie, la mort, la religion. C'est lorsque la religion disparait du répertoire des hu-moristes que l'Église devrail s'in-

quići*e*r. ALAIN WOODROW..

(1) Le concile d'Arles n frappe d'exnunication les gens de cirque.

la télévision et son

. . . . .

1 W. . . .

Or Same

The state of the con-

The same of

All Mark

And the second

74 y

SUIS THE UNITED PARTY

1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964 - 1964

Annual Advisor

and the second of the second of

and the same of th

and when the rights it was

in the same of the same

----

The second Provide Asset

many a star of the star of

the second second second second second

A Service 4

a support, frames ه اس⊅و سده . . . a meaning 

- CHARLEST OF BEEN والماليم والمسترز القالبود خالبت خدود in the ball of the good A STATE PARKET The second second second 1 - 4 De 20 45 45 45 ... المراجعة المراجعة والمراجعة والمراجعة والمراجعة والمراجعة والمراجعة والمراجعة والمراجعة والمراجعة والمراجعة وا Ter & Section.

The second second second The second of the second of the second and a second of the second and the same sugar reasons for against

The second section of the second to some a section

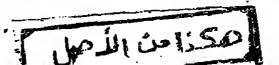
the same of the same of

era sum dat an era

" 15 ... Was Headington \*\*\* The state of the s A STATE OF THE STA

The state of the s 

And the second s 



hangers, pardon ces stabulations.

qui permettent de condamner les

On aurait bien aimé savoir

aussi si les fermiers de la Beauce

sont eutant à plaindre que ceux

du Calvados, et combien ils paient

d'impôts... Je connais des pay-

sans heureux. Et prospères. Ca

existe. On n'en e pas tellement

parlé eu cours du débat qui e suivi

ce reportage. Normal. Il s'agissait

d'alerter les pouvoirs publics sur

ce qui n'allait nes : les fameure

montants compensatoires - on

eurait quand même pu nous rap-

peler en quoi ca consista au juste

- et les prix et les coûts de le

production. Pour travailler le

terre, sujourd'hui, il faut être caoi-

taliste et fils unique tellement ca

revient cher, a lancé un des in-

vités. François Guillaume, le pa-

tren de la F.N.S.E.A., s'est

rencontre ce jeudi son nouveau

ministre, Michel Rocard. De quoi

crovez-vous ou as vont a entrete-

nir ? Je vous le donne en mille :

des prix à la production et des

CLAUDE SARRAUTE.

fiance à l'égard d'un organisme in-dépendant de la télévision (2) mais

Il fant ajouter que chaque chaîne

a sécrété depuis 1974 son propre ser-

vice d'études, plus ou moins actif, mais jaloux de ses prérogatives. Or

chaque société de progremmes

contribue au finaocement da

C.E.O., avec une dotation séparée

pour l'Audiniat. De là à penser que cet argent pourrait revenir à chaque service d'études en ne conservant qu'un fonds collectif pour l'Audi-

Pas fort dangereux, d'eutant que

le C.P.O. est, depuis la loi de juil-

let 1982, dans une situation incon-

fortable : ancun article ne men-

tionne son existence ni ne précise sa

mission. Dépendra-t-il toujours des

services du premier ministre ou sera-

t-il rattaché à une instance de la

communication audiovisuelle, ou ris-

que de perdre son indépendance par

rapport aux sociétés pour lesquelles

C'est pour conjurer ce risque que

le C.E.O. multiplie aujourd hui acti-

vités autonomes et prestations exté-

rieures. Des initiatives qui profite-ront de toutes façons aux sociétés de

radiotélévision : en ceruant mieux le

développement de la péritélévision

(vidéo, télématique), on en apprendra plus sur le comportement du té-léspectateur. Mais, à travers cette

série d'études, le C.E.O. cherche

surtout à prouver la cohérence et

l'efficacité de soo fonctionnement,

en développent de nouveaux instru-

ments d'analyse liés à l'évolution de

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Dant la loi de 1974, une note de

qualité intervenait oussi dans la réparti-tion de la redevance pour pondérer les

(2) Le C.E.O. est rattaché au Service juridique et technique de l'information (S.J.T.L.), dépendant du premier ministre et mis à la disposition du minis-

la communication audiovisuelle.

lié à son financement ?

mat, il n'y a qu'un pas,

il travaille.

mon-tante-com-pan-sa-toires.

vaches à le prison à vie.

Jeudi 31 mars

sous-titrée).

h 40 Journal.

FRANCE-CULTURE

FRANCE-MUSIQUE

suivi de - Hors texte -, de M. Floriot. 22 h 30, Nuits magnétiques : la belle.

G. Cov, M. Monoshov, M. Varshaviak, J. Monte (v.o.

Un jeune homme, enrôle dans les parachutistes, ne sup-

porte pas les rigueurs de l'entrainement. Un officier cause sa perte en essayant, moladroitement, de l'aider.

Film inedit en France, intéressant par son sujet mais qui semble assez ambigu dans sa position par rapport au

corps d'élite de l'armée israélienne. A voir et à discuter.

h Débet : Une erméa comme las autres ? Avec Y. J. Ne'Eman, réalisateur du film, Z. Sternhell,

professeur à l'université de Jerusalem, C. Avital,

ninistre, conseiller à l'ambassade d'Israel à Paris.

23 h 2 Une minute pour une imege, d'Agnès Varda.

23 h 5 Prélude à le nuit. Études nº 7 et nº 8 de Claude Debussy, par C. Zerah au

h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'inferctus, flèau social, avec le professeur A. Vacheron.
 h, (Manque d'iAventures en Patagonie, de P. Keineg-Avec P. Clevenot, B. Bloch, M.-G. Pascal, P. Nzonzi,

20 h 30, Concert (donné à l'Auditorium 105 de Radio-France le 14 janvier 1982) : - Ouverture pour toute l'har-

monie sans violon - de Mehul; - Pastorale variée dans le style ancien - de Pierne; - Sérénade - de R. Strauss;

Danses de kermesses rhénanes - de Zimmermann; - Canazoni per sonar - de Wernar; - En par là - de

Lavano: • Winds • de Constant : par les philharmonistes de Châteauroux, dir. J. Komives. 22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit :

:ge 13

Tion du Cyages. su ét les Das ies Faut-it gate de voruee Fishce B:6:165 6".6 #: SOR

-2... : 5-£ . -5 T 1:-

· /e.

4.0 ے۔ بت le: r Ke 70:0

್ದ: ರಕ 1.1 0.44 

1.15 3

:0.7:

وينزتون ice no di 24.40 22 .... GALLI 43 36 ment

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI te AVRIL M. René Souchon, secrétaire d'État chargé de l'agriculture et de la forêt, est l'invité de l'émission « Plaidoyer »

- Mgr Lustiger, archevêque de Paris, est l'invité du journal d'Europe I, à 19 à 30. VENDREDI 2 AVRIL

- L'abbé Jean-Michel Di Falco, est reçu à l'emission Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 30.

# 18 h 55 Tribune libre. La C.F.D.T.

# Un coup de pouce? 759.31.33

En avant Citroën!

CITROËNA

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 35 Téléfilm : les Beaux Quartiers. d'après le romao de Louis Aragon, adaptation de P. Savatier, réal. Jean Kerchbron, avec B. Brieux, R. Lafont, J.P. Puymartin, J. Guiomar... (première

partie). Eté 1912 à Seriane. Les deux fils du docteur Barbentane (radical de gauche) sulvent chacun leur chemin. Tandis qu'Armand découvre les injustices sociales. Edmond fréquente la jeunesse dorée. Un feuilleton

22 h 10 Documentaire : le Chemin des Indians morts. Emission de J. Arlaud et M. Petrin, nº 2. La descendance d'Isho. Protiques et conceptions de la mort chez les Indiens d'Amazonie. Un documentaire très

Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

n 35 Magazine: Hesistances. de B. Langlois, rèel. P. Desfons. Quatre reportages sur les droits de l'homme: les Hai-tiens en République Dominicaine: le procès du KOR avec A. Smolar représentant du syndicat Solidarnosc; les prisonniers politiques en Ouganda et l'affaire Vanni Mulinaris en Italie.

h 40 Magazina : Les enfants du rock. Au sommaire: Ferry féwies (portrais de Bryan Ferry); Haute-Tension ( la télévision d'hier et celle d'aujawd'hui, avec Hansymoan Killers, Interlude Wonder...); et le jeu: l'Impeccable.

20 h 35 Magazine : Résistances.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

HF 12 (info).

13 h Journal.
13 h 50 Portes ouvertes.
Une activité pas comme les autres.

C'est à vous.

19 h 20 Emissions régionales.

Roux, Gérard Hernandez.

18 h 25 Le village dans les nuages.

20 h 35 Veriétés : Quelle autorité !

De M. et G. Carpentier.

Avec Jacqueline Maillan, Jean-Marc Thibault, Michel

h 40 Série : Lucien Leuwen. D'après le roman de Stendhal, adapt, J. Aurenche et P. Bost. Réal. C. Autant-Lara, avec B. Garcin, N. Jamet,

Bost. Real. C. Autsni-Lara, avec B. Garcia, N. Samet, A. Lualdi...
1832: Lucien Lewen, fils d'un riche banquier, chasse de l'Ecole polytechnique, tombe amoureux de Mothilde de Chastelier et s'immisce dans les milieux aristocratiques. Une coproduction internationale rediffusée à l'occasion de l'Année Stendhal.

22 h 40 Histoires naturelles : la pêche du brochet

en blande. Émission d'E. Lalou, I. Barère et J.-P. Fleury.

23 h 10 Journal et ainq jours en Bourse.

Journal (et à 12 h 46).

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h 35 Série: Médecins de nuit.

Le bizusage ». Réal B. Gridaine, Avec C. Allegret,

Violence et incompréhension dans une usine désaf-

factée : M= Toussor, victime d'un bizutage sévère, est sauvée de justesse par un médecin de nuit...

Magazine littéraire de 15. Prvot.

Sur le thème: « La langue française n'est pas xénophobe », sont invités: M. Beti (les Deux Mères de Guillaume Ismall-Dzwatama), M. Charef (l'Eté au harem
d'Archi Ahmed), A. Eghbal (l'Espèce estrante),
V. Rhoury-Ghata (Vacarme pour une lune morte).

M. 7/lli (Gloire des sables), A. Bounemeur (les Bandits

23 h 5 Ciné-club (cycle Satyajit Ray) : La trilogie

d'Apu (nº 3, « le Monda d'Apu »). Film indien de S. Ray (1959), avec S. Chatterjee

S. Tagore, S. Mukherjee, A. Chakravarty (v.o. sous-

Sorti de l'université de Calcutta avec un diplôme, Apu

ne trouve pas de travail. Il est amené à se marier dans

d'étranges conditions et connaît un bonheur qui ne

12 h 10 Jeu: L'Académie des neuf.

13 h 35 Emissions régionales. 13 h 50 Série : La vie des autres.

Sport : Tannis.

19 h 20 Emissions régionales.

Journal.

h 35 Apostrophes.

22 h 55 Journal

Magazine littéraire de B. Pivot.

19 h 45 Le théâtre de Bouvard.

14 h 5 Aujourd'hui is via.

**DEUXIÈME CHAINE: A 2** 

10 h 30 ANTIOPE

L'engagement.

17 h 50 Récré A 2. 18 h 30 C'est la vie.

15 h

16 h 30 Croque vecances.

18 h 50 Histoire d'en rire.

Journal

19 h 5 Météorologie.

19 h 45 S'il vous plait.

20 h

11 h 15 Vision plus.

12 h 30 Atout cour. .

20 h 40 Cinéma sans visa: Paratroopers. Film israélien de Y. Judd'Ne'Eman (1976), avec

### contenté de rectifier légerement le tir: pour ouvrir une exploitation, il faut, oui, être riche à millions. Il

19 h 10 Journel.

Vendredi 1er avril

19 h 20 Emissions régionales. 19 h 55 Dessin enimé. Les jeux.

20 h 30 D'eccord pas d'eccord (I.N.C.).

20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopéde. 20 h 35 Vandredi ; Vietnam, les dures ennées de

paix.
De M. Croce-Spinelli, Magazine d'information d'A. Campana.
Un reportage au Vielnam réunifié, à Hanoï, Salgon (Ho-Chi-Minh-Ville). Situation politique, économique, après trente années de guerre.

21 h 35 Magezine de la photo : Flash 3,
De J. Bardin, P. Dhostel et J. Eguer.
Revue de presse : Flash back : les Calatypes ; Portrait
de J.-Françals Jonvelle : flash pratique : développer
soi-même ses films couleur.
22 h 30 loureal

22 h 20 Journal. 22 h 38 Une minute pour une Imaga. D'Agnès

22 h 40 Préluda à le nuit. Le banjo de L Moreau Gottschalk, par Cyprien Katsaris, au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales: les graines.
8 h, Les chemins de la commissance: Les transformations du monde rural: à 8 h 32: Visages de Nikos Kazantzaki.

9 h 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge : • Le scepire et la mascone -, de Maurice Lever, 11 h 2. Musique : les Paques à New-York, de B. Cendrars.

12 h 5, Agona. 12 h 45, Panorama: le roman policier. 13 h 30, Chanson d'avril. 14 h, Sons: à Cherbourg.

14 h 5, Ua livre, des voix : · Une femme perdue ·, de Claire Dumas. 14 h 45. Les après-midi de France-Culture : les Inconnus de l'histoire (le roi Magas). 16 h. Processions d'Espagne. 18 h 30, Feuilleton : La certaine France de mon grand-

pere. 19 h, Actualités magazine. 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : la

20 h. Des nuages et des borloges : la philosophie de Karl Popper, avec R. Bouveresse et C. Schmid. 21 h 30, Black and blue : le jazz et les gangsters.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin : œuvres de Mendelssohn, Liszt, Stamitz, Scriabine, Schumann.
8 h 7. Le Bougolama 8-9.
9 h 5, D'une oreille l'autre : œuvres de Beethoven, Ravel, Debussy, The Beatles, Wagner, Liszt, Hindemith, Stravinsky, Rachmaninov, Prokofiev.
12 h, Equivalences : œuvres de Messiaen.

12 h. Equivalences: curvres de Messiaen.
12 h. Jeanes solistes (en direct du Studio 1191: œuvres de J. Brahms, par le Tria Calliope.
14 h 5, Boire à musique: Amy.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h. Musicieus à l'œuvre: Saint-Saëns, Debussy, Ravel, Stravinsky, Wagner, R. Strauss.
17 h 5, L'histaire de la musique: Monteverdi.
18 h 30, Studio-Coucert (en direct du Theâtre du Ranelagh à Paris): œuvres de Weiss, Losy, J.-S. Bach par H. Smith, luth.
19 h 38, Jazz: le elavier hien rythmé.

H. Smith, luth.

19 h 38. Jazz: le elayier hien rythmé.

20 h. Coecet (donné à Bayreuth 1982): - Parsifol - de Wagner: par les ehœurs et orchestre du Festival de Bayreuth; dir. J. Levine; ehef des chœurs: N. Balatsch; sol. S. Estes, M. Salminen, H. Sotin, P. Haffmann, L. Rysanek, F. Mazura.

# d'homme - dans le grand cycle de la vie et de la mort. Le style de Satyajit Ray, à la fols réaliste et lyrique, est toujours admirable.

TROISIÈME CHAINE : FR 3 18 h 30 Pour les jeunes.

indiqué qo'ils o'entreprendront pas d' actions communes immédiates -. Les deux organisations doivent se revoir dans une dizaine de jours, après evoir examiné les propositions salariales faites par le collège patronal, au cours des négociations sur l'élaboration d'une convention collective nationale. La C.F.D.T. a estimé que ces propositions constimaient - une base de départ négoclable . Deux autres réunions avec l'Association des employeurs du secteur public de l'eudiovisuel, désormais présidée par M. Jacques Pomonti, président de l'INA (en remplacement prévu de M. Jean-Noël Jeanneney, P.D.-G. de Radio-France), doivent avoir lieu les 12 et

## chaînes devant le mécontentement du public, soudain relayé par la Car c'est là la question fondamen-

J'suis qu'un pauv' paysan

lege de cinq cent quetre-

vingt-onze hebitants près de

Caen. On a entendu pertout la

même conplainte, dont le refrain

donne la rime à l'emprunt destiné

à moderniser l'entreprise, à la

rentabiliser. Emprunt quasiment

force et indéfiniment renouvelé

pour qui est happe - ils le sont

pratiquement tous - per cette

spirale infernale : la baisse des

prix à la production oblige à pro-

duire davantage, donc à investir,

donc à emprunter à nouveaux

frais : les 12 % d'intérêts exigés

Si encore ces tracteurs, ces

moissonneuses-batteuses leur

permettaient de gagner plus en

travaillant moins, bon, ca irait.

Mais ce n'est pas le cas, il s'en

faut. Le machine est increvable,

sort par tous les temps, ionore les

heures des repas et les a rendus

esclaves de sa triomphante effica-

cité. lle en sont à regretter l'épo-

que bénie où la journée s'écoulair

au pas lent des chevaux foulant

les sillons d'un sabot silencieux.

Nous qui pensions que l'élevage

industriel leur facilitait énormé-

ment le tache ! Il peraît que non,

pas vraiment. A quoi bon, elors.

ces horribles & H.L.M. à co-

chons », ces cages à veaux et ces

La télévision et son audience

quences, et l'on comprend mieux le .

flottement des directions des

per le Crédit agricole.

Il y e deux catégories de Fran-

cais qui ont changé de visage

pendant l'occupation, et quarante

ans plus tard, curieusement, il en

est resté quelque chose. Ce sont

les commercants et les agricul-

teurs. C'étaient les rois à l'épo-

que, les rois hautains, bougons,

capricieux d'un maccessible pays

de cocagne, dont la morgue mo-

queuse (rappelez-vous Au bon

beurre) a'amusait à privilégier ou

à piétiner, selon l'humeur du mo-

mant, les cliente à l'échine

ployée, au sourire flagorneur,

venus mendier une barre de savon

ou 100 grammes de beurre. Je

me souviens de ces arrivées à bi-

cyclette sous une pluie glacée

dane des coors de farme

énormes, hostiles, désertes, dé-

fendues par des chiens rageurs, et

de ces petites portes vitrees où

l'on allait frapper pleins de honte

et d'aspoirs souvent vertement

De les voir percer ensuite leurs

fûts, déverser aux carrefours des

montagnes de patates, de me-

lons, de tomatas, n'e pas telle-

ment comribué è effacer cette

image, pourtant fausse, on le dit,

on le répétait encore marcredi soir

(« Paroles de peysans », sur

TF 1). On nous e emmenés è

Saint-Georges-d'Aunay, un vii-

(Suite de la première page)

Elle enregistre tout changement

d'état du récepteur (allumage, ex-

tinction, changement de canal) avec

Secodip, qui traite les résultats.

nière claire et synthétique l'au-

la mesure de l'audience est un enjeu

la répartition d'une fraction de la re-

devance entre les quatre sociétés de

La manne publicitaire

Parallèlement, les méthodes s'af-

finent avec la mise en place d'un pa-

nel postal. Les mille quatre cents

personnes composant l'échantillon

(renouvelé par quart toutes les deux

semaines) remplissent pendant huit semaines un véritable carnet de

bord. Elles y notent, emission par

émission, leur écoute de toutes les

ext complété par un panel « jeunes »

(de huit à quatorze ans) et, phis ré-

cemment, par un panel « enfants » (de trois à sept ans), qui font l'objet de trois vagues de sondages par an.

La masse de données recueillies

permet au C.E.O. de fournir à cha-

que station des résultats très dé-

taillés : volume d'écoute et audience, durée moyenne d'écoute et

distribution par chaîne, fréquence d'écoute et ventilation de l'audience

par catégories de population. Seul inconvénient : les résultats s'éche-

loanent entre trois et cinq semaines

après la diffusion des émissions.

Toutefois, si les professionnels de la

télévision ne jurent plus que par

l'Andimat, ce n'est pas sculement en

raison de la rapidité de traitement.

L'Audimst introduit en effet une

réévaluation - sensible des tanx

d'audience par rapport au panel pos-

Totaliser le nombre de foyers

ayant un poste allumé ou les durées

d'écoute d'un individu ne revient pas

tout à fait au même. Dans le pre-

programmes (1).

une précision de deux secondes. Néanmoins, pour que ces changetale : à quoi servent les chiffres d'auments restent significatifs (un cerdience? Ils out d'abord un grand tain nombre de postes s'allument eupoids financiers. La Régie française tomatiquement sur TF 1 par de publicité les utilisent pour attirer exemple), ils ne sont pris en compte qu'an bout de trente secondes. Ces les armonceurs, et ou sait que lestrois chaînes se disputent cette données sont transmises par télémanne publicitaire necessaire à leur phone à l'ordinateur central de la fonctionnement. Par la même, le taux d'audience devient un instru-Installé au second semestre de ment de pouvoir an sein des sociétés 1981 par le C.E.O., l'Audimet & de programmes: Jalousement gardé conquis d'emblée les professionnels secrets par la présidence ou la direcde la télévision, qui peuvent ainsi connaître rapidement et d'une mation des programmes, les chiffres peavent faire pression an moment opportun sur des producteurs ou des réalisateurs laissés dans l'ignorance de leurs résultats. Même lorsqu'ils dience de leers émissions. Depuis 1967. l'O.R.T.F. utilisait des sondages pour obtenir une mesure circulent plus librement, ils gardent leur caractère de sanction. S'ils sont de 1974, le Service des études debons, si « Champs-Elysées » dépasse vient le Centre d'études d'opinion; « Dallas » pour une semaine, ou boit le champagne et on envoie des comfondamental puisqu'elle entre dans. muniqués triomphants. S'ils sont

modifie la programmation. Réflexes naturels mais souvent trop précipités, irréfléchis. Les chissres de l'Audimat ou ceux du panel postal, explique Mme Hélène Monnet, ches du service des études et de la qualité au C.E.O., sont des données flables et complémentaires. Mais ce ne sont que des données. Leur utilisation suppose une analyse, une interprétation. Il faut prendre en compte des durées et des contextes de programmation, des évolutions d'audience. Et, en fonction de ces premiers résultats, poursuivre l'étude en posant des queschaînes et y ejoutent une note de satisfaction. Ce sondage permanent eftions complémentaires au public. Le C.E.O. pourrait faire tout cela. Le fectué ouprès des plus de quinze ans

mauvais, on s'affole, on change de

présentateur, on arrête la série, on

# La méfiance des sociétés

problème, c'est qu'on ne lui de-

mande que très rarement.

de programmes

Le panel postal est un instrument lourd et coûteux, mais riche en possibilités. Pour rentabiliser ce son dage permanent, le C.E.O. insère dans ses carnets d'écoute plus de cinquante questionnaires par an sur les sujets les plus divers : équipement des ménages, attente de public, jugement sur un type d'émissions ou une campagne électorale, attitude envers les nouveaux médias. « De tels questionnaires, remarque

mier cas, les chiffres sont nettement supérieurs. Nombre de producteurs on de responsables d'unités de programmes se sont ainsi servis des les responsables des programmes chiffres Audimat pour prouver la utilisent insuffisamment ce remarprogression de leur audience ou le succès d'une nouvelle émission en les comparant au panel postal de l'année précédente. Au second se- 1981, le C.E.O. n'a jamais été mestre de 1981, en pleine mutation de la télévision, cette légère « impré-cision » n'était pas sans consé-d'une émission. Irresponsabilité des 19 avril.

# Prochain article:

critères d'audience.

La Tour de Babel des téléspectateurs.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des techniciens de l'audiovisuel, réunis mercredi 30 mars, ont

Pour savoir comment financer l'achat ou la location de votre

véhicule, appelez Ctroen, du lundi au samedi, de 7 h à 21 h sans interruption.

quable instrument. Fait significatif: lors des grands changements de contacté pour étudier une nouvelle

Mme Monnet, nous ont permis de détecter très tôt des mouvements d'opinion reis que la montée des radios libres ou celle des magnetoscopes. Mais la plupart de ces enquêtes ont été menées à l'initiative du C.E.O. et restent inexploitées par la télévision. ». A quelques fares exceptions près,

# Les services ouverts ou fermés

BANQUES. — Elles seront fermees du vendredi 1" avril à partir de 11 h 45 (ou de 12 beures) jusqu'au mardi 5 avril PRESSE. - Les quotidiens parisiens

paraissant le hundi paraîtront normale ment hundi 4 avril.

GRANDS MAGASINS. - Les grands magasins parisiens seront ou-verts samedi 2 avril aux beures habimelles. Ils seront fermés lundi 4 avril. R.A.T.P. - Service réduit des di-manches et jours fériés lundi 4 avril.

P.T.T. - Les bureaux de poste, guichets de paiement à vue, agences com-merciales et téléhoutiques seront fermés lundi 4 avril. Il o'y aura pas de distribution de courrier à domicile, Toutefois, resterout ouverts les be-reaux qui le sont habituellement le dimanche. Ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au gulchet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux abounés des hoites postules. En outre, le fundi de Pâques, le bureau situé au chef-lieu de département sera correct de 9 houres à département sera correct de 9 houres manche. Ces bureaux assureront les département sera ouvert de 9 heures à 12 heures. Samedi 2 avril, les services des P.T.T. fonctionneront dans les conditions habituelles.

ALLOCATIONS FAMILIALES. -ALLOCATIONS FAMILIALES. ~

Les services d'accueil du siège et des
mités de gestion de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne
seront fermés au public du vendredi
1" avril à 12 heures au mardi 5 avril au
matiu. Cependant, les cliniques destaires et les centres de diagnostic et de
soins resteront ouverts le vendredi 1" avril jusqu'à 15 beures.

SECURITE SOCIALE. - La Caisse primaire d'assurance-maladie indique que les guichets resteront ou-verts jusqu'à 14 h le vendredi 1" avril dans les cor tres de paiement et dans les services : argés de règler les prestaservices arges de regier les prises eu charge et les reuseignements, une permanence sera assurée jusqu'à 15 h 30. Les centres et services seront normale-

ment ouverts au public le mardi 5 avril. MUSEES. – Les musées nationaux suivaots seroot ouverts dimaoche 3 avril : Musée des arts et traditions o avril : Musée des arts et traditions populaires (partiellement), musée Dela-crolx, galeries nationales du Grand Pa-lais, musée Jean-Jacques Henner, Mu-sée des monuments français, palais de Tokyo, grands appartements du châ-teau de Fontainebleau, châteaux de Mahmaigno et de Rais-Defen ouverts lundi 4 avril : Musée des arts et traditions populaires, umsée Delacroix, galeries nationales du Grand Palais, musée Jean-Incques Henner, grands appartements du château de Fontaine-bleau, châteaux de Mahanison et de

ouvert le dimanche 3 avril de 13 h 30 à 17 h 30. Seront ouverts les dimanche 3 et hindi 4 avril : le musée Condé, le chiteau et le domaine de Chantilly et le Musée vivant du cheval de (10 h 30 à 18 h), le musée et le domaine de Chaulis à Ermenouville de (10 h à 12 h et de 13 b 30 à 17 b 30).

Le Palais de la découverte et le mu-sée Marmottan seront ouverts diman-che 3 avril et fermés landi 4 avril.

# STAGES

La formation des élus locaux. - La service de documentation des élus locaus et da l'axpansion régionale (Delex-Service) organise des journées de travail destinées à miaux informer les responsables communaux sur la troisième âge, la voirie, la sécurité, les espaces verta, les centres techniques municipaux. les équipements socio-culturels, les transports, atc.

\* Le programme est à demander à Delex-Service, 219, houlevord Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.:

Le Centre Georges-Pompidou sera o overt samed! 2, dimanche 3 et lundi 4 avril de 10 h à 22 h.

La Bibliothèque nationale (salles de lecture) sera fermée les 2, 3 et 4 avril.

L'exposition « Vers l'Orient » ainsi que le musée du Cabinet des médailles et antiques seroot fermés le 3 avril, mais ouverts les samedi 2 et lundi 4 avril. La fermenure annuelle sera du 11 an 24 avril inclus.

Les salles permanentes du Musée des arts décoratifs seront fermées le di-manche 3 et le handi 4 avril. Les expositions - Tapio Wirkkala - et - Les pionniers de la photographie russe so-viètique 1917-1940 - seront ouvertes de 12 h à 18 b. Le musée Nissim de Camondo sera ferme.

Le Musée de l'armée, le Musée des plaos-reliefs et l'église Saiat-Louis-des- Invalides serout ouverts les samedi 2, dimanche 3 et lundi 4 avril de 10 h à 18 h. Penndant ces trois jours. le public aura accès ao tombeau de Napo-iéon jusqo'à 19 h. La projection permanente d'actualités, de documentaires et de films en exclusivité aura lieu dans la salle de cinèma du Musée de l'armée de 14 h à 18 h. Le spectacle son et lumière sera donné chaque soir à 22 h 30 en français et à 21 h 30 et 23 h 15 en angiais.

Archives nationales : les salles de lecture seront fermées les samedi 2, di-manche 3 et lundi 4 avril. Le vendredi pôt priocipal, rue des Francs-Bourgeois, que les documents Bourgeois, que les documents ayant fait l'objet d'une demande préalable déposée au plus tard le jeudi 31 mars avant 16 h ; la saile de lecture de la section « Coutre-mer », rue Oudinot, fer-mera à 16 h 36, Le Musée de l'histoire de France sera ouvert les samedi 2 et dimanche 3 avril (14 h-17 h), mais fermê lundî 4 avril.

Le Centre d'information et de documentation jeunesse sera fermé au pu-blic le samedi 2 avril à partir de 13 b. Il sera ouvert à nouveau le mardi 5 avril à 9 h.

SPECTACLES. - Voir le Monde des Arts et des Spectacles daté

LOISIRS. - On peut obsenir une sè-lection des loisirs à Paris durant la senunine en appelant à l'Office de tou-risme de Paris le 720-94-94 (informatious en français). le 720-88-98 (informatious en anglais), le 720-57-58 (informatious en Allemand).

PROBLÈME Nº 3418

123456789

MOTS CROISÉS

VIII Z

HORIZONTALEMENT

I. Les pieds au mur. - II. Le petit

jour. - III. Qui a donc eu de la peine. Fit le malin. - IV. Eut l'au-

dace. Démonstratif. Abréviation in-

diquant qu'il n'y aura pas de mise en boîte. - V. Protègeait les familles

ègyptiennes. A la noix chez le bou-

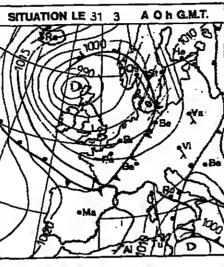
cher. - VI. Qui a donc fini de peser. - VII. Un mineur qui doit piocher. - VIII. Qui ont donc tout quitté.

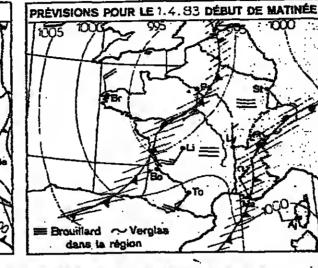
Troisième d'une série. - IX. Règles.

Cbez eux, tout est bidon. - X. Met-

tra à l'écarl - XI. Est souveot sur

# MÉTÉOROLOGIE





Évolution probable du temps en France coure le jeudi 31 mars à 0 heure et le rendredî 1" avril à minuît.

Une profonde dépression centrée sur l'Ecosse ce matin va se diriger sur le sud, et, se centrer demain sur la Nor-

le temps sera généralement maussade, très nuageux à couvert avec de rares éclaireies. Vendredi I avril, sur toute la France,

Deux zones pluvieuses marquées Deux Jones puvelses inauques seront observées le matin : l'une de l'Aquitaine au Poitou, région parisienne, Nord, l'autre du Roussillon aux Alpes, Jura, Vosges, avec de la neige au-dessus de 1 000 mètres dans le Midi, 600 nètres dans le Midi, 500 mètres dans le nord.

Ces deux zones se décaleront vers l'est-ad-est en donnant de la neige sur le Massif Central à partir de 600-800 mètres et 1 000 mètres sur les Pyrénées. Sur le Nord-Ouest, les averses seront pombreuses l'après-midi

Les vents de nord à mord-ouest seront assez forts sur la Bretagne et les côtes de l'Atlantique.

Sur les autres régions, les vents seront faibles à modérés de sud-ouest.

Les rempératures évolueront le matin, entre 2 et 4 degrés dans le Nord-Est, 4 à 6 degrés dans l'Ouest et le Nord, 6 à 7 6 degrés dans l'Ouest et le Nord, 6 à 7 degrés dans le Sud-Ouest, 7 à 8 degrés dans le Sud-Est et l'après-midi, 4 à 7 degrés dans le Nord et Nord-Est, 7 à 9 degrés dans l'Ouest, 9 à 10 degrés dans le Sud-Ouest, 8 à 9 degrés dans le Ceutre, 11 à 13 degrés près de la Méditerranée.

la planche. Préposition. Élémeot de

VERTICALEMENT 1. Perdu quand tout est noir. Profonde, borrifta une reine de Juda. -

2. Sur le golfe de Hammamet. Un

beau château. - 3. On o'aime pas les voir rester au lit. - 4. Une boone

pomme. Retourne partout où il passe. Cri pour onnoncer qu'on va faire une passe. ~ 5. Mesure. Des deux côtés d'une colonne. ~ 6. Pas

tout à fait normal. - 7. Grave quand

elle est forte. Peut être plein de

occuds. - 8. Un certain sourire. -

9. Un Russe par exemple. Bien en-

Solution du problème nº 3417

Horizontalement

III. Impartial. - IV. Barge. - V. Onéreuses. - VI. Ut. Exsude. -

VII. lse. Patin. - VIII. Bègues. -IX. Moderne. - X. II. Sirène. -

Verticalement

Gribouillis. — 2. Aimants. La.
 3. Lèpre. — 4. Onagre. Boss. —
 Réexpédié. — 6. Bât. Usager. —

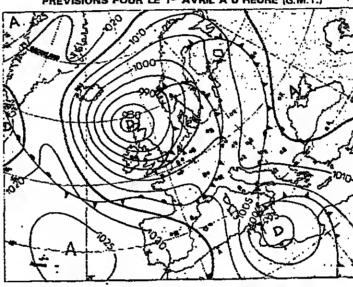
7. Épi. Sutures. - 8. Tragédienne. -

I. Galoubets. - II. Rien. Apre. -

nuyée.

XI. Sassé. Ses.

# PRÉVISIONS POUR LE 1" AVRIL A O HEURE (G.M.T.)



La pression atmosobérique réduite au olveau de la mer était à Paris, le 31 mars à 7 heures, de 1 004,8 millibars soit 753,7 millimètres de mercure.

medi surtout sur les Pyrénées au letge sa-medi surtout sur les Pyrénées au-dessus de 1 000-1 200 mètres, dimanche sur les Alpes, principalement centrales et méri-dionales. Quelques ondées de neige se produiront sur la Savoie, le Jura et les Vosges au dessus de 600 mètres. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 mars; le second le minimum de la nuit du 30 so 31 mars) :

Ajaccio, 15 et 4 degrés; Biarritz, 12 et 10; Bordeaux, 13 et 8; Bourges, 10 et 6; Brest, 11 et 6; Cacu, 11 et 6; Cherbourg. 9 et 6; Clermont-Ferrand, 13 et 6; Dijon, 10 et 6; Greooble, 12 et 5; Lille, 10 et 4; Lyon, 13 et 5; Marseillo-Marignane, 15 et 5; Nancy, 7 et 5; Nantes, 13 et 7; Nico-Côte d'Azur, 15 et 9; Paris-Le Bourget, 12 et 7; Pau, 11 et 8; Perpignan, 18 et 9; Rennes, 12 et 7; Strasbourg, 10 et 5; Tours, 11 et 6; Toulouse, 11 et 8;

Pointe à-Pitre, 30 et 24. Pointe à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger:
Alger, 15 et 6 degrés: Amsterdam, 9 et
3; Athènes, 19 et 13; Berlin, 8 et 4;
Boan, 9 et 5; Bruxelles, 9 et 5; Le
Caire, 26 et 14; iles Canaries, 21 et 16;
Copenhague, 5 et 2: Dakar, 23 et 19;
Djerba, 17 et 11; Genève, 12 et 7; Jèrusalem, 20 et 15: Lisboone, 20 et 11;
Londres, 10 et 3; Luxembourg, 5 et 3;
Madrid, 17 et 2; Moscou, 13 et 7; Nairobi, 27 et 18; New-York, 7 et -1;
Palma-de-Majorque, 16 et 8; Rome, 17
et 9; Siockholm, 3 et 1; Tozeur, 17
et 10: Tunis, 15 et 10.

# L'enneigement en France

Depuis mardi 26 mars, la neige est tombée modérément sur tous les massifs montagness asset abondamment sur les Pyréoées au-dassus de 1 000-1 200 mètres, mardi et mercredi.

Ces neiges adbèrent mal aux couches anciennes, d'où un risque de coulées, faible dans les Alpes centrales et méridionales au-dessus de 1 600-1 800 mètres, modéré et assez fort sur les Pyré-

Pour la fin de semaine, avec le maintien d'une situation dépressionnaire sur

# JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel DES DÉCRETS

 Relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aox marchés publics de travatix :

Relatif à la cotisation perçue au profit de la sécurité sociale sur

les poissons alcooliques ; · Relatif sux cotisations d'allocations familiales des employeurs et respailleurs indépendants :

· Portant modification des droits de courtage à percevoir par les courtiers interprêtes et conducteurs de navires;

· Relatif aux attributions de plusieurs ministres :

· Portant modification du code des postes et télécommunications, de la règlementation et des tarifs des télécommunications dans le régime

# PARIS EN VISITES -

SAMEDI 2 AVRIL

 Notre-Dame présentée aux jounes . 14 h 30, portail central, M. Lépany.
 Musée Marmottan ., 15 beares, 2, rue Boilly, Ma Znjovic (Caisse natio-nale des monuments historiques).

· Le Lorrain ·, 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art). - Quartier Manbert -, 15 h 15, 3, rue Domat, M- Barbier.

Le Père-Lachaise ., 15 heures, cotrée principale, M= Ragueocao (Connaissance d'ici et d'ailleurs). Quartier Monffetard . 15 heures, métro Justien (Paris et son histoire).

« Hamean Montsouris », 15 heures, église, métro Alésia (Présence du passé). . Vienx Montmartre », 15 heures,

# métro Lamarck-Caulaincourt (Résur-rection da passé). FORMATION PERMANENTE

A CONTRACT & THE

 $Y:=y=y_1,\dots,y_{n-1},\dots,y_n$ 

Same State

. . . . .

3 mg - 3mg - 5mg -

 $\mathbb{E}_{\mathbb{P}_{q}(\mathcal{G}_{p,q})} = \mathbb{E}_{\mathbb{P}_{q}(\mathcal{G}_{p})}$ 

Company of the same

And the second second

 $\frac{M_{\rm eff}}{M_{\rm eff}} \approx \frac{1}{2} \frac{1}{M_{\rm eff}} \frac{1}{M_{\rm$ 

And the second

The second second second

The state of the s

And the second of the second

West of the second

A STATE OF THE STATE OF

A 64

The State of the S

The Control of the Co

A STATE OF THE STA

CANADA TO

And State of the last of the l

and the second s

And the state of t

-" 1 MEN

The Contract

\*\*\*\*

5 62

10.00

MÉTIER : LINGÈRE. - L'Académie de Paris organise un stage de perfectionnement pour les lingères de collectivités sanitaires ou sociales (hôpitaux, maisons d'enfants, maisons de retraite, etc.), du 13 avm au 11 mai.

\* Pour tons reuseignements Grein de la Mode, tél. : 387-39-85.

# **SPORTS**

(Document établi . avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

la France, il fant attendre de la neige sa-

# TENNIS

AU TOURNOI DE MONTE-CARLO

# Victoire à la Pyrrhus pour Borg

Cinq des huit têtes de série du tournoi de Monte-Carlo sont tombées avant le deuxième tour dout tous les matches devaient avoir lieu jeudi

Après le Tchécoslovaque Ivan Lendl et l'Américain Jimmy Arias, l'Argentin José-Luis Clerc, l'Espagnol José Higueras, et l'Equatorien Andres Gomez out été « sortis » le 30 mars respectivement par le Suédois Bjorn Borg (6-1, 6-2), l'Espagnol Mannel Orantès (6-4, 6-2) et l'Austra-lien Mark Edmondson (7-5, 0-6, 6-3).

Outre le Français Yannick Noah, les têtes de série qui out passé le premier tour sont le Soédois Mats Wilander, vainqueur du Hongrois Ba-lazs Taroczy (7-6, 6-0) et l'Argentin Guillermo Vilas, vainqueur de l'Italien Claudio Panatta (6-3, 6-2).

En huitième de finale Borg dont c'est le dernier tournoi devait rencontrer le Français Henri Leconte qui a battu le géant américain Chip Hooper (6-2, 6-3).

# De notre envoyé spécial

Moote-Carlo. - La preuve est faite, comptés et, sur la ligne du fond, Bjorn Borg, le super-champion des dix dernières années écoulées, o'est plus le même bomme sur le terrain. Pour so deroière apparition en même temps que soo premier tour à . l'Opeo du Monte-Carlo Country Club, il o bien réussi à éliminer l'Argentin José-Luis Clerc, tête de série n° 3 et sixième joueur mondial. Mais quelque facile que fut le score (6-1,-6-3), cette performance, à nos yeux, n'est qu'une victoire à la Pyrrhus.

Le tennis professionnel a engendré une concurrence si forcenéeparmi les grandes raquettes que, même un surdoué comme Borg, ne pouvait parvenir à retrouver le rythme hallucinant de lo compétition, oprès une année d'arrêt complet et quelques semaines d'entraî-

Tout nous sembla changé en lui quaod, à 15 beures, mercredi 30 mars, dans une atmosphère chaleureuse, débordante de sympathie, et devaot les tribunes combles de ses fans, le héros du jour se présenta sur le central inondé de soleil. C'était bien la même silhouette athlétique, le même bandeau sous le crâne long ea ogive d'obus. Quand le jeu commença, ce fut autre chose:

Borg ovait perdu la physionomie hermétique et froncée, disons-le inhumaine, que nous lui connaissions. Il n'avait pas plus l'expression désin-volte, un peu friponne, qu'il avait af-fichée ici même l'an dernier quand il avait . balance . son mach contre Noah. Non. Uo visage éclairé, ou-vert et, dans toute sa personne, un comportement tranquille, disponi-ble. Eo passant d'un carré à l'autre, il se tennit droit, marchait à pas

pour recevoir le service adverse, il soufflait à peine dans ses doigts, ne se dandinant plus sur ses jambes, le dos arqué comme il en ovait cou-

tume. Dans les échanges après avoir mené 2-0, puis 4-0, puis 5-0, puis même gagné le premier set 6-1, ce relachement s'accusait davantage. Plus de longueur, plus de service, plus de retour, plus de passing-shot, plus d'initiatives, sauf quelques in-cursions curieuses à la volée, surtout plus aucun souvenir de cette cadence infernale, de cette endurance à toute épreuve qui écceuraient ses adversaires. Borg aurait po reprendre à son compte la formule désabu-sée du coureur à pied australien John Landy: « La vitesse est en moi mais je ne sais plus l'exprimer «. Mais le Suédois était trop serein pour que l'on songe le cœur serré à la formule corollaire : « Ils ne reviennent jamais ..

Le seul à ressentir l'émotion de cet enjeu de la dernière chance était soo adversaire, José-Luis Clerc. Pour conjurer son malaise, celui-ci n'avait qu'à appuyer ses coups et suivre au filet avec le grand jeu d'at-taque qui lui a permis de balayer McEnroe le mois dernier en Coupe Davis à Buenos-Aires. Mmais ce tempérament sensible, essentiellement latin, garda durant toute la partie la boule de l'angoisse au fond de la gorge. Cela lui fit commettre des erreurs phénoménales. De l'autre côté du filet un lion se battait encore d vousit un immense respect. A Suivre...

OLIVIER MERLIN.

### **ARLEQUIN** RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE Nº 22 Les tonsmes à payer sont endiquées tous cumuls conspris pour un billet entier Tous les billets terminés par 3 gagnent 70 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 46 gégnent 200 F dans toutes les sères Tous les billets terminés par 64 gégnent 300 F dans toutes les séries 64 à payer 4 000 0028 1028 2028 2028 4038 5038 6038 7038 8038 9030 0083 1083 2083 3083 4083 5083 6083 7083 8083 9083 470 038 0380 1380 2380 3380 4380 5380 6380 7380 8380 9380 400 0803 1803 2903 3803 4803 5803 5803 7803 8803 9803 470 0630 1630 2630 3630 4830 5830 6830 7630 8830 9630 0186 1188 2188 3788 4188 5188 6188 7188 8188 9186 0818 1818 2818 3818 4818 5218 5318 7818 8818 9618 200 188 1821 2881 3881 4881 5681 6881 7881 8681 9681 gagname Série 20 Autres series Strie 20 £ 2 000 5037 10 000 e 10 000 2 000 10 070 10 000 2 000 2 070 0375 5307 3 000 000 10 000 0573 10 070 2 070 6370 10 000 2 900 10 000 2 000 10 070 0735 2 070 5307 10 070 2 076 5730 10 000 2 000 10 000 2 000 3075 2 900 10 070 2 070 10 000 2 000 2 000 7305 10 000 10 000 2 000 10 000 2 000 2 070 10 000 2 000 10 070 2 000 PROCHAIN ARLEQUIN LE 13 AVRIL 1983 - TIRAGE TELEVISE & 18 h 50

### GUY BROUTY. LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS loterie nationale TRANCHE DU JARDINAGE TRACE Nº 21 DU 30 MARS 1983 TERME | FINALES ET FINALES ET SOMMES NUMEROS A PAYER NAISONS NUMEROS A PAYER NAISONS 500 500 500 2 000 10 000 287 367 817 38 867 7 1 2 100 600 600 600 600 600 100 3 0 549 4 069 53 709 80 039 83 519 024 559 9 643 31 073 500 500 500 10 000 4 <del>554</del> 13 724 0 5 4 600 600 017 156 6 PROCHAIN TRACE LE JEUDI 7 AVRIL 1983 TRANCHE DE PAQUES à POLICNY (Jura) 35 21 26 NUMERO COMPLEMENTARE 29 TIRAGE Nº 13 PROCHAIN TIRACE LE JEUDI 7 AYRIL 1983 YALIDATION JUSQU'AU 6 AYRIL APRES HIDN

محدًا من الأصل

البينية بالمنافق بين البينة في المنافق والمنافق والمنافق والمنافق والمنافق والمنافق والمنافق والمنافق والمنافق والمنافق المنافق والمنافق وا

The second secon

State of the state

The second second second

many by the

And the second s

with the of section and the

The second second

\_\_\_\_\_\_

المنطان جيال مواسيسي والمسادر

A salaharin ta Takan kada And the second s

and the second s

the barren

and with the winds the second

Same and the second second

and the state of t

· Brancon Land

and the state of t

प्रकृति । जिल्लाम् स्थानस्थानस्थातः । अस्ति । जातः । अस्ति स्थानस्थानस्थानस्य

and the American Company

come a star was en

سيعبسبون

· come of the Minds of the

which is not the same of the s

and the second s

**大小小师子和** 

---THE RESERVE OF Andreas Control of the Control of th 4-4-1-4 

· The Court of S. St. Warter St. · 在并有这样

· FARA

.... in Enfor

1

1.00 and the state of t

tion du

Cyages.

at et los

Feur ins

sne de

ve: 666

6: 6:tee

1 5771 C

-- 20

France

# PRESSE

# CARNET

Pécès - Pierre BOUZOU, ancien diplomate en retraite, et son épouse Yvonne, née Moulin, ont la douleur de faire part du décès de lear fills

Michelle.

Les obsèques ont en lien dans l'intimité, le 28 mars 1983, aux

- Le 28 mars 1983, dans sa quatro Lacies BRETTMAN, médecin des pauvres, socialiste, poète,
a rejoint la compagne de sa vie,
Lucienne BREITMAN,

[Secrétaire fédéral de la S.F.LO. de Loi-et-Cher, conseiller général du canton de Menne-zou de 1930 à 1945, puis de celui de Romoren-rin, de 1945 à 1949, arrêté par les nezis des 1941, déporté politique, le doctaur Breitman aveit achéré après la guerre d'abord à l'A.S.R., puis su P.S.A., enfin au P.S.U., avant de se reti-rer de la vie publique.

En 1982, ji publisit un recueil de poèmes, « A la mergelle du puits », qui deveit lui valoir le prix Medec, décemé à l'unerimité.]

- M. Albert Dentan,
M- Gérard. Dentan, ses enfants et Ma Jacqueline Dentan:

M. et M= Jean-Pierre Dentan et leurs M. et M. Jean-Marc Hentsch et

M. et Mes Patrick Dentan et le Mm Valdemar Monod M. et M= Bernard Rappard,

M. et M= Jacques Bossan et leur Ainsi que les familles Zeber et ont la grande douleur de faire part du

M- Albert DENTAN, surveno le 28 mars 1983, dans sa quatre-vingtième année. Le service religioux a été célébré le

mercredi 30 mars 1983, en l'église réformée du Vigan, dans la plus stricte inti-mité familiale. . Ne crains point, crois seule-

(Marc V, 36.) » Dieu est amour. (I, Jean, IV, 8.) « Je suis le Chemin, la Vérité et

Ni fleurs ni conronnes

Ni fleurs in conronnes.
Des dons peuvent être adressés à l'asile évangélique du Vigan (Oustaou), à l'ordre de : Association protestante de bienfaisance, C.C.P. 870-20-H. Montpellier, ou à Teris des enfaits, 8, rue de la Tessonne, Le Vigan, par virement bancaire ou postal. Le mas Rolland, 30120 Le Vigan.

- M. Pierre Descomps, M= Pierre Pailhiès, M= Geneviève Abinal, Le docteur et Mo Patrice Abinal et

Patrick Abinal, M. Daniel Descomps,
M. Jacques Thibaud,
Francis, Marc et Louis Thibaud,
Le docteur Paulette Descomps,
M. Sylvic Descomps,
Le professeur et M. Bernard Descomps teurs enfants. comps et leurs enfants,
Les familles Suquet, Vannier et

ont la douleur de faire part de la mort

Christiane DESCOMPS, née Abient,

ancienne socrétaire générale de l'Union des accueils des villes françaises,

dans sa cinquento-neuvième année, à la suite d'une douleureuse maladie.

La cérémonie religieuse a été célé-brée à Montpellier et l'inhumation à La Canourgue (Lozère), dans la sépulture de famille, le 26 mars 1983.

Le présent avis tient lieu de faire-

Sussargues, 34160 Castrics.

- On nous prie d'annoncer le décès du peintre Istvan GERO. survenu le 25 mars 1983.

L'inhumation a eu lieu le 31 mars, au cimetière de Bagneux. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Rennes. Châteauroux. Perros-Guirec.

M= Florence Goupil, née Pimpaneau,
a la douleur de faire part du décès de

son époux, M. François GOUPIL.

survenu à Rennes, à l'âge de cinquante Le service religieux aura lieu le samedi 2 avril, à 15 heures, en l'église Saim-Martial de Châteauroux.

> Des prières et des messes. Cet avis tient lieu de faire-part. Castel Saint-Martin, 35000 Rennes.

# **CONCESSION EXCLUSIVE**

École, bibliothèque, tout public « Encyclopédie monde actuel » PRIX BAS - GROS SUCCÈS KITEDIT OF 8CH. 1227 CAROUGE - On nous prie d'annoncer le rappel à

M. Yves LAURENS, ingénieur E.S.E. capitaine de corvette (E.R.) chevalier de l'ordre national do Mérite.

De la part de : Mªs Yves Laurens, ses cufants et stits-enfants, Des familles Simon, Laurens, Davril

et Leprince. La cérémonie religieuse a été célé-brée dans l'intimité, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, le 28 mars

24, rue Jean-Jaurès, 92260 Fontenay-aux-Roses.

 On nous prie d'annoncer le décès M- Georges PHILIPON, née Suzanne Engel, survenu à Nancy, le 20 mars 1983.

Remerciements

- Mas Senvene Chemrami et act enfants,
M. et M= Ounkine et leurs enfants, M. et M. Argand et leurs enfants, Les familles Chouraqui, Nathan, très touchés par les nombreuses mar-

ques de sympathie témoignées lors du décès de M. Sauveur CHOURAQUL, opticien, ancien combattant, croix de guerre,

prient les personnes, amis et connais-sances qui se sont associés à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs

M= Robert Locre et toute sa très touchés des témoignages de sympa-thie exprimés lors du décès de

M. Robert LOCRE,

prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements,

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde ., sont pris de joindre à leur envoi de teste une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Dien, survenn le 24 mars 1983, de

ÉCHECS

**VICTOR KORTCHNOI** EN GRANDE FORME

républicain sans accord de l'admi-

des prétendants aux championnats du monde d'échecs se poursuivent actuellement. Si, à Velden (Autriche), le combat reste indécis entre le grand-maître d'Allemagne fédérale, Robert Huebner et l'ancien champion du monde, le Soviétique Vassili Smyslov (les deux joneurs sont à égalité, un point et demi chacun après trois parties vulles), à Bad-Kissingen (R.F.A.), en revanche, le match entre Victor Kortchnot et Lajos Portisch paraît déjà terminé au bout de trois parties...

Vainqueur de la première, faisant nulle dans la deuxième et gagnant la troisième, Kortchnoï possède la confortable avance de deux points sur son rival hongrois. Les matches se déroulant au meilleur des dix parties, il suffit à l'adversaire malheu-reux de Karpov d'annuler les prochaines parties pour arriver à cinq points et demi et à la qualification pour la demi-finale.

Le dernier quart de finale (Kas parov ayant brillamment gagné le sien) opposera à Alicante (Espagne) le Hongrois Zoltan Ribli et le Philippin Eugenio Torre. Il doit

A «L'EST RÉPUBLICAIN» La nomination d'un administrateur provisoire

n'a provoqué aucune réaction syndicale Nancy. - Depuis la nomination d'un administrateur provisoire à De notre correspondant que, o'ont amené de réactions syndi-

l'Est républicain, conséquence du grave constit qui existe actuellement entre les principaux actionnaires (le Monde des 20-21 mars), la situation dont l'un exceptionnel. est calme au sein du journal. Ni l'in-terdiction signifiée par jugement du 20 mars à M. Francis Boileau, an-Comme depuis plus de deux ans, cion directeur général du journal, de reparaître dans les locaux de l'Est

nistrateur, ni la comination de

Les quarts de finale du Tournoi

cales on du personnel, maigré la teune de deux comités d'entreprise,

l'atteotisme reste de rigueur tant qu'un jugement ne sera pas pro-noncé sur la propriété réelle de 21 % des actions du journal. Aussi la date du 18 avril, désormais avaucée comme étant celle où la cour d'appel de Nancy se prononcera sur sa compéteuce à statuer sur la question de la propriété, est-elle considérée comme plus importante que celle du MM. Charles et Francis Boileau. Si le tribunal se déclarait compéteut.

les plaidoiries sur le fond pourraient

avoir lieu au début du mois de mai pour un jugement une quinzaine de jours plus tard, de toute façon avant la réunion de l'assemblée générale des actionnaires, désormais fixée

pour la première quinzaine de juin,

vraisemblablement le 10. A la suite d'un article dans le Quotidien de Paris du 28 mars, le premier president de la cour d'appel la désigntion d'uo administrateur une décision devrait être connue vendredi 1ª avril. La cour d'appel

de Nancy a précisé que la famille Boileau a présenté sou opposition à provisoire le 23 mars; celle-ci a été évoquée en audience le 29 mars, et souligne en outre que, dans cette affaire, huit magistrats différents out déjà rendu quatre arrêts.



# Méchants,

Inspecteurs du travail sequestres, commandos anti-grevistes :

les petits patrons?

les nouveaux petits entrepreneurs sont-ils saisis par la revolte et la violence ?

(Une enquête de Daniel Schneider

# CORRESPONDANCE

# L'ordonnance de 1944

M. André Audinoi, député de la Somme et P.-D.G. du Figara, nous a adresse la lettre suivante, à la suite du . Poiot de vue ., publié le 29 mars sous la signature de Denis Perier-Daville, à propos de l'interprétation à donner de l'ordonnance du 26 août 1944.

L'auteur s'ingenie o donner des articles 7 et 4 de l'ordonnance de l 944 une interpretation dont je souhaite rappeler :

- Qu'elle n'a jamais même eté envisagée depuis la Libération ;

 Qu'elle est contraire aux principes genéraux du droit fronçais et notamment du droit penal ;

 Ou'elle est contraire à l'interprétation donnée par les services juridiques et techniques de l'information relevant du premier ministre ;

 Qu'elle est contraire à l'avis unanime danné par vingt éminents pro-fesseurs de drait spécialisé : - Qu'elle est contraire à l'opinion

exprimée par M. le professeur Pierre-Henri Teitgen, premier ministre de l'information ayant eu en 1944 à appliquer ladite ordonnance: - Qu'elle est contraire aux conclu-

sions ou témoignages émanant d'anciens dirigeants et collaborateurs du Service juridique et technique de lo presse créë en i 944. Enfin, qualifie improprement de

prêle-nom . par votre rédacteur, j'invite ce dernier à se reparter au lexique des termes juridiques de MM. Vincent, Guillien et autres. Je l'invite égolement à loisser à lo seule justice le soin d'émettre sereinement un avis sur ce sujet ; la lecture de l'article 227 du code penal devrait I'v inciter.

Ce dossier dit de . l'ordonnance de 1944 - suscite bien des haines : et je partoge la pensée de Jeon Ros-tond qui écrivait que « la haine pour celui qui ne hail point, c'est un peu comme l'odeur de l'ail pour qui n'en

# **OFFICIERS**

# ET VENTES PAR ADJUDICATION



Vente après Liquidation de Biens au Palais de Justice de PARIS LE JEUDI 14 AVRIL 1983 A-14 HEURES - EN NEUF LOTS

ENSEMBLE DE PARCELLES DE-TERRAIN sur lequel est implanté l'ENSEMBLE INDUSTRIEL DU PUY alast que les parcelles en constituant les abords impaédints

d'une superficie totale de 18 hectares 8 ares 55 centiares ainsi que les bâtiments édifiés s/cert. de ces pare, qui constituent l'usine du Puy

s/la commune de CHADRAC (43) Divers bit. industriels sis com. de LANOBRES (15) Licudit « Les Granges « Div. BIENS ET DTS IMM. formant les lots nº 12, 14, 16 et 25 de la division de l'immeuble siz à PARIS 9°, 4, rue Maryan

PROPRIÉTÉ sise à CHADRAC (43) Lieudit « La petite Mer» en bordure de la route Nationale allant du Puy à LAVOUTE-SUR-LOIRE

PROPRIÉTÉ sise à CHADRAC (43) Lieudit • Montgirand • et le fonds de commerce de Tanneries y exploite OCCUPÉ – CONTRAT DE GÉRANCE LIBRE

650 000 F. pour les immetables M. à P. : 700 000 F 50 000 F. pour le fouds de comme

déposé - S/Lieux pour visiter.

à CHADRAC (43) TERRAIN cad. sect. A nº 385 pour 46 a 80 ca ldt « Le Chambon » OCCUPÉ — CONTRAT GÉRANCE LIBRE

M. à P. : 6 500 F Lot TERRAIN cad. sect. A m 261 pour 30 a 60 ca ldt « Le Chambon » OCCUPÉ – CONTRAT GÉRANCE LIBRE

M. à P. : 5 500 F மீர TERRAIN cad. sect. A nº 196 pour 42 a ldt « La Petite Mer » OCCUPÉ — CONTRAT GÉRANCE-LIBRE

M. à P. : 4500 E மீர TERRAIN cad sect. A r 259 pour 16 a 20 ca lot - Le Chambon OCCUPÉ - CONTRAT GÉRANCE LIBRE M. à P.: 2500 F

LOT TERRAIN cad, sect. A nº 265 pour 10 a 50 ca ldt - Le Chambon -OCCUPÉ - CONTRAT

M. à P. : 1 000 F à LANOBRE (15)

GÉRANCE LIBRE

LOT UNE PARCELLE cad, sect. AD nº 109 pour 21 a 65 ca idt • Cité Heute > OCCUPÉE

M. à P. : 20 000 F

LOT UNE PARCELLE de terrain cad, sect. AD nº 110 pour 9 a 47 ca idt . Cité Haute M. à P. : 12 500 F

LOT UNE PARCELLE de terain cad, sect. AD nº 111 pour 15 a 10 co licudit « Cité Hante »

OCCUPÉE M. à P. : 12 500 F S'ad. à M° LYONNET DU MOUTIER, Anc. Avoué Avocat, 182, rue de Rivoli à PARIS 1° - Tél.: 260-20-49 - Maître J.-M. GARNIER Syndic, 63, Bd St-Germain à PARIS S' - M° H. GOURDAIN Syndic, 174, Bd St-Germain à PARIS 6° - Au greffe des Criess du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est

**UN APPARTEMENT** 

sur suisie au Palais de Justice de Paris le jeudi 14 avril 1983, à 14 h.

de 2 nièces, caisine, au 19 ét., n. de, dans un immeuble sis à PARIS (11º)

**36, RUE RICHARD-LENOIR** Mise à prix : 20 600 F

S'adr. à M. André VALENSI, av. à Paris-5\*, 72, r. Gay-Lussac - 633-74-51.

rue des Mazieres, le MARDI 19 AVRIL 1983, à 14 b

UN PAVILLON à LA VILLE DU BOIS (91)

27, chemin des Bas Rochers
comprenant : s/sol, garage, cave, buanderie, chauffage, 2 pièces - Rezdo-chaussée cuisine, salle de bains, séjour, salon, bur., W.C. - 1 " étage : 3 ch.,
salle de bains, W.C. - Jardin-Cour sur 470 m² - Occupé par la partie saisic. S'adr. SCP. VASLOT, I M. à P. 200 000 F avocats, 61, r. Saint-Spire, à Corbeil. T.: 496.24.68.

Mª AKOUN, TRUXILLO, avocats Évry. Téléphonez: 079.39.45.

Au Greffe du T.G.1. d'Évry où le cahier des charges est déposé.

Vante après liquidation de biens au Palais de Justice de Peris le Jeudi 14 avril 1983 à 14 houres.

En un soul lot

# ENSEMBLE INDUSTRIEL à ARCUEIL 5 à 17, rue du Ricardo et 24, rue Marcel-Vigneron

Section Z nº 6, 15, rue du Ricardo pour 1 are 35 centieres

Section Z nº 7, 13, rue du Ricardo
pour 1 are 34 centieres

Section Z nº 8, 11, rue du Ricardo
pour 1 are 79 centiares

Section Z nº 9, 9, rue du Ricardo
pour 1 are 35 centiares

pour 1 are 85 cerniares - Section Z nº 155, 17, rue du Ricardo pour 99 centiares - Section Z nº 187, 5, rue du Ricardo

pour 1 are 84 centiares

Section Z nº 191, 24, r. Mercel-Vigneron
pour 17 ares 52 centiares. CONTENANCE TOTALE 29 ARES 53 CENTIARES

# comprenent 2 niveaux : — un niveau haut div. en bureau, salle de réception, atelier, réfectoire, sanitaires — un niveau bas drv. en trois bureaux, garage, entrapôt et sanitaires. b) En ce qui concerne le fonds de commerce FONDS DE COMMERCE DE RELIURE INDUSTRIELLE

exploité dans l'immeuble ci-dessus, comprenant le nom commercel, la clientèle et l'achalandage - Occupé.

CONTRAT DE GÉRANCE LIBRE

MISE A PRIX : 2 500 000 F s'appliquant pour la somme de 2 450 000 F à l'immeuble pour la somme de 50 000 F au fonds de commerce à l'acqueion du matériel d'exploitation qui sera repris à dire d'expert.

S'adresser à Mª LYONNET DU MOUTER, avt. ancien avoué, 182, rue de Rivoli, à Paris [1º], tél. : 260-20-49 - .J.-M. GARNIER, syndic à Paris [5º], 63, bd St-Germain - Au Greffe des criées du T.G.I. de Paris, au Palais de justice où le cahier des charges est déposé.

Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur licitation au Palais de Justice à PARIS, en la Cité, boulevard du Palais, le LUNDI 11 AVRIL 1983 à 14 heures **EN DIX LOTS** 

1er lot: UNE PROPRIÉTÉ à BÉTHISY-SAINT-MARTIN (Oise)

comprenant UNE MAISON sur rue, construite en pierres, sur cave, d'un simple rez-de-chaussée, de 3 PIÈCES, cuisine, dégagement, cabinet de toilette et water-closets, grenier, couverte en tuiles plates, chauffage central au charbon, eau, électricité, fosse septique; séparé de cette maison, par petite cont, AUTRE BATIMENT EN CONTRE-BAS, construit en pierres, couvert en tuiles, d'un étage sur rez-de-chaussée, chaque niveau comportant une pièce : JARDIN et VERGER : le tout cadastré section AC, n° 139, lieu-dit - Le Village OUEST -, contenance totale de 2 ares 97 centiares.

LIBRE DE LOCATION ET D'HABITATION - Mise à prix : 80 000 francs

2 lot : UN TERRAIN à BÉTHISY-SAINT-MARTIN (Dise)

rue Charles-Neudorff
en nature de pré, de forme irrégulière avec une façade d'environ 12 mètres, cadastré section G, mº 179 pour 2 a 72 ca.
lieu-dit - Boutière - : mº 180, contenance 15 a 67 ca, lieu-dit - Boutière - Misc à prix : 20 000 F.

3º lot : UN IMMEUBLE DE RAPPORT (habitation et bureaux)

à PARIS (13e), 8 à 12, rue du Chevaleret, et 5, rue du Loiret comprenant divers bâtiments, eux-mêmes composés de : un appartement comprenant un séjour. 3 chambres, cuisine, salle de bains; 8 appartements de 2 pièces, plus cuisine; 4 appartements d'une pièce, plus euisine; 1 appartement d'une pièce.

Lesdits appartements étant occupés à l'exception de 7 libres, plus des locaux à usage commercial et de bureaux.

MISE A PRIX: 400 000 FRANCS

Les 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 lous de la vente étant représentés par SEPT CAVES dépendant d'un immeuble sis à PARIS (13'), 16, rue de Tolbiac

VIDES - Mise à prix de 2 000 francs chacune

Total des mises à prix: 514 000 francs pour les dix lots.

S'adresser à : 1) M\* Hognette AMBROISE-JOUVION, avocat à la Cour de PARIS. 160, rue de le Pompe à PARIS (16\* arrond.), tél.: 727-32-39 (+), dépositaire d'une copie de l'enchère : 2) M\* Pierre MARTIN, syndic près les tribunaux de PARIS, y demeurant, 1 " arrond., 13, rue Etienne-Marcel; 3) M\* Roland SCEMAMA, administrateur judiciaire au l'enchère : 20 m. Roland SCEMAMA. Tribunal de Commerce de PARIS, demeurant à PARIS, 49 bis, avenue Franklin-Roosevelt; 4] au Greffe des criées, au Palais de Justice à PARIS, en la Cité, où le cahier des charges est deposé; 5) à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL; of et sur les lieux pour visiter après s'être muni d'un permis

de visite délivré par l'avocat poursuivant.

c\* : - -Gi sitte

. 4.5%

112.12. 14111.5 ..... L AL GE

77.07.2 Mage: xemles Les

1

- Against a segment

المحالجة الأسواء والراب المساور والمساور والمساور والمساور والمساور والمساور والمساور والمساور والمساور والمساور

were the second of the second

The state of the second state of

And the second

يخالفون وسروا يجاوعه والمعارية and the major with the

ويتكلون كالمهادرة الدام الرابات

. . . ನಿರ್ವಹಿಸಿ 🚓

----

and the second section of the

الإجمارة والمنطق السامي

Annual Company of the Company

the second representation

and the second second second second

1 - 2 - E

A MANAGE

AND MAIR POR SOL

-- -- we well the

the second representation assessed

in ministrate and

in the desired the sale.

1 132 4

----

The second section and the

المنطبة المواد الماده والمعادات

1. In MALLER

大学

2 88 A

terminal trades

the second of th

THE RESERVE TO SERVER STATES

ALEMANT OF DIAMES

the state of the property

" as quality are the

ingen in the same

Will treatigue

The Course of the Course

A CONTRACTOR OF THE SECOND SEC

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

	La ligne*	La ligne T T
FFRES O'EMPLOI	77.00	91.32
EMANDES C'EMPLOI	22.80	27.04
AMOBILIER	52 00	61,67
UTOMOBILES	52.00	61,67
GENOA	52,00	61,67
ROP. COMM. CAPITAUX	151,8D	180,03

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES LA CFFRES D'EMPLOI ..... 15,42 39,85 DEMANDES O'EMPLOI ...... 13,00 39 85 AGENDA 33,60
\* Dégressés selon surface ou nombre de parutions. 39,85

## OFFRES D'EMPLOIS

La Holding d'un groupe de SERVICES INDUSTRIELS, chiffre d'affaires 360 millions de francs, en lorte expansio recherche pous son siège social à Paris 8° son

# Responsable comptable, fiscal et audit interne

En prise directe avec la Direction Générale, vous avez la responsabilité:

- responsabilité:

   d'assurer la tenue de la comptabilité du siège et la
  névision de celles des agences et filiales,

   d'etablit le bilan consolidé du groupe et les déclaration
- fiscales.

  de conseiller les responsables opérationnels en matière comptable et fiscale.

  d'harmoniser les procédures comptables.

  de procéder à un audit comptable et fiscal de toutes les sociétés du groupe.

Ce poste évolutif, avec un haut niveau de responsabilité, concerne un candidat ayent; o environ 45 ans, o une parfaite maîtrise des techniques comptables, fisca-

- les et de l'audit.
- o une solide exparience acquise pour partie dans une entreprise multi-établissements.

  une bonne pratique de l'informatique.

  des qualités d'organisation, d'animation et le goût des contrates.
- nisation, d'animation et le goût des Merci d'adresser votre dossier complet de candidature

(CV, photo, prétentions et date de disponibilité, sous référence CA 832 M, à Michel SELLEM, SCORRE, 9 rue Saint-Anne, 2 Petite Place, 78000 Versailles.

# CENTRE DE DOCUMENTATION INGÉNIEUR DOCUMEN-TALISTE

Domaine séroneutique Diplôme ENICA ENSAE ESTA EPF Arts et Métien ESTA EPF Arts (option aéronautique) bonne (option aéronaut pensable at éventuellement de l'allemand. Nationatité française. Envoyer C.V. et prétentions à N° 28.838 Centrele d'An-nonces, 121, rue Résumur, 75002 PARIS qui transmettrs. Recherche pour remplecement congé maternaté

# **PROFESSEUR DE FRANÇAIS**

1º cycle, boancié. saibilité posta 83/84, à sui-vra. Proche bankeue Est.

Tél. le 1~4-83 eu 860-80-31 pour rendez-vous le 8-4-83, AGENCE DE PRESSE

# **PHOTOGRAPHES**

(C.P.) Env. C.V. sous nº T038394M, RÉGIE-PRESSE rue Régumur, Paris-21.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ O'EXPERTISE COMPTABLE

COMMISSARIAT **AUX COMPTES** SECRÉTAIRE-

STÉNOOACTYLO Earing evec C.V. à CABINET SECOR 8 bis rue d'Annem 75020 PARIS.

## **MALESHERBES - 73** RECH. COLLABORATRICES, COLLABORATEURS CONfirmés

### propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités: d'emploie étables, bien rémunérés à toutes et à tous avec au sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue apécialisée FRANCE CARRIERES (C 161, Boite Postale 402-09 PARIS.



# emplole régionaux



LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU VAR recherche

## L'ADJOINT(E) au chef du bureau de SAINT-RAPHAEL

eyant les qualités indispensables d'animateur. de vendeur et d'organisateur. Expérience exigée : 2 ans dans la fonction (encadrement agence bancaire commerciale). Rémunération en fonction des compétences et expérience.

Adr. lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions à la C.R.C.A.M. du VAR. B.P. 78, 83002 DRAGUIGNAN CEDEX.

SOCIÉTÉ PRODUITS PHARMACEUTIQUES BANLIEUE LYON

# **PHARMACIEN**

Débutant pour labo de contrôla et mises su point analytiques du laboratoire développement des procédés. Aura la responsabilité des bonnes pratiques du secteur magasinage et préparations des commandes.

Envoyer curriculum vitae détaillé au n° 259.440 M., Régio-Presse- 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LE PARC DES EXPOSITIONS
D'ALENCON (ORNE)
recherche un DIRECTEUR
Ce cadre sera chargé de forganisation d'ORNEXPO (Foure nationale), de divers salons et de la promotion de nouvelles extivités. Connaissances approduci vités. Comaissances approfon-des nécesaires an gestion, fiscalité, législation du travall, publicité, sécurité des locaux et promotion commerciale. Saleire suivant compétences. Candida-ture avec curriculum vites dé-turilé et photo à : M. MAUGER, maire, Hôtel de Ville. 81014 Alençon, pour le 15 avril 1983.

La Ville de BERGERAC

UN ATTACHÉ

ur assurer la rasponsabilit de son service financier. Connaissance M 12 exigée informatique 900 Connaissance M 12 exigos béferice Informatique 90th resser candidature avec cur-dum vitue et photo récents à M. le Sénateur-Maire. Hôtel de Ville, B.P. 200, 24108 Bergerac.

internationaux

TUNISIE INGÉNIEURS Hybrauliciens DOUT POSTES

IMMÉCIATS

érience de 10 ans exi c.v., photo et p à PROCESS SERVICE. 82/83 ex Tr peu roulé, 318-318-320-323 i, 620 i - 521 i -528 i - 728 i. Auto Pans-XV. Deeneusttes, PARIS- 15".

# COTE D'IVOIRE

DEMANDES D'EMPLOIS

# **ABIDJAN**

CADRE DIRIGEANT. 44 ANS, FRANÇAIS EXPATRIÉ. BIEN INTRODUIT SUR MARCHÉ IVOIRIEN

cherche poste RESPONSABILITÉ

Formation Sciences ECO + IAE + IFG. 12 ans direction Sociétés et Filiales. Anglais courant, espagnol.

Gestion comptable et linancière, expert en Organisation informatisée. Aptitude et expérience contacts commerciaux haut niveau. Disponible rapidement.

Contact et entretien possible à Paris 01/04 au 8/04. Tel. 766-46-89, M. Dupeyrou ou écrire 02 CIDEX C 72 ABIDJAN R.C.I.

Jne commercial, 23 ena, lib. D.M., angleis courent, excell, présentation, rech. situation. Accepterait posta à l'étranger. Ecr. e/m 5.477, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des tréfens, 75009 Perls.

J. H., maltrise droft, aff., + DESS + thèse en cours D privé, ch. colleb. cabinet d'av. ou d'aff. Préf. à mi-temps. Ecr. e/m 1056 le Monde Pubs. seruce ANNONCES CLASSES, 5, rue des Iteliens, 75009 Paris.

TECHNICIEN
GEOMETRE, TOPO,
35 ens, exp. T.P., V.R.O., B.E.
Ch. empl. lie-de-France, Etudio h. empl. lie-de-France. Etudie ttes propos. Tél. 414-45-23.

Darne 45 ans, rech, poste, Secrétairs parzieutière. Deme de compagnis, près d'une personne très cutovée. Tél. 783-24-48. J. H. dipl. capacité en droit. charche emploi bureau. Tél. 521-21-57.

J.F. 28 ene, digl. Économe Gestionneire B.A.F.A. + B.A.S Convaissance + exp. 5 ene milieu animation socio-culturel. Cherche poste de responsable. Tél.: 987-33-45.

CADRE DE DIRECTION COMMERCIAL, ADMINIS-TRATIF ET FIMANCIER 33 ens, diplômé sciences éco-comiques, 9 ens d'expérience dens ecclérés, C.A. 80 m.

racherche
DIRECTION
OU RESPONSABILITÉS.
région Orláns.
Ecr. s/m 1,038 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Pans. SERRURIER MONTEUR

MENUISIER ALUM. rech, empl, sur chantiers à l'éxranger. Tél. (32) 44-67-18. H. 28 a., cadre juridique et commercial, maîtrine de circit, anglais des affaires courant, dynamique, eréstif, pragnatique, Rech, poste à responsab.
Ecr. s/mº 1057 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

# CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs : INGENIEURS toutes spécialisations

 CADRES administratifs, commerciaux . JOURNALISTES (presse écrite et parlée) JURISTE D'ENTREPRISE - 46 ans, formation

supérieure juridique, anglais, italien courants, grande expérience juridique internationale contractuelle et contentieux, bien introduit milieux internationaux domaine coopération

offre: service entreprises, bureaux d'études techniques, cabinets prof. (mission ponetuelles france et étranger acceptées) (Section BCO/JCB 347). CADRE RESPONSABLE COMMERCIAL -

CADRE RESPONSABLE COMMERCIAI. —
34 am, nat. sénégalaise, maitrise sciences como
miques et juridiques + commerce extérieur,
anglais, espagnol, 10 ans expérience commerciale
(Sité d'ingénierie de biens d'équipement,
export...), gestion de trésorerie internationale,
gestion de stock, comptabilité, bien introduit
auprès administration locales, banques en Afrique (anglophone, lusophone, francophone).

OFFRE: service à Sté désirant améliorer rela-

OFFRE : Service à Sie destrant amendre reintions commerciales avec continent africain (Déplacements acceptés courte ou longue durée) (Section BCO/JCB 348).

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT — 47 ans, homme d'analyse et de synthèse de dialogue et d'action

bomme d'analyse et de synthèse de dialogue et d'action.
RECHERCHE: collaboration étrolte et comprise avec président de PMI/PME tous secteurs souhaitant les meilleurs résultats expérience, compétence, réussites proovées (Section BCO/DK 349).
INGÉNIEUR D'AFFAIRES - 53 ans, technico-

commercial, grande expérience bâtinents, habita-tions, industriels, hospitaliers, agro-alimentaire, réalisation de projets T.C.E. «clés en main», études techniques, deris, prix, suivi des chantiers, achais matériaga et matériels export, augusts con-

ÉTUDIERAIT : toutes propositi étranger (Section BCO/JCB 350).



ECRIRE OU TÉLEPHONER : 12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09 Tel.: 285-44-40, poste 33 ou 26.

# automobiles

· ventes

de 8 8 11 C.V. LANCIA GAMMA 1981 Perfeit ét. Prix argus 49.500 F PRIX VENTE : 37.000 F M. TAILLANDIER 747-50-06.

R 30 TURBO DIESEL 82 10.500 km, excell. état PRIX ARGUS : 68.500 F TAILLANDIER 747-50-06.

LANCIA GAMMA 1982 Parf. état. Prix argus 72,500 F PRIX VENTE 56,000 F M. TAILLANDIER 747-50-05

divers **BMW OCCASIONS** 

LANCIA **AUTOBIANCHI** nouvelle genération DELTA 1300-1500-1600 Speciale Pâques PARIS 14 539.57.33+

GRANDE ARMEE 500 25 42 29. Avenue de la Grande 'Armée PARIS 16'

deux-roues A vendre MOTO HONDA, type N 400 C.S. 1980, 12.900 km. Equipements neuts. 7.500 F a débatra. Téléphones lentre 18 et 20 h) eu : 749-66-75.

# 45, AVENUE VILLIERS Paris

2º arrdt MY MALESHERBES
DUPLEX even MEZZANINE
do 2-4-5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITAT.
Via. jeudi-vendradi, 13/18 h. ORIGIRAL. APPT d'architecte, séjour, 3/4 ch., 2 ptes patières (repecc. 850.000, 580-34-00. 3º arrdt

appartements ventes

L'immobilier

MARAIS

ger. 25 m², 500-54-00. 4º arrdt ILE SAINT-LOUIS

Dane bel immeuble, eup. 5 pièces, 2 salies de bains, 2 w.-c., poutres, 150 m², garage possible. 500-54-00. CŒUR MARAIS Dans gd HOTEL PART., stee

5º arrdt Gobeline. 354-96-10

RAVISSANT 2 PIÈCES.

NEUF CONSTRUCTION **EN COURS** 

IMM. TRES GRAND LUXE DE 29 APPARTEMENTS Livraison 1º tremestre 1883 JAROIN PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU DU 2 AU 5 PIÈCES Prix moyen 15,000 F le mª Ferme et définitif

APPARTEMENT TÉMOIN Tous les jours 14 h é 18 h Sauf marcredi et dimanche M° Stalingrad, bel imm, ancier gd 2 p., tt eft. 180.000 F, IMMO Mercadet 252-01-82. A.W.I. Tél. : 287-37-37

Original, prie Seine,
plein soteil, calme, très beau
granier aménagé, entièrement
tembrised, anv. 60 m² habit.
+ rangement.
Pourres spac., vue magnisque
spac vis-à-via.
Darnier étags, immauble SAVIGNY, récent besu 3 P. cuis., bris, w.-c., tout conf., cave, parking, Px : 225,000 F. JACAR. 874-93-80. XVII<sup>a</sup> siècle, restauré. Téléphone : vendradi 1/4 de 8 h. à 12 h. au 354-17-37.

6° arrdt ST-SULPICE, MMA. RAVALE Studio, bein, dost neuf. 250.000 F. Urgent - 555-20-00.

7º arrdt 7° arrond, rue de Verneu8 appt 8 pces, c./s., 2 s.de beins cave. Tél., 1° ét., calme, stand. 150 m², 1.750.000 F, agence Tél. : 261-65-55 poste 386.

9° arrdt SAINT-GEORGES, Imm. res. bains, w.-c., 180,000 F avec gros crédit. T. 357-35-68.

11° arrdt REPUBLIQUE, bet imm., restauré, 3 P., antrée, cuis., selle d'esu, w.-c., 380.000 F av. gros crédit. 367-86-68.

BD RICHARD-LENOR Osrs bel imm., asc., 3º étage Sud, appt 210 m² env. possib prof. fib., urgent. 634-13-18. SAINT-MAUR - Stending, double living, 3 chambres, 2 bains, triple box. T. 805-78-42 ou 500-81-92.

12° arrdt 12° métro Dugammier, 3 P. cuis. équip., s. d'esu, w.-c., rénové, pepiers, paintures, moquettes neuves, cheuff. indiv. ceve. faibles ch. 295.000 F. gave, faibles ch. 295.000 / 327-83-06, 8/15 h, apr. 20 / PORTE DOREE, prox. Boie, etc.

mezzenines, vernère, bel n., p. de taïls. 339.000. COGEFIM. 347-57-07. 13° arrdt

SOBILLOT vd cause départ 3/4 p. Tr cft. Saicons. Perk. Caime, autail. 900 000 F. Tél.: 278-77-63.

14° arrdt MONTPARNASSE teut. e/jard., rests 2 P. + balc. 640.000 F. 225-32-25.

15° arrdt Parts 15°, Particulier vand 2 pièces, cuisine, débarras, 45 m², knneuble ravelé. 52, rue Blomet-2° étage e/rue Pro. 380,000 F. Tétéphone : 720-17-51 bureau 288-83-72 metin et soir TERRASSE. 80 m² sa via-à-via LOFT ateliar duplex 97 m², sõi. 2 chores, cue., salle à manger. 1.250.000 F. Vendr. 10/ 12 h., 9, rue Mathurin-Régnier. Téléphonez au : 550-34-00.

17° arrdt BU BATIGNOLLES Dans bel snm. à vendn. 5 .P. cuis., s. de brit, w.-c., 128 m². vue, soleil. 500-54-00.

EPINETTES 3 p., 445.000 F. 225-32-26 TERNES 2 p., cuisina, bains, refeit à neuf. r.-da-ch., 290,000 F. T. 783-44-30.

### locations non meublées offres

LOUEZ A UN PARTICULIER Sans appréhension sens intermédiaire OFFICE DES LOCATAIRES 8 ans d'expérience Téléphone: 298-58-10. M' GUY-MOQUET ... 2 p. ds b. imm. A rén. en par-tie, 3º ét. rue, cuis., e. d'eau, cave, 139 000 F. 228-43-12.

Métre PARMENTIER
Immeuble récent, studio 35 m²,
crande culsine, tour confort,
1,800 F per mois + charges,
Réd. contrôlables dermandees,
ce., e/m² 6,378 le Monde Pub... 18° arrdt MARX-DORMOY. Sur rue, besu 2 p., entrée, cus., dou-che, w.-c., 160.000 F, avec gros crédit. T, 357-35-68.

RUE ÉTEX, très beau studio, curane, bains. Px 230.000 F. Téléphonez eu : 763-44-30. La Fourche, bet imm. 2 pces, entrée, cuis., w.-c., 173.000 F. HMMO Marcester - 252-01-82.

Saint-CLOUD lopt. 61 m², vue sur Seite, sen impermédiane — 954-14-66 le son Mairie, bel Imm. ancien pd 2 p. tt cft, refeit neuf, 270,000 F. IMMO Marcadet, 252-01-82. RUE CARPEAUX - 2 étage 3 pièces, 85 m², 585.000 F Imm. plerre de trelle, cuieire w.-c., selle de boins, chauff cent, indiw., près squere, Téléphone: 229-47-08.

**YOUS OÉSIREZ YENOR!** un logement avec ou sans of Adressaz-vous à un spécialiste Paris IMMO. MARCAGET

88, r. Marcadet, 75018 Paris Estimation gratuite. Publicité à nos frais. Téléphone : 252-01-82. 19° arrdt

Studio eft, 6° asc., chff., im-media tria evacialit, calma 27 m², Suttes-Chaument, Tél, 415-32-16, ag. g'abst.

91 - Essonne

Hauts-de-Seine

MEDOON **YUE PANORAMIQUE** 

IMM. PIERRE DE TAILLE 2 et 3 P. avec GD BALCON Livraison avril 83 PRÊT CONVENTIONNÉ

ANTONY, résidence Le Fon-taine, 4/5 p., cuis., bns, w.-c. tout confort. Px : 580,000 F. JACAR. 874-83-90. 27, evenue de Villiers, 75017 PARIS. Tél. 227-44-44.

LEVALLOIS trés boau 3 p. dans trés bon imm. ravaié. 3 ét./rue. 435,000 F à débattre. Téléphone : 229-43-12. Sossur. Stand., 3 pose, rt cft, 67 m² + belcone. Rue et jard., perk. 620.000 F. 278-77-63.

Province VALBERG 06 Perticulier vend F3 confort Hiphonez eu (94) 82-83-34

VANNES A vendre, quart. résid., celme. Rore verne, maison de 6 poes, excel. état., compren. : étage. 3 chères, ex de bris, entrée, 2 chères, s. de bris, entrée, 2 chères, s. de bris, entrée, 2 culs., séjour, salon avac cheminée sur jardin plain sur : sous-aoi es touts la maison, av. ger. et chauft. Tarrain de 400 m². S'adresser:

A Sélection Fonclère,
B, place de la République, 56000 VANNES.
Tél.: (87) 47-27-01.

HAUTE-SAVOIE

LSS CARRIOZ: station village ds magnifiques challets de heure quarte, reste è voire quantidos, 2 poes de 250.000 F. 450.000 F. + perk., pour documentation écrire à : pour documentation écrire à : SANTANDREA : 20 PL Vendome 75001 Paris T. 260-67-36/66.

2 pièces, duplex caractère, vue. 380,000 F. T. (3) 953-22-27.

DEAUVILLE - CANISY

CAP D'AGDE
De pert. à pert. dans petite résidence, picoine, ternés.

Studie - cebine 30 m²,
4 pers., entièrent. équipé, jerdin
privatif. 230,000 F.
Studie - de privatif. 230,000 F.
Tél.: 288-28-98 après 18 h.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiena, 75009 Paris. EXCEPTIONNEL 18-ppt 330 m², 8 chbres, love ners, 10,000 F. rep. prst. 500,000 76.: 805-78-42 on 500-91-92.

(Région parisienne

## locations non meublées demandes

Collaborateur journal, chenche 3-4 p. deng 1", 2", 3", 4", 10", 11", 14", 18" arrdt. Loyer max. 3.500 F ce. Sup. min. 60 m'. Ecr. e/m 8.480 is Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Peris,

(Région parisienne) Etude cherche pour CADRES villas, per, toutes barl, Loyer garenti 8.000 F. 283-57-02.

## locations meublées demandes

Paris SERVICE AMBASSADE rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stès ou Ambessades. 281-10-20,

# immobilier information

ANCIENS NEUFS OU STUDIO AU 8 PIÈCES SÈLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appoler du écrire : Centre d'information FNAIM de Peris, 18-de-France, LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27, invenue de Villiere.

# pavillons **BOIS B'ARCY**

PAVILLONS JUSQU'A 120 KM DE PARIS SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeter ou Scrive Centre d'Information

Centre d'Information FNAIM de Paris, lie-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, evenue de Villiers 75017 PARIS. Tél. 227-44-44

villas **JAROIN MAROLLES** (94) de 1000 m² jdin, maleur plain-pled, gd séjour, cheminés cuisine équipée, 4 ch., 2 beins gar. 850.000 F. 225-32-25

COSTA BRAVA. Part. vd villa dominent mer. 5 ch., 3 s. de b., grande terrasse. gwr. Territon. 900 m². 8 km San-Felin. 85 U. Téléphonex sprée 18 hours ou san. /dim. au (76) 08-02-10. terrains: Part. vd. 120 km de Paris pa autoroute, Rég. Chartres. terrein boisé de week-end. 5.030 m² svec mobil. home Cheminée extér. 35.000 F. 76L: (16-38) 58-45-48.

viagers 17", près bd de Courcelles, besu 3 pass tr. dr.; imm, style, hôtel particulier, 320,000 F + 3,200 Occupé time 75 ens. Cruz, 8, rue La Soétie. Téléph. 268-18-00.

# maisons de campagne

LA BELLE AU **BOIS DORMANT** A l'orse de la forst, à saleir e/termin 5.000 m² plants fui-tiers, splantide maison campe-

Pr. Bourg-S-Gironde

propriétés

DANS VILLAGE

VAR : COTTENAC

pelit Mas, champe, contort. 4 chambres, grend séjours. Perc 8500 m², besux arburs. Prix: 1,000,000 F. Sur place du 27/3 au 9/4 Téléphone: (94) 04-65-18. jusqu'au 8 mml 83.

Ferme rénovée, grange, dé-pend, sur 4000 m². 380,000 F. (92) 61-33-94.

Locations

**EMBASSY-SERVICE** 

DOMICILIATIONS PARIS FLASH BUREAU 825-11-90.

Ventes

9 R.G.-de-MAUROY Boutique, grde agence voyage Urg. C.B. 350.000 F – 282-15-03

ASSOCIATION M.C.P.

378-52-33.

Ventes



MONTARGIS OLEST

a/terrain 5.000 m² plantá frui-tiers, spiendide misen campe-gnade en pierrat apperentes, stuation unique, site imprena-ble, sépur rustique 80 m², che-minée, cuis. + 4 P., w.-c., seu, électr. branchées, granise sind-regeable + grange. Px total : 298.000 F. Long crédit caissa d'épargna. T41. : 18 (38) 85-22-82 OU AFRES 20 H. 16 (38) 96-22-29.

JOLI PLANS-PIED 2 grandes pièces, S.E. (70m²) Chauffege central mazout neut. E., El., sil. Dépend. Gd jerdin. Tél. 18 (87) 42-12-83.

ARDECHE, sit. 800, and, ferme sur 5 ha bolade, rouse privie, vue megn., b. dt., habitab. immédiat., 4 pcas, s. bna. 80 m² + 180 m² améngeabl. equ. Mact., très bon dirmat, prox. st., 485.00 F.
P. Janen, 07450 Burzet.
Téléph, sur 75 38-43-90 h.r.

100

33 Bac 2 6

Application of the second

Transfer and a second

. . . .

17.5

the second second

réputé mas provençal pleire paya. Pazio, Confort, luxe, dé-pendiences, placine, terrein arboré 8.000 m². Vue imprene-ble. Prix : 1.500.000 F. Télé-phone : (18) 90-75-65-02. M. T. BARBE, 84-220 Roussillon.

APT (Provence) A wire 1 MAS avec 38,000 m² de tensin. Prix : 750,000 P. F. GARCIA. 18 (90) 74-271 ou 15 (90) 75-54-20.

fermettes Vends 200 km, sud Paris

bureaux

RECH. 3 à 6 BUREAUX

BUREAUX MEUBLES SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS CONSTITUTIONS STÉS ASPAC, 293-60-50 +

# locaux

commerciaux

Locations

charche local supérieur à 40 m² pour sa gestion administrative, de préférence 72°, 13°, 14°...

boutiques

A SAISIR POUR PLACEMENT Mª Maubert dans bei immeuble, muns de boutique très bon rapport. Téléph. : 634-13-18.



WERTINO ROMANO 

THE SURO MONNAME

1 ार्थ 🥸 भा 😹

اعدنات الأصل

Du côté des prix, le tendance est

également plutôt satisfaisante. En annonçant la dévaluation, le gouver-

nement prévoyait une inflation de

l'ordre de 14 % en 1983. Or elle ne

sera probablement que d'environ 10 %. Les prix ont augmenté de

2,2 % en janvier, mais en février la

Le blocage, instauré le 8 octobre, a été levé début mars, et il semble

que cette mesure ne provoquera pas

une nouvelle flambée. Toute aug-

mentation des prix des produits de

consommation courante et du maté-

riel de construction, eo narticulier.

doit être annoucée un mois à

l'avance à l'office des prix et des

cartels. Par ailleurs, le commerce de

détail est dans une situation difficile

et. compte toou de la baisse du pou-

voir d'achat, il n'ose pour le moment

**Toujours le consensus** 

En outre, l'appel aux sacri-

fices » lancé par le gouvernement

aux syndicats a été entendu, ce qui

montre que le « consensus suédois »

existe toujours. Les Scandinaves ont

accepté, sans le moindre mouvement

de protestation ou de grève, une

baisse prévisible d'environ 4 % de

leurs revenus réels en 1983. Toute-

fois, les coûts des entreprises pro-gresseront de 9.5 % en raison de dis-

positions prévnes dans les

Les sociaux-démocrates parais-

sent donc avoir réussi la première phase de la dévaluation, mais recon-

naissent que tous les risques ne sont

pas écartés. « Le succès de l'apéra-

tion. dit-on au ministère des fi-

enuts, de l'infintinn et de la

conjoncture internationale: 1984

sera une année décisive. - On peut

se demander en effet si les syndicats

accepteront deux années consécu-

tives uno baisse sensible du pouvoir

d'achat, s'ils ne voient pas de résul-tats concrets de la politique menée

actuellement aux niveaux de l'em-

En ontre tôt ou tard le gouverne

ment devra s'attaquer au problème

dn déficit budgétaire, qui représente 14 % du produit national brut. Deux

tendances s'affrontent depois quel-

ques semaines an sein du mouve-

ment ouvrier suédois. La première,

proche du ministre des finances M. Kjell-Olof Feldt, estime qu'i

faut prioritairement redresser les fi-

nances publiques, et par conséquent envisager des économies dans le sec-

teur des services et supprimer aussi

rapidement que possible les subven-tions versées aux branches mori-bondes de l'industrie:

La seconde, qui regroupe prati-quement tous les syndicats (de ten-

dance social-démocrate), réclame

une politique d'expansion et soup-come le gouvernement de vouloir

renoncer aux promesses faites pen-

dant la campagne électorale concer-nant le « retour au plein emploi ».

Le premier ministre, M. Olnf

Palme, n'a pas encore tranché dans

ce débat. Il s'est contenté de décla

rer récemment : « Le rôle des syndi-

cats est naturellement de présenter des revendications, mais c'est le

• La roupie indonésienne vient d'être dévainée de 38 % par rapport

au dollar. Elle sera désormais échan-

gée au cours de 970 roupies pour 1 dollar, contre 703,5 précédem

ment. Ce changement de parité a pris effet le mercredi 30 mars. Elle a

été annoncée par le coordonateur pour l'économie, les finances et l'in-dustrie, le D' Ali Wardhana, après la

première réunion du nouveau gou-

vernement, le quatrième formé par le président indonésien Suharto, qui

vient d'être réélu pour un quatrième

Le professeur Wardhana a expli-

qué que cette dévaluation, la

deuxième en cinq ans, était une

conséquence de la récession mon-

diale, de la chute des cours du pé-

trole - l'Indonésie est membre de ropep - et de la mauvaise tenue

des autres exportations du pays.

mandat de cinq ans.

ALAIN DEBOVE.

gouvernement qui décide. »

ploi et de l'investissement.

conventions collectives passées.

hausse a été nulle...

majorer ses prix.

+ 13.9 % fin décembre.

Cette décéloration des dépenses

d'assurance-maladie fio fèvrier a été

l'occasioo pour le ministère des af-

faires sociales de se féliciter.

dans un communiqué, de « cette ré-

duction qui constitue une étape sur

la voie de la maitrise des dépenses

Rappelons que, selon les estima-

tions publiées en décembre par la commission des comptes de la Sécu-

rité sociale, les dépenses d'assurance-maladie ne devraient croître en 1983 qu'au rythme annuel

dc + 11.99 % si l'on veut équilibrer

les trois branches (assurance-

maladie, vieillesse et famille1 de la

Sécurité sociale. Le moins que l'on

puisse souligner est que, pour arriver à cet objectif, la décélération amor-

cée en début d'année doit se confir-

M. Le Garrec a lui-même démenti

cette information. Le départ de M. Delpy est pour-

tant resté probable. Il est effecuf à

[M. Gérard Vanderpoite, né le 27 septembre 1944 à Valenciennes

(Nord), diplôme d'étndes supéricures en sciences économiques, a d'abord été chargé de recherches au centre d'analyses du développement de l'insiversité de Lille. Puis, en 1972, il est entré au ministère du travail en qualité de chargé

de mission au bureau de la politique gé-nérale de l'emploi. En décembre 1974, il

est appelé à la direction générale de l'A.N.P.E., où il est successivement chef

de la division des études et programmes, puis chef du service des statistiques, des

programmes et de l'analyse de gestion. Enfin, en juillet 1981, il devient

directeur-adjoint au directeur généra chargé des programmes de l'A.N.P.E.]

emplois. D'après les responsables

C.G.T. de la Ceraver des Hautes-

Pyrénées, cette action n'a pu être

cootrôlée, puisque ce sont deux délé-

gués de la C.G.T. de l'usine de Tarbes qui se sont trouvés assez cu-

M. Durand-Rival. Ils om toutefois

refusé de désavouer formellement

les auteurs de ces voies de fait, s'es-

tains sont co chômage depuis un an.

bours des deux cent cinquante licen-

ciements est engagé - malgré le refus du comité d'établissement.

tout faire pour « reclasser » ces

deux cent einquante personnes;

soixante-dix salariés scront admis en

préretraite (Fonds national de l'em-

ploi) à cinquante-cinq ans et quatre-

vingts autres partiront volontaire-ment en avril en bénéficiant des

d'élaborer un plan de relance. La

Chapelle-Darbiay, dont la dette dépasse 1,10 milliard de francs, pos-

sède trois usines, deux près de Rouen (Grand-Couronne, Saint-

Etienne-du-Rouvray), une troisième

groupe sur la fabrication du papier

journal après assainissement de sa situation financière avec l'aide de

aides prévues.

La direction souligne qu'elle veut

A l'usice Ceraver, le compte à re-

Depuis trois mois le rythme annuel de croissance

des dépenses d'assurance-maladie se ralentit

en décembre). Ces frais ont évolué

plus précisément au laux de

+ 21,6 % dans le secteur public et

Les . honoraires du secteur

privé » ont cril, eo rythme annuel, de + 13,6 % fin février, au lieu de

+ 14,1 % fin janvier et de + 15,4 %

fin décembre. (En février, ce taux est de 13,6 % pour les bonoraires médicaux et de 13,4 % pour les soins

Les « prescriptions - augmentent au rythme de + 14,6 % fin février

(contre + 15,5 % fin janvier et

+ 17 % fin décembre) : + 13,7 % pour les actes d'auxiliaires médi-

caux, + 15,2 % pour la pharmacie et

Enfin, les dépenses d'- indemni-

+ 13,4 % pourles actes de biologie.

sation des arreis de travail pour

maladie - progressem, elles aussi,

moins vite : + 11,2 % fin février, au

M. Gérard Vanderpotte vient

d'être nommé directeur général de

'A.N.P.E., en remplacement de

M. Jacques Delpy, démissionnaire,

qui exerçait cette fonction depuis le

De fait, depuis septembre dernier.

des rumeurs persistantes on couru sur le départ de M. Delpy. Ce der-

nier, qui ne cachait pas ses sympa-thies rocardicones, avait été alors

donné partant, dans le cadre de

l'éventuelle création d'un grand ser-

vice public de l'emploi regroupant

'A.N.P.E., l'Association pour la for-

mation professionnelle des adultes,

et les services extérieurs de la main-

l'œuvre. Ce projet de création,

disait-on alors, était celui de

M. Le Garrec, arrive à la tête du mi-

nistère de l'emploi en juillet 1982.

La tension est vive à Tarbes

(Hantes-Pyrénées), après le coup de

force organise, mereredi matio

30 mars, à la Maison de la chimie, rue Saint-Dominique à Paris, cootre M. Durand-Rival, P.-D.G. de l'usine

rection de l'entreprise a dénoncé ces

Alors que se réunissait le comité

central d'établissement, consacré

aux licenciements envisagés par la

Ceraver, filiale à 94 % de la Compa-gnie générale des eaux (C.G.E.).

ments étrangers à l'entreprise », so-lon la direction, avait attaché le P.-

D.G. à deux syndicalistes, au moyen

de chaînes de plastique. M. Durand-Rival n'avait pu se libérer qu'au

bout d'une heure, à l'arrivée des

Ces incidents ont seconé à nou-

● Un sursis est accordé à La

Chapelie-Darbiay. — En règlement judiciaire depuis le 12 décem-bre 1980, le groupe papetier vient d'obtenir du tribunal de commerce

de Rouen l'autorisation de poursui-

vre son activité jusqu'au 30 mai pro-

Selon la fédération C.G.T. du

papier-carton, cette période doit être mise à profit par l'administration ju-

dicinire pour négocier un concordat

veau l'opinion à Tarbes, où l'oo compte déjà plus de huit mille sans-

forces de l'ordre.

alisée, un « commando d'élé-

« agissements intolérables ».

comparaison valable, cerner les frais | du 31 mars, dernière édition). La di-

aver de Tarbes-Bazet (le Monde

M. Gérard Vanderpotte est nommé directeur

de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.)

APRÈS L' « ENCHAINEMENT » DU P.-D.G.

Le syndicat C.G.T. de l'usine Ceraver

affirme qu'il s'agissait d'une action incontrôlée

de + 11,2 % dans le prive.

.:4#5

sique Chisi wert 1220 xem-P. les

tion du gyages. ಿ ೯೬೮೯ ನ gne de etorios

aque les s de

une tra-

12.12

----v.:6 2 AU CC

:5 -1-

zbic.

à Corbeil-Essonnes. Ses effectifs s'élèvent à deux mille personnes. L'objectif serait de recentrer le

# et permettre aux pouvoirs publics **VOUS SOUHAITEZ ACHETER** UN APPARTEMENT.

**TOUS LES JOURS** 

Le Monde **VOUS PROPOSE** 

DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIERE **DES AFFAIRES SELECTIONNEES PAR DES PROFESSIONNELS** 

# économie

SOCIAL

Le rythme annuel de croissance des dépenses d'assurance-maladie

s'est élevé, fin février, à + 16,8 %, au lieu de + 17,9 % fin janvier et de + 18,5 % fin décembre 1982, a indi-

qué le 30 mars la Caisse nationale

'assurance-maladie des travailleurs

Ainsi, pour le troisième mois consécutif, les statistiques men-suelles de la Caisse montrent une dé-

élération dans l'augmentation des

Ce ralentissement de la hausse

concerne tous les postes de l'assurance-maladie. Ainsi, les dé-

penses en « soins de santé » ont aug-

menté au rythme anouel de + 17,3 % fin février, contre

+ 18,5 % en janvier et + 18,9 % en

décembre. Toujours sur un an, les « frais de séjours hospitaliers » ont

progressé de + 18,9 % (au lieu de + 20,5 % en janvier et de + 20,1 %

CORRESPONDANCE

Sécurité sociale

et assurances

M. Jean Flory, délégué général de la Fédération française des so-

ciétés d'assurances, nous écrit à

propos de l'article sur « L'avenir de

In Sécurité sociale » (le Monde du

Vous dites : « Le malheur, e'est

qu'à y regarder de près, on constate que les charges bureaucratiques de

la Sécurité sociale sont plus faibles

que celles des compagnies d'assu-

rances. On ne pourrait donc gagner

En comparant les frais généraux de la Sécurité sociale avec ceux des

sociétés d'assurances, vous établis-

sez un parallèle entre deux types

d'organismes qui o'ont pas les

mêmes charges de travail et de votre

affirmation, vraie en apparence, on

ne peut tirer de conclusion. En effet,

la Sécurité sociale gère un risque

obligatoire de façon monopolistique et fait faire un maximum de tâches

par des correspondants d'entre-

prises ; elle n'a donc pas à établir de

contrats, elle allège considérable-ment ses frais d'encaissement, elle

évite l'étude et la mise en œuvre de

nouveaux produits et tarifs, elle n'a

pas à collecter et à comptabiliser des

Il faudrait, pour effectuer

réels de la gestion du risque maladie

effectuée par les assureurs dans des

conditions analogues à celles de la Sécurité sociale. Or cela est possible

dans le cas des régimes d'assurance

maladie obligatoires des exploitants

agricoles et des travailleurs non sala-

riés. Les assurents, en effet, partici-

pent largement à la gestion de ces

régimes, notamment par un organisme commun, le GAMEX. Il est

significatif de constater que les coûts do gestion par assuré ont été, en 1980, de 403 F dans le régime gé-

néral de Sécurité sociale, contre

377 F dans le régime des T.N.S. et

289 F dans l'assurance maladie des

CONJONCTURE

lent effritement de la

PRODUCTION ET MODÉRA-

TION DES HAUSSES DES

Les prix à la production vont augmenter de moins en moins vite mais

la production elle-même ne donne

aucun signe d'amélioration. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer

de l'enquête menée en mars par

l'INSEE naprès des chess d'entre-

dans l'industrie, écrit l'INSEE, continue de se caractériser par un lent effritement de la production, une grande modération des perspec-

tives de prix, et un fort pessimisme

sur l'évolution générale de l'activité

industrielle. On note une réduction des carnets de commandes, due

principalement d leur composante

étrangère. Toutefois, les stocks de

produits finis évoluent peu et res-

tent proches de leur niveau normal. Aussi la production devralt connaî-

tre une quasi-stabilisation au

deuxième trimestre après la baisse enregistrée en mars, liée d un recul

**VOTRE BATEAU?** 

LOUEZ-LE NEUF...

**YACHTING LOCATION** 

25, rue La Boétie

75008 PARIS - 268-15-70

dans les biens intermédiaires. »

« La situation conjoncturelle

PRIX INDUSTRIELS

prise.

exploitants agricoles (AMEXA).

taxes fiscales et parafiscales.

beaucoup de ce côté ».

4 mars):

salariés (C.N.A.M.T.S.).

dépenses de santé.

# ÉTRANGER

# En Suède

# La forte dévaluation d'octobre semble pour le moment avoir réussi mais le pouvoir d'achat baissera de 4 % en 1983

Stockholm. - « Quitte à dévaluer, amont frapper un grand coup une bonne fois pour toutes. . Tel est le raisonnement qui les socimixdémocrates suédois ont tenu, le 8 octobre 1982, en dévaluant de 16 % la

Sur le plan psychologique, le gount de M. Palme prenait ainsi un départ spectaculaire. D'une part, cette dépréciation « offensive » de la monnaie mettait pour un temps une sourdine aux plaintes du patronat sur le fléchissement de la compétitivité des entreprises. D'autre part, vis-à-vis de l'opininn, les sociaux-démocrates montraient leur colonté de changer de direction et de relancer l'économie afin de défendre l'emploi. Ils s'assuraient enfin la « compréhension » des syndicats en bloquant lea prix, en canalisant 20 % des bénéfices des entreprises en 1983 vers l'investissement et en s'engageant à ne pas toucher aux prestations sociales. Mais la ganche savait aussi qu'elle prenait des risques.

# **Aux États-Unis**

# L'INDICATEUR GLOBAL D'AC-TIVITÉ A ENREGISTRÉ SA SIXIÈME HAUSSE CONSÉCU-TIVE

L'indicateur global de l'économie américaine, calculé chaque mois par le département du commerce, a enregistré en février une hausse de 1.4 %, la sixième consécutive depuis six mois. Cette hausse est moins importante que celle de janvier qui avait été de 3,5 %, selon les chiffres révisés ; mais elle confirme, selon les analystes du département du commerce, la solidité de la reprise actuellement en cours,

Toutefois, parmi les douze statistiques utilisées pour confectionner cet indicateur mensnel, la plus grande progression provient d'une augmentation importante de la masse monétaire durant le mois de février. Parmi les aotres hausses figurent celles des prix des matières premières sensibles, une augmentation du nombre de créations d'entreprises et une amélioration des prix des stocks.

En outre, les commandes de bi manufacturés ont décliné de 2,2 % en février. Ce recul de février, qui fait suite à une progression de 2.5 % en janvier (+ 3,9 % en décembre), passe pour peu significative aux yeux des analystes, étant à attribuer essentiellement à une baisse de 30 % des commandes d'équipements militaires qui peuvent varier considérablement d'un mois sur l'autre. Les stocks dans l'industrie manufacturière ont baissé de nouveau en février, pour le douzième mois consécutif, ce qui tend à montrer que les chefs d'entreprise attendent une reprise importante des achats, mais sans vouloir l'anticiper.

# De notre correspondant

Cinq mois après la dévaluation, le ministère des finances est très prudent dans ses commentaires, mais il faut constater que, jusqu'ici, les choses évoluent conformément nux prévisions du gonvernement. La baisse des prix da pétrole, ane légère reprise de la conjoncture mondiale et un hiver scandinave particulièrement doux, qui a permis de limiter les dépenses énergétiques, ont joué en faveur de sa politique.

Dans l'immédiat, la dévaluation dégradation de la balance commerles carnets de commandes des entre

Autres signes « encourageants » :

# En R.F.A.

Bonn (A.F.P., Reuter). - Les

Sur un an, de mars 1982 à mars 1983; te coût de la vie a enregistré une hausse de 3,5 %, soit moins qu'en février, où son augmentation sur douze mois était de 3,7 % (3,9 % en janvier). Ce résultet est le plus faible qui ait été observé depuis mai n'avait pas enregistré un taux mensuel negatif depuis août

Capendant, le taux de croissance de l'économie allemande pourrait être de 0,5 % cette année et de 3 % en 1984, a declare, le 30 mars, M. Wilfried Guth. l'un des deux présidents de la première banque privée de R.F.A., la Deutsche Bank, Selon M. Guth, la croissance devrait être favorisée par la stabilité des prix et la consolidation des finances publiques. La baisse des prix du pétrole devrait aussi jouer un rôle positif.

	COORS	DO TOOK		Cite is				PENY		_		-		_
	+ bes	+ hout	n.	p. +0	s D	ίρ	2	p. +o	u Di	<b>ب</b>	Re	p. +o	. D	<b>έρ.</b> –
SE-UL	7,2780	7,2810	+	130	+	216	+	270	+	276	+	630	+	230
Sem	5,9108	5,9147	+	110	+	190	+	225	+	245	+	525	+	718
Yen (160)		3,0433	+	120	+	175	+	255	+	280	+	750	+	864
DM		3,0002		168	+	205 210	<b>!</b>	335 340	+	350 355	+	935 880	+	1946 975
Florin	2,6615	2,6636 15,1089		165	+	130	<b>T</b>	286	Ι	25	Ξ:	730	Ξ	85
F.B. (180)	3.4932	3.4971	+	228	Ŧ	270	+	460	+	470	+	1310	+	1440
L(1 600)	5,0332	5,8370	-	300	_	135	-	525	-	405	=	1625	7	1330
£	10,7241	10,7358	+	84	+	217	+	190	+_	224	*	513	+	\$35

_	170		TO C					
SR-U DM Flurin F.B. (100) . F.S. L (1 000)	4 5/8 3 1/2 4 11 3/4 17 3 3/8 4 15 2/8 17	1/8	4 3/4 3 9/16 11 11/16 1 3 11/16 16 1/4 1 19 5/8	4 3/16 3	9/16 9/16 11/16 1/2 11/36	12 13/16 4 1/16 18 1/4 11 1/16	3 5/8 12 3 3/4	9 1/0

Ces cours pratiqués sur le marché interbançaire des devises nous sont indiqués es fin de matinée par une grande banque de la place.



IGINO POGGI EREDI Spa. 00011 BAGNI DI TIVOLI - Roma Tel. (39-774) 32 91 38 - 32 91 36 Telex IGIPO 61 14 29

la sensible diminution des stocks de l'industrie ainsi que l'augmentation, pour la première fois depuis longtemps, de la production industrielle de 2 % eu janvier. Cette amélioration n'a toutefois eu ancune incidence sur l'investissement ou l'emploi : les entreprises, qui tournent au ralenti, peuvent facilement développer leur production sans embaucher de personnel. Le taux de chômage neure élevé pour la Suède : 3,6 % de la main-d'œuvre, et autant sont employés à des travaux de dépan-

## Des signes encourageants

s'est traduite inévitablement par une ciale, qui a enregistre un déficit de 6,5 milliards de couronnes pour l'ensemble de 1982, mais on observe déjà une amélioration : pour les deux premiers mois de 1983, l'excédent du commerce extérieur est de 200 millions de courannes (contre un déficit de 600 millions pendant la période correspondante en 1982). Le collège du commerce note que prises ont augmenté d'environ 15 % en novembre et décembre, mais précise qu'il est difficile de connaître les raisons exactes de cette reprise, qui pourrait bien être en fait le résultat de la précédente dévaluation, intervenne en octobre 1981.

# LES PRIX ONT BAISSÉ DE 0,1 % EN MARS

prix en R.F.A. ont diminué de 0.1 % en mars, selon les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques, ils avaient aug-menté de 0,1 % en février et de 0,2 % on janvier.

1982.

# LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	CUURIS	DO TOOM		Care is				-	_	_						
	+ bes	+ heut	fle	p. +0	g D	íp. –	E.	p. +o	u Di	7	Re	p. +o	. D	<b>бр.</b> —		
SE-UL	7,2780	7,2810	+	130	+	216		270	+	276	+	630	+	236		
Sean	5,9108 3,0407	5,9147 3,0433	+	110 120	+	190: 175		225 255	+	245	+	525 750	+	718		
Yen (160)	2,9978	3,0002	+	160	+	205	+	335	+	-350	+	935	+			
Florin F.R. (100)	2,6615	2,6636 15,1089	+	165 188	+	210	+	340 286	+	355	<b>!</b>	880 730	<u>+</u>	975		
F.S	3,4932	3,4971	+	228	÷	270 135	+	460 525	ŧ	405	±	1310	+	1440 1330		
L(1 000)	5,0332 10,7241	5,8370 10,7358	+	84	Ŧ	217		190	+	220	+	513	+	<b>335</b>		

# TALLY DES ELIROZMONNAIES

INON DEC CONTO INCIDENTE														
\$R-U 9 1/8 DM 4 5/8 Flatin 3 1/2 F.B. (100) 11 3/4 F.S 3 3/8 L(100) 15 C 18 5/8	4 1/8	4 3/4 5 1/8 4 3/4 5 1/8 3 9/16 4 3/16 3 5/8	10 5 3/8 4 1/4 12 15/16 4 1/8 18 7/8 11 14 3/8											

# TRAVERTINO ROMANO

Blocs - Dalles - Produits manufacturés

SUITE ET FIN ?

ployées par la société La Prévoyanta, chargée de l'entretien du Centre Georges-Pompidou à Pans, et responsable dans l'affaire de le grue de Latche, n'nnt pas percu leurs saleires depuis lo 7 mars, date da la disparition du P.-D. G. de la société. M. Jean-Claude Tonnaau.

L'entreprise de M. Tonneau devait fournir le grue dont l'ebsence avait retardé la retransmission, dapuis Latcha, du discours télévisé de M. François Mitterrand, président de la République. la samedi 1º janvier à An-

Dens un communiqué, le syndicat C.G.T. da la société a indiquá que la disparition de M. Ton-neeu avait entreîná le non-paiement des salaires de févner des soixante-cinq employes de l'entreprise affectés au Centre Georges-Pompidou at qui sont. pour l'essentiel, onginaires du Maghreb et des pays d'Afrique

Le ayndicat précise que les employes ont decide, malgre tout, d'assurer l'antrazien du Centre Beaubourg, tout en occu-pant le siège social de la société à Fontenay-sous-Boia, dans le Val-de-Merne, pour tenter d'obtenir satisfaction.

L'occupation des locaux de l'entreprise a été à l'origine d'une attaque menée dans la nuit de lundi 28 à mardi 29 mars par une piquet de greve installé dans les bâtiments. Il n'y a eu aucun

 Le groupe sidérurgique alle-mand Kurf est déclaré en faillite. – Les trois mille einq cents emplois du groupe ne sont cependant pas me-naces. Avec l'aide de l'Etat du Bado-Wurtemberg et des banques, une nouvelle société de transformation de l'acier a été créée à partir d'une siliale du groupe, la Badische Stahlwerke A.G. de Kehl. D'autres filiales ont été vendues.

Des négociations sont en cours pour la cession des parts que détient Korf dans la Hamburger Stablwerke G.M.B.H. 151 %) et dans la Société des aciéries de Montereau (50 %) ainsi que pour la vente de ses filiales brésilienne, américaine et saou-

La dette de Korf atteint 560 millions de deutschemarks. Le groupe table sur une aide financière du gouvernement fédéral. Son capital est détenu à 60 % par M. Korf et à 30 % par le gouvernement du Koweit.

**AU CONSEIL DES MINISTRES** 

Les réseaux câblés : un investissement de 50 milliards de francs en quinze ans

L'austérité et les réductions budgétaires n'affecteront pas le développement de la télématique et des réseaux cáblés. Dans la communication qu'il a présentée au conseil des ministres du 30 mars. M. Louis Mexandeau, ministre delegue charge des P.T.T. a confirme l'ensemble des dispositions prises dans ces deux domaines. Côté tèlématique, ou plutôt - videographie interactive - comme on la désigne maintenant aux P.T.T., le ministre a précisé le programme d'extension géographique de l'annuaire électronique qui équipe déjà 10 000 ménages en Bretagne. Dés la fin de cette année, des terminaux Minitel seront gratuitement installés en Picardie et en He-de-France à la demande des conseils généraux. Puis viendra le tour de la Basse-

Normandie, du Nord-Pas-de-Calais et de Provence-Côte d'Azur (premier semestre 1984) ; de la Lorraine et de l'Alsace (avant la fin 1984) et de la région Midi-Pyrénées (début 1985). Quant aux 2 500 menages

cobayes qui utilisent Télétel depuis juillet 1981 à Vélizy (Yvelines), ils ne seront pas oubliés puisque l'experience est transformée en - centre d'essais - permanent, permettant aux prestataires de tester de nouveaux services, notamment le télépaiement par carte à mémoire. Pour ce qui est des services, le ministre a annonce que le décret définissant les règles juridiques et déomologiques imposées aux fournisseurs est à la signature du premier ministre, li devrait largement s'inspirer des recommandations de la commission Huet (identification des auteurs, droit de réponse, affichage clair des tarifs, déontologie de la publicité) et proieger la presse contre une coneurrence intempestive, notamment dans le secteur-cle des petites

annonces.
Plus récent, le plan de câblage est, lui aussi, en bonne voie. Plus de cinquante demandes sont déjá parvenues au ministère des P.T.T. Les nses any appels auprès de huit groupes industriels pour 1.4 million de prises en trois ans seront remises en avril et mai. Une première sélection interviendra en juin et les commandes seront passées au quatrième trimestre. M. Louis Mexandeau a annoncé que la direction générale des télécommunications et télédiffusion de France

Berlin-Ouest sera raccordé au gazoduc euro-sibérien et recevra, des octobre 1983, du gaz naturel so-victique jusqu'en 2008. Aux termes d'un accord signé le mereredi 30 mars entre la société ouestallemande Ruhrgaz, la société soviétique Soyouzgazexport et le combinat est-allemand Verbundnetze Energie, un gazodue de 235 kilomètres traversant la R.D.A. raccordera le quartier berlinois de Buckow au gazoduc euro-sibérien en Tebécoslo-

(Publicité)

était déjà en discussion avec les collectivités locales pour la constitution des sociétés locales d'exploitation commerciale (S.L.E.C.). Ces

conversations doivent déboucher sur

des protocoles d'accord T.D.F .collectivités locales-éditeur. Le ministre a précisé que la location des réseaux sera facturée par les P.T.T. aux S.L.E.C. à un tarif approximatif de 50 F (1983) par mois et par prise installée. Ce qui correspond à un investissement global de 50 milliards de francs pour l'ensemble des réseaux, étalé sur quinze ans. Le programme des pre-mières tranches d'équipement comprendra aussi la mise à niveau et l'extension des réseaux existants des villes nouvelles. les projets lies à l'Exposition universelle et • Urba 2000 - et la poursuite des liaisons interurbaines pour l'inter-

connexion des réseaux. La mise en place du cadre juridi-que connaît, elle, quelque retard. Scul, le décret d'application de l'article 77 de la loi du 29 juillet 1982, concernant la vidéocommunication interactive, est à la signature. Les décrets sur les services de télédistribution, eux, sont encore en discussion avec le secrétariat d'Etat à la communication.

# M. BERNARD TAPIE **VEUT DEVENIR** LE NUMÉRO UN MONDIAL **DU PESAGE**

M. Bernard Tapié vent faire de son groupe le numéro un mondial du pesage. Il l'a all'irmé avec force à la principale usine de Testut-Aequitas de Bethune (Pas-de-Calais), entreprise mise en règlement judiciaire le 25 mars, dont son groupe a pris le contrôle pour le franc symbolique (le Monde du 26 mars).

Avec Terrailion, dont son groupe est propriétaire à 60 % depuis 1981. M. B. Tapie est sûr de pouvoir relever le défi grâce à la complémentarité des deux affaires, qui vont - du pese-bebe au pese-Boeing ». Mais il va falloir - restructurer sérieusement pour remabiliser à terme et pour ne pas redéposer le bilan dans deux ans, et éviter le maximum de chômage -. Dés que le plan indus-triel sera prèt, M. B. Tapié viendra à Béthune discuter avec les partenaires sociaux. Mais il n'a pas caché l'obligation de licencier à Bethune, - tout en maintenant le même nombre d'emplois par apport d'activités provenant d'autres sociétés de mon groupe . Testut-Aequitas emploie mille trois cent cinquante-neuf personnes, dant trois cent quatre-vingt-quinze à Béthune,

# **ENVIRONNEMENT**

DANS LE GOLFE PERSIQUE

# Marée noire à la dérive

C'est une « marée noire » gigantesque qui se prépare dans le golfe Persique. Voilà, en effet, près de trois semaines qu'une nappe de pé-trole brute de quelque 60 kilomètres carrés dérive lentement de l'Iran vers le sud, menaçant aujourd'hui les usines de déssalement d'eau de mer et les centrales électriques de cinq Etats riverains (Koweit, Arabie Saoudite, Bahrein, Qatar, Émirats arabes unis).

L'origine de cene marée noire est controversée, en raison de la guerre qui se prolonge entre l'Iran et l'Irak Selon certaines versions, une pre-mière fuite, accidentelle, se serait produite début février dans un puits non exploité du gisement de Nowrouz, zu nord-ouest du terminal ira-nien de Kharg. Mais une attaque aé-rienne irakienne, un mois plus tard. aurait mis le seu à deux autres poits en cours d'exploitation. Le résultat : l'équivalent de 100 000 barils de brut . lourd . flottant en masse compacte entre deux eaux qui s'approche dangereusement des côtes de l'île de Bahrein et du littoral saou-

Le 28 mars, l'ambassadeur d'Iran Koweit, M. Ali Shams Ardakani, a lancé un appel à l'aide aux autres États du Golfe. Quant à l'Irak, qui interdisait l'accès de la région depuis six mois, il serait prêt à lever le blocus des ports iraniens pour per-mettre l'arrêt des fuites à la source.

Une trêve des hostilités pourrait intervenir, le mardi 5 avril, lorsque l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement mario (ORPEM), entrée en fonction le le janvier 1982 (1), se réunita à Kowelt sous la présidence de l'Iran. Le directeur de ORPEM, M. Abdel Latif Al Zaidan, est actuellement en visite à Téhéran pour organiser cette réunion de la dernière chance, sons la pression du brut en dérive... -(A.F.P., Reuter.)

ر المعلق المعالم المعا ومن المعالم ا

فأنتكي فيليونه أنهيه بالهراء والماء الماء

and the wife out of the

the part leading to a point

TOTAL SECTION AND ADDRESS OF THE PARTY OF TH

رد مروز بجریتهای ایداد . این می نود ریاست . از . د اینک مروز بخشید ایداد . در .

A STREET, STRE The state of the s

me memberatural and the

The same of the same

Street Street and Street

Page 1

and the second second

Section for the

The thing the

3 4 3 30 30

يلافق سيتر منهدس

and the second of the second

(1) L'ORPEM, qui groupe les huit États riverains da golfe Persique (Ara-bie Saoudite, Bahrein, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Koweft, Oman et Qa-tar) est né d'une réunion organisée à Koweft en 1978 sous l'égide du pro-gramme des Nations unies pour l'envi-ronnement (PNUE), qui participe à son financement.

LEUNES CREATEURS -Savez-vous qu'un FESTIVAL vous est consecré à Paris ?

RENSEIGNEMENTS ET DOSSIERS: P.J.C., 123, avenue Général Leclero

# SENDING SKAP AND FORM IN THE CONTROL OF A CONTROL CAMP SALARY FOR DESCRIPTION OF AND INTERPOLATIONS. AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque do Neuflizo, Schlumborger, Mallet Marke L. Guye ABN

L'Assemblée du 30 mars 1983 a approuvé les comptes de l'exer-

Le bénéfice net ressort à F 34.374.637.14 contre F. 30.769.288,24 en 1981. A ces chiffres s'ajoutent des plus-values à long terme de, respectivement. F 525.300,51 et F 49.730.672,90.

Asin de respecter les dispositions légales, le dividende a été ramené à 31 mmir fiscal de F 6,00) en 1981 et F 10,00 (avoir fiscal de F 5,00) en 1980.

# LA BANQUE NATIONALE DE PARIS A ROME

M. René THOMAS, président, accompagné de M. Jacques-Henri WAHL, directeur général, et d'une délégation de la direction générale, a inauguré le 24 mars l'agence de la BANQUE NATIONALE DE PARIS nuverte à ROME en septembre 1982.

A certe occasion, M. THOMAS s'est entretenu notamment avec M. Giovanni GORIA, ministre du Trêsor, M. CIAMPI, gouverneur de la BANQUE d'ITALIE et M. MARTINET, ambassadeur de France. Il a rencontré, en outre, de nombreuses personnalités italiennes du monde éconique et financier et les dirigeants des principales sociétés françaises éta-

Le dispositif de la B.N.P. en Italie comprend donc, à ce jour. la succursale de MILAN, nuverte à la fin de 1979, à laquelle sont rattachés l'agence de ROME et le bureau de représentation de TURIN, ainsi que la B.N.P. LEASING SpA, société de crédit-bail créée an début de l'année

Dirigée par M. Michel LAFONI, l'agence de ROME de la B.N.P. est installée via Vittorio.



# GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SOGEVAR

Société d'investissement à capital variable (SICAV)

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est rénnie le 22 mars 1983 sous la présidence de M. Daniel Hua, a approuvé les comptes de l'exercice clos le

An cours de cet exercice, la valeur liquiderive de l'action est passée de 510.33 F à 624,28 F en hausse de 22,33 %. En réintégrant le dividende global détaché en avril 1982, la progression pour l'actionnaire ressort à 28,38 %. L'actif est, pour sa part, passé au cours de l'exercice de 848,8 millions de francs à 988,1 millions de francs, en ntation de 139,3 millions de francs.

Le compte de résultats fait apparaître un montant distribuable de 40,3 millions de francs permettant la mise en parement d'un dividende net de 25,46 F assorti d'un crédit d'impôt de 3,50 F, soit un revenu global de 28,96 F (contre 26,93 F global pour l'exercice précédent); sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 décembre 1982, le rendement global ressort ainsi à 4,83 %.

Le dividende sera mis en paiement le 6 avril 1983, contre remise du coupon nº 33 aux guichets des banques domiciles :

- Société générale ; - Banque de Paris et des Pays-Bas :

- Société générale alsacienne de banque : - Société centrale de banque.

Les actionnaires de SOGEVAR pourront, jusqu'an 5 juillet 1983 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.



Le conseil d'administration, dans sa scance du 29 mars 1983, a arrêté les compres de l'exercice 1982, qui font apparaître un bénéfice de 136,2 millions de francs, après dotation de 223,8 millions de francs au fonds d'amortisse-ment des immobilisations et frais d'éta-blissement, de 102,7 millions de francs à la provision pour hausse des prix, de 53,4 millions de francs à la provision pour risques sur crédits à moyea terme, de 13,8 millions de france à la provision pour participation des salariés, et de 150,7 millions de france à la provision pour impôt société. Ce résultat incorpore ceux des sociétés C.I.C.T., Aciéries d'Anzin et Velleures intermational fud'Anzin et Vallourec international, fu-

sionnées avec effet rétroactif au le jan-En 1981, le bénéfice net était de 90,2 millions de francs, après dotation de 307,1 millions de francs au fonds d'amortissement des immobilisations et frais d'établissement et de 204,3 millions de francs à la provision pour bausse des prix. Ce résultat incorporain 81,2 millions de francs de reprises obligatoires de provisions antérieures pour investissement, hausse de prix et risques sur crédits à môyen terme. Compte tenu

COMMUNIQUÉ

L'Ascobatt, 26, rue Vernet 75008 Paris l'ait savoir que la garantie conférée depuis le 15 juillet 1982 par la Compa-guie Les Assurances du Crédit à Com-

piègne pour le compte de la Société în-ler Relais Travail Temporaire, 151, rue de Créqui 69006 Lyon, dans le cadre de l'article 1. 124-8 du code du travail, a pris fin 23 men 1082.

cadre de cette location gérance à comp-

pris fin le 23 mars 1983.

compter do 26 mars 1983.

ter de cette même date.

des reports déficitaires, il n'avait pas été constitué de provision pour impôt so-L'exercice 1982 a donc confirmé le

redressement, amorcé l'exercice précédent, avec une progression du chiffre d'affaires de 21,8 %. Cependant, la conjoneture moins favorable qui e com-mencé à se manifester au début de second semestre a entraîné une diminution de l'ensemble des tonnages livrès à la clientèle de 8,1 %.

La baisse du prix du pétrole et la fai-blesse des investissements industriels dans le monde ne permettent pas d'envi-sager en 1983 une modification de cette

Bien que les comptes consolidés ne soient pas strêtés, le résultat consolidé devrait amplifier l'amélioration constatée dans le résultat net de Vallourec. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe en 1082 incompant se par des GTM. 1982, incorporant sa part dans G.T.M.-Entrepose, s'est élevé à 16.560 millions de francs, en progression de 25,3 % sur celui de l'exercice antérieur.

Le conseil e décidé de proposer à l'assemblée qui sera convoquée pour le 17 mei 1983 la distribution aux 17 mai 1983 la distribution aux 5.089.642 actions formant le capital d'un revenn global de 10,5 francs par action, dont 7 francs directement versés à titre de dividende et 3,5 francs correspondant à l'impôt déjà payé au Trésor (evoir fiscal). Compte tenu de l'augmentation de 25 % du capital réalisée en juillet 1982 et de la majoration du dividende unitaire, le montant distribué sera de 35,6 millions de francs l'exercice opécé-24,4 millions de francs l'exercice précé-

Le dividende serait mis en paiement le 12 juillet 1983.

Enfin, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée le renouvellement, pour une durée de six années, des mandats d'administrateurs de MM. Arquad eenhardt, Jean Labellery et Maurice

COMPAGNIE DU MIDI

La société R.M.O. Travail Temporaire dont le siège social est situé à Grenoble (38000), 12, rue Lafayette, fait savoir qu'elle reprend en locationgérance le fonds de commerce de la Société Inter Relais Travail Temporaire à compter du 26 mars 1983 En consequence, la garantie de R.M.O. Travail Temporaire necordée par Les Assurances du Crédit, couvrira par extension les opérations réalisées par Inter Relais Travail Temporaire dans le La Compagnie da Midi annonce qu'elle a porté sa participation dans les Ciments Français à 12,78 % du capital, après reprise de 366 591 actions cédées par sa filiale les Assurances du Groupe de Paris Risques Divers « A.G.P.-

# L'ENTREPRISE FACE A LA TÉLÉMATIQUE :

# Un choix stratégique de développement

# **CONFÉRENCE INTERNATIONALE** 13 et 14 avril 1983

HOTEL HILTON INTERNATIONAL PARIS 18, avenue de Suffren, 75015 PARIS

Les respoosables des plus grands coostructeurs français et ceux des P.T.T. dialogueront avec les chefs d'entreprises pour définir ensemble les objectifs et les moyens de l'iotégration des nouveaux produits et services de Télécommunications.

Des experts américains témoigoeront de ce qui se passe

Les résultats d'uoe coquète originale sur l'Entreprise et la Télématique serviront de points de départ aux débats. Pour tous renseignements et inscriptioos, s'adresser à :

**RELATIONS & CONJONCTURE** 21, rue Danielle-Casaoova

75001 PARIS.

Tél. 261-52-09. Télex 250303 Public X Paris F.

Société d'Investissement à Capital Variable - SICAV

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie le 24 mars 1983 sous la présidence de M. 81.701. ence de M. Bisch I.

enus distribuables de l'exercice 1982 s'élèvent à F 63 407 850 25, 
mblée à décidé d'attribuer, à partir du 25 mars 1983, à chaque 
en circulation, un revenu global de F 13,53, composé d'un divinet de F 12,13 et d'un impôt déjà payé au Trésor l'origit d'imk F 140.

poil de Fili. 40. Ce dividende sera matérialisé par le palement du coupon nº 37. Comme les années précédentes, le montant de ce coupon pourra être réinvesti en actions de la Société, pendant une durée de trais mois, à partir de la date de la mise en distribution, en franchise de droit d'antrée. d'entrée.
L'Assemblée a ratifié la décision du Conseil d'Administration nomment, a titre provisoire. M. Jean CHEROUX, Administration de la Société.
L'Assemblée à également ratifié la décision du Conseil d'Administration nommant, a titre provisoire, le CREDIT LYONNAIS, Administration nommant, a titre provisoire, le CREDIT LYONNAIS, Administrateur de la Société.
Entin, l'Assemblée a mis les statuts de la Société en harmonie avec l'article 31 de la loi 81-1162, du 30 décembre 1981.

- (Publicité) -

# AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OFFICE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Nº 01126/OPT/DG/DAGE/D4

L'Office des Postes et Télécommunications du SÉNÉGAL lance, entre les finurnisseurs français et sénégalais, un Appel d'Offres pour la finurniture de matériel de rélécommunications - Lignes et Réseaux - .

Chaque adjudicataire a droit à une evance de démarrage de 50 % du montant de son marché. Cette avance devra être cautionnée à 100 %. Les marchés seront conclus pour une durée de trois ans (exercices

Les soumissimmaires seront tenus pour justifier de leurs capacités fi-nancières de fournir un cautionnement provisoire ou hien une caution bançaire de 100.000 francs français.

Le dépouillement aura lieu à la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications à DAKAR le 28 avril 1983 à 10 heures. Le dossier de ect Appel d'Offres peut être retiré, contre paiement d'une somme de 400 francs français, à l'adresse suivante :

BUREAU D'ÉTUDES
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS D'OUTRE-MER
- BEPTOM -5. rue Oswaldo-Cruz - 75775 PARIS CEDEX 16

مكذا من الأصل

VALEURS

13,26 % 90/90 . . .

13.80 % 50 / 87 ....

13,50 % 61/98 . .

16.76 % 81/87 .

16,20 % B2/90 . . .

16 % juin 82 . . . . E.D.F. 7,8 % 61 .

E.D.F. 14,5 % 80-82 Ch. France 3 % .... CNB Bques june, 82 .. CNB Paribes .... CNB Suez ....

**VALEURS** 

Aciess Peopeet . . . . A.G.E. (St Cent.) . . .

- % du

37

103

VALEURS

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS

**NEW-YORK** 

Forte reprise

Réamorcé vingt-quatre heures aupara-

Réamorcé vingt-quatre heures auparavant, le mouvement de reprise s'est très sensiblement développé mercredi et l'indice
des industrielles emegistrait, à la clôture,
une avance de 12,09 points à 1 143,28. Sur
1 893 valeurs traitées, 978 om progressé,
532 ont baissé et 383 n'ont pas varié. L'activité s'est révélée assez modérée avec
72,90 millions de titres échangés contre
65,3 millions précédemment.
Les opérateurs out réagi à deux informa-

65.3 millions précédemment.

Les opérateurs out réagi à deux informations : à la baisse des prix un pétrole décidée par la Grande-Bretagne, d'abord, et, ensuite et surtout, à la hausse du principal indicateur économique en février, lu sixième consécutive, qui a été plus forte que prévu (+ 1.4 %), beaucoup tablant, après le très vif sursaut de janvier (+ 3.6 % corrigé), sur une faible progression.

Cependant, l'optimisme déclenché par la publication de cette statistique a été quelque peu nuancé par l'annonce simultanée d'une baisse des ventes de biens de consommation le même mois (- 2.2 %) et d'un recul (- 5.9 %) des dépenses faites par les foyers américains.

L'événement de la journée n été

VALEURS .

Cours de Cours de 29 mars 30 mars

40500 40500

40 40 39 1 299 90 320 83 90 302 300

180 180 318 310 173 90 169 132 133

A.G.P.-R.D. 725 730 Fenders. St-found Seast, Mobiliste Seast Seast

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Tenneco ...... Thorn EMB .....

Thyssen c. 1 000 ... Torny indust. inc ... Vielle Montegne ...

39 10

Cours préc,

175

83 302

**VALEURS** 

Barlow Rand ...... Bell Canada .....

Blyvoor
Boweter
Brinsh Parpleum
Br. Lamber
Catend Holdings
Canadian-Pacific
Coderli-Ougre

30 MARS

SICAV

178 11.
222.
258 32.
258 32.
211 18
216 51.
157 52.
450 63.
241 72.
1128 63.
241 72.
613 72.
6306 64.
284 33

682 21

179 06

452 84 P 437 52 c

602 59

30/3

France-Investies.
Fr.-Col. (nose.)
Francis
Francis
Francis
Francis
Francis
Francis
Francis
Gestanon Mobilien
Gest. Randarvest
Gest. Sal. France
Herssmenn (Dig.
UM.S.).
UM.S.).
Indo Seez. Valeurs
Ind. francise
Interrelies
I

Mondail Investiss.
Monnec
Mario-Asuce.
Mario-Asuce.
Mario-Estryne
Heno-Estryne
Heno-Estryne
Heno-Estryne
Heno-Estryne
Paciagus Sa-Honoré
Paritase Sa-Honoré
Paritase Spargus
Paritase Sastona

Phonix Placements
Pierre Investige,
Province investige,
Rendern, St-Honore

SEACT. VIII. FROM FINAL SECUNDADO SECUNDADO SECUNDADO SE EST. Sirenfrances

e de

1 :1. - : 00 arten. T:: 5 . Les Y:00 1 - بمنترت 210.25 do

e de vote (ou-une tra-que vou-ne en tes, en

21740 26175 aussi men! P. les

tion du Cyaces. ru et les Ferreil gne ce France, SCUTTOS i entree: son -: -: 3c 1.0 mile

22 ... 25

Dalmande S.A.

Oalman-Veljent
Dev. Rig. P.d.C (13)

Oidot-Bottin
Dist. Indochino
Drag. Trav. Pub.
Oxo-Lancotin
Dentop
Sant Bass. Victy
East Victal
Ecos Palcin Nouveauté
Paris Crésns
Part. Fn. Gest. In.
Pathé Crésns
Pathé Marconi
Piles Wonder 900 589 1870 149 50 100 85 340 561 11 05 148 20 Commerchank.... Countsukts 100 02 6 276 540 100 02 2 838 108 50 8 270 1860 498 220 Ecco Economists Centre . . Bactro-Bangus Bectro-Financ . . . 11 05 .... 640 639 62 90 .... 283 50 255 575 575 496 Poer-Hedeleck ... 211 20 Porther ... 389 Profile Tubes Est ... 170 50 Prouvest av Lan R. Dert. and Kraft

De Boers (port.)

Dow Chemical

Dresding Bank

Fernices of Au. 253 80 251 150 150 Corresa Cradintar Cross temphil. Désoéter Occus-france Orous-france 107 68 3 418 105 80 12 932 136 2 760 7 10 136 2 760 98 80 10 941 Electro-Hanne,
Bif-Ansergaz
E.L.M. Leblanc
Entreplos Parle
Epargus (3)
Epargus da France
Epargus da France
Epargus da France Providence S.A. . . 34 20 34 20 290 10 287 575 575 79 .... 200 200 170 501 Providence S.A.
Publicis
Raff. Souf. R.
Ressorts Indust.
Recipie-Zan
Ripolis
Risie (Le)
Rochetoraise S.A.
Rochette-Carpa
Rossio (Pin.)
Rougler et Fils
Rougler et Fils
Rougler et SA
Sactif
SAFT
SAFA
Safir-Alcan 157 98 50 185 60 190 1249 1200 200 0 35 200 261 384 110 255 337 45 92 570 820 3 791 3 791 3 791 220 .... 883 895 268 258 409 410 36 10 37 urgeom ..... Europ. Accumul. Eternit Felik Potin 205 930 205 893 121 3 25 79 70 80 128 3 20 79 60 81 570 848 87 346 341 956 Cours préc. 341 962 11 35 228 FPP ..... | PRP | Prints | PRP | Prints att. avit. (Jaco Johannesburg Kubota Latonia 6fannesmann Warka-Spencer Midand Benk Ltd Afineral-Ressourt. Net. Waderlanden 212 1525 136 20 75 20 75 236 234 150 30 155 49 50 51 50 87 88 195 198 194 50 192 50 142 142 3320 28 48 47 90 05 474 50 155 70 14 90 27 30 47 20 Nexenda
Nexenda
Palchoer Holding
Petrofina Canada
Pfizer Inc.
Phonix Assuranc. 179 79 20 .... 30 29 51 51 1011 .... 664 668 36 30 39 d 10 85 10 40 Phonix Assurance, Predia Proctor Gamble , Ricoh Cy Ltd , Robect , Shell ft, (port.) S.K.F. Aktieholeg , Sperry Rend , Starl Cy of Can , Stall Cy of Can , Stall Allumettes , Intervalent; Indust.
Intervalent; Indust.
Invest. Obligataire
Invest. St. Honori
Inforter-Teama
Lafficta-Expansion
Lafficta-Expansion
Lafficta-Flanca
Lafficta 174 50 570 175 20 570 | 555 123 90 | 123 166 | 188 330 20 | 332 162 | 162 344 | 345 155 | 165 299 | 300 60 50 | 60 50 625 | 625 215 50 | 230 50 60

104 S.O.F.I.P. (M) ....

S.P.E.G. ....

Speichim ....

Thomast Mults....

283 283 Tesmolinal Tour Elifal Tour Elifa Tour Elif

43 10 21 40

1275 283 283 3 40 3 90 831

Interheil (sct.)
Jeeger
O Kinto S.A....

1350 O Kines S.A.
115 Lafete-Bail
6130 Lambert Frieros
330 Lambert Frieros
131 Labon Cie
335 Labon Cie
336 Locahail Inusob
Locahail Inusob
Locahail Inusob
Locahail Inusob
Locahail Inusob

20 55

116 90 190

152 80 156

206 50 206 50 324 325

10 65 .... 45 10 45 30 160 180 128 80 ....

10 65

118

147 90

Comptant

294 97 170

198 50

310 70

90 50 82 83 130 30 130 50

294 95 30 170

73 60 62 60 o B. RégL Internet.

**VALEURS** 

Optorg ..... Origny Desvices .

284 280

353 80 .... 166

230

230

4 85

l'évênement de la journée n été l'échange d'un bloc de 5,36 millions d'actions R.C.A. pour 127,51 millions de dollars. C'est la seconde plus importante transaction de l'histoire après celle enregistrée le 10 septembre 1982 sur la Federal National Mortgage Association (6,29 millions de titres). 33 3. 62 390 40 60 236 50 236 50 47 48 300 All-Industrie . . . . Alfred Harling . . . . 29 mass 30 mass 92 1/4 33 1/4 64 7/8 38 1/4 40 1/4 40 5/8 51 1/2 51 7/8 40 1/2 40 5/8 61 1/2 40 5/8 30 1/8 30 3/8 30 1/8 30 3/8 36 7/8 41 1/8 104 3/4 106 1/2 41 7/8 42 59 60 28 1/2 28 1/2 28 1/2 28 1/2 28 1/2 28 1/2 28 1/2 28 1/2 40 5/8 36 1/4 27 76 5/8 77 1/8 36 1/2 40 6/8 31 3/8 32 1/4 61 22 1/4 62 2/4 42 1/8 41 5/8 42 3/8 Artols At. Ch. Loire Ausechafter
Bein C. Monaco
Banaria
Benque Hypoth, Eur.
Blanzy-Ouest
B.M.P. Intercontin. 422 Gaz et Esex ..... 333 90 333 90 38 90 36 80 SMAC Acierold ... 555 560 Sofal financière ... 52 Sofar ... 505 Sofar ... 80 | 81 1050 1020 75 78 335 348 50 430 428 1060 75 Bénédictine ...... Bon-Marché ..... Gertend (Ly)
Gévelot
Gr., Fin., Conetr. Gds Mod. Corbei Gds Mod. Paris 104 161 30 .... 98 170 191 170 170 G. Transp. Ind.

18 Hard-U.C.F.
48 Harchisson
60 50 Hydro-Energia
130 20 Ironindo S.A.
10 Ironindo S.A.
110 Ironindo S.A.
1115 Ironindo S.A.
115 Ironindo S.A.
115 Ironindo S.A.
116 Ironindo S.A.
1170 Ironindo Ironindo S.A.
1170 Ironindo Ironindo S.A.
1170 Ironindo Ironindo Ironindo S.A.
1170 Ironindo Ironindo S.A.
1170 Ironindo Iro 48 60 50 A. A. Dommer 160 160 103 106 131 831 108

73 40

642

12

224.

300

15 30 58 50

61 30 61 30 316 310

C.F.S. C.G.I.B. C.G.Mariéne

# LA VIE DES SOCIÉTÉS

A.K.Z.O. - La durée du travail hobdomadaire dans le groupe chimique néerlan-dals A.K.Z.O, sera réduite de 40 heures à dals A.K.2.O. sera réduite de 40 heures à 38 heures, selon la nouvelle convention collective signée à Arnhem entre la direction et les syndicats. Cette nouvelle convention collective, qui concerne quelque 23 000 employés, prévoit que cette diminution entrera en vigueur au 1ª juillet 1984. Elle sera financée avec la compensation du coût de la vie de 2.5 % tonue en réserve depuis le 1ª janvier dernier.

PARIS

30 mars

Effritement

Poursuivant sa phase de consolida-

tion amorcée la veille avec un repli

final de 0,41 %, le marché parisien a

observé une pause mercredi, et l'indica-

teur instantant a eu beaucoup de mal à

décoller pour s'adjuger 0.1 % de

housse à l'approche du son de cloche

Les nouvelles restrictions apportées.

sur le plan des devises aux Français

désireux d'effectuer des déplacements à l'étranger faisaient naturellement l'abjet d'abondants commentaires

autour de la corbeille, où l'on trouvait

- un peu fort - d'avoir à payer un montant (dont le prix n'est pas encore connu) pour bénéficier de ce « carnet

de change » qui entrouve les portes des

Sur le marché boursier proprement

pays autres que ceux de la zone franc.

dit, les valeurs du bâtiment, des tra-

vaux publics et du secteur bancaire plus particulièrement lié à ce type d'activité ont enregistré des gains appréciables de 5% à 7%. Ce fut

notamment le cas de Routière Cola.

Soreg. Palies, Présabail es U.C.B. tandis que Maisons Phénix mettais 3 %

Cet engouement est à mettre au

compte des espoirs que suscitent les nouvelles dispositions favorables à l'épargne-logement.

A l'inverse, les spécialistes consta-taient le vif repli de Nobel-Boxel (- 6.9%), Sacilor (- 6%), Crouzet et Saunes (- 4%) et Schneider

Alors que les mines d'or baissaiem à

Paris, le cours international de l'or remontait à 417,25 dollars à Londres

(412 la veille), Le lingot gagnaît 450 F à 97 500 F, mais le napoléon cédait

Peu de changement sur le dollar-

14 Fà 686 F sur notre place.

titre: 8,60/65 F.

à son actif.

(-3.5 %).

in the second

the same to be a series of

4 - --

marquant la fin de la séance.

DEUTSCHE BANK - La première bauque ouest-allemande, la Deutsche Bank, a réalisé des résultats records en

INDICES QUOTIDIENS Valeurs françaises ...... 1 6,5
Valeurs étrangères ...... 112
C\* DES AGENTS DE CHANGE

1982, malgré la récession enregistrée en R.F.A. et les problèmes de rembourse-ment de certains pays endettés. Le résul-tat d'exploitation de la banque (excédents des tanx d'intérêt et des provisions moins les frais administratifs) sans les opérations les frais administratifs) sans les opérations à son propre compte a progressé de 16,4 % pour atteindre 1,8 milliard de marks. Le hénéfice après impôt s'élève à 302 millions de deutschemarks; courre 242 millions en 1981. La Deutsche Bank pourra ainsi distribuer un dividende de 11 DM-per action de 50 DM à ses actionnaires au titre de 1982, au lieu de 10 DM en 1981.

ROUSSEL-UCLAF. — Selon les chiffers provisoires communiqués par le groupe, Roussel-Uclaf a enregistré, en 1982, une progression de 18.8 % de sou Copé.

fres provisoires communiqués par le groupe, Roussel-Uclai a euregistré, en 1982, une progression de 18.8 % de son chiffre d'affaires consolidé, lequel a Consider Constactes
Comphos
Comp. Lyon Alem.
Concorde (Le)
Coste S.A. (Lil
Codes (C.F.B.)
Code Gla., bot.
Codel Univers.

V:	dice go TAU) fets po OUR dollar	none charmilion	ATS DE : 31 de . 2 RCHÉ MISSE DELLAR 2 2 britante	6c. 1962 9 mars 1 6,5 1 112 CHAI 1961) 9 mars 114,5 10 NET	30 mars 30 mars 114,6 [AIRE 12.5/8.7 OKYC 31 mars 239,30	atte ture reprinted to the reprinted to	ffre dint 7.: compresents I des votes les modes	progression  'affaires ci  'a anguenté  este, pour  llilions de fi  c la marge  it hissée à  'a hausse de  our publier le coartele à ne pe  ou dans le pres	pasolid de fraiventes près près près près près près près prè	é, leques, à l'én de 67 bénéfic ou bea de 136 (+ 3,8 autofin million 6 sur le plèns r les	struc- ranger % du oc net meoup 6,3 à 6 %), mance- as de	Cotrade by Considers Considers Comp. Lyon Concorde ft. Concorde ft. Concorde ft. Conf. Con	Alem., a)	300 3 150 1 161 80 1 254 2 8 18 30 270 2 350 3 405 4 105 1 118	81 50 Lo 000 Lo 51 Lo 51 50 Mg 553 Mg 15 0 Mg 15 0 Mg 15 0 Mg 16 0 Mg 16 0 Mg 16 0 Mg 16 0 Mg 16 0 Mg 16 0 Mg 17 0 Mg 18 0	cottor.  chaire S.A.  chaire S.A.  species Unique  general S.A.  publicose Part  securine Circ  intel Déployé  H. L.  chaire S.A.  T.  T.  T.  T.  T.  T.  T.  T.  T.	1 2 2 2 2 2 2 2 2	49 96 9 28 2 91 29 62 6 24 89 29	5 10 A 5 90 A 0 50 A 2 A	E.G. Itoo Ican Alum Igemeine Bank Im. Patrolina Ished Isturiance Minea Iso Pop Espanol La	25 10 185 174 288 50 190 47 10 79 Chembre	28 10 S S 174 288 1140  190 50 79	obies de tr	7 1: 37: 37: 36: 5.P. 59: 59: 6c.	3 7 90 9 50 2 10 140 9 9 595 0 5 9 32	Unersote Univer Valore Valore Vorms invest e, in cotar 15 er 1	ss. 118 118 x précédent tion des ve	Pour cette
4	ompeo setion	VALEURS		Promiser COURS	Demier'	Compt. Premier	Compan		Course précéd.	Prespier cours	Damier cours	Compt. Promier cours	Compan- sation	VALEUR	Cours précéd	Promier COUS	Densier	Compt. Premier cours	Compon- action	VALEURS	Cours précéd.	Premier Der		Compan	VALEURS			pier Compt. Promor pris cours
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	835 1440 900 470 65 65 163 163 163 163 163 163 163 163 163 163	4.5 % 1973 CME 3 % Agenton Hiness Ar Ligath Als. Superm. AL.S.P.L. Als. Superm. AL.S.P.L. Als. Superm. AL.S.P.L. Als. Superm. AL.S.P.L. Als. Superm. Ball Register Ba	520 498 57 80 165 165 187 956 430 200 437 330 104 50 155 90 246 50 463 184 1815 1590 1326 1326 590 1326 590 256 60 276 60 276 940 276 270 276 270 270 270 270 270 270 270 270 270 270	3180 120 129 189 198 198 198 198 198 198 19	661 241 50 182 251 50 182 254 254 254 254 254 247 247 247 247 247 247 247 247 247 24	1880 3085 520 479 30 288 677 163 40 651 184 234 402 202 402 402 50 103 103 162 242 50 103 103 165 242 50 1330 155 1560 1560 1560 1560 1560 1560 1560	840 750 154 170 183 310 177 183 310 177 200 255 200 256 200 256 256 256 256 256 256 256 256 256 256	Europe nº 1 Facon Ficher-baycho Ficher-baycho Ficher-baycho Frontale Gen. Géophys. G'M-Entrapone Grysters-Geory Hachetta Histori Hachetta Histori Hachetta Lalabeta Lourom	558 5602 765 173 50 173 50 134 48 50 314 48 50 200 251 251 260 275 275 285 296 296 297 298 298 298 298 298 298 298 298	52 670 667 780	171 16 50 83 306 50 137 910 343 50 202 263 705 969 142 90 148 50 157 263 297 90 1880 297 90 1880 297 90 1880 297 37 37 37 37 37 37 37 37 37 37 37 37 37 3	552 589 735 154 10 168 16 45 82 200 50 138 610 568 318 48 70 158 257 90 705 961 138 70 154 328 429 4 60 1880 41 50 41 50	84 370 445 158 181 37 100 179 340 125 240 240 315 240 315 250 125 127 1850 125 120 125 120 125 120 125 120 125 120 125 127 128 129 129 129 129 129 129 129 129	Perhelbrum Perhoet Perhoet Perhoet Perhoet Perhoet Perhoet Perhoet Perhoes Perhoes Perhoes Perhoes Posser P	488 181 187 38 7 162 9 162 9 1	0 988 50 164 50 185 50 94 50 185 50 94 50 185 50 18	1080 1087 11259 389 389 389 116 90 825 530 836 11 30 130 1236 14 70 28 130 130 14 70 25 50 130 130 130 130 130 130 130 13	93 10 365 50 162 50 162 50 162 50 162 50 162 50 162 50 163 50 165 10 234 10 165 10 234 10 169 1 175 30 235 114 125 227 236 480 128 128 128 128 129 128 129 128 129 128 129 128 129 128 129 129 129 129 129 129 129 129 129 129	86 1170 620 200 500 500 500 155 950 940 495 475 400 29 445 200 63 1100 129 250 150 345 345 350 360 260 360 260 360 260 360 260 360 260 260 360 260 360 360 360 360 360 360 360 360 360 3	Vallourse V. Cicquot-P. V. Cicquot-P. V. Vicipix Est-Gabon Arman inc. Amer. Esprese Amer. Esprese Amer. Esprese Amer. Esprese Amer. Esprese Amgold B. Ottompan BASF (Akd) Bayer Buffelsforst. Charrer Charrer Charrer Charrer Charrer Charrer Charrer Buffelsforst. Charrer Charrer Charrer Charrer Charrer Buffelsforst. Charrer Charrer Charrer Charrer Buffelsforst. Charrer Charrer Charrer Buffelsforst. Charrer Free State Gencor Gen. Budgique Gén. Budgique Gén. Belgique	535 954 954 541 578 157 50 965 980 478 482 399 28 90 465 196 65 25 1130 136 256 350 354 50 354 50 375 375 385 385 385 385 385 385 385 385 385 38	133 50 1118 133 50 258 348 348 348 146 20 148 443 448 282 262 263 351 252 218 218 255 265 257 8 52 62 30 82 169 20 148 490 490	1240 516 517 196 543 575 80 157 157 157 157 157 157 157 157	113 880 320 50 705 700 225 1678 380 520 530 1200 1070 330 821 1200 1070 330 825 134 168 700 586 830 420 586 830 420 400 350 244	Imp. Chemical Inco. Limited Inco. Limited Inco. Limited Inco. Limited Inco. Limited Inco. Limited Inco. Volume Inco. Volum	38 20 332 48 80 740 685 224 50 18800 349 831 552 135 371 1230 1080 331 86 20 315 340 10 59 30 1160 1133 50 161 10 685 601 832 426 401 361 2 58	113 10 113 10 113 10 113 10 113 10 113 10 113 10 113 10 113 10 113 10 113 113	907 90 38 324 46 55 757 670 224 800 16870 348 840 580 10 139 5 345 60 355 50 355 50 355 50 315 10 338 5 30 55 30 1160 150 150 150 150 150 150 150 150 150 15
1	570 105	CLI7, Alcetel Club Méditer Cothes	942 856 105 155	950 849 105 50 154	645	940 636 106 151	1250 830 600	Matra Michalia - (chi.)	1305 900 801 50	1300 800 500	790 600 739	800 - 800 - 730 -	275 184 575 125	Seb Setimeg S.F.LM S.G.ES.B.	280 193 680 127	277 50 190 50 663 124	277 50 190 50 689 124	272 50 187 50 690 121 80	CC	OTE DES			COURS DE				100110	E L'OR
j	206	Coffee Color Estrate Compt. Mod. Cold. Forger	206 122	220 121 282	220 121 20 282	215 90 118 80 276 40	700 106 41	Mid (Cla) Mines Kali (Sul) ALM: Peramoya Mole Hermony	731 112 42	739 112 90 42 50 1016	112 90	111 43 30	850	Sign. Ent. 8. Silic Sinco Signor	670	883 309 90	681 309 50 210	670 300 60 210		CHÉ OFFICIEL	préc.	30/3	Achet	Vente	MONNAIES		proc	
	205 365 68 187 240 865 535 515 37 865 275 116	Crécit F. Irono Crécit Hat Creasas-Laisa Creasas	450 205 365	202 448 210 572 54 10 180 246 589 40 885 2177 50 125 515 2217 360	448 210 372 372 372 372 372 372 372 372 372 40 370 382 40 370 382 382 382 383 385 380 380	151 215 90 118 60 276 40 440 207 55 55 178 60 246 885 519 39 20 882 222 222 222 222 243 882 245 885 895 519 39 20 882 245 885 246 885 246 885 246 885 885 885 885 885 885 885 885 885 88	930 1130 550 78 320 145 11 60 246 69 485 166 730 115 1400 50 114 525	Mot. Larry-S. Mot. Larry-S. Mot. Larry-S. Motelines Muren Nonel-Bonel Nord-Ext Nonel-Bonel Nord-Ext Nonelon (Ny) Nonuniter Gel. Occident, (Sén.) Offin-Caby Oren. F. Paris Opfi-Periter Oren I.*) Papez, Gascogne Paris-Resco	82 70 319 149 50 12 90 60 245 66 05 508 171 765 115 10	310 145 12 47 50 249 68 20 505	319 145 12 49 50 249 68 20 507 168 10 755	1000 1180 570 81 15 315 145 12 47 90 249 68 500 155 750 115 1480 49 60 122 515	790 265 210 260 280 1030 139 187 225 1610 166 436	Signor Signap Sograp Sograp Sommer-Alth Source Perter Tales Lucenae Té. Bect (obl.) Thompos-C.S. T.R.7. LLF.B. LLLS.	272 238 5 238 5 284 285 1100 138 5 5, 201 8 243 1570 174 437 176	105 50 849 273 222 270 285 1105 0 137 50 0 198 238 1580 173 433 185	106 58 849 273 225 269 286 1105 137 50 200 50 238 1576 173 433 185	105 50 833 238 218 265 222 1090 137 50 199 233 50 1580 111 425 182 30 1 59 215 60 259 90	Allemag Belgique Pays Ba Denoma Morvégu Grande- Grèce (1 Suiste (1 Suiste (1 Suiste (1 Autriche Espagne Portugal Canada	ins (\$ 1) pot (100 DMQ (700 PM (700 PM (100 Md	7 29 299 85 15 11, 286 10 84 50 100 58 10 81 8 65 5 03 349 65 96 63 42 65 5 33 7 47 5 92 3 03	299 916 5 15 126 266 356 0 266 356 0 101 026 1 10 585 1 10 585 0 346 866 0 95 836 0 42 856 0 6 337 0 7 496	14 180 267 80 97 10 300 8 250 4 850 338 93 42 5 200 8 500 8 750	7 400 310 16 250 277 88 104 11 100 10 250 5 400 389 100 44 5 800 8 8 050 3 090	Pièce française (Pièce suitse (20 Pièce suitse (20 Souverin	20 ir)(10 tr)(10 tr)	57050 7030 419 6800 583 815 3905 1050 4195	97500 97500 686  670 663 785 3905 1920  4190 703

## **IDĒES**

 DÉMOCRATIE: « Un miroir pour les peuples », par Jean-Claude Hahn;
 Des lames de fond », par Denis Langinis : « La pniitique du bel cann », par Michel Maffesoli ; « Les exclus », par Tove Munk Guedat.

## **ĒTRANGER**

3. LES NOUVELLES PROPOSI-TIONS DE ML REAGAN.

INDE : l'arrivée de Mr Gandhi en ssam a été marquée par de nou-

4. AMERIQUES

AFRIQUE DU SUD : la communaută blanche se prononcera par référendum sur le projet de réforme constitu

> 5. PROCHE-ORIENT 5. EUROPE

# **POLITIQUE**

6. Il faut désormais gérer les réformes annoncées, déclare M. Mauroy.
7. L'application du plan d'austérità

l'industrie première victime 3. La limitation des sorties de devises touristiques,

## SOCIÉTÉ

9. La grève de la fin des jeunes Maghrebins de Venissieux. JUSTICE : les sénateurs favorables é

une garde à vue de trois jours.

POLICE : austérité et passe-droits. EDUCATION.

MÉDECINE.

## LE MONDE DES LIVRES

Deux inédits de Jean-Paul Sartre.
 LA VIE LITTÉRAIRE.

13. LETTRES ÉTRANGÈRES : rêver Guer-

d'étre Alphonse Daudet.

# CULTURE

MUSIQUE: Parsifal à Rouen.

JAZZ : à Grenoble.
CINÉMA.

LU : « A propos de l'avortement ».

16-17. COMMUNICATION: les catholiques et l'humain ; (Vu) : « Je ne suis qu'un pauv' type », par Claude Sar-

18. SPORTS.

# ÉCONOMIE

21. ÉTRANGER : en Suède, la forte dévaluatinn d'octobre semble pour le moins avoir reussi. SOCIAL: depuis trois mois, le ryrhme annuel da croissance des dépenses d'assurance-maladie se ralentit.

22. AFFAIRES : las réseaux cablés : un rvestisement de 50 milliards de francs en 15 ans.

### RADIO-TÉLÉVISION (17) INFORMATIONS SERVICES . (18):

Pâques : les services ouverts ou fermés; « Journal offi-ciel »; Arlequin; Loterie nationale; Loto; Météorologie; Mots croisés.

Annoaces classées (20); Carnet (19); Programm spectacles (16); Marchés inanciers (23).



# LE BRUIT **REND FOU**

L'actualité est remplie de drames en-gendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'astronauntique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se décomprime en douceur pour s'adaptar partaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyve-lence est remarquable, il permet les Torsille. Travail ou summin. se puryver lence est remarquable. Il permet les conversabons en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour natabon. EN PHARMACIE ou

BCDEFCH

# La Grande-Bretagne annonce une nouvelle baisse des prix de son pétrole

Le marché a accueilli avec calme l'annonce par la Compagnie pétrolière aationale britannique (B.N.O.C.) mercredi 30 mars d'une nouvelle baisse des prix officiels des hruts de la mer du Nord.

Supérieurs aux prix réels pratiques an jour le jour sur le marché libre, les nouveaux tarifs britanniques devraient permettre, estiment la plupart des observateurs, une stabilisation des cours et une légère reprise des transactions, gelées depuis plusieurs sen Le nouveau prix du « Brent », qualité de référence la plus vendue, serait fixé à 30 dollars par baril, soit an même niveau que les bruts concurrents du Nigéria de

impatiemment attendue par tous les opérateurs sur le marché pétrolier : negociants, compagnies, voire quelques pays producteurs. La première proposition de prix faite par les Bri-tanniques à la mi-fevrier n'ayant pas été acceptée par ses elients, qui l'estimaient insuffisante compte tenu des niveaux reels pratiques sur le marché au jour le jour, la B.N.O.C. devait fixer de nouveaux tarifs, inférieurs aux 30,50 dollars par baril ioitialement proposes. Mais, ce faisant, elle risquait de provoquer une nouvelle dimioution de prix du Nigeria, lequel aveit annoocé en février qu'il s'alignerait désormais sur toute nouvelle baisse de la Grande-Bretagne, son princi-pal coocurrent. La Grande-Bretagne pouvait donc faire voler en éclats le laborieux accord cooelu à Londres le 15 mars entre les pays de l'OPEP. Le déclenchement d'une spirale à la baisse aurait été dès lors inévitable.

Cette bypothèse semble désormais pouvoir être évitée. La baisse annoocée par Londres apparaît, à maints égards, comme un mouve-ment modèré, inférieur en tout cas au réajustement demandé par les compagnies clientes de la B.N.O.C. Le nouveau prix de 30 dollars par baril semble avoir fait l'objet d'un consensus informel entre la Grande-Bretagne et le Nigéria d'une part, le pays africain et ses partenaires au sein de l'OPEP d'autre part. Le Nigeria se serait engagé, sans toute-

REMONTÉE DE LA LIVRE STERLING

L'événement, jeudi matin 31 mars, sur les grandes places financières inter-nationales a été le raffermissement de la livre sterling lié à la décision de la Grande-Bretagne d'abaisser beaucoup moins que mateu le pair de con patrelle moins que prévu le prix de son pêtrole. De 1,4645 dollar, la devise britannique est remontée à 1,4775 dollar. Dans le mème temps, favorisé par le maintien des taux d'intérêt outre-Atlantique et la des ganx d'interer outre-Atlantique et la nouvelle bausse de l'indicateur global de l'économie, le dollar a renforcé ses positions à un niveau élevé. Le billet vert s'est échangé à 7,27 F à Paris coutre 7,2695 F la veille dans l'après-uidi. Il a été coté 2,4250 DM à Francfort (contre 2,4234 DM) et 2,08 FS à Tarich (contre 2,4234 D(v)) et 2,08 FS a Zurich (contre 2,0770 FS). Quant au franc, qui avait légèrement décroché mercredi, il est repassé à son cours pla-fond (2,9985 F pour 1 DM contre 2,999 t F).



AIRCOM SETT 25, rue La Boétie

Tel.: 268-15-70

Montre pour homme, extra-plate, a quartz, étancha.

et plaqué or.

Acier traité noir mat

FF 2 950.-

ldebert

Palais des Congrès. Porte Maillot

la nouvelle

un produit de

BAUME & MERCIER

75008 PARIS

meilleure qualité, les prix des autres qualités britanniques à 29,75 dollars par baril.

Les tarifs seraient applicables rétroactivement à compter dn 15 mars. Les anciens tarifs officiels (33,50 dollars par baril) ne seraient toutefois appliquès qu'aux transactions effectuées avant le 31 ianvier. un prix intermédiaire de 30,50 dollars par baril étant proposé pour les ventes réalisées entre le le février et le 15 mars. La Norvège a annoucé qu'elle devrait s'aligner sur les nouveaux prix britanniques, la décisioa officielle devrait être prise mardi 5 avril, après les fêtes pascales.

La décision britannique était fois le reconnaître officiellement, à oe pas réajuster ses tarifs si Loodres s'en tenait à ce prix. Les responsables économiques nigérians restent ceries encore divisés à Lagos sur la politique à suivre, certains, seloo uo quotidieo nigériao, soutenant la essité de s'aligner à nouveau sur les Britanniques et de diminuer les prix de 1 demi-dollar, compte teou de la faiblesse de la production nigériane, inférieure en mars pour le troisième mois consécutif à 1 million de barils par jour - alors que le « quota » alloué au pays atteint 1,3 millioo, Mais, compte teou des consequences qu'une telle décision entraloerait, il semble a priori peu probable que Lagos se lance seul à nouveau dans une guerre des prix. L'OPEP continuera à respecter

les prix du petrole fixes par la dernière réunion de l'Organisation à Londres malgre la baisse décidée par la Grande-Bretagne, a indiqué, mercredi 30 mars, le ministre vêne-zuelien de l'énergie. Il a précise, selon l'A.F.P., que le Nigéria entendait agir en la matière an sein de l'OPEP et non plus de son propre chef, comme il l'avait fait en février, après l'annonce de la première proposition de prix britanoique, déclenebant une crise ouverte au sein de œlle-ci.

Si, comme on peut le penser, le Nigéria choisit de ne pas bouger, la fixation des nouveaux prix britanniques devrait permettre, en elarifiant la situatinn, une reprise des transactions gelees par l'attentisme des opérateurs. Un certain nombre de pays producteurs, outre la Norvège qui, traditionnellement, s'aligne sur les prix britanniques, devraient annoncer leurs nouveaux tarifs officiels, ce que beaucoup ont tardé à faire, dans l'attente de la décision britannique. ainsi. l'Arabie Saoudite, qui n'a jusqu'ici fixé que le nouveau prix de son brut de référence « Arabian Light » — 30 dollars par baril à partir du 1e février et 29 dollars par baril à partir du 15 mars - devait annoncer les nouveaux barêmes de toutes ses qualités. De même, l'Iran s'apprêterait-il, selon des sources italiennes, à publier de nouveaux tarifs prix reclames par ses elients japonais, contribuant ainsi à son toor à stabiliser les cours mondiaux -

lars par baril. Dans ces conditions, il est peu probable que les elients de la B.N.O.C. refuseot ses nouvelles propositions, comme ils l'avaient fait le mois passé. Dans le telex qu'elle leur a adresse, la compagnie britannique leur recomma ode d'accepter les nonveaux prix « dans l'intérêt de lo stabilisation du marché mondial », et précise qu'elle a l'intention de maintenir le nouveau barême au moins jusqu'à la fin du second trimestre, à condition que la « discipline - persiste ailleurs, notar au sein de l'OPEP. - V, M.

l'Iran pratiquait, avant le mois de

# Le transporteur français des déchets de Seveso a été incarcéré

Après plus de cinq beures d'audition, le gérant de la Société provençale d'élimination des déchets ehimiques (SPEDILEC), M. Bernard Paringaud, a cté placé le 30 mars en détention provisoire par le uge d'instruction de Saint-Quentin, M. Régis Vanhasbrouek. Il a été in-culpé pour - non-déclaratian des coractéristiques et de la destination d'une cargaison importée de l'étranger » et » non-application des règlements concernant les Installations classées ».

Cette inculpation, survenant six mois après les faits - puisque les fúts contenant la dioxine de Seveso sont entrés en France le 10 septembre 1982, - souligne les carences des différentes administrations chargées de faire appliquer la réglementatioo. A commencer par les douanes, qui ont laissé entrer sur le territoire un chargement de produits hautement toxiques sans véritable vérification, et sans alerter aussitôt l'administration concernée, à l'épo-

que le ministère de l'environnement. Selon les premiers résultats de l'enquête menée par la police judi-ciaire d'Amiens, il resson en effet que le chargement de la SPEDI-

LEC a été dédouané à Saint-Quentin le 17 septembre. Les fûts de dioxine ont repris alors la route pour une destination inconnue, sans que les pouvoirs publics français interviennent, trop heureux sans doute que des déehets toxiques aussi - marqués - renassent la frontière pour autant qu'ils l'aient réellement

Quant à la société Hoffmann-La Rocbe, l'entreprise de Zurich qui possédait l'usine de Seveso, elle a reçu en décembre une déclaration de décharge, dûment certifiée par un notaire italien, affirmant que les fúts reposent sous « cinq mètres d'argile ». Mais où ? M. Bernard Paringaud n'est certainement pas le seul à connaître la réponse.

# Démentis allemands

Au ministère ouest-allemand de l'intérieur, charge des problèmes d'eovironnement en République fédérale d'Allemagne, un porte-parole a indiqué, ce 31 mars, que les informations selon lesquelles les déchets de Seveso sont stockés en R.F.A. sont . fausses . Il a ajouté qu'aucun contact, jusqu'à présent, n'a été établi entre son ministre, M. Friedrieh Zimmermann, et M= Huguette Bouehardeau, seerétaire d'État français à l'environnement, à propos de la dioxine litigieuse.

Quant à la firme - Dynamit Nobel », une entreprise de produits chimiques dont le sièges est à Troisdorf, près de Boon, soupçonnée d'avoir stocké les déchets, elle a catégoriquement démenti avoir traité

Le numéro du « Monde » daté 31 mars 1983 a été tiré à 496 643 exemplais



# LA VISITE DE M. SILES ZUAZO

# La France et la Bolivie sont hostiles à l'intervention des grandes puissances en Amérique centrale

La France et la Bolivie vont faire en sorte que leur « coopération três importante, qui pourrait ensuite s'étendre à d'autres pays d'Amérique latine », soit suivie par l'établis-sement « de relations économiques nutuellement intéressantes : entre la Bolivie et d'autres pays euro-péens, a déclaré mercredi 30 mars le président bolivien, M. Hernan Siles Zuazo, en visite officielle à Paris.

M. Zuazo a insisté sur l'atmospbere - particulièrement cordiale . de ses entretiens avec les responsables français, en particulier avec M. Mitterrand. Mettant en avant • les convergences politiques entre les gouvernements français et bolivien », il a souligne que sa visite n'avait • pas de relations • avec l'expulsion de Bolivie du criminel de guerre Klaus Barbie.

Il a confirmé la création, en attendant d'autres structures permanentes, d'une commission d'étude et de mise en œuvre de projets économiques communs, réunie dès mercredi avec la participation da minisofficiels modérés, supérieurs aux tre délégué ebargé de la prix réclamés par ses elients japo-

Cette commission, a précisé M. Nunez del Prado, ministre bolivien de la planification, doit permetmars, des rabais allant jusqu'à 7 dol- tre de mettre au point la forme de coopération « pragmatique » qui est « dans l'intérêt des deux parties ». La partie bolivienne, a indiqué le

trouvé leur pays « ruiné par la dic-tature » lors du retour de la démocratie, en octobre 1982, a toutefois déclare M. Zuazo. L'aide la plus urgente, a-t-il souligné, concerne les

ministre, ne souhaite pas tant des

crédits que la mise sur pied de

projets communs qui aboutiraient

à un partage des bénéfices retirés de

la mise en valeur des richesses po-tentielles importantes de la Boli-

L'obtention de crédits et le pro-

blème du rééchelonnement de la

dette extérieure bolivienne restent

néanmoins une préoccupation des

responsables de La Paz, qui ont

réparations des dommages causés, dans l'est du pays, par des récentes inondations. M. Nucci avait annoncé mercredi que la France avait décidé l'octroi d'un programme alimentaire, dont le montant serait prècisé ultérieurement, et l'envoi d'experts du génie pour la reconstruction d'ouvrages d'art détruits. Les projets communs concerneront, d'autre part, l'énergie, le développement rural et le transfert de technologie.

An plan politique, Français et Bo-liviens pronent ensemble des efforts pacifiques de règlement en Amérique centrole > et veulent - empecher l'intervention de grandes puissances » dans la région. a encore precisé M. Zuazo, qui devait rentrer à La Paz ce jeudi.

# M. PEREZ DE CUELLAR REÇU A L'ÉLYSÉE

Le président de la République a reçu mercredi après-midi, 30 mars, le comité administratif de coordination des Nations unies, une trentaine de personnalités, directeurs et directeurs généraux, conduites par le se-crétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

M. Mitterrand a rappelé que pour la France le combat pour la paix passe par un nooveau type de relare le Nord et le Sud. Il souligné le rôle que peuvent jouer à cet égard tontes les organisations économiques spécialisées de l'ONU, notamment le F.M.I. ou la Banque mondiale.

Quant à M. de Cuellar, il a insisté sur le rôle historique de la France pour la paix, aussi bien hier qu'aujourd'hui. M. Perez de Cuellar a été reçu également par M. Mauroy. Evoquant son voyage à Moscoy, il a précisé que les - Soviétiques ont exprime le désir de trouver des solutions pour arrêter lo course aux armements.>

S'agissant de l'Afghanistan et des négociations menées directement par l'ONU avec ce pays et le Pakis-tan, M. Perez de Cuellar a déclaré que les dirigeants soviétiques l'avaient - encouragé fortement à paursuivre (ses) efforts et lui avolent donné certoines raisons d'espérer ».

# A Nice

# **UNE IMPORTANTE ENTREPRISE** DU BATIMENT LICENCIE PRÈS DE LA MOITIÉ DE SON PERSONNEL

(De notre correspondant régional.)

Nice. - Après avoir été admise au bénéfice de la suspension provisoire des poursuites le 1ª février dernier, la société nicoise Nicoletti, l'une des principales entreprises du bâtiment et des travaux publies des Alpes-Maritimes, a présenté, le mer-credi 30 mars à la direction départementale du travail et de la maind'œuvre, une demande d'autorisation de licenciement collectif de trois cent vingt-huit salairiés sur un effectfif de sept cent cinquante et une personnes.

Le comité d'entreprise a donné un avis de principe favorable, mais la C.G.T. entend proposer son propre plan de redressement pour limiter plan de redressement pour limiter les effets de cette mesure. Elle met en cause la gestion de l'entreprise.

# NOUVELLE ATTAQUE IRANIENNE **AU KURDISTAN**

Les forces gouvernementales ira-niennes mènent depuis dix jours une grande offensive contre les maquisards kurdes dans la province d'Azerbaldjan occidental, a amoncé jeudi 31 murs à Londres un porte-parole du parti démo-cratique du Kurdistan iranien.

Selon le porte-parole du P.D.K.I., le gouvernement a fait intervenir des blindés, de l'artillerie lourde et des bélicoptères coutre les bases des maqui-sards en montagne. Aidés par des Kurdes progonvernementaux, plus de secteur au nord de Mahabad, tuant deux chefs rebelles. Le porte-parote kurde a zjouté que les forces gouvernementales avaient subi de jourdes perte et que plus de deux cents soldats et pasdaraus avaient jusqu'à présent, été tues. Radio-Téhérau, qui a fait état de la nouvelle offensire a aunoncé que plunouvelle offensire a annonce que plu-sieurs dizaines de pecimergas avalent été mis hors de combat. Pour sa part, les Moudjalaidin ont affirmé dans un communiqué rendu public à Paris que les pasdarans avalent, le 23 mars, exécaté en public vingt-cinq habitants du village de Gichen au Kurdistan.

 A Paris, une délégation de parle-mentaires communistes s'est rendue mercredi à l'ambassade de Téhéran neuronia a manazana de la caraca-pour exiger « que cesse toute forme de répression en l'an » et demander « la libération immédiate de Nouresidine Kinnouri, secrétaire général du Toudels, et tous les démocrates emprisons

# **VIOLENTE OFFENSIVE** VIETNAMIENNE CONTRE **UNE BASE KHMÈRE ROUGE**

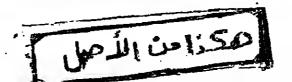
Bangkok. (Reuter, U.P.I.). - Les forces vietnamiennes ont déclenché ce jeudi 31 mars une importante ofensive contre Phnom-Chat, l'une des principales bases des Khmers rouges à la frontière entre le Cambodge et la Thallande. Les Vietnamiens, appuyés par des blindés, ont commencé leur offen-

sive peu avant l'aube par un pilonnage d'artillerie. La base des Khmers rouges est si-

tuée entre deux camps de réfugiés du Front de libération du peuple khmer (F.L.N.P.K.), qui hébergent quelque cent mille réfugiés. Pin-sieurs dizaines de milliers de Cambodgiens s'étaient réfugiés dans ces camps début février à la suite de l'offensive lancée de 31 janvier par les Vietnamiens contre Nong-Chan, le plus important eamps du F.L.N.P.K. (le Monde des 5 et 10 février).

Une compagnie vietnamienne qui poursuivait des maquisards khmers rouges a pénétré en Thailande et a en un bref accrochage avec les







A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

Market Street Street

 $(\mathbf{x}_{11}^{n})_{1} \approx \mathbf{x}_{11}^{n} \cdot \mathbf{x}_{12}^{n} \cdot \mathbf{x}_{13}^{n} \cdot \mathbf{x}_{13}^{n}$ 

operations with

40.00

 $f(A, C_{A}(t)) = f(A) = \frac{1}{2}(A - t)$ 

Charles and the con-

د در در در استام د د

and to be seen a

form from the expension

A STATE OF STREET

Charles Supragar

interpretation of the

The section of the

The Lawrence Contract

W. A. Stormer Company

Service and the service of

With the first time and

Charles of the contract

The term of the pro-

12 same of the same of

field and the same

Charles and the con-

De la mount

Topic - La Contraction

A Town March

OFFICE PARTY

the state of the

Exp. 100 Sep. 100.

Special Control of the Control of th

The Real Property of the Control of

Pie to Plant

Service Services

Copies Chair

Ten 141 - 141 - 131 - 12

And the last the last

State of the same of the same

See A second second second

The second second

A Company of the Comp

De Branch Land

And the second lines of th

The state of the s

A STATE OF THE STATE OF

The state of the s

Mikel Manne tr m

Transport to the state of the state of

The Manday Book

 $Max_{\mathbf{F}_{\mathbf{G}}}(p) = p = p_{\mathbf{F}_{\mathbf{G}}(p)}$ 

0.3 (Cap. 2.2)

William Town Co.

3 37 7 17 1 4 4 4

After the factor of the

 $\mathcal{A}_{\mathcal{A}} = \{ \mathcal{A} \mid \mathcal{A}_{\mathcal{A}} = \mathcal{A}_{\mathcal{A}} : \mathcal{A}_{\mathcal{A}} = \mathcal{A}_{\mathcal{A}} \}$ 

1.04

672

1000

Maria Antibala de la compania del compania del compania de la compania del compania de la compania del compania de la compania de la compania de la compania de la compania del compania de

and the same of the same \*\* \*\*\*\* \*\*\* The state of the s ... . well by the section A COMPANY OF THE PARTY OF . ... many town. But the and in a Tananagania and the water - WELL WITH STAN - - -

n dispersion and per the property of The second second second second - Committee of the second A CONTRACTOR OF THE PARTY OF - - Langer way

-A MARINE & BURNEY という 大田 本本 東京 大田 一 TA WAREL MAN 

The second secon

Lus Erments UN BOOM III TOTTION

-

And the second s une appro du sionis 

denci

A STATE OF THE PARTY AND